

26 septembre 2023 (Le Figaro)

[Bertille Bayart: «Emmanuel Macron sur la voie d'un "Frexit" électrique ?» \(lefigaro.fr\)](#)

«Emmanuel Macron sur la voie d'un "Frexit" électrique ?»

Par [Bertille Bayart](#)

CHRONIQUE - Derrière l'engagement à « reprendre le contrôle » des prix de l'électricité, le chef de l'État annonce un durcissement du bras de fer avec Berlin.

« *Nous allons reprendre le contrôle du prix de notre électricité* », a affirmé lundi Emmanuel Macron, devant le Conseil de la planification écologique. Associer le slogan populiste qui avait fait basculer le vote britannique en faveur du Brexit au projet énergétique français est, dans la bouche du président de la République, inattendu. **Se serait-il converti à un « Frexit » électrique ?** L'exécutif a décidé de rédiger sa propre régulation nationale du marché de l'électricité en France sans attendre la fin des discussions européennes sur le sujet. C'est un coup de force. Le deuxième après la prise en otage de la directive sur les énergies renouvelables - dite « Red 3 » - en mai dernier, bloquée par Paris tant que le nucléaire n'avait pas sa place dans la production d'hydrogène.

La discussion européenne sur la réforme du marché de l'électricité, attendue depuis deux ans, est en calaminée. La question du nucléaire dessine les lignes de fracture. Le Conseil est coupé en deux. Face à Paris, Berlin se braque. La Commission a mis sur la table une proposition de compromis, acceptable pour la France. Le Parlement résiste. Les députés français [François-Xavier Bellamy](#) (PPE) et Christophe Grudler (Renew) ont tenté de faire bouger les lignes mi-septembre. Raté. Mais le coup de pression est mis. La balle est maintenant dans le camp du gouvernement, a expliqué Bellamy. À lui de monter en défense de « *l'intérêt national* », au Conseil, puis en trilogue (discussion entre la Commission, le Conseil et le Parlement).

Quel est l'enjeu ? Faire accepter que les nouvelles règles de régulation s'appliquent au parc nucléaire existant. Autrement dit, que la production des **56 réacteurs français** puisse être vendue selon des règles fixées par l'État plutôt que soumises à la loi du marché. **Paris veut qu'EDF vende ses électrons aux entreprises et aux ménages français à des prix proches de ses coûts de production, plutôt qu'à des prix guidés par des cours non seulement volatils, mais aussi indexés de fait sur ceux d'autres moyens de production, en particulier le gaz.** Berlin fait-il du nucléaire français le bouc émissaire de son impasse énergétique et de la thrombose politique de sa coalition ? Ou redoute-t-on vraiment outre-Rhin que la France engrange en masse des investissements industriels attirés par la compétitivité de l'énergie nucléaire ? **Qu'importe, le blocage est complet. « De notre côté, ce n'est pas négociable. Nos intérêts vitaux sont en jeu », affirme une source gouvernementale française.** Depuis l'été, la France joue le bras de fer, et parle publiquement de « *ligne rouge* » nucléaire.

« Soutien mutuel »

Le but reste évidemment de trouver un accord. Mais en affirmant que la France n'attendra plus l'Europe et définira ses propres règles « *en octobre* », **Emmanuel Macron joue son va-tout.** Le moment est choisi. Le 17 octobre, le Conseil européen se réunit sur la question énergétique. Le rendez-vous le plus important aura peut-être lieu avant : les 9 et 10 octobre, le président français sera chez le chancelier allemand Olaf Scholz, à l'invitation de celui-ci, à Hambourg. Bruno Le Maire était à Berlin le 13 septembre. Il a pu affirmer la position française, et constater la rigidité de ses homologues. Les tentatives d'une ultime conciliation émergent.

Nous plaçons pour un soutien mutuel, notamment en désignant les centrales nucléaires et les centrales à gaz à hydrogène comme des technologies de transition sur la voie de la neutralité climatique

Camille Landais, président du Conseil d'analyse économique, et son homologue allemande Monika Schnitzer

Le président du Conseil d'analyse économique, Camille Landais, et son homologue allemande, Monika Schnitzer, ont signé la semaine dernière un **appel** commun à ce que chaque pays reconnaisse le mix énergétique de l'autre. *« Nous plaidons pour un soutien mutuel, notamment en désignant les centrales nucléaires et les centrales à gaz à hydrogène comme des technologies de transition sur la voie de la neutralité climatique »*, écrivent-ils. *« Si la solution est de dire que le nucléaire est une énergie de transition pour un siècle, ça me va ! »*, rigole une source française. *« La question aujourd'hui est finalement moins celle du marché européen que la régulation que chaque pays entend mettre en œuvre »*, analyse un proche du dossier. **Berlin fait le choix d'un système basé sur des subventions, notamment en direction de l'industrie**, le temps de faire monter en puissance ses nouveaux moyens de production renouvelables et au gaz.

Paris mise sur son parc nucléaire historique. Sa production sera vendue par EDF sous un prix plafonné à un niveau correspondant à son coût de production assorti d'une marge encore en discussion entre le gouvernement et l'entreprise. **Au-dessus de ce plafond, l'État récupérera les revenus, et les redistribuera aux consommateurs.** Le système abaissera donc le prix moyen. Pour jouer le bras de fer européen, **l'exécutif a en effet aligné EDF sur sa position.** C'était le sens de la réunion, vendredi dernier, entre la première ministre Élisabeth Borne, et le PDG d'EDF, Luc Rémont. D'ici quinze jours, le niveau du plafond aura été décidé. **Le gouvernement entend jouer à fond la carte de la compétitivité de l'électricité en France. EDF, que « nous avons nationalisé », a rappelé Emmanuel Macron lundi, en sera l'instrument.** Le double jeu de l'entreprise publique, qui défendait des positions différentes de l'exécutif devant les institutions communautaires, est terminé.

Chantier du siècle

L'exécutif insiste : il n'est évidemment pas question de sortir du marché européen physique de l'électricité, où le jeu des importations et des exportations facilite l'équilibre permanent de l'approvisionnement. Il n'empêche. Ceux qui ont réclamé depuis des mois que la France emprunte la voie d'une réglementation nationale comme l'ont fait l'Espagne et le Portugal dès 2022 vont s'en donner à cœur joie. Que le président ne s'est-il pas plus vite rangé à leurs arguments ?

L'Élysée prend le risque. Autant couper tout de suite l'herbe sous le pied des oppositions. Il reste plus de huit mois d'ici les élections européennes... Avant cela, il faudra cependant soumettre au Parlement un projet de loi de programmation énergie-climat, rebaptisé par Emmanuel Macron **« loi de production énergétique »**. Le texte que défendra la ministre Agnès Pannier-Runacher portera non seulement sur la réforme de la régulation et des tarifs de l'électricité, mais aussi sur le règlement de la question des barrages ainsi que sur la programmation de nouveaux moyens de production, **en particulier le « chantier du siècle » de la construction des EPR2.** L'exécutif espère qu'il saura convaincre à droite. La cause du nucléaire vaut bien d'épargner un 49.3.

26 septembre 2023 (The Economist)

[Why Emmanuel Macron is pulling French troops out of Niger \(economist.com\)](https://www.economist.com/news/2023/09/26/why-emmanuel-macron-is-pulling-french-troops-out-of-niger)

France and Africa

Why Emmanuel Macron is pulling French troops out of Niger

France's decision to quit leaves its Africa policy in disarray



Sep 25th 2023 | PARIS

When on July 26th soldiers from Niger's presidential guard [detained and overthrew](#) the leader they were supposed to be protecting, France insisted that it would not take orders from the new junta. When the coup leaders told France's ambassador and its 1,500 soldiers stationed in the country to get out, the [former colonial power](#) dug in its heels, citing a point of democratic principle. Emmanuel Macron, the French president, declared that Mohamed Bazoum, Niger's captive president, had been democratically elected and so France would recognise only his authority.

But in an abrupt reversal on September 24th, Mr Macron announced that not only was France's ambassador, Sylvain Itté, being recalled to Paris but all troops in Niger would leave by the end of the year. France, declared its president, would thus put an end to bilateral military co-operation with Niger.

The official explanation for this about-turn is that the new authorities "no longer want to fight against terrorism", said Mr Macron. Between 2013 and 2022 France led an anti-jihadist operation in the countries of the Sahel—Burkina Faso, Chad, Mali, Mauritania and Niger—initiated at their request. Backed by other European countries, including Britain, Estonia and Sweden, the operation at its peak counted over 5,000 French soldiers. Last year France decided to wind down Operation Barkhane and quit Mali after military leaders there staged a second military coup, and hired mercenaries from Russia's Wagner group. French forces withdrew to what then seemed to be the relative stability of neighbouring Niger, where France maintains a military base, complete with fighter jets and Reaper drones.

As it happens, Mr Macron has a point about counter-terrorism. Niger's junta justified its putsch in July as a response to rising insecurity. In reality political violence has surged since the coup leaders took over. According to the Armed Conflict Location and Event Data Project, a research group based in America, political violence increased by 42% in the first month of rule under the junta in Niger compared with the previous month. In the first six months of 2023, when Mr Bazoum held office, by contrast, it fell by 39% compared with the previous six months.

Yet the French decision to quit Niger is about much more than this. It is partly a pragmatic recognition that the junta was not going to budge, and that regional countries, despite their threats, were unlikely to try to dislodge it from power. The decision also marks a reluctant and painful realisation in Paris that its influence on the continent has taken a severe knock.

In the eyes of a generation of younger Nigeriens, and partly thanks to the efficiency of Russian disinformation campaigns, France is now regarded as the problem, not the solution. In 2013 François

Hollande, Mr Macron's predecessor, was feted in Bamako, Mali's capital, after he dispatched French troops to beat back a jihadist incursion. Today crowds wave hastily stitched Russian flags, and call for France to get out.

The uncomfortable truth is that, however much the French point to their tactical successes in the Sahel, the broader picture since 2013 is one of spreading political violence. This has rapidly spilled over into West Africa's coastal states. Unlike other former colonial powers, France keeps a strong military presence on the continent, which consists of four other permanent bases, in Djibouti, Gabon, Ivory Coast and Senegal. This makes it a ready target to blame, and to accuse of neo-colonial occupation. The decision to leave Niger, declared the junta after Mr Macron's declaration, was a "historic moment" for the country's sovereignty.

The weight of France's history casts a long shadow of suspicion over its broader activities on the continent. In a landmark speech in Burkina Faso in 2017, Mr Macron laid out his plans for a Franco-African reset. France would turn the page on "françafrique", the web of cosy links between Paris and French-speaking African leaders that kept them in office and business deals flowing north. To make the point, he returned works of art from French museums, and asked forgiveness for France's role in the genocide in Rwanda. Yet this new approach, combined with its colonial past, means that France is held to standards not applied to other outside powers, including Russia, China and Turkey. America too attracts little dissent. It runs a drone base out of Agadez in Niger, and has quietly decided to stay despite the change of regime, to little outcry.

France had no good options in Niger. Had its troops and diplomats stayed in spite of the junta's demands, this could have precipitated a nasty confrontation. By leaving, as François Heisbourg of the Foundation for Strategic Research in Paris, puts it, "France's bluff has been called, which we could pay a heavy price for down the line." For France, a serious rethink of its Africa policy and the sustainability of its military presence on the continent is now in order. For the people of Niger, the likely consequence of this sorry episode is that political violence will only get worse.

26 septembre 2023 (NZZ)

[Hijab-Statue in Birmingham: Ein fünf Meter hohes Missverständnis \(nzz.ch\)](https://www.nzz.ch)

Monument der Ignoranz – während Frauen in Iran unter Lebensgefahr gegen das islamische Kopftuch protestieren, wird der Hijab in England mit einer fünf Meter hohen Statue gewürdigt

Eine massive Skulptur soll im Raum Birmingham «die Kraft des Hijabs» demonstrieren. Es ist nicht das erste Mal, dass das religiöse Kleidungsstück als Symbol für Emanzipation und Diversity missverstanden wird.

Lucien Scherrer

26.09.2023, 05.30 Uhr 4 min



Sie soll verhüllte Musliminnen «sichtbar» machen: Frauen bewundern die fünf Meter hohe Statue «The Strength of the Hijab», 18. September. Phil Barnett / PA Images / Getty

Sie blickt streng und trotzig in die Zukunft, ihr stählernes Gesicht thront auf einem wuchtigen rostbraunen Körper. Mit einer Sichel in der Hand würde man ihren Standort in Nowosibirsk vermuten oder in Pjongjang. Doch die fünf Meter hohe Frauenstatue soll in Smethwick bei Birmingham errichtet werden – und sie trägt keine Sichel, sondern ein islamisches Kopftuch.

«The Strength of the Hijab» heisst das Kunstwerk, die Stärke des Hijabs. Erschaffen hat es der Künstler Luke Perry, auf Wunsch einer lokalen Charity-Organisation, die sich für «Diversity» und migrantische Kulturen einsetzt. Verhüllte Frauen, so erklärt Perry in einem Video, seien in der Gesellschaft derart unterrepräsentiert, dass man sie «sichtbar» machen müsse. Sie seien nämlich mächtig, schön und stark. Auf dem Sockel der Skulptur steht: «Es ist das Recht jeder Frau, geliebt und respektiert zu werden, egal für welche Kleidung sie sich entscheidet.»

Perry hat nach eigenen Angaben «grossartige» Reaktionen erhalten, er sei sich aber bewusst, dass sein Werk kontrovers aufgenommen werden könnte. Es gebe, so zitierte ihn die BBC, viele Leute, die die Gesellschaft gerne spalten und andere ausschliessen würden. Tatsächlich löst das Fünf-Meter-Mahnmal auch in weltoffenen Kreisen Unbehagen aus. Denn das Tragen des Kopftuchs wird vornehmlich von Islamisten propagiert, die damit suggerieren, jede anständige Muslimin müsse ihr Haupt verhüllen.

In Teheran ist man von der Skulptur begeistert

In Ländern wie Iran ist der Hijab obligatorisch. Frauen, die gegen diesen Zwang protestieren, werden ins Gefängnis geworfen, misshandelt oder getötet – wie Mahsa Amini, die am 16. September 2022 von Sittenwächtern zu Tode geprügelt wurde. Aber auch in europäischen Städten stellt sich die Frage, ob es wirklich stets die Frauen sind, die sich für diese züchtige Kleidung entscheiden, wie Luke Perry mit seiner Hijab-Statue behauptet. Schliesslich müssen sich auch Minderjährige verhüllen, und aus Ländern wie Frankreich gibt es Berichte von Frauen, die als Huren beschimpft werden, wenn sie sich in gewissen Quartieren religiösen Kleidungs Vorschriften verweigern.

«Die Enthüllung dieser Statue ist ein Schlag ins Gesicht aller Frauen, die gegen Hijab-Gebote aufbegehren», schreibt Megan Manson, Kampagnenleiterin bei der britischen National Secular Society. Dies umso mehr, als das Monument der Öffentlichkeit wenige Tage nach dem ersten Jahrestag der Anti-Hijab-Proteste in Iran präsentiert worden sei. Die Statue werde wohl auch britische Musliminnen einschüchtern und den Druck der Fundamentalisten verstärken. Wer so etwas baue, unterstütze Islamisten zwar nicht explizit. Aber er verbreite islamistische Propagandamuster und offenbare eine Ignoranz gegenüber religiösen Praktiken, die nicht mit demokratischen Prinzipien vereinbar seien.

Bezeichnenderweise wird der Statuenbau zu Smethwick auf Websites wie derjenigen der «Internationalen Koran-Nachrichtenagentur» mit Sitz in Teheran gewürdigt, als weltweit wohl «erste Skulptur einer Frau mit Kopfbedeckung». Dass der Hijab verklärt und missverstanden wird, ist in Europa keineswegs einzigartig. Aktivisten und Institutionen, die angeblich für Toleranz und Menschenrechte kämpfen, betrachten ihn als Ausdruck von Minderheiten-Empowerment, Feminismus und Antirassismus.

Der Europarat zum Beispiel arbeitet mit islamistischen und proislamistischen Organisationen wie Femyso und ENAR zusammen, die Kritik am Kopftuch als Ausdruck einer kolonialen oder gar rassistischen Haltung verurteilen. 2021 startete die Abteilung «Inklusion und Antidiskriminierung» mit EU-Geldern eine Kampagne gegen «Islamophobie», in der Slogans wie «Schönheit liegt in der Vielfalt wie Freiheit im Hijab» oder «Mein Kopftuch, meine Wahl» verbreitet wurden.

Muslimische Frauen im Kampf gegen Diversity-Unterricht

Nach Protesten aus Frankreich mussten die Slogans gestoppt werden, was Femyso-Aktivisten gemäss einem Beitrag der BBC umgehend als Beweis interpretierten, dass «muslimische Frauen» weniger Rechte hätten. Die BBC, die auch den Bau des Hijab-Monuments bei Birmingham ohne jegliche kritische Gegenstimme würdigte, suggerierte in dem Beitrag, dass der Protest gegen die Pro-Hijab-Kampagne einzig von Rechtsextremen geschürt werde. Dabei zeigt sich auch in Grossbritannien, dass Diversity und religiöser Fundamentalismus schwer zusammenpassen.

So gab es 2019 in Birmingham wütende Proteste gegen Schullektionen, in denen Kindern die Anliegen von LGBT-Personen nähergebracht werden sollten. Laut einem Bericht des «Guardian» waren die meisten Protestierenden islamischen Glaubens. Auf Bildern sind unter anderem Frauen zu sehen, die Schilder mit Aufschriften wie «Adam und Eva statt Adam und Steve» hochhalten. Mehrere von ihnen tragen ein Kopftuch – gut «sichtbar» für alle, aber offensichtlich von vielen übersehen, weil es nicht ins Weltbild passt. Für dieses Wegsehen ist die Hijab-Statue von Smethwick ein perfektes Mahnmal.

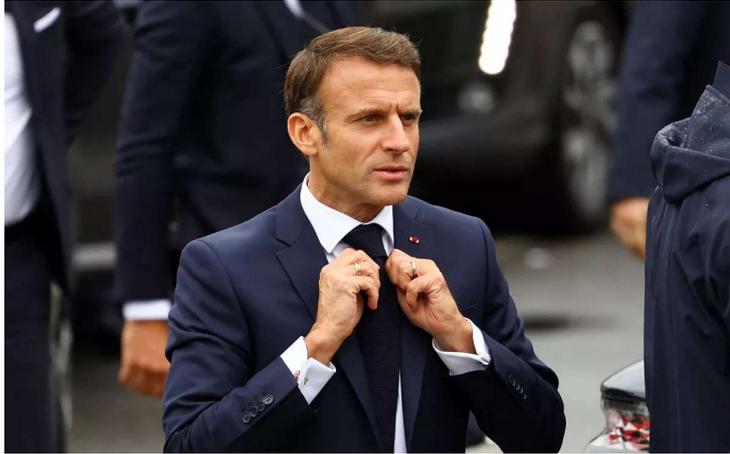
26 septembre 2023 (Le Figaro)

[Le déroutant virage interventionniste de l'exécutif le plus libéral depuis des décennies \(lefigaro.fr\)](https://www.lefigaro.fr)

Le déroutant virage interventionniste de l'exécutif le plus libéral depuis des décennies

Par [Ivan Letessier](#)

Publié hier à 19:42, mis à jour hier à 22:11



«La menace de baisser le seuil de vente à perte a été brandie. Elle ne sera pas dans le texte de mercredi. On la garde comme menace», a déclaré Emmanuel Macron. *HANNAH MCKAY/REUTERS*

DÉCRYPTAGE - Refusant de baisser les taxes sur les produits pétroliers et la TVA sur les produits alimentaires pour ne pas grever les comptes de l'État, le gouvernement est tenté par la privatisation forcée du «quoi qu'il en coûte».

«*Les superprofits, je ne sais pas ce que c'est*», assurait [Bruno Le Maire](#) à l'université d'été du Medef, en rejetant la taxe proposée par la Nupes. C'était il y a un an, y a un siècle, y a une éternité. En cette rentrée 2023, le ton a changé. Le président de la République fustige désormais les «*marges abusives*». Dans [son intervention télévisée](#), dimanche soir, il a délivré une série de coups de boutoir destinés à faire plier les géants de la grande distribution, de l'industrie agroalimentaire et du raffinage.

Certes, la dérogation à l'interdiction de revente à perte ne sera pas au menu du projet de loi anti-inflation présenté mercredi au Conseil des ministres. Le chef de l'État a tiré les enseignements de la bronca déclenchée, il y a dix jours, par le projet d'Élisabeth Borne, une idée pourtant validée par l'Élysée. Mais [Emmanuel Macron](#) est loin, très loin, d'avoir lâché l'affaire. «*La menace de baisser le seuil de vente à perte a été brandie, a-t-il drôlement lâché. Elle ne sera pas dans le texte de mercredi. On la garde comme menace.*»

Une «*menace*»! On aurait cru entendre Arnaud Montebourg lorsqu'il était installé à Bercy dans le bureau plus tard occupé par Emmanuel Macron. Ce qui était présenté, à la sortie du dernier Conseil des ministres, comme un droit offert aux distributeurs était donc une «*menace*»: celle d'obliger les hypers à perdre de l'argent à chaque fois qu'un client ferait le plein sur leur parking.

Trouver «un accord sur la modération des marges»

L'offensive du président de la République et du gouvernement est guidée par le souhait de s'attaquer aux conséquences de l'inflation. Pour la première fois depuis janvier 2022, les prix alimentaires viennent de légèrement reculer (- 0,5% en septembre par rapport à août), mais ils restent 20% plus élevés qu'il y a

deux ans. Et ceux de l'énergie remontent, sous l'impact de la flambée du pétrole et du rétrécissement du bouclier tarifaire mis en place l'an dernier par le gouvernement.

Le président exige donc que les raffineurs réduisent leurs marges et que les distributeurs revendent le carburant «à *prix coûtant*», sans le moindre centime de profit. Ces sacrifices ne réduiraient les prix que de quelques centimes (moins d'une dizaine) par litre. Dédouanant les agriculteurs, qui «*ne profitent pas de la crise*» et les petites entreprises, qui «*ne bénéficient pas de l'inflation*», le chef de l'État fustige «*les grands groupes, qui ont augmenté le prix de leurs marques*». Et appelle le secteur à trouver «*un accord sur la modération des marges*».

Privatisation forcée du «quoi qu'il en coûte»

Ce virage interventionniste, que la gauche ne renierait pas, est déroutant. Avec Emmanuel Macron à l'Élysée et Bruno Le Maire à Bercy depuis mai 2017, la France dispose de l'exécutif le plus libéral depuis des décennies. Son engagement «pro-business» a attiré des investissements étrangers et a permis à la France de retrouver un solde net positif de créations d'usine. Ce cercle vertueux menace de s'enrayer: les patrons des filiales françaises des géants de l'alimentaire assurent que leurs marges baissent depuis début 2022 et que leurs projets d'investissements en France sont menacés.

Refusant de baisser les taxes sur les produits pétroliers et la TVA sur les produits alimentaires pour ne pas grever les comptes de l'État, limitant ses soutiens aux Français les plus fragiles, le gouvernement est tenté par la privatisation forcée du «quoi qu'il en coûte». Avec le risque, dans sa défense des consommateurs, de fragiliser leurs employeurs...

26 septembre 2023 (FAZ)

[DDR-Historikerin Christina Morina: Woran krankt die Ost-West-Debatte? \(faz.net\)](#)

OST-WEST-DEBATTE:

„Wir reden zu viel über die Ränder“

VON [STEFAN LOCKE](#)

-AKTUALISIERT AM 26.09.2023-06:18



„Wir wollen raus“: Demonstration in Leipzig am 4. September 1989 Bild: Picture Alliance

Christina Morina ist Professorin für Geschichte. Im Interview fordert sie, den Demokratiebegriff der DDR stärker in den Blick zu nehmen – und dessen Bedeutung für die Breite der ostdeutschen Gesellschaft.

Frau Morina, Sie haben laut Verlagsankündigung „eine fällige Antwort auf eine eingefahrene Ost-West-Debatte“ geschrieben. Was hat Sie so genervt?

Die gegenwärtigen Diskussionen, nicht nur über die ost-westdeutsche Geschichte vor 1989, sondern auch über die sogenannte ostdeutsche Lage nach 1989 und überhaupt die gesellschaftliche Auseinandersetzung damit sind für viele Menschen einfach nur noch frustrierend. Man läuft auf ausgetretenen Pfaden, dreht sich im Kreis, es geht immer auf gleiche Weise um Abgrenzung, Gräben, Skandalisierung. Zugleich sind diese Fragen doch hoch relevant für vieles, was gegenwärtig in der Gesellschaft passiert.

Ausgetretene Pfade, Skandalisierung – gilt das auch für die beiden meistdiskutierten Bücher des Jahres zum Thema, Dirk Oschmanns „Der Osten: eine westdeutsche Erfindung“ und „Diesseits der Mauer“ von Ihrer Historiker-Kollegin Katja Hoyer?

Beide Bücher sind für mich – bei allem Respekt für die Arbeit, die dahintersteckt – Teil des Problems. Sie sind so angelegt, dass sie diese eingefahrenen Debatten nicht wirklich verändern, sondern eher verstetigen oder sogar noch vertiefen. Bei Dirk Oschmann ist das ja auch erklärtes Kalkül, an den Gräben, die man doch eigentlich so verwerflich findet, weiter zu graben, in einer Pose der vermeintlichen Gegenwehr. Beide schreiben jedoch das Problem fort, gegen das sie sich wenden, und sie profitieren davon.



Christina Morina :Bild: Siedler

Woran krankt die Ost-West-Debatte?

Es fehlt an integrierten Blicken auf die jüngere Geschichte. Wir haben Fortschritte gemacht, die deutsch-deutsche Nachkriegsgeschichte der 50er, 60er und 70er Jahre zusammenzuschreiben. Doch die Zeitgeschichte ab 1990 ist stark überlagert von Frustration und Ärger über die Kosten der Einheit in jeder Hinsicht. Es fehlt nicht an starken Positionen und Thesen, aber an weiterführenden Fragen, die es erlauben, die Themen west-östlich integriert zu betrachten. Welche Rolle der Herbst 1989 für die gesamtdeutsche Demokratiegeschichte gespielt hat, ist eigentlich eine so naheliegende Frage, sie wurde aber bislang kaum ernsthaft untersucht. Bundespräsident Steinmeier feiert in seinen Reden 1989 zu Recht als Sternstunde der deutschen Demokratiegeschichte. Zugleich sprechen wir, wann immer es um die politische Lage „im Osten“ geht, über die Gefährdung der Demokratie. Das ist ja ein riesiger Widerspruch. Ich wollte deshalb wissen: Welche Rolle spielt 1989 eigentlich genau in der deutschen Demokratiegeschichte und was hat das mit Heute zu tun?

Zu welcher Erkenntnis sind Sie gekommen?

Bisher hat sich die Auseinandersetzung mit der ostdeutschen Geschichte vor 1989 auf ihre Beschreibung als Diktatur konzentriert. Die DDR war aber nicht nur eine Diktaturgeschichte. Der Demokratiebegriff hat in der DDR nicht nur eine rein propagandistische Rolle gespielt, sondern er war eine wirkmächtige Formel. Dahinter steckte ein Anspruch, der durchaus vergleichbar war mit dem Demokratieanspruch in der Bundesrepublik, nämlich aus dem Nationalsozialismus Lehren zu ziehen und eine bessere, eben demokratische Ordnung aufzubauen. Die Breite der ostdeutschen Gesellschaft, über die viel zu wenig gesprochen wird, hat diesen Anspruch geteilt und auf vielfältige Weise versucht, ihm gerecht zu werden.

Und das wirkt bis heute nach?

Diese weitere gesellschaftliche Perspektive auf Revolution und Einheit fehlt bislang. Wir verstehen die Geschichte aber besser, wenn wir anerkennen, dass es nicht nur eine westdeutsche Demokratiegeschichte gab, zu der die Ostdeutschen 1990 unvermittelt dazukamen. Es gab vor 1989 auch eine sehr eigensinnige ostdeutsche Demokratieanspruchsgeschichte, ein sich ewig Abarbeiten am Versprechen der Demokratie, das auf komplizierte Weise bis heute nachwirkt. Teilweise macht das auch erklärbar, warum der „volksdemokratisch“ und „bürgerbewegt“ daher kommende Rechtspopulismus in Ostdeutschland so viel mehr Resonanz findet.

Sie haben für Ihr Buch Bürgerbriefe aus den 1980er Jahren an die Bundespräsidenten Carstens und Weizsäcker sowie an DDR-Institutionen, die meist von der Stasi abgefangen wurden, ausgewertet. Was lässt sich daraus über die ost- und westdeutsche Gesellschaft lesen?

Fangen wir mit den Ähnlichkeiten an: Beide Demokratieansprüche wurden in der Bevölkerung sehr ernsthaft und engagiert diskutiert. Auf allen Ebenen der Gesellschaft wurde in beiden deutschen Staaten versucht, der Demokratie-Idee gerecht zu werden. Dabei wird ein sehr ähnliches Staatsbürgerverständnis in Ost und West sichtbar, was auf eine lange gemeinsame Vorgeschichte

verweist, etwa auf die Trennung in Staats- und Privatbürger. Die Unterschiede sind aber auch klar: Demokratie wird im Westen als staatliche Ordnung und alltägliche Praxis verhandelt, und im Osten als staatliches Postulat und alltägliche Utopie, als etwas, das ungeachtet der hohlen Rede von der „sozialistischen Demokratie“ noch zu erreichen war. Auf beiden Seiten begegnen wir um Mündigkeit bemühten Bürgern, wobei die Bundesbürger ihr Staatsoberhaupt souverän als Gleichen unter Gleichen ansprechen, und das war etwas, von dem Ostdeutsche nur träumen konnten.



Am deutsch-deutschen Grenzübergang Rudolphstein, 10. November 1989 :Bild: Picture Alliance

1990 kommen nun diese beiden Demokratiegeschichten zusammen. Mit welchen Folgen?

In der DDR entwickelte sich vor dem [Mauerfall](#) eine innerostdeutsche Öffentlichkeit, die wir bisher zu wenig im Blick hatten. Ich meine damit nicht nur die Opposition, sondern die vielen Einzelbürger und Gruppen, die den Staat nicht abschaffen, sondern verändern und einen „wirklich“ demokratischen Sozialismus schaffen wollten. Diese Ideen waren unglaublich vielfältig, kreativ und zum Teil auch problematisch, etwa mit Blick auf die dabei verhandelten Volksvorstellungen. Das alles fließt 1990 in eine bewährte Ordnung ein, für die sich die Ostdeutschen sehr bewusst und in großer Mehrheit entschieden haben – und die sie im Übrigen mehrheitlich nie infrage gestellt haben. Wir diskutieren leider zu viel über die Ränder, denn auch im Osten stimmen bis heute die meisten Menschen der repräsentativen Demokratie als Ordnung zu und schätzen sie. Als in Seelow in Brandenburg eben nicht der AfD-Kandidat zum Bürgermeister gewählt wurde, sondern fast 70 Prozent für den parteilosen Kandidaten stimmten, war das leider keine Titelgeschichte, sondern nur eine Meldung.

Inwiefern ist die Demokratie im Westen eine andere als die, die sich Ostdeutsche vorgestellt haben?

Die bundesrepublikanische Ordnung ist eine ganz andere als die im Osten vielstimmig verhandelte Demokratie. Das bürgerbewegte, basis- und direktdemokratische Element, das als Antwort auf das schein-demokratische Gerede der SED tief in der DDR-Geschichte wurzelt, das reibt sich sehr mit der parlamentarischen Parteiendemokratie, die sich gleichwohl als bislang beste Ordnung bewährt hat. Die große Frage lautet: Wie gut war und ist diese Ordnung in der Lage, die neu hinzukommende und gewachsene Demokratiekultur Ost aufzunehmen? Offenbar war sie das bislang zu wenig. Und in diese Lücke stößt die AfD mit ihren direkt- und basisdemokratischen Parolen hinein.

Waren die Ideen der Bürgerbewegung nicht schon mit der Volkskammerwahl am 18. März 1990 tot? Damals erreichte das Bündnis 90 nur 2,9 Prozent der Stimmen.

Das würde ich so nicht sagen. Gerade die basisdemokratischen Elemente haben eine ganze Reihe von ostdeutschen Politikern geprägt, die nach 1990 in vielen Parteien weiter tätig waren und sind. Angela Merkel und Joachim Gauck sind also keineswegs Ausnahmen. Und da stellt sich schon die Frage, warum es dennoch diese mangelnde Integration ostdeutscher Erfahrungen gibt.

Gerade Angela Merkel ist doch nie explizit auf ihre Herkunft eingegangen, mal abgesehen von ihrer bemerkenswerten Rede 2021 zum Tag der Deutschen Einheit in Halle. Sie konnte doch nur Kanzlerin bleiben, wenn sie vor allem die Mehrheit der Westdeutschen gewinnt.

Einerseits ja. Kohl wollte ja auch nicht Kanzler der Pfälzer sein. Aber ich frage mich schon, warum gerade sie – und auch Gauck – ihre Herkunft und intime kulturelle Kenntnis des Ostens angesichts der immensen Herausforderungen der Einheit nicht stärker genutzt und in ihre politische Arbeit einbezogen haben. Sie hätten sie gründlicher zum demokratie- und staatspolitischen Thema machen müssen, weit über all die Beauftragten und Sonderprogramme hinaus. Dass das nicht geschehen ist, ist ein Versäumnis, und zwar aller Kanzler seit 1990. Man sollte nicht immer „nur die Westdeutschen“ verantwortlich machen, sondern muss auch nach der spezifischen Verantwortung ostdeutscher Politiker fragen.



Der Blick nach drüben, oft verengt: Berlin im Dezember 1989 :Bild: Christoph Pueschner/Zeitspiegel/Agentur Focus

Es gab immerhin eine Kommission, die über eine neue Verfassung diskutiert hat, so wie es das Grundgesetz im Fall der Deutschen Einheit auch vorsah. Dort sollten ostdeutsche Erfahrungen einfließen, doch eine (westdeutsche) Mehrheit im Bundestag hat alle Vorschläge abgelehnt.

Es gab in der Kommission prominente Stimmen, [Wolfgang Thierse](#) zum Beispiel. Da wurden sehr unterschiedliche demokratische Ideenwelten sichtbar. Für Westdeutsche war Demokratie gelebter Alltag geworden, sie musste nicht ständig erkämpft werden, wohingegen für Thierse das Demokratieverhandeln ganz existenziell war, ihn geprägt hatte und über gesicherte bürgerliche Mitbestimmungsräume nachdenken ließ. Diese sehr unterschiedlichen Sichtweisen zu zeigen, ist wichtig, auch wenn die basisdemokratischen Ideen sowohl im Osten als auch im Westen, wo nicht wenige nach dem Mauerfall auf eine direktdemokratische Erweiterung des Grundgesetzes gehofft hatten, immer marginal blieben und politisch nicht durchsetzbar waren.

Eine große Minderheit der Ostdeutschen fremdelt bis heute mit der Bundesrepublik. Hätte hier eine neue, gemeinsame Verfassung mit ostdeutschem Erfahrungshorizont helfen können?

Ich halte das für eine müßige Frage. Demokratiefragen sind für Ostdeutsche stark an soziale und wirtschaftliche Fragen gebunden. Wenn sich damals Forderungen wie das Recht auf Arbeit und Wohnen oder ein solidarischer Miteinander als Staatsziel stärker durchgesetzt hätten, hätte die soziale Marktwirtschaft infrage gestanden. Schwer zu sagen, was dann herausgekommen wäre. Wichtiger finde

ich die Frage, inwiefern eine demokratische Ordnung gestaltungsoffen ist. Das gilt nicht nur für Ostdeutsche, sondern auch für die vielen Menschen, die aus dem Ausland kommen und hier dauerhaft leben. Sie müssen dieses Gemeinwesen mitgestalten können. Und wir sollten nicht vergessen, dass die Einheit auch für viele Westdeutsche einen Abschied bedeutete, nämlich den von der Bonner Republik.

Ein großes Kapitel in Ihrem Buch widmen Sie der Hauptstadtdiskussion um Berlin, die im Osten kaum jemand verstanden hat, weil Berlin im Grundgesetz immer als Hauptstadt stand.

Ja, wobei das auch im Westen sehr kontrovers diskutiert wurde, wie aus den Bürgerbriefen – die ja nun aus Ost und West im Bundespräsidialamt eingingen – hervorgeht. Es gab im Osten eine Präferenz für Berlin, aber auf beiden Seiten auch viel Angst davor, dass mit der Entscheidung für Berlin ein Viertes Reich drohte. Mit der Bonner Republik, so wie sie bis 1989 war, ist aber auch eine Ära zu Ende gegangen, auch hier gingen Gewissheiten und Gewohnheiten verloren, der Sozialstaat stand in Frage und es gab viel Neues, die Europäische Integration, das neue Gewicht Deutschlands in der Welt. Das alles brachte auch große Veränderungen für die westliche Gesellschaft, auch wenn diese sozial, kulturell und ökonomisch ungleich resilienter war als die ostdeutsche. Die Ostdeutschen aber könnten das mehr sehen, das gehört zur Augenhöhe dazu. Die teils heftige Abgrenzung gegen Westen verstärkt letztlich nur das eigene Minderwertigkeitsgefühl. Mit der Abwertung anderer wertet man immer auch sich selbst ab, das gilt für alle Seiten.



Welche Demokratie erhofften sie sich? Kanzler Kohl im Februar 1990 in Erfurt :Bild: Picture Alliance

In den Neunzigern war die PDS für viele, die mit dem System Bundesrepublik fremdelten, äußerst attraktiv. Inzwischen ist die PDS als Linke quasi Teil des Establishments. Hat die AfD ihre Rolle übernommen?

Teils ist es sicher Trotz, Unsicherheit, aber auch eine Selbstinfantilisierung, wenn man schaut, was die AfD verspricht und wirklich leistet. Sie behauptet heute, als einzige Partei die volks- und direktdemokratischen Ideen des Umbruchs zu vertreten. Darin sehe ich einen wichtigen Grund für ihre besonderen Zustimmungswerte im Osten. Die Basis der AfD-Wähler wählt die Partei, auch weil sie völkisch, nationalistisch, rassistisch ist, nicht trotz ihrer Positionen. Aber mir geht es um die zehn, 15 Prozentpunkte, die speziell im Osten dazukommen. Die wählen AfD, weil sie vorgibt, „alternative“ Demokratie-Ideen wieder aufzugreifen und endlich die „wahre“ Demokratie zu schaffen, für die man doch 1989 auf die Straße gegangen sei. Zugleich erzählt man den Leuten, dass sie keine Bürger zweiter, sondern Deutsche erster Klasse seien, weil der Osten von der großen 1968er Liberalisierungsbewegung verschont geblieben ist und hier deshalb das purere Deutschland zu finden sei. Das ist ein Aufwertungsdiskurs, der gerade bei Menschen verfängt, die sich abgewertet fühlen.

Warum gehen mehr Ost- als Westdeutsche gerade in Bezug auf die deutsche Geschichte unkritisch mit der AfD um?

Das ist auch ein Erbe des DDR-Antifaschismus. Der sozialistische Patriotismus der SED ist nicht weit weg vom „solidarischen Patriotismus“ des westdeutschen Geschichtslehrers Björn Höcke. Wir wissen aus der Forschung, dass der Nationalismus in der DDR unterhalb des propagierten Internationalismus trefflich blühte. Das „bessere Deutschland“ war die Parole, und die DDR bezeichnete sich seit 1968 als „Sozialistische Republik deutscher Nation“. Zudem hat es in der Bundesrepublik eine langwierige Auseinandersetzung mit der Geschichte des Nationalsozialismus und seinen gesellschaftlichen Grundlagen gegeben. Die meisten haben dort gelernt, dass der Nationalsozialismus etwas war, das die Bevölkerung in weiten Teilen wollte und aktiv gestützt hat. Das ist im Westen in einer Weise aufgearbeitet worden, wie es in der DDR nie passiert ist. Auch deshalb können CDU-Vertreter in Sachsen-Anhalt, ohne es anstößig zu finden, fordern, das „Soziale mit dem Nationalen zu versöhnen“.

Sie selbst leben und arbeiten seit langem im Westen. Werden Sie oft gefragt, ob Sie die Lage im Osten erklären können, und was antworten Sie darauf?

Ich lebe und arbeite schon so lange im Westen, dass viele überrascht sind, wenn sie hören, dass ich in Frankfurt an der Oder geboren bin. Ich habe noch viele Bindungen dorthin und zugleich das Bewusstsein, dass auch mein Weggehen natürlich irgendwie mit den Schwierigkeiten in Ostdeutschland seit 1990 zusammenhängen könnten. Ich erlebe im Westen ab und an herabwürdigende Bemerkungen über den Osten. Häufiger höre ich aber: Ich versteh das alles nicht, der Osten ist mir ein Rätsel. Aber dann spricht man eine Weile und stellt fest: Es gibt großes Interesse, viel Neugier, Lernbereitschaft. Ich halte Bürgervorlesungen, etwa zur Frage „Woher kommt die AfD?“ und versuche zu erklären, was spezifisch ostdeutsch daran ist, und ich stoße dabei fast nur auf Offenheit und Verständnis. Das versuche ich auch mit meinem Buch: In beide Richtungen etwas zu erklären und damit die schematischen Sichtweisen zu irritieren, aufzubrechen. Und ich möchte jenen Ostdeutschen Mut machen, die sich durch die wütenden Polemiken und fragwürdigen Erzählungen eines Dirk Oschmann oder einer Katja Hoyer eben nicht vertreten fühlen. Und das ist, glaube ich, eine Mehrheit.

Hat der Osten trotz allem die Bundesrepublik verändert und wenn ja, in welcher Form?

Ja, selbstverständlich. Zum Guten wie zum Schlechten. Die Bundesrepublik ist vielfältiger, weltoffener, moderner, aber auch widersprüchlicher geworden. Das ist ja ein Kennzeichen heutiger Gesellschaften. Wir sollten aufhören, Ost und West gegeneinander zu stellen. Ja, es gibt eine besondere ostdeutsche politische Kulturgeschichte, aber es gibt längst einen gesamtdeutschen, zunehmend migrantisch geprägten Erfahrungsraum. Das alles wird zu wenig beachtet, weil viele von der Zuspitzung zwischen Ost und West sehr gut leben.

Christina Morina, geboren 1976 in Frankfurt (Oder), ist Professorin für Allgemeine Geschichte unter besonderer Berücksichtigung der Zeitgeschichte an der Uni Bielefeld.

Morinas Buch „Tausend Aufbrüche: Die Deutschen und ihre Demokratie seit den 1980er-Jahren“ erscheint am 27. September im Siedler Verlag. 400 S., geb., 28,- Euro.

Quelle: F.A.S.

26 septembre 2023 (FAZ)

[Das Glyphosat, Cem Özdemir und das Risiko \(faz.net\)](#)

POLITISCHE KULTUR:

So geht man mit Risiken nicht um

EIN KOMMENTAR VON [PATRICK BERNAU](#)

-AKTUALISIERT AM 26.09.2023-06:14



Im Glyphosat-Streit argumentiert Landwirtschaftsminister Özdemir trickreich – doch ein Soziologe hat schon lange vor solchen Manipulationen gewarnt.

Da hat [Cem Özdemir](#) in die rhetorische Trickkiste gegriffen, leider nicht sehr tief. Während die EU-Kommission den Unkrautvernichter Glyphosat noch zehn Jahre länger zulassen möchte, formuliert der Landwirtschaftsminister seinen Widerstand so: „Solange nicht ausgeschlossen werden kann, dass Glyphosat der Biodiversität schadet, sollte die Genehmigung in der EU auslaufen.“

Aus polittaktischer Sicht hat Özdemir sich diesen Satz leider hervorragend zurechtgelegt. Einerseits hassen die Deutschen kaum etwas mehr als das Risiko, und andererseits lässt sich ein Risiko sowieso nie komplett ausschließen. Özdemirs Satz ist die rationalste Verkleidung für eine Strategie, die mit den Ängsten der Wähler spielt – und deshalb hat der Soziologe [Niklas Luhmann](#) schon vor 30 Jahren von solchen Argumenten abgeraten.

Menschen können mit Risiken nicht umgehen

Wir kommen aus dem Risiko nicht heraus, egal, was wir tun. Der technische Fortschritt selbst sorgt dafür, dass die Risiken auf der Welt immer zahlreicher werden. Nicht nur weil menschlicher Fortschritt aus sich selbst heraus riskant wäre. Sondern weil Wissen und Fähigkeiten aus unabwendbaren Gefahren ein kalkulierbares und steuerbares Risiko machen. „Wenn es Regenschirme gibt, kann man nicht mehr risikofrei leben“, schrieb Luhmann vor genau 30 Jahren: „Die Gefahr, dass man durch Regen nass wird, wird zum Risiko, das man eingeht, wenn man den Regenschirm nicht mitnimmt. Aber wenn man ihn mitnimmt, läuft man das Risiko, ihn irgendwo liegenzulassen.“

Aus den Risiken kommt man nicht heraus: Was beim Regenschirm gilt, ist bei den politischen Debatten dieser Woche nicht unwahr. Im Fall von [Glyphosat](#) zum Beispiel. Wenn dieses Unkrautvernichtungsmittel verboten wird, geht man das Risiko ein, dass die ersatzweise eingesetzten Stoffe der Umwelt noch mehr schaden. Oder im Fall des chinesischen Netzwerkausrüsters Huawei: Wenn die Bundesregierung das Risiko vermeiden will, dass es eines Tages keine Updates mehr für dessen Geräte an einigen Stellen des deutschen Mobilfunknetzes gibt, dann verbietet sie den Einsatz dieser Geräte. Und riskiert, dass Deutschlands Funklöcher umso größer bleiben – weil die neuen Geräte, das Geld und die Techniker für den Austausch der Huawei-Geräte gebraucht werden, während der Streit mit China sich beruhigt.

All diese Beispiele klingen einerseits wie Plattitüden, andererseits wird diese Plattitüde oft genug vergessen. Und auch das hat System. In den vergangenen Jahren haben Verhaltensforscher immer wieder

gezeigt: Mit Risiken, die nur eine kleine Eintrittswahrscheinlichkeit haben, können Menschen sehr schlecht umgehen. Entweder vergessen sie diese Risiken komplett – oder sie haben übertriebene Angst. Den Mittelweg findet niemand.

Nullrisiken gibt es nicht

In Deutschland ist das Risiko bekanntermaßen so verhasst wie kaum irgendwo sonst auf der Welt. Dabei wissen Pädagogen und Kinderärzte schon lange, dass man nicht mal Kinder von allen Risiken fernhalten sollte, im Gegenteil: Nur in der laufenden Begegnung mit dem Risiko bildet sich ein gesunder Umgang heraus, der hinterher nicht zum Problem wird. Je mehr ein Kind von den Gefahren des Verkehrs ferngehalten wird, umso eher erleidet es später einen Unfall.

Doch die Deutschen fordern gerne Nullrisiken, die es in Wirklichkeit gar nicht gibt. Und wenn doch, dann nur um den Preis eines umso größeren anderen Risikos, das sie erst mal ignorieren und manchmal ein paar Jahre später mit umso größerem Schrecken bemerken. Nach unvorhersehbaren Kriterien richtet sich der Blick der Deutschen mal auf das eine Risiko, mal auf das andere, das bitte immer und unbedingt komplett auszuschließen ist. So schaffen sie selbst die Grundlage dafür, dass politische Debatten nicht ehrlich ablaufen.

„Politisch und moralisch gesprochen heißt das: keine Konsenschance!“, wusste schon Luhmann. „Die öffentliche Meinung ist in diesem Punkte der Rhetorik und der Manipulation ausgesetzt.“ Verantwortungsvolle Minister sollten sich solche Manipulationen verkneifen.

25 septembre 2023 (FAZ)

[Charlotte Gneuß zu den Vorwürfen rund um ihren Roman Gittersee \(faz.net\)](#)

„GITTERSEE“-DEBATTE:

Was habt ihr eigentlich vor 1989 gemacht?

VON [SANDRA KEGEL](#)

-AKTUALISIERT AM 25.09.2023-18:13



Charlotte Gneuß Bild: Sascha Schlegel

Ihr Stasiroman „Gittersee“ wurde hoch gelobt und wegen angeblicher Fehler zum Alltag in der DDR massiv angegriffen: Erstmals spricht die Schriftstellerin Charlotte Gneuß öffentlich über die Vorwürfe, die Hintergründe und die Erinnerungen ihrer Eltern an Dresden 1976.

Frau Gneuß, gerade ist Ihr Romandebüt „Gittersee“ erschienen, das 1976 in Dresden spielt und von einer Sechzehnjährigen erzählt, die in die Fänge eines Stasimannes gerät. Dafür wurden Sie auch für den Deutschen Buchpreis nominiert. Auffällig ist Ihre Sprache, die bisweilen gar nicht nach der Zeit klingt, in der sich die Handlung zuträgt. Sie kennen die DDR nicht aus eigenem Erleben und sind im Westen aufgewachsen. War Ihnen der Stoff einfach zu fern?

Nein, es handelt sich um ein literarisches Verfahren. Beim Schreiben suche ich nach Worten, die die Gegenstände und Situationen berühren, um die es mir geht, aber ich verwende nicht zwingend Worte, die Menschen in der jeweiligen Zeit verwendet haben. Würde ich einen Roman über das Mittelalter schreiben, würde ich vermutlich auch das Wort „Weib“ nicht benutzen. Weil das heute bei uns andere Assoziationen hervorruft als damals. In „Gittersee“ habe ich nach einer Sprache gesucht, die das Erleben einer Sechzehnjährigen am Dresdner Stadtrand in den Siebzigerjahren zugänglich macht. Deshalb ist es für mich kein Fehler, wenn da einer „Passt schon“ sagt, sondern der klare Verweis auf die Gegenwärtigkeit meines Stoffes. Es wundert mich, dass es manchen so schwerfällt, dieses Stilmittel zu erkennen.

Haben Sie je über eine andere literarische Herangehensweise nachgedacht?

Nachgeborene, die Geschichten erzählen, die weit zurückliegen, rahmen das ja häufig als Briefroman oder Manuskriptfiktion. Eine Figur entdeckt dann etwa eine alte Schrift oder einen Brief, und daraus entfaltet sich die eigentliche Geschichte. Das kann man so machen, aber ich wollte mich und meine Leser in die Situation hineinversetzen, in der meine Protagonistin damals war. Ich wollte unmittelbar aus der Geschichte heraus erzählen, sie dadurch lebendig machen. Das ist die Freiheit der Literatur. Die Geschichte von „Gittersee“ hätte 1976 im Osten ja niemand schreiben können, im Westen schon gar nicht. Mir hat ein Text wie „Gittersee“, in dem Identifikationsfiguren in der Staatssicherheit tätig sind und man als Leser in Widersprüche verstrickt wird, bisher gefehlt. Das sind zwar die Erfahrungen unserer Eltern und Großeltern, von denen ich schreibe, aber es ist auch unser Erbe, mit dem wir einen Umgang finden müssen.

Warum haben Sie den Roman überhaupt geschrieben?

Um zu verstehen, wie so etwas passieren kann. Wie ein junges Mädchen in die Fänge der Stasi geraten konnte. Sie ist ja nicht erwachsen, sie hat keine Ideologie. Sie ist unglücklich verliebt und hat zu Hause einen Haufen Probleme. Darüber kann die Manipulation durch ihren Führungsoffizier Wickwalz funktionieren. Auf das Thema Jugendliche bei der Staatssicherheit war ich auch durch die Geschichte der Angela Marquardt gestoßen. Sie war erst fünfzehn, als sie von ihrem Führungsoffizier angeworben wurde, von dem sie dann auch sexuelle Gewalt erfuhr. Nach der Wende war sie bei der **PDS** und musste austreten, als ihre Stasiakte publik wurde. Ich fand das krass, dass niemand fragte, wie man fünfzehnjährig überhaupt zur Staatssicherheit kommen konnte, in welchen Zwängen Einzelne oft waren. Menschen bei der Staatssicherheit waren oft Täter und Opfer zugleich, das ist doch interessant. Das beschäftigt mich, diese Welt, in der so viele weggeschaut haben und in der selbst Jugendliche infiltriert wurden. Das sind die Fragen, die wir verhandeln müssten: wie so etwas passieren konnte und wie wir dafür sorgen können, dass dies nicht mehr passiert. Wenn ich jetzt lese, dass in der Rezeption meines Romans über die Verwendung des Wortes „Plastiktüte“ diskutiert wird, stehen wir mit der Aufarbeitung offenbar noch ganz am Anfang. Es ist fast schon perfide, wenn ausgerechnet ein Roman, der sich mit der Tätigkeit der Staatssicherheit beschäftigt, durch eine weitergereichte Liste mit angeblichen Fehlern beschädigt werden soll. Das fühlt sich an wie Realsatire.



Ingo Schulze :Bild: Imago

Sie spielen auf Ihren Verlagskollegen **Ingo Schulze** an, der Ihrem Verleger eine Mängelliste zu „Gittersee“ geschickt hat. Wie sind ansonsten die Reaktionen?

Ich bekomme sehr viele Reaktionen, bei Lesungen, aber auch in Zuschriften, gerade auch von ehemaligen DDR-Bürgerinnen und -Bürgern. Es gibt Leser, die mir schreiben, dass sie sich durch die Lektüre in ihre Jugend zurückversetzt fühlten. Und dass sie sich urplötzlich wieder an diese Angst erinnern – und wie froh sie sind, dass ich die DDR nicht verherrlicht habe, wie dies gerade in letzter Zeit wieder häufig geschieht. Ich glaube, diese Verherrlichung hat weniger mit der DDR als mit der Gegenwart zu tun, aber was da geschieht, ist, dass der Schrecken kleingeredet wird, und das steht einer Aufarbeitung im Weg.

Inwiefern?

Natürlich gab es diese Überschreibungen der Ostbiographien, von denen auch Dirk Oschmann und andere sprechen. Auch bei meinen Eltern war das so, meine Mutter durfte im Westen in ihrem Kirchengemeinderat nicht die Weihnachtsgeschichte vorlesen wegen ihres sogenannten ostdeutschen Akzents – sie spricht sächsisch. **Gleichwohl habe ich das Gefühl, dass wir an einem Moment der Geschichte stehen, an dem wir sagen, ja, die Neunzigerjahre waren schlimm, die Treuhand war schlimm**

und auch die Wiedervereinigung, der Beitritt – aber davor? Was war denn davor? Ist uns das keine Erzählung mehr wert?

Was schließen Sie daraus?

Ich glaube, dass wir endlich anfangen sollten, in unseren Familien Fragen zu stellen. Wo wart Ihr damals? Was habt ihr vor 1989 gemacht? Ich glaube, das findet nicht genug statt. **Wir haben in Deutschland ein faschistisches Erbe, im Osten kommt noch die Gewalterfahrung bis 1989 hinzu.** Natürlich müssen wir das angehen. Wir können doch nicht immer die Emanzipationserfahrung Ost gegen das Gewaltgedächtnis ausspielen, wir müssen das gleichzeitig denken, die Geschichte muss in ihrer Komplexität erzählt werden. Fortschritt und Rückschritt gehen Hand in Hand. Und ja, wir brauchen ein 1968 für unsere Ostgeschichte, davon bin ich überzeugt. Vielleicht wird es irgendwann heißen: 2023, das war das Jahr, als die Kinder und Enkel begannen, Fragen zu stellen, die ihre Vorgänger nicht fragen wollten oder konnten. Ich fürchte fast, auch mein Roman würde von Einzelnen nicht infrage gestellt, wenn er sich nicht diesen unangenehmen Fragen aussetzen würde, sondern von einer glücklichen DDR-Alltagsrealität erzählen würde. **Denn mir schreiben Leute auch hasserfüllte Briefe, ich solle sie mit „meinen“ Stasigeschichten in Ruhe lassen.**

Was macht die Diskussion um „Gittersee“ mit Ihnen und Ihrer Familie?

Was mich betrifft: Keiner weiß so recht, wo er mich einsortieren soll. Ich wurde 1992, also nach der Wende geboren. Meine Eltern sind beide Ostdeutsche. Ich bin im Westen aufgewachsen. In der aktuellen Debatte merke ich, wie die mediale Öffentlichkeit an Kategoriensystemen scheitert, weil sie mich nicht einordnen kann und es dann trotzdem oft tut. Das fühlt sich falsch an, und **dann fühlen sich viele in Hinblick auf Gittersee womöglich an „Das Leben der Anderen“ erinnert, wo ein westdeutscher Regisseur den berühmtesten Film über die DDR gemacht hat und dabei den Staat auf ein Diktaturgedächtnis reduziert. Das hat vielen nicht gefallen, und ich verstehe das irgendwo.** Ich aber fühle mich da falsch verstanden. **Mit „Gittersee“ versuche ich, zu rekonstruieren, warum meine Eltern das Land verlassen haben und wie aus dem Glauben an etwas Gutes ein Überwachungsstaat entstehen konnte.** Und ich würde ja auch sagen: Na klar gab es auch eine andere Alltagswirklichkeit. Und ich habe gar nichts dagegen, dass diese andere Wirklichkeit in nostalgischen Farben geschildert wird. Es ist nur nicht meine Geschichte. Ich würde sie auch gerne erzählen können, aber das kann ich nicht. **Denn meine Eltern konnten zu DDR-Zeiten eben nicht studieren, sie haben das Land verlassen, meine Onkel waren in Haft. Es gab in meiner Familie Republikflucht und in diesem Zusammenhang auch einen Todesfall, der für uns so ungeklärt ist wie der von Jürgen Fuchs.**



Angela Marquardt veröffentlichte 2015 das Buch „Vater, Mutter, Stasi - mein Leben im Netz des Überwachungsstaates“. :Bild: Christine Frenzl

Was hat das mit Ihnen zu tun?

Das sind doch Erfahrungen, die sich weitertragen durch die Generationen hinweg, die setzen sich im Körper fest und bleiben. **Das ist mein Erbe.** Auf dieser Folie operiert „Gittersee“, auch wenn ich das nicht explizit hingeschrieben habe, aber darin liegt die innere Motivation, die mich veranlasst hat, diese Geschichte zu erzählen.

Die Erfahrung Ihrer Eltern sind durch Sie zu Literatur geworden. Fasst sie das an?

Beim Schreiben war das alles sehr konstruktiv. Wir haben viel gesprochen über ihre Dresdner Zeit. Ich hatte auch konkrete Fragen, ob sie damals auch zum Laternenlaufen gingen, solche Sachen. Bei vielen Punkten, die der von mir geschätzte Kollege Ingo Schulze als Fehler anmerkte, waren meine Eltern schockiert. Mein Vater restauriert gerade ein Haus in **Dresden**, jetzt endlich, nach so vielen Jahren, kann er zurückkehren. Er hat eigentlich nicht so viel mit Literatur zu tun, aber nachdem das alles geschehen war, kam er extra zur Buchpremiere, das war ihm wichtig, und da hat er auch gezeigt, wie verletzt er ist. Mein Vater sagt: Wer jetzt schreit, hat damals nicht geblutet.

Und Ihre Mutter?

Meine Mutter versteht nicht, dass da jemand kommt und ihre Erinnerungen anzweifelt und dass jetzt medial überall das Wort „Fehler“ wiederholt wird, wenn es um ihre Erfahrungen geht. **Meine Eltern sind 1960 und 1962 bei Dresden geboren.** Aber sie sind nicht in der Stadt aufgewachsen, sondern in den Vororten von Dresden, das war eine andere Welt. Da hat man „lecker“ gesagt und ist in der Elbe geschwommen. Meine Eltern sind damals viel geklettert. Und wenn sie dann verschwitzt waren, freuten sie sich über das Bad im Fluss. Es war ihnen egal, dass er schmutzig war. Wenn dann von anderen Zeitzeugen gesagt wird, sie seien die „letzte Generation Ost“ und sie wollen ihre Geschichten bewahren, dann fragt meine Mutter: Welches „Wir“ meint ihr denn? Und wessen Geschichte soll denn bewahrt werden? **Meine Mutter erkennt sich in diesem „Wir“ nicht wieder, sie sagt, das sogenannte ostdeutsche „Wir“ ist eine Konstruktion, die Menschen mit individuellen Erfahrungen ausschließt. Ich als Nachgeborene kann nur sagen: Nur weil alle in einem Land gelebt haben, teilen sie nicht dieselben Erfahrungen.**

Wie sind diese Erfahrungen an Sie weitergereicht worden?

Die waren immer Thema bei uns zu Hause. Meine Eltern haben viel von ihrer Kindheit und Jugend erzählt, daher sind mir diese Bilder und diese Welt, von der ich im Roman erzähle, ja so vertraut. Und deshalb verwahre ich mich gegen den Vorwurf, ich hätte mir einfach etwas angelesen und für einen Plot finstere Mächte gesucht, um Spannung zu erzielen. Nein. Ich habe ein Anliegen an diesen Text, und ich weiß, wovon ich erzähle.

Findet da gerade ein Generationenwechsel statt, wie es Ihr Kollege Matthias Jügler gerade in der F.A.Z. geschrieben hat, weshalb es bisweilen hart zur Sache geht?

Ich denke schon. **Denn wir Nachgeborenen haben andere Fragen an die Geschichte als die Zeitzeugen, und das verändert viel.** Es ist gut, dass wir den Diskurs über die Neunzigerjahre führen, die wirklich schlimm waren. Trotzdem gibt es doch noch viele blinde Flecken in der Zeit davor. Seit der Veröffentlichung meines Romans ist mir das noch einmal viel klarer geworden. Da haben wir noch eine lange Strecke zu gehen. Nach der Aufdeckung der Stasiakten in den Neunzigern hatte man gar keine Zeit für eine kontinuierliche Aufarbeitung, weil es akute neue Probleme gab. **Ich verstehe das, würde aber schon gern wissen, wer damals für die Staatssicherheit tätig war und vor allem warum. Es wurden meines Wissens ja nur 87 Menschen sehr milde verurteilt, der Rest lebt einfach weiter – und schweigt.**

Das ist tatsächlich sehr wenig angesichts von 250.000 offiziellen und noch einmal 624.000 inoffiziellen Mitarbeitern des Ministerium für Staatssicherheit.

Bisweilen hat man heute fast den Eindruck, dass eigentlich alle Opfer waren, während die Täter zu „den anderen“ werden, mit denen man nichts zu tun hatte. Aber das stimmt in ganz vielen Fällen einfach nicht.

Auch ich hatte Stasiverwicklungen in meiner Familie, nicht meine Eltern, aber es gab das. Darum geht es mir. Deswegen erzähle ich von dieser Karin, die eigentlich nur Paul wiedersehen will und aus dieser Motivation heraus in eine Beziehung zu einem **Führungsoffizier** gerät, der wiederum wirklich an den Sozialismus glaubt. **Er hat ein großes Ideal und vergisst darüber den Menschen.** Es gibt noch nicht genug Geschichten, die diesen Fragen nachgehen, etwa auch der, dass die Staatssicherheit nicht zuletzt ein mächtiger männerbündischer Verein war.

Und wie war das jetzt mit den angeblichen Fehlern Ihres Romans, die durch **Ingo Schulze** in Umlauf kamen?

Ich möchte da gar nicht groß drauf eingehen. Ich kann nur sagen, wir hatten ihn dazu nicht aufgefordert. Der Verlag gab ihm vor Monaten ein Leseexemplar, wie man das so macht. Schauen Sie mal, da gibt es diesen Roman einer Debütantin, vielleicht interessiert Sie das. Und dann hat er dem Verlag wenige Tage vor Erscheinen diese Liste geschickt. Ich war verwundert. Es gab Punkte, bei denen dachte ich, okay, kann man ändern, aber das Meiste waren Sachen, die mich stutzig machten. Etwa das mit dem Bad in der Elbe. Das mögen nicht viele gemacht haben, aber meine Eltern haben es eben getan. Wir erzählen in der Literatur ja nicht von Durchschnittsmenschen mit Durchschnittserfahrungen, sondern von einzelnen Figuren und ihren Schicksalen. **Ich hatte gehofft, dass darüber ein Gespräch entsteht, hätte mich gefreut, mit Schulze darüber zu sprechen, über die Differenz von Lebenserfahrung und Fehlern,** ich habe ja selbst im Frühjahr eine Anthologie herausgegeben und mich dabei mit Lektoratsfragen befasst. **Leider meinte er, ein Treffen sei nicht nötig. Na ja, wie auch immer: Die Welt ist vielfältig, und jeder hat seine eigene Perspektive, so war das natürlich in der DDR auch. Man** kann nicht von der eigenen Erfahrung ausgehend behaupten, über jedes Leben der anderen in einem Land alles wissen zu können.

25 septembre 2023 (FAZ)

[Reformen: Bessere Schulen machen keine besseren Schüler \(faz.net\)](#)

SCHULFORSCHUNG:

Vergebliche Reformen

VON GERALD WAGNER

-AKTUALISIERT AM 23.09.2023-09:45



Soziale Brennpunkte als bildungspolitische Sorgenkinder: Das Spessart-Viertel in Dietzenbach bei Offenbach Bild: AP

Das Bemühen um bessere Schulen macht noch keine besseren Schüler – und damit auch keine geringeren Bildungsunterschiede.

Was kann eine einzelne Schule schon gegen die wachsende Bildungsungleichheit in Deutschland tun? Gäbe es nicht die Erwartung, Schulen seien dazu tatsächlich in der Lage, würde das BMBF mit seinem für das kommende Schuljahr geplanten „Startchancen“-Programm nicht jährlich zwei Milliarden Euro für Schulen in sozial schwieriger Lage ausgeben.

Aber ist die Erwartung überhaupt gerechtfertigt, eine einzelne Schule könne irgendwo in einem „Problemviertel“ einer deutschen Großstadt die schlechten Startvoraussetzungen ihrer Schüler ausgleichen?

Die Schulforschung ist sich – wie zu erwarten – über die Antwort auf diese Frage uneinig. Das Forschungsjournal *Die Deutsche Schule* widmet dieser Uneinigkeit ihr aktuelles Heft. Die Schulentwicklungsforschung, heißt es darin, habe in ihren empirischen Studien zu erfolgreichen Schulen in sozial benachteiligten Lagen ganze „Maßnahmenkataloge“ hervorgebracht, was solche Schulen besser machen. Aber ob diese Merkmale tatsächlich die Ursachen für die guten Bildungsergebnisse speziell der Schüler dieser Schulen sind, das könnte diese Forschung nicht belegen.

Außerschulische Ursachen der Ungleichheit

Die soziologische Bildungsforschung ist sogar noch skeptischer. Ihren Studien zufolge könnten Schulen sozial bedingte Herkunftseffekte bestenfalls kompensieren. Ein Abbau sozialer Bildungsungleichheiten aber fände während der Schulzeit nicht statt. Die Ursachen für die Ungleichheit lägen prinzipiell außerhalb der Schule, etwa in den unterschiedlichen Familien, den elterlichen Bildungserwartungen oder einer verpassten frühkindlichen Förderung. Das alles entfalte eine solche Determinationskraft, dass es am Ende zu einer „intergenerationalen Vererbung von Bildungsarmut“ komme.

Noch düsterer sind die Ergebnisse, welche die These der „institutionellen Diskriminierung“ durch die Schule stützen. Danach würden die Schulen sogar selbst zu einer Verschärfung von

Bildungsungleichheiten beitragen. Lehrer würden sozial schwache Schüler generell schwächer bewerten, weil sie von diesen ohnehin keine guten Leistungen erwarten würden.

Reformen verbessern vielleicht Schulen, aber nicht die Schüler

Es stehen also drei Theorien im Angebot: Erstens: Es gibt erfolgreiche Schulen im Kampf gegen die Ungleichheit, aber man kann nichts von ihnen lernen. Zweitens: Die Schule wird immer schwächer sein als Herkunft und Familie. Und drittens: Die Schule macht die Ungleichheit noch größer.

Kann die aktuelle Forschung an diesem trostlosen Ausblick etwas ändern? Folgt man dem Beitrag von Alexandra Marx und Kai Maaz in diesem Heft, kann die Antwort bestenfalls ein „trotzdem“ sein. Ihr Überblick zu den Herausforderungen der Schulentwicklung in sozial schwachen Lagen mit vielen Schülern aus bildungsfernen Familien lässt im Grunde nur den Schluss zu, dass aus den bereits bestehenden Programmen zur Verbesserung solcher Schulen nur zu lernen ist, dass sie die Schulen besser machen, aber nicht deren Schüler.

Jedenfalls müsse die Forschung zugeben, dass sie es nicht weiß. Bislang lägen nur „wenige Erkenntnisse“ zur Wirksamkeit solcher Programme vor. Lediglich im Berliner „School-Turnaround“ sei es gelungen, die Quote der Schulabgänger ohne Abschluss zu senken. Bei anderen Programmen habe die Forschung auch nach sechs Jahren Laufzeit „keine positiven Effekte“ auf die Lernergebnisse der Schüler finden können.

Die insgesamt eher „schwachen Befunde“ dieser Wirksamkeitsforschung zeigten, dass es trotz möglicher Effekte bisher nicht ausreichend gelinge, die ausgewählten Brennpunktschulen so zu entwickeln, dass Bildungsbarrieren nachhaltig abgebaut würden. Es fehle bislang auch an geeigneten Forschungsdesigns, um überhaupt vergleichen zu können, welche Aspekte dieser Programme unter welchen Umständen und für welche Schüler wirksam werden könnten. Es bleibe also sogar unklar, ob Schulentwicklung mit solchen Programmen überhaupt möglich sei. Versuchen müsse man es aber trotzdem.

Was der Sozialforschung aber ziemlich klar ist: Die soziale Segregation in den deutschen Städten hat in den vergangenen Jahren deutlich zugenommen, und der Anteil von Schulen in sozial schwierigen Lagen sei innerhalb von nur fünf Jahren „dramatisch angestiegen“, so Marx und Maaz. Und auch der Befund, dass die Kopplung zwischen dem sozialen Hintergrund und den von den deutschen Viertklässlern erreichten Kompetenzen im IQB-Bildungstrend seit 2016 ebenfalls deutlich zugenommen hat, beweist hinlänglich, dass es der deutschen Bildungspolitik trotz aller Reformbemühungen in den vergangenen 25 Jahren nicht gelungen ist, gerechter zu werden.

A. Marx & K. Maaz: Wie lassen sich Bildungsungleichheiten effektiv verringern? Ein Forschungsüberblick zu Schulentwicklung in herausfordernden Lagen, in: DDS – Die Deutsche Schule, 115. Jhg. 2023, Heft 3.

25 septembre 2023 (Le Figaro)

[Gaspard Koenig : «J'adorerais être écologiste politiquement, si les écologistes nous parlaient de nature» \(lefigaro.fr\)](#)

Gaspard Koenig : «J'adorerais être écologiste politiquement, si les écologistes nous parlaient de nature»

Par [Martin Bernier](#)

Publié le 22/09/2023 à 18:29, mis à jour le 22/09/2023 à 18:52



Gaspard Koenig. *Fabien Clairefond.*

ENTRETIEN - Dans son roman *Humus*, le philosophe raconte les apories des militants écologistes, les déboires de cultivateurs néophytes, et opère un retour à la terre par la littérature.

LE FIGARO. - Le ver de terre n'intéresse pas les écrivains, écrivez-vous. La terre et l'écologie sont aussi rarement au centre de la littérature. Pourquoi y consacrer un livre ?

Gaspard KOENIG. - En bêchant mon potager, j'ai vu tous ces vers de terre et j'ai été intrigué par leur diversité ; c'est en me documentant par curiosité personnelle que j'ai réalisé le rôle absolument essentiel qu'ils jouent dans la formation des sols. Darwin, qui avait compris le sujet parmi les premiers, en parle comme les laboureurs naturels de la terre. Dans le *Théétète* de Platon, Socrate raconte l'histoire de Thalès qui regarde les étoiles et tombe dans un trou : une servante thrace lui dit : « *Arrête de regarder les étoiles, regarde où tu mets les pieds.* » Finalement, de Thalès à Darwin, les penseurs n'ont pas trop regardé où ils mettaient les pieds. On connaît très bien le cosmos, il y a eu mille romans de science-fiction sur les étoiles et les galaxies, mais on ne connaît même pas ce qu'il y a sous nos pieds. Il est assez fascinant de trouver un sujet à ce point inexploré et pourtant essentiel, non seulement à la vie sur terre mais aussi à l'humain : l'homme vient étymologiquement d'*humus* et toutes les religions monothéistes font de l'homme le produit du souffle sur la glaise. En réalité, lorsqu'on parle du réchauffement climatique, ce n'est pas la planète qu'on veut sauver - c'est un caillou sans aucun intérêt - mais plutôt la bande de terre d'un mètre ou deux de profondeur qui est autour de cette planète ; c'est l'humus d'où vient toute la vie. Cet humus est fragile et on n'en prend pas soin.

Un des personnages principaux est admirateur d'Henry David Thoreau, penseur de la désobéissance civile et apôtre du retrait du monde. Ces deux modes de contestation sont-ils indissociables ?

C'est exactement la même démarche pour Thoreau : il se retire près de son lac aussi comme une forme de protestation, même si son séjour dans la cabane précède son passage par la case prison. Quand il plante ses haricots à Walden, Thoreau les cultive de manière «semi-sauvage», ce qu'on appellerait aujourd'hui du semi-direct sans labour ; il gratte un peu la terre sans faire véritablement de sillons ni ajouter d'intrant chimique. Il laisse pousser ses haricots, il les sème, mais il en laisse aussi partir dans toutes les directions. Ce côté semi-sauvage est très lié aux aspects de désobéissance civile. La manière dont on cultive la terre et les idées politiques qu'on développe sont intrinsèquement liées. C'est la raison pour laquelle le personnage d'Arthur, qui se retire à la campagne, se radicalise sur le plan politique ; la terre lui fait prendre naturellement la voie de la désobéissance civile.

Il y a une vraie tartufferie dans la génération qui est censée être la plus consciente des enjeux environnementaux, et dont les comportements sont souvent à l'opposé des discours.

Gaspard Koenig

Votre roman met en scène des étudiants de grandes écoles qui peinent à appréhender les questions environnementales. Derrière la satire des postures et des discours radicaux, comment expliquez-vous cette déconnexion avec la nature de toute une génération ?

Il y a une vraie tartufferie dans la génération qui est censée être la plus consciente des enjeux environnementaux, et dont les comportements sont souvent à l'opposé des discours : c'est la génération de la « fast fashion », et les jeunes n'ont jamais autant pris l'avion. Aujourd'hui, tous ces discours de responsabilité sont tenus par des personnes qui ont probablement les plus grandes empreintes carbone sur terre. C'est insupportable ! Le personnage de Salim, ancré dans son village mais hyperactif sur Twitter, permet aussi d'illustrer le fait que la tartufferie n'est pas toujours du côté des puissants. Il incarne un certain type de militant qui finit par faire de son combat sa seule raison de vivre, qui perd au passage le sens de l'humour et toute capacité à élaborer des compromis. Or l'écologie dépasse la question énergétique : c'est avant tout une manière d'être, une forme de sobriété personnelle.

Après les «bifurqueurs» des grandes écoles viennent les terroristes, comme Robespierre après Rousseau, écrivez-vous. La radicalisation de la contestation écologiste est-elle inévitable ?

La protestation écologiste aujourd'hui est extrêmement raisonnable : même à Sainte-Soline, les militants portaient des chasubles de couleur différente suivant le degré de violence qu'ils pouvaient accepter. La violence directe à l'encontre des personnes physiques est toujours réprouvée au sein du mouvement, et le choix des sites est très stratégique. Ce n'est pas du tout l'action directe des années 1970. Mais, évidemment, si cette jeunesse n'est pas entendue, si elle n'obtient pas gain de cause par une désobéissance civile assez soft et pacifique, il faut s'attendre à la suite logique de tout mouvement de protestation : des éléments plus radicaux basculeront dans la violence et envisageront une conquête du pouvoir par la force, comme je le mets en scène à la fin du roman. On entrerait alors dans une logique terroriste au sens de Sartre, qui a toujours défendu l'idée - affreuse - qu'il faut des morts pour qu'une révolution triomphe. Et depuis quelques années, notamment depuis la parution du livre *Comment saboter un pipeline* d'Andreas Malm, on observe que la désobéissance civile se tourne petit à petit vers des actions violentes.

Vous parlez des militants écologistes mais aussi du rapport à la terre. Pourquoi ces deux aspects sont-ils si souvent dissociés ?

J'adorerais être écologiste politiquement, si seulement les écologistes nous parlaient de nature ! Le gros problème, c'est qu'on a affaire à une écologie urbaine ; d'ailleurs les élus écologistes sont presque tous issus des villes et ne sont guère appréciés dans les campagnes. L'environnement est pourtant un sujet tellement fédérateur, tellement magnifique : on a besoin d'une voix politique pour l'incarner. Les écologistes, eux, nous parlent du partage des tâches domestiques, etc. Je trouve terriblement dommage que l'écologie

s'enferme dans un corpus politique très étroit au lieu de nous parler de réalités sur lesquelles il peut y avoir des consensus très forts, et pour lesquelles ce parti a été fondé. Il y a une déconnexion totale entre les gens qui se réclament de l'écologie politique et ceux qui pratiquent l'écologie dans leur vie quotidienne.

L'environnement est pourtant un sujet tellement fédérateur, tellement magnifique: on a besoin d'une voix politique pour l'incarner. Les écolos, eux, nous parlent du partage des tâches domestiques, etc.

Enfin, je ne pense pas qu'on puisse être écologiste en faisant des calculs comptables d'émissions carbone dans des tours à la Défense ; la précondition de toute vie écologiste, c'est d'être en contact avec la nature, et de fonctionner dans un écosystème très local, de le comprendre, d'y contribuer. Comme dit Arne Næss, le fondateur de l'écologie profonde, qui se réclame de Spinoza, cette écologie-là apporte la joie ; ce rapport à la nature rend heureux. L'écologiste qui a des passions tristes et en veut à la terre entière n'est déjà plus très écolo quelque part. L'écologie profonde nous enseigne des gestes – composter ses déchets organiques par exemple – qui ne sont plus du tout contraints – par une fiscalité incitative ou des injonctions morales – mais qui correspondent à une véritable nécessité, parce qu'on comprend exactement où ils mènent. Pour cette raison, je pense que l'avenir de l'écologie réside dans la décentralisation. Y compris dans des environnements urbains : rappelons qu'au XIX^e siècle, Paris était quasi autonome grâce aux maraîchers de la petite couronne, qui récupéraient les déchets de la capitale (y compris la fumure humaine !) et les recyclaient dans des modes de culture qu'on appellerait aujourd'hui bio intensifs.

GASPARD KÖENIG
Humus



Gaspard Koenig, *Humus*. Éditions de l'Observatoire

25 septembre 2023 (Le Figaro)

[Piketty-Cagé : quand la gauche germanopratine découvre le peuple \(lefigaro.fr\)](https://www.lefigaro.fr)

Piketty-Cagé : quand la gauche germanopratine découvre le peuple

Par [Alexandre Devecchio](#)

Publié le 22/09/2023 à 18:30, mis à jour le 22/09/2023 à 18:51



Julia Cagé et Thomas Piketty. *Hernance Triay/Seuil.*

ANALYSE - Le nouveau livre de Thomas Piketty et Julia Cagé, *Une histoire du conflit politique*, est présenté comme l'événement intellectuel de cette rentrée à gauche. Un essai roboratif qui fait toutefois l'impasse sur les questions d'immigration et d'insécurité culturelle.

De « Quotidien » à France Culture, vous ne pouvez pas y échapper. On les présente avec déférence comme s'ils étaient à l'économie ce que [Sartre et Beauvoir](#) étaient pour la vie de l'esprit. Il y a quinze jours, Thomas Piketty et Julia Cagé, couple à la ville, posaient amoureusement sur fond rose. Presse people ? Non, il s'agissait de la une de *L'Obs*. « *Le livre qui relance la gauche* », titrait l'hebdomadaire. À l'intérieur, les deux universitaires chouchous de la [Nupes](#) appelaient leur camp à renouer avec les classes populaires. Depuis le quartier général de Saint-Germain-des-Prés et avec une telle mise en scène, l'objectif semblait bien ambitieux.

Pourtant *Une histoire du conflit politique*, somme de 800 pages, mérite mieux que ce lancement caricatural. Il faut d'abord souligner l'imposante base de données compilées par le duo de chercheurs, regroupant des résultats électoraux à l'échelle de 36.000 communes depuis la Révolution française. Un inestimable matériau éclairant deux siècles d'histoire politique. Cependant, au-delà de son intérêt historique, l'ouvrage se veut également prospectif et entend fournir à la gauche un mode d'emploi pour rebondir. Sur ce plan, il apparaît plus discutable. Piketty et Cagé observent l'effacement du clivage droite-gauche au profit d'une tripartition politique : le bloc centriste, incarné par Emmanuel Macron, et regroupant la bourgeoisie de gauche et de droite fait face, selon eux, à deux autres blocs, de taille égale ou presque. Un bloc de gauche « *social-écologique* », regroupant une partie des urbains des grandes métropoles (en particulier les diplômés les moins rémunérés) et les habitants des banlieues. Et enfin, un bloc « *national-patriote* » rassemblant majoritairement les catégories populaires issues de la ruralité ou des villes petites et moyennes.

Si les auteurs voient, à juste titre, dans la mondialisation l'origine de la recomposition politique, ils n'en pointent que les conséquences sociales, déniaient les bouleversements culturels liés à celle-ci.

Alexandre Devecchio

Pour aussi juste qu'elle soit, la fragmentation politique décrite par les auteurs a cependant déjà été largement mise en lumière par d'autres. Dix ans après le géographe Christophe Guilluy, cinq ans après la crise des « gilets jaunes », nos deux chercheurs découvrent enfin l'existence de la « France périphérique ». Autre grande révélation du livre : le vote Macron est un vote bourgeois ! Mieux vaut tard que jamais, mais il est regrettable que Guilluy ne soit jamais cité. De même, bien avant Cagé et Piketty, le politologue Jérôme Sainte-Marie avait mis en évidence l'existence d'« un bloc élitare » soudé autour d'Emmanuel Macron tandis que dans *L'Archipel français*, Jérôme Fourquet décrivait déjà la tripartition du paysage politique.

Notons tout de même que les auteurs ont le mérite de récuser les termes d'extrême gauche, mais aussi d'extrême droite qu'ils jugent stigmatisants et peu éclairants. Et ont l'audace d'alerter quant au danger démocratique représenté par l'hégémonie politique du bloc central. « *La tripartition met en jeu un bloc libéral central rassemblant les élites du centre gauche et du centre droit, et qui tente de rester éternellement au pouvoir en expliquant qu'il est seul à même de gouverner et que tous les autres camps politiques sont composés de dangereux extrémistes* », analysent-ils. Selon Cagé et Piketty, la bipolarisation gauche-droite, qui avait dominé jusqu'ici le paysage politique français, est plus féconde sur le plan démocratique et social que la tripartition, car la menace de l'alternance conduit chaque camp politique à trouver des compromis pour faire avancer le pays. Ils ambitionnent ainsi de convaincre le bloc composé par la gauche urbaine de briser la tripartition actuelle en tentant de s'adresser à l'électorat populaire et rural parti au RN.

On peut y voir une rupture avec la stratégie de la fameuse note de Terra Nova préconisant au PS d'abandonner les classes populaires au profit des jeunes urbains diplômés, des femmes et des minorités. Et il faut se réjouir de voir des intellectuels de gauche, pourtant un temps proche de Benoît Hamon, se détourner des lubies sociétales pour mettre l'accent sur les clivages sociaux. Reste que si la gauche désire renouer avec l'électorat populaire, elle doit analyser en profondeur les causes de son malheur et de sa révolte. Et c'est là, le point faible de la démonstration du duo Piketty-Cagé... Si les auteurs voient, à juste titre, dans la mondialisation l'origine de la recomposition politique, ils n'en pointent que les conséquences sociales, déniaient les bouleversements culturels liés à celle-ci. S'ils ont raison de souligner que les délocalisations, la désindustrialisation ou la paupérisation des services publics ont nourri leur sentiment d'abandon, ils refusent d'évoquer la question des flux migratoires et de l'insécurité physique et culturelle, considérant que ces thématiques n'ont qu'un impact marginal dans le vote de cet électorat.

Si les questions sociales sont le principal, voire l'unique déterminant du vote de la France périphérique, alors comment expliquer que Marine Le Pen y devance de très loin Jean-Luc Mélenchon à chaque élection ? En vérité, l'explication est simple et tient au fait que le RN articule les questions sociales et identitaires, ce que Cagé et Piketty paraissent ignorer. Et les auteurs de conclure en expliquant qu'il suffirait de concentrer davantage de redistribution en direction de la France périphérique pour répondre à son malaise, refusant jusqu'au bout de voir que celui-ci est moins matériel qu'existential. L'aveuglement du duo est tel qu'on se demande s'ils n'ont jamais rencontré les Français auxquels ils prétendent s'adresser. Les chercheurs caractérisent ainsi comme « *habitants des bourgs* », les Français vivant dans des villages, comptant parfois seulement 2000 habitants, aussi bien que les Français résidant dans des villes de... 100.000 habitants ! Leur livre avait l'ambition noble de réconcilier la gauche des métropoles avec les classes populaires de la France rurale. Il est pourtant un révélateur de plus de la déconnexion de la petite bourgeoisie intellectuelle et urbaine.

25 septembre 2023 (Le Figaro)

[Interdiction de refouler les migrants : «Entre les intérêts de la France et la jurisprudence européenne, il faut choisir» \(lefigaro.fr\)](#)

Interdiction de refouler les migrants : «Entre les intérêts de la France et la jurisprudence européenne, il faut choisir»

Par [Jean-eric Schoettl](#)

Publié il y a 3 heures, mis à jour il y a 40 minutes



Jean-Éric Schoettl. *Fabien Clairefond.*

TRIBUNE - Les décisions successives de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) et, plus récemment, de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), entravent la capacité des États à endiguer les flux migratoires, analyse l'ancien secrétaire général du Conseil constitutionnel, Jean-Éric Schoettl.

Auteur de « La Démocratie au péril des prétoires » (Gallimard, coll. « Le Débat », 2022).

Il y a quelques jours, le ministre de l'Intérieur annonçait un renforcement des contrôles à la frontière franco-italienne, notamment pour empêcher les franchissements irréguliers que laisse prévoir l'arrivée subite d'une dizaine de milliers de migrants en provenance d'Afrique subsaharienne sur l'île italienne de Lampedusa.

Concomitamment (le 21 septembre), la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), saisie d'une question préjudicielle par le Conseil d'État, jugeait que, dans des circonstances telles que celles que nous connaissons avec l'afflux massif de migrants illégaux en Italie depuis le début de l'année, « *une décision de refus d'entrée pouvait être adoptée sur la base du code frontières Schengen, mais que, en vue de l'éloignement de l'intéressé, les normes et procédures communes prévues par la directive "retour" devaient être respectées* ».

Selon la CJUE, la France doit donc, même s'agissant du franchissement irrégulier de la frontière franco-italienne en période d'afflux de migrants, respecter la directive du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 « *relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier* ». Cette directive impose que le ressortissant d'un pays tiers en situation irrégulière bénéficie d'un certain délai pour quitter volontairement le territoire. **Ne peut donc être refoulé vers l'Italie (ni vers aucun autre pays limitrophe) un ressortissant étranger entré irrégulièrement sur le territoire français. Autrement dit, la France peut « inviter » les migrants franchissant irrégulièrement la frontière franco-italienne à quitter le territoire de la République, mais elle ne peut leur interdire ce franchissement.**

« *La décision de la Cour vide de sa substance les effets des refus d'entrée* », se félicite la directrice de l'Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers, qui fait partie des organisations ayant saisi le Conseil d'État. Dans un communiqué commun, ces dernières exultent : « *Après huit ans de pratiques illégales du gouvernement français en matière de contrôle et d'enfermement des personnes en migration aux frontières intérieures, la CJUE confirme qu'elles sont contraires au droit.* » **De son côté, le ministre de l'Intérieur persiste publiquement à estimer nécessaire, au vu du**

contexte sécuritaire et de la pression migratoire, le contrôle aux frontières intérieures (italienne et espagnole), rétabli depuis 2015 en vertu d'une clause dérogatoire du code frontières Schengen.

Nécessaire sans doute, mais est-il juridiquement possible ?

La décision de la CJUE du 21 septembre parachève **une construction juridique progressivement échafaudée par les organes de l'Union européenne et ceux du Conseil de l'Europe**. Cet édifice a ouvert toujours plus largement la porte des entrées, restreint toujours davantage les possibilités de refoulement, de rétention et d'éloignement et réduit la politique européenne en matière d'immigration irrégulière à une question de solidarité entre pays membres en vue de relocaliser les migrants.

Ainsi, en matière d'accueil des demandeurs d'asile, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) condamne la reconduite d'une embarcation interceptée en mer à son pays de provenance, même dans le cadre d'un accord bilatéral assurant la sécurité des intéressés (décision Hirsii Jamaa c / Italie, 23 février 2012). L'examen doit se faire au cas par cas, dans le pays de destination. **La Cour de justice de l'Union européenne ajoute que le placement en rétention du demandeur d'asile doit être exceptionnel**. Les motifs d'ordre public pour lesquels ce placement est possible *« supposent, en tout état de cause, l'existence, en dehors du trouble pour l'ordre social que constitue toute infraction à la loi, d'une menace réelle, actuelle et suffisamment grave, affectant un intérêt fondamental de la société »*. **L'idée de « hot spots » fermés est donc condamnée par cette jurisprudence**. Tout demandeur doit pouvoir se déplacer librement tant que son dossier n'est pas clos. Et, s'il est débouté, il ne sera reconduit dans son pays d'origine que dans de rares cas, soit parce qu'il s'est évanoui dans la nature, soit parce que ses autorités nationales ne coopèrent pas à son retour, soit parce que ce retour le met en danger, ce qui, pour la CEDH (Daoudi, 3 décembre 2009), interdit la mesure d'éloignement. **En matière d'éloignement des étrangers en situation irrégulière, la CJUE écarte tout traitement pénal de l'irrégularité du séjour, qu'il s'agisse du placement en garde à vue (arrêt Achughbadian, 6 décembre 2011) ou des peines d'emprisonnement (arrêt El Dridi, 28 avril 2011).**

L'exécutif français est-il prêt à renverser les tables de la loi européenne ? Prêt à affronter une levée de boucliers droits-de-l'hommiste venant non seulement de la gauche, des ONG, des médias et des organes de l'Union, mais encore d'une partie de sa majorité ?

Jean-Éric Schoettl

Ainsi encore, le fait que l'agence **Frontex** ait commencé (timidement) à assurer sa mission de garde-frontière, en ne se bornant plus au sauvetage en mer, a fait se crispier la commissaire aux Affaires intérieures, la suédoise Ylva Johanson, et se rebiffer nombre d'eurodéputés. La dotation de **Frontex** a donc été réduite et ses navires devront embarquer des représentants d'ONG. Il y a deux ans, Frontex se demandait si, quand et comment elle pouvait refouler. Il se découvre qu'elle ne le peut pas du tout puisque l'Office européen de lutte contre les fraudes a reproché au directeur de Frontex, le Français **Fabrice Leggeri** (qui a démissionné depuis), d'avoir cautionné plusieurs refoulements. De même, Commission et Parlement européens se sont refusés à aider financièrement la Pologne à protéger sa frontière avec le Biélorussie (pourtant frontière extérieure de l'Union) au motif ainsi exposé par Ursula von der Leyden lors du sommet européen d'octobre 2021 consacré à la pression migratoire : *« Il y a une position commune de longue date de la Commission et du Parlement européen sur le fait qu'il n'y aurait pas de financement de barbelés et de murs. »*

Plus généralement, **les jurisprudences des deux cours européennes sur le regroupement familial et l'asile interdisent de soumettre la plus grande partie de l'actuel flux d'entrées à une politique de quotas d'immigration**, pourtant mise en avant par nombre de personnalités politiques françaises et soutenue majoritairement par l'opinion.

La boucle est aujourd'hui bouclée : la flottille de migrants arrivant à Lampedusa en provenance de Sfax ne peut être refoulée vers son port d'origine tunisien en vertu de la jurisprudence de la CEDH. Une fois en Italie, selon la jurisprudence de la CJUE, les migrants ne peuvent être retenus, même le temps d'examiner leur situation au regard du droit d'asile. Ils sont donc libres de se déplacer vers le

Nord, jusqu'à la frontière française. Enfin, comme vient de le juger la CJUE, ils n'auront pas à craindre d'être refoulés en franchissant la frontière.

Le ministre de l'Intérieur a certes tenu un discours ferme sur le maintien du contrôle de la frontière franco-italienne. Mais les paroles ne suffisent pas. **L'exécutif français (et pas seulement M. Darmanin) doit choisir entre mettre effectivement en œuvre ce qu'il estime nécessaire aux intérêts supérieurs de la nation ou se plier à la jurisprudence de la CJUE.** La contradiction ne pourra être masquée par l'habituelle schizophrénie entre propos martiaux et pratiques obligeantes. **L'exécutif français est-il prêt à renverser les tables de la loi européenne ?** Prêt à affronter - **au lendemain des exhortations papales à accueillir inconditionnellement** - une levée de boucliers droits-de-l'homme venant non seulement de la gauche, des ONG, des médias et des organes de l'Union, mais encore d'une partie de sa majorité ? On peut en douter en observant ses atermoiements autour de la loi sur l'immigration.

Les opinions publiques et, désormais, de plus en plus de responsables politiques des pays membres, y compris dans la mouvance sociale-démocrate, s'insurgent contre un droit qui n'est plus compatible avec leurs intérêts vitaux.

Jean-Éric Schoettl

Il n'est pourtant pas interdit d'imaginer un sursaut. Il se manifeste déjà dans certains pays membres comme le **Danemark (dont la politique migratoire restrictive s'est déconnectée du droit de l'Union)** ou la Grèce (avec la solution hétérodoxe mais efficace appliquée sur l'île de Lesbos). **Les pistes ne manquent pas au plan européen** : revoir les directives relatives à l'entrée et au séjour des ressortissants des pays tiers dans un sens moins protecteur et plus respectueux des souverainetés nationales (ce n'est pas l'esprit de l'actuelle proposition de refonte de la directive « retour ») ; inclure dans le projet de « pacte européen sur l'asile et l'immigration » la mise en place de « hot spots » fermés, comme à Lesbos ; réviser le système Schengen afin d'assouplir la possibilité, pour un État membre, de reprendre le contrôle de ses frontières ; conditionner drastiquement notre ouverture et nos aides aux pays d'origine et de transit à leur coopération efficace en matière de reprise de leurs ressortissants et de prévention des départs irréguliers ; **faire de Frontex une véritable police des frontières** ; aligner les règles d'accueil françaises, aujourd'hui les plus facilitantes, sur la moyenne européenne ; limiter le pouvoir juridictionnel en matière migratoire.

Les opinions publiques et, désormais, de plus en plus de responsables politiques des pays membres, y compris dans la mouvance sociale-démocrate, s'insurgent contre un droit qui n'est plus compatible avec leurs intérêts vitaux. Même l'Allemagne renâcle, puisque le gouvernement fédéral envisage de mettre en place des points de contrôle à la frontière avec la Pologne et la République tchèque et qu'il a déclaré subordonner la relocalisation des demandeurs d'asile entrés par l'Italie (prévue par le "mécanisme volontaire de solidarité européen") au respect par ce pays de son obligation de reprendre « ses » demandeurs d'asile conformément au règlement de Dublin de 2013.

Maîtriser les flux migratoires est, pour l'Europe, un impératif existentiel. Il commande une modification des traités (comme il commande en France une révision constitutionnelle). Il devient en effet chaque jour plus clair que l'Europe ne peut absorber indéfiniment le trop-plein d'une démographie africaine explosive : ses possibilités de loger, de scolariser, de prendre en charge socialement et médicalement, de former, d'employer et d'intégrer des populations sous-qualifiées et culturellement éloignées des nôtres (particulièrement du point de vue de la place de la religion et des femmes dans la cité) sont saturées. Sa capacité à lutter contre les fruits toxiques des ghettos (paupérisation du tissu urbain, violence, délinquance, séparatisme et terrorisme) est quotidiennement prise en défaut. Les équilibres de la société européenne ne résisteraient pas au maintien durable du rythme imprimé aux flux migratoires d'outre-Méditerranée par les règles juridiques actuelles. Comme le dit Jean-Pierre Chevènement (JDD, 11 juin), **« l'immigration zéro n'existe pas, l'intégration de peuples entiers non plus ».**

25 septembre 2023 (The Economist)

[The Mittelstand will redeem German innovation \(economist.com\)](https://www.economist.com)

Business | Schumpeter

The Mittelstand will redeem German innovation

Deutschland AG's bright light bulb



image: brett ryder

Sep 14th 2023

Talk to German bosses these days and sooner or later one will bring up “Buddenbrooks”. Thomas Mann’s epic tale of the eponymous clan of grain merchants and their demise is required reading in Germany’s business circles, as well as its schools. Today it serves as a convenient metaphor for the country’s perceived economic decline. GDP may contract this year. Inflation remains stubbornly high. The anti-immigrant Alternative for Germany party is second in some opinion polls, imperilling Germany’s reputation for openness to skilled foreigners. Iconic companies are fleeing abroad. BASF, the world’s largest chemicals firm, is building its \$10bn state-of-the-art factory in China. Linde, an industrial-gas group, delisted from the stock exchange in Frankfurt to escape its cumbersome rules but kept its listing in New York. BioNTech, which helped develop one of the world’s first COVID-19 vaccines, is setting up its cancer-research operations in Britain.

Viewed through a tragic Buddenbrookian lens, German decline can seem inevitable. Not to Nicola Leibinger-Kammüller, chief executive of Trumpf, a 100-year-old family company based in Ditzingen, near Stuttgart, which makes industrial tools such as laser cutters and punching machines. In Mrs Leibinger-Kammüller’s reading, the Buddenbrooks’ downfall was not caused by others. They brought it on themselves, by turning their backs on the virtues of thrift and hard work. That leaves a path to redemption. And this, she believes, runs through the *Mittelstand*, the German economy’s enterprising backbone.

The *Mittelstand* is home to some 3.5m small and medium-sized businesses. They are as diverse as their wares, which range from chainsaws to industrial software. Some are large and old: Trumpf has 17,000 employees worldwide and annual revenues of €5.4bn (\$5.8bn). Others are small and young, like TeamViewer, an 18-year-old computer-maintenance firm with 1,400 employees, or Marvel Fusion, a nuclear-fusion startup founded in 2019. Despite this diversity, they share two important things in common. They are relentlessly innovative. And, not unrelatedly, their leaders are, like Mrs Leibinger-Kammüller, less gloomy about Germany’s prospects than many of their blue-chip counterparts.

More than 80% of *Mittelstand* firms say their situation is stable or good, according to a survey in July by the ZGV, an alliance of such businesses. The mood is not rosy, exactly: half reported that sales were down in the second quarter. But it is hopeful. The *Mittelstand* continues to hire and invest at home. In July

Trumpf announced a €380m investment into its headquarters. “People said we have gone mad,” recounts Mrs Leibinger-Kammüller.

In fact, Trumpf is coldly rational. “The current wave of pessimism is vastly overdone,” says Holger Schmieding, chief economist of Berenberg, a private bank. Germany enjoys record employment and low public debt. Most of all, he says, it has in the *Mittelstand* “one of the best search engines for innovation ever invented”. These “hidden champions”, world leaders in their market niche, have coped with painful transitions before, such as the aftermath of German reunification in the 1990s. Now they are adapting again, be it to higher energy prices or to chillier relations with China, which has become a large market for the *Mittelstand*'s products but is itself looking economically enfeebled and geopolitically adversarial.

Trumpf spends 11% of revenue on research and development, almost twice the average for German industry as a whole. It is constantly comparing notes with clients to tailor its products to their changing needs. It has worked with one client to develop a way of using lasers to cut metal more directly from the coil, which uses less of the newly costly energy than the conventional method of cutting it from sheets. Karl Haeusgen, chairman of Hawe, a maker of hydraulic pumps, says that conversations with domestic customers are his firm's principal source of innovation. “Our Chinese clients will buy what we have, but our German customers challenge our creativity,” he says.

Oliver Steil, chief executive of TeamViewer, agrees that the *Mittelstand* contains some of Germany's most agile and innovative firms. They benefit from closeness to German industrial titans, to which they often act as suppliers, and from the country's deep pool of technological and engineering know-how. Most important in times of change, they are risk-takers, says Mr Steil. Undaunted by the old saw that fusion power is 20 years away and always will be, Marvel Fusion is intent on developing commercially viable power generation by smashing atoms together using lasers.

If there is a Buddenbrook in the latest chapter of the *Mittelstand* story, it is the German government. Policymakers and bureaucrats have become too set in their ways, sighs Mr Steil. They seem wedded to red tape and high taxes, and uninterested in supporting innovation. This is leading some *Mittelstand* firms to sell up or try their luck elsewhere. In April Viessmann, a maker of heat pumps, sold most of its operations to Carrier, an American rival. Even Marvel Fusion recently teamed up with Colorado State University to set up a \$150m research site in America.

In search of a novel approach

Heike Freund, Marvel Fusion's chief operating officer, still hopes eventually to build a power plant in Germany. In March the Federal Agency for Disruptive Innovation pledged €90m to support laser-based fusion in Germany, half of which will go to Marvel. At a recent pow-wow in Schloss Meseberg, a castle near Berlin, the government unveiled a “growth opportunities law”. This includes a €7bn tax-relief package that would benefit the *Mittelstand*. On September 6th Olaf Scholz, the chancellor, announced a series of measures to digitise public administration, simplify immigration rules for skilled workers and make it easier to start companies, three pet peeves of *Mittelstand* bosses. The faster the government can shake off its own Buddenbrookian complacency, the better.

25 septembre 2023 (The Economist)

[Why uranium prices are soaring \(economist.com\)](#)

Rod stewards

Why uranium prices are soaring

Conflicts and resurgent demand combine to radioactive effect



image: getty images

Sep 21st 2023

When Russia invaded Ukraine, panic gripped Europe's nuclear experts—the civilian variety, that is. Ukraine, where 15 reactors relied on Russia for their uranium, rushed to sign an unusually long 12-year deal with Canada. European utilities, also reliant on Russia, drew the maximum they could under other contracts. Most exposed were operators in Finland and eastern Europe that owned Russian-made reactors, which only Russian firms knew how to feed. Finding an American rival that could bundle uranium rods into the hexagonal blocks such plants demand took a year. Now they are searching for the metal needed to restart the atomic Tetris.

Such last-minute procurement of uranium is very rare, notes Per Jander of wmc, a trader. Utilities usually take deliveries two to three years after signing a contract. The scramble is just one illustration of the fallout of the war on a once-sedate market already squeezed by rising demand, supply shocks and speculation. In the week to September 18th uranium's spot price hit \$65 a pound, its highest since 2011, reports uxc, a data firm. At the industry's yearly shindig in London, which drew a record 700 delegates this month, some warned it could reach \$100. The two largest producers are sold out until 2027; some utilities are thought to be short for 2024.



image: the economist

Just 85,000 tonnes of uranium are used each year. This compares with 170,000 for niche metals like cobalt and many millions for industrial ones like copper. Unlike coal or gas plants, nuclear reactors cost a lot to build but little to run, so utilities mostly opt to keep them going regardless of, say, the economic cycle, making demand for fuel predictable. It also means that utilities cannot afford to run out, which is why they buy the stuff via long-term contracts.

Most supply comes directly from mines. Canada and Kazakhstan, two reliable exporters, account for 60% of such “primary” supply. A quarter of total global supply arrives from “secondary” sources. Exhausted fuel blocks, replaced every three-to-four years, are re-enriched and re-used. Fuel is also made by diluting weapons-grade uranium, which contains more than 90% fissile elements, to concentrations of just 3-4%. In the two decades following the cold war the dilution of just 30 tonnes a year displaced 10,000 tonnes of annual mine output. More supply is regularly released from stockpiles. America, China, France and Japan hold a combined stash worth years of global use, which can be drawn from when prices are high.

This tranquil trade is now being rocked by two forces. One is resurgent demand. For years after the Fukushima disaster in 2011 the closure of plants in Japan, Germany and elsewhere pushed the market into surplus. But the search for steady sources of low-carbon power, and Russia’s war in Ukraine, have led governments back to nuclear energy, which emits about the same as wind power and can operate even if pipelines are shut. Some 60 new reactors are under construction, which should add an additional 15% to the world’s nuclear-power-generation capacity over the next decade, reckons Liberum, a bank. Small “modular” reactors—cheap and easy to build—could turbocharge demand for fuel. The World Nuclear Association, an industry body, forecasts that they could make up half of France’s nuclear capacity by 2040.

Uranium’s glowing prospects are not lost on financiers. In recent years several listed funds have launched. Sprott Physical Uranium Trust and Yellow Cake, the two biggest, have bought 22,000 tonnes in the past two years, equivalent to over a quarter of annual demand. Both are set up for the long run, with no fixed date or target price at which they will liquidate their holdings.

Meanwhile, supply is looking precarious—the second reason why prices are soaring. Early panic aside, Russian ores can still be obtained. But a coup in Niger in July has put 4% of mined supply in jeopardy. Last week Orano, France's state-owned giant, said it had halted its ore processing there owing to a lack of critical chemicals. Logistical headaches are causing Kazatomprom, the leading Kazakh supplier, to ship less uranium than expected (it typically passes through Russia). Cameco, Canada's champion, recently cut its production forecast by 9% after hiccups at two mines.

All this will probably keep the market in deficit next year, as it has been since 2018. Outright shortages remain unlikely, however. Major utilities retain stocks. And the fuel blocks inserted into operating reactors have another one-to-three years of life left, with a year's extension possible at limited costs. Most also have the next block ready to go. Thus the risk of running out lies more than four years ahead.

That leaves time for supply to respond. Cameco and Kazatomprom, which have lots of unused capacity after trimming output during the dreary 2010s, will not like to see higher-cost producers nab market share. Tom Price of Liberum estimates that they could add another 15-20% to global supply in as little as 12-18 months. If that fails to tame the market, then a sustained rise in price will incentivise the opening of new mines. Jonathan Hinze of uxc reckons a spot price of \$70-80 would be enough to get many projects started. Supply snags are also unlikely to last too long. Niger's junta has a beef with France, but not with China, which runs other mines in the country. If all else fails, Kazatomprom can always decide to export uranium by plane.

So the most likely outcome is high prices for a few years, with a surplus returning by the middle of the decade. No one anticipates a repeat of 2007, when buying by the first uranium fund and floods at big mines combined to push the spot price beyond \$135 a pound. Utilities have ample room for absorbing price shocks anyway. Because uranium is heavily processed, raw materials are worth less than half as much as finished fuel, which itself accounts for just 10% of a plant's operating costs (against 70% for natural gas). The rally matters more to speculators than to the cost of what comes out of your socket.

25 septembre 2023 (The Economist)

[The vital art of talking to strangers \(economist.com\)](https://www.economist.com)

Social skills

The vital art of talking to strangers

Three books explain why it matters—and can easily be lost



Jul 10th 2021

Hello, Stranger. By Will Buckingham. *Granta*; 336 pages; £16.99

The Power of Strangers. By Joe Keohane. *Random House*; 352 pages; \$28. *Viking*; £16.99

Fractured. By Jon Yates. *Harper North*; 348 pages; \$28.99 and £20

Attitudes to strangers tend to follow a familiar pattern. Children are taught never to speak to unknown grown-ups, especially those regarded by their parents as untrustworthy. The onset of adolescence and young adulthood brings a bursting desire to interact with all sorts of people, particularly the kind who might not elicit family approval. Whether the resulting encounters are sexual or social, they confer a thrilling frisson of escape.

Social circles generally narrow again as people find life-partners, form households and produce offspring of their own. Time becomes scarce; new friendships are often based on sharing the burden of child care. Some people never recover the youthful zest for unforeseen liaisons. Professional duties swell even as parental ones diminish, and the inclination sags. In old age, even if curiosity and charisma remain undimmed, frailty makes new serendipitous connections harder to establish.

But that is not the whole story. In mid-life and beyond people can still experience the joy of a random meeting, however short, which somehow touches a nerve. That might involve nothing more than a smile, or a chance remark that hits an emotional spot; or it might be an unexpectedly deep conversation on a plane or train, a surge of mutual understanding that is life-affirming even if the interlocutor is never seen again. This aspect of the promise and peril of strangers has enticed storytellers—from the rapture of “Brief Encounter” and “Before Sunrise” to the ruin of “Strangers on a Train”. The knowledge that the exchange will be a one-off can permit a delicious, uninhibited frankness.

In the age of covid-19 and Zoom, the chronological pattern has been warped. Instead of their hazy possibilities and risks, strangers have assumed an all-too-literal role as a looming source of infection. During lockdowns they are officially to be avoided. Yet youngsters still long, dangerously, for the ecstasy of communion, not just with edgy individuals but anonymous crowds. People of all ages have come to miss the human stimulation of busy high streets or trains, or the comforting sense of fellowship in a cinema or theatre audience.

So this is an apt moment for three books about meeting strangers. Will Buckingham has written a moving memoir of finding solace, after the death of his life-partner, in travelling and talking in lands such as Myanmar that are culturally distant from his native England. Joe Keohane, an American journalist, argues that communicating empathetically with strangers is vital and potentially life-changing. Jon Yates, who runs a youth charity based in London, frets that deep fissures in Western societies are making it impossible for people to reach, even casually, between classes, religions, ethnicities and generations.

All three authors make sweeping generalisations about the evolution of human society, from hunter-gatherers to the age of Homer and beyond. But they are more interesting when they reflect, using personal experience or scientific research, on how people live and communicate now. In different ways, they all make two separate but related points. First, interacting meaningfully with a new person can bring huge rewards—but it is a skill that must be cultivated and can easily be lost. Second, the self-segregation of modern Western societies means that, for many people, conversing with some fellow citizens seems pointless, undesirable or outlandish. The second problem exacerbates the first: if you consider others beyond the pale, why make the effort to get to know them?

As both Mr Keohane and Mr Yates emphasise, in Britain and America political divisions have ossified into tribal ones. Supporters and opponents of Brexit live in discrete clusters; Republicans and Democrats see each other as bad people, not fellow Americans whose opinions happen to differ. These opposing sides have become strangers to one another. Mr Buckingham focuses on the pleasures and pitfalls of encounters in remote places where the stakes are lower because the acquaintanceships are bound to be temporary—in a holiday flat-share in Helsinki or while travelling through the Balkans. But, like the other two, he notes that wariness of unfamiliar people is neither new nor insuperable.

Faces look ugly when you're alone

Mr Keohane and Mr Yates offer tips on befriending strangers. Mr Keohane describes exercises in which groups of Republicans and Democrats were, with great difficulty, coaxed to overcome stereotypes and see one another as rounded individuals. They were trained to ask each other good questions and avoid name-calling. Mr Yates discusses the case for a kind of national social service that would encourage youngsters to mix with other groups and generations. Both have homely micro-solutions that readers can apply in daily relations—assume the best of others, remember that most have stories they are longing to tell, react philosophically when a friendly approach is rebuffed.

A telling point that none of the books captures is a paradoxical one: some of the most sophisticated forms of interaction between strangers occur in societies that are chronically divided. Think, for example, of rural Northern Ireland, or of parts of the former Ottoman Empire, such as Lebanon, where residents have lived in separate communal silos. In ways impenetrable to outsiders, the denizens of such places develop perfect antennae for the affiliation of a stranger and adjust their remarks accordingly. The ensuing exchanges occur within well-understood parameters—including a sense that social categories are resilient and pleasantries will not change them. But tact allows people from antagonistic camps to have amicable encounters and transactions.

All three authors are inclined to overstate the ability of brief interactions to stave off conflict. Yet at least this much is true: a capacity to engage with new people in civilised, humane and meaningful ways is a necessary condition for social peace, even if it is not a sufficient one. That points up a half-hidden cost of covid-19. Children educated on screen; teenagers bouncing off the walls; adults working at home; lonely pensioners: more or less everyone's social skills have been atrophying, with consequences not only for individuals but, perhaps, for the fabric of society.

As lockdowns lift, people are now stumbling back into a world of accidental collisions, some eagerly, some queasily, most with an odd sensation of novelty after a year of hibernation. The lesson of these books is that the easing of restrictions is not just a coveted opportunity to reconnect with those you love and resemble. It also restores a freedom, long taken for granted even if little used, to come to know the profoundly different.

25 septembre 2023 (The European conservative)

[The Great Replacement and the Psychology of Denial — The European Conservative](#)

The Great Replacement and the Psychology of Denial

[Anthony Daniels](#)

— September 25, 2023



For those in denial, an immigrant is just a generic human unit who brings no cultural baggage with him.

It's commonplace for many conservatives, and others concerned about security, to express alarm about uncontrolled immigration. And while there is an invigorating perennial debate between classical liberals / libertarians and social conservatives about the merits and drawbacks to having open borders, for many, to express to strong a defense of immigration controls—or, worse, 'repatriation'—is tantamount to racist xenophobia.

We're here to say that this dismissive attitude—and the general reluctance among policymakers to discuss the socio-economic impacts of mass migration—does a disservice to the many countries that have opened their arms to newcomers. But given recent episodes of crime, riots, and sexual violence, and given the sheer scale of the waves of immigrants now seeking refuge in Europe, we think Europe's future lies in part with ensuring its cultural survival, which necessarily implies ending immigration.

We think that, over the years, many intellectual and policymakers have warned of us the challenges and potential threats of mass migration (especially from non-Western countries): Enoch Powell in Britain; Jean Raspail in France; Gianfranco Miglio in Italy. Much of this has been to no avail. But as the realities of sexual grooming, harassment, anti-Christian, and anti-Semitic incidents spreads across Europe, we think it is time to turn to some sober analysis of the situation.

*There is no tonic stronger than **Renaud Camus**, who works have caused controversy among the European establishment and the progressive Left for years. But with the following essay by our regular contributor Anthony Daniels, we begin a*

short series of essays and commentary on the work of Camus, the mainstream opposition to his views, and the validity and veracity of his arguments that we hope will reinvigorate what has become a tired and staid non-discussion of immigration and its challenges.

—THE EDITORS

Ideas may become current without their origins being known to most of those who hold them. Only one of every hundred people who believe that the sole end for which mankind can be warranted, individually or collectively, in interfering with the liberty of action of any of their number is self-protection, or some such principle, will know that it derives from John Stuart Mill's *On Liberty*.

In like fashion, it is said that a quarter of the French population now believes in the theory of the *Great Replacement*, most of whom will not have read Renaud Camus or even heard of him. He is *persona non grata* in the French media; and though his ideas are also widely held in the United States, most of his writings have not been translated into English. As well as being *persona non grata*, then, he is a *deus ex machina*. A book of his essays is about to be published in English, however, and this may change his status.

His most pungent idea is simple. It is that the original population of Europe, especially that of France, is being replaced by mass immigration from the Maghreb and sub-Saharan Africa, and that this replacement is not accidental or spontaneous but deliberate and planned—on both sides of the equation. On the European side is a mixture of moral grandiosity that makes Europe responsible to all the impoverished and suffering people in the world, ex-colonial guilt, exhibitionist self-hatred, supposed atonement for the sins of the past, and political calculation by those who see immigrants as a kind of vote-bank; on the Maghreb and sub-Saharan side, there is a sense of revenge for colonialism and the desire to Islamise the world, the belief being that Islam is a superior civilisation to all others. Taking advantage of social security systems is a form of restitution.

Whatever the origins or causes of the mass immigration, there is no doubt that it is changing the demographics of Europe. According to the book, *L'Archipel français* (The French Archipelago), by Jérôme Fourquet, of the highly-respected research firm, Institut français d'opinion publique, 18% of children born in France in the previous 2 years were given Moslem names. With whatever caution and caveats this figure is interpreted (for example, that many Moslems are well-integrated and so forth), it represents a startling increase by comparison with past decades. The schools of even remote towns in *la France profonde* bear witness to the demographic change.

Surveys, moreover, have repeatedly showed that a high proportion of young Moslems in France consider that the Sharia is a higher law than that of the Republic, though what this opinion means in practice is not absolutely clear. But it can hardly be reassuring for those who fear the Great Replacement, even if they are neither well-informed enough nor inclined to call mass immigration by that name.

When faced by what appears to be a serious problem or threat, people can react in a number of ways. They can face it head on; they can deny that it exists; they can claim that the problem is no such thing, but rather a blessing ('Immigrants are our luck,' in the official French line); they can become resigned and apathetic, feeling that there is nothing that they can do about it anyway, and that they might as well eat, drink and be merry, for tomorrow they die.

Denial is perhaps the most common reaction, especially by the educated, for they have the best capacity for rationalisation. My young nieces and nephews, all educated, cite the fact that they have grown up with the children of immigrants and that they witnessed no problem with their integration into French society. And in a narrow sense they are no doubt right.

But their answer is like that of a person who knows that a pill has worked because he has recovered from his illness. This is not, unfortunately, how one knows whether a medicine is efficacious. They are like Pauline Kael, the famous film critic, who said that she couldn't believe Nixon had won the election because she didn't know a single person who had voted for him.

As Fourquet points out in his book, people in our societies increasingly live in, or perhaps on, small social islands which are nevertheless large enough to allow them never to meet anyone other than those who are like themselves, except in the most superficial of circumstances on the most fleeting of occasions. An entirely different social world may exist two or three miles from where they live, and yet they have no contact with it.

And it pains me to say that I observe no particular attachment to distinctive French culture among young French adults, which might lead to alarm over the situation.

Another, perhaps more sophisticated means of denial is by historical analogy. For example, I recently read a book by a teacher of philosophy, Michaël Fœssel, titled *1938*, also published in 2019. Well-written and interesting, it was not untypical of a certain kind of apologetics.

The author examined all the newspapers of that year (remarkably, they have been digitised), in order to draw the conclusion that there were many analogies between the France of 1938 and that of 80 years later, in particular rising hostility to immigration.

In the light of what happened soon after 1938, French hostility to the immigration of republicans fleeing Spain, Italians fleeing Mussolini, and Jews fleeing Hitler and antisemitism in Eastern Europe looked ungenerous if not outright heartless. For the author of the book, the analogy between 1938 and 2018 was very strong. He implied that concerns over levels of immigration today are in some kind of apostolic succession to the Occupation, and that therefore those who are worried about the level of immigration are the spiritual descendants of the collaborationists.

The shadow of Hitler, Pétain, and the Occupation still acts to stifle debate on the immigration problem. For authors such as the author of this book, an immigrant is just an immigrant, a generic human unit, who brings no cultural baggage with him which may make it easier or more difficult for him to integrate and assimilate. “We absorbed millions of Spanish, French, Portuguese, Armenian, Jewish immigrants,” say people of such disposition, “so why not millions of Africans or Maghrebins?”

The outcome of immigration, on this view, is determined solely by the conduct of the country that receives the immigrants, and not at all on any qualities, desires, or conduct of the immigrants themselves. This is, in essence, an outlook that is both megalomaniac and dehumanising: megalomaniac because it assumes infinite power on the one hand, and dehumanising because it assumes infinite powerlessness on the other.

The easiest way to deal with any problem is not to see it, and to demonise those who do, especially if they see it earlier than most.

Anthony Daniels writes from France.

The above essay was commissioned by us for a short series on Renaud Camus. Not only do we hope to bring attention to the works of a man who has been ignored or too long by the mainstream and maligned by the activist Left; we also hope to raise awareness of his works, nearly all written in French, in the lead-up to the worldwide premier of the publication of the first English-language collection of essays by Camus, which will be released on **October 17**.

25 septembre 2023 (NZZ)

[Reisegeschichte von Kafka und Brod: Die Freunde besuchen gemeinsam das Bordell \(nzz.ch\)](https://www.nzz.ch)

Franz Kafka und Max Brod gehen gemeinsam ins Bordell. Es ist ihre Art, die Angst vor dem Versagen zu besiegen

1911 reisen die beiden Freunde durch Europa. Besuche bei Prostituierten gehören wie zu Hause ganz selbstverständlich zu ihrem Reiseprogramm.

Arnon Grünberg

24.09.2023, 05.30 Uhr 12 min



Selbst seine Hypochondrie wurde auf der Reise unterhaltsam: Franz Kafka (1883–1924) mit Hund in einer Aufnahme von 1905. Imago / Hulton Archive / Getty

Am Samstag, dem 26. August 1911, fahren Max Brod und Franz Kafka von Prag über München nach Zürich. Unmittelbar nach der Abreise kommt Kafka auf die Idee, zusammen mit seinem Freund Brod ein gemeinsames Reisewerk zu verfassen. Es wird den Titel «Richard und Samuel – Eine kleine Reise durch mitteleuropäische Gegenden» bekommen und wird neun Monate später von Willy Haas, Publizist, Drehbuchautor und Freund von Franz Werfel, als Reisebericht in seiner literarischen Zeitschrift «Herderblätter» publiziert.

Es war ihnen jedoch kein grosser Erfolg beschieden. Der Kafka-Biograf Reiner Stach meint dazu, dass «das Schreiben über das Beobachten des Schreibens, das Schreiben über einen Menschen, von dem man im selben Augenblick beschrieben wird», keine Intimität gewesen sei, sondern «Vivisektion». Es soll Kafka zur «Verzweiflung» getrieben haben. Wie vieles bei Kafka bleibt «Richard und Samuel» denn auch unvollendet.

Fünf Jahre später schreibt Kafka an Brod über diesen Reisebericht: «Es waren wunderbare Zeiten, warum muss es gute Literatur gewesen sein?» Meistens, aber auch nicht immer, produzierte Kafka gute Literatur, aber leider waren die Zeiten auch nicht immer so wunderschön. In dieser Hinsicht sind «Richard und Samuel», die gemeinsame Reise in die Schweiz und dann weiter nach Italien und Paris eher eine Ausnahme.

Wer heutzutage diesen Text liest, wird sich daran vergnügen, wie ulkig, ab und zu auch spitzbübisch, dann wieder äusserst seriös die beiden übereinander, über Mitreisende und auch über die Landschaft («schöne herrschaftliche Villen längs des Englischen Gartens») plaudern. Es ist gut möglich, [dass Brod, der ja oft dafür kritisiert wurde, das Kafka-Bild verfälscht zu haben](#), recht bekommen hat, indem er in seiner Kafka-Biografie über diese Reise schrieb, dass «alle Sorgen, alle Verdriesslichkeiten» in Prag geblieben seien.

«Wir wurden zu fröhlichen Kindern, wir kamen auf die absonderlichsten hübschesten Witze, – es war ein grosses Glück in Kafkas Nähe zu leben.» Sogar Kafkas Hypochondrie soll noch «einfallsreich und unterhaltend» gewesen sein. Was kann man denn noch mehr von Ferien erwarten und, vor allem, was kann man denn noch mehr vom Reisebegleiter Kafka oder von welchem Reisebegleiter auch immer erwarten? Wenn selbst die Hypochondrie unterhaltsam wird, dann steht dem kleinen Glück doch nichts mehr im Wege.

Hübsch und dicknasig

Und wie liest sich das, wenn fröhliche Kinder einen Reisebericht verfassen?

Samuel (also Brod) über eine Reisegefährtin: «Vom Perron aus sehn wir ein fremdes Mädchen aus unserem Coupé heraussehen, die spätere Dora Lippert. Hübsch, dicknasig, kleiner Halsausschnitt in weisser Spitzenbluse.»



Kafkas Freund und Reisebegleiter Max Brod (1884–1968) in einer Aufnahme um 1920. Apic / Hulton Archive / Getty

Dora Lippert hiess in Wirklichkeit Angela Rehberger; Kafkas und Brods Reisebericht würde man heutzutage eher Autofiktion nennen. Er passt voll und ganz ins literarische Konzept «Stay in your lane» – schreibe nur über das, was du kennst. Mancher würde vielleicht die Objektifizierung von Frauen ablehnen; aber gibt es überhaupt ein heimliches Verlangen und Begierde ohne Objektifizierung?

Man sollte übrigens nicht vergessen, dass der Grossteil des Reiseberichtes erst im November 1911 geschrieben wurde, als der fröhliche Sommer schon längst vorbei war. Die Einträge in Kafkas und Brods Reisetagebüchern bildeten das Rohmaterial für «Richard und Samuel».

Bei Kafka liest man im Reisetagebuch kurz und bündig: «Ein Mädchen, die spätere Alice Rehberger, steigt in Pilsen ein.» Bei Brod jedoch: «Die Dame ist Angela Rehberger, eine Offizierstochter. Anknüpfung dadurch, dass mir ihr grosser eingepackter Hut leicht auf den Kopf herabfällt oder herabschwebt. Wagnerianerin. Sammelt Chokoladepapier. Aber auch Zigarrenbinden, fährt nach Trient zu ihren Eltern. Arbeitet den ganzen Tag in einem technischen Büro, ist sehr zufrieden mit ihrem Leben.»

Zufrieden oder nicht, in «Richard und Samuel» wird die Begegnung mit Frau Rehberger dramatisiert. Samuel notiert: «Die Sache mit Dora ist gründlich misslungen.» Angela Rehberger alias Dora Lippert wollte anscheinend nicht mit den beiden Freunden in München bleiben und auch nicht mit ihnen nach Zürich reisen. Kaum angeknüpft, wird man ein paar Haltestellen weiter schon wieder abgeknöpft.



Ansicht von Zürich, Limmat mit dem Grossmünster links und Fraumünster sowie St. Peter rechts, der Blick geht Richtung See und Berge, 1910. ETH-Bibliothek

Im Reisebericht schreibt Richard (also Kafka) dann noch von einer «un glaublichen Zusammengehörigkeit» und erwähnt, dass Dora sogar dazu bereit gewesen sei, mit den beiden Freunden in den Speisewagen zu gehen, wo «gemeinsame Ferienfreuden» aus den dreien «eine Familie» gemacht haben sollen. Kafkas Arm habe im Speisewagen den Arm von Dora Lippert berührt. Noch ein bisschen mehr Berührungen, und es wäre leicht pervers geworden; im Text aber bleibt es beim «Jules et Jim»-Gefühl avant la lettre.

Das Comeback der Verzweiflung

Aber das vielleicht Wichtigste, was in den Reisetagebüchern über die Rehberger steht, war, dass sie die beiden Männer bei einem Streich, den sie ihren Bürokollegen spielen wollte, zu ihren Komplizen machte. Kafka und Brod sollten in Zürich eine von Rehberger geschriebene Postkarte abschicken. Auf dieser Postkarte stand geschrieben: «Das Vorausgesagte ist leider eingetroffen . . falscher Zug . . jetzt in Zürich . . 2 Tage vom Ausflug verloren.» Kafka fügte hinzu: «Sie erwartet aber von uns als Ehrenmänner, dass wir nichts zuschreiben.»

Das Büro und die kleinen Streiche, viel mehr brauchte man nicht, um zufrieden zu sein. Wir indes sind anspruchsvoller geworden. Das spärliche Rohmaterial erweckt in uns viel mehr die Neugier auf Angela Rehberger als auf all das, was im Reisebericht über Dora Lippert erwähnt wird. Was muss man denn noch mehr von einer Figur wissen, ausser dass sie Wagnerianerin ist und Schokoladenpapier und Zigarrenbinden sammelt? Und dazu noch zufrieden ist?

Stach nennt die gemeinsame Arbeit an «Richard und Samuel» «fruchtlos verbrachte Nachmittage». Drei Wörter, aus denen man mit ein wenig Mühe die Melancholie eines Altweibersommers voll kindlicher Fröhlichkeit herausspüren kann. Nicht alle verlorene Zeit kann wiedergefunden werden.

Später macht dann die Verzweiflung ihr Comeback, denn sie war von Kafka ja nie weit entfernt. Richard beendete den Reisebericht mit beissender Ironie; das Geplauder über all das Wahrgenommene, das selbstbewusste Spiel mit dem Verlangen, das folgenlos bleiben musste, haben ein Ende genommen. Wer durch die Frivolität hindurchblickt (auch durch die Wahrheit), könnte auch noch eine andere Wahrheit sehen.

Er, Richard, hat sich nach Dora gesehnt, weil sein Freund Samuel ihm nicht genügte. Es war ihm klar, dass er «an allen Tagen dieser Reise einen angezogenen Mann» neben sich hatte, «dessen Körper» er nur im Bad sah. Darauf würde er jedoch umgehend hinzufügen, dass es ihm nicht danach verlange, den Körper seines Freundes zu sehen, obwohl er anerkennen müsse, dass das Gesicht von Brod «sehr männlich» sei. Richard fragt sich, ob bei ihm die «erlösende Träne» in Bezug auf seinen Freund noch fließen werde. Und schreibt dann «Fortsetzung folgt», aber diese folgte nie.

Zusammengefasst kann man Kafkas Liebesleben auch so umschreiben: Fortsetzung folgt, die nie folgte. Am liebsten wäre es ihm gewesen, wenn alles folgenlos geblieben wäre, denn dann würden einer Ferienliebe ohne Aussicht auf Fortsetzung, das heisst auf Heirat, keine Verpflichtungen oder lang anhaltende Hingabe folgen. Es wäre vielleicht wirklich alles einfacher gewesen, wenn er sich tatsächlich nach dem Körper seines Freundes gesehnt hätte.

Die Mutprobe der Nacktheit

Unbekleideten Männern wird Kafka später im Leben noch öfter begegnen. In mehreren Sanatorien, in denen er verblieb, gehörte Nudismus zur Therapie. So schrieb er am 11. Juli 1912, als er sich in der Kuranstalt Jungborn im Harz aufhielt, in sein Reisetagebuch: «Jetzt ist an meiner Tür ein ganz fremder Nackter stehen geblieben und hat mich langsam und freundlich gefragt, ob ich hier in meinem Hause wohne, woran doch kein Zweifel ist.» Ein herrlicher Satz, der den Leser daran erinnert, [dass die Komik bei Kafka immer auf der Lauer liegt](#), obwohl er das Komische selbst ab und an vergisst, vor allem in seinen Briefen.

Auch Stach verfügt über einen subtilen Humor: «Die wichtigste Massregel der Jungborn-Kur bestand darin, den eigenen Körper so viele Stunden wie möglich der Luft und dem Licht auszusetzen, möglichst bei jedem Wetter und zu jeder Jahreszeit.»

Aber Stach vergisst nicht, dass Nacktheit auch immer eine seriöse, eine existenzielle Angelegenheit ist. Ein «sekundenschneller Blick» auf den Penis genügte, um die «ethnische Nichtzugehörigkeit» festzustellen. Stach meint, dies sei die «eigentliche Mutprobe» von Kafka in Jungborn gewesen. Dass er sich unbekleidet gezeigt habe, er sich dort sogar nackt habe zeichnen lassen, das sei Mut gewesen, meint Stach, und das glaube ich ihm. Aber Kafka, der anders als Brod der traditionellen Medizin kritisch gegenüberstand, glaubte vielleicht ein wenig an die Möglichkeit, dass das Opfer dieser totalen Nacktheit einmal mit Heilung oder zumindest einer teilweisen Besserung belohnt werden würde.

Nacktheit ist aber auch immer der Zustand, in dem Sexualität, Tod, Hygiene und Folter einander begegnen oder zumindest begegnen können. Wer nackt gegenüber anderen, fremden Leuten steht, kann es nicht mehr leugnen: Er ist sein Körper, das Sein ist wieder Fleisch geworden, egal wie sehr wir uns auch bemüht haben, Geist zu werden.

Zwei Jahre nach diesem Nachsommer voll «kindlicher Fröhlichkeit» schrieb Kafka in sein Tagebuch: «Der Coitus als Bestrafung des Glückes des Beisammenseins.» Aber wer bestraft hier wen? Handelt es sich dabei um Selbstbestrafung? Meint Kafka, dass das Problem der Menschen nicht so sehr der Tod ist, denn die Menschen wissen, dass sie dazu verurteilt sind, sondern die Verurteilung zum Coitus, jedenfalls wenn man sich nicht ganz aus dieser Welt zurückziehen möchte wie zum Beispiel ein Mönch, um es mit Gott zu versuchen.

Die Reduzierung aufs Körperliche, die wahrscheinlich eine Eigenschaft des Coitus ist, kann ja auch eine Befreiung sein. Endlich ist man nicht mehr und nicht weniger als Fleisch. Aber allem Anschein nach nicht für ihn, jedenfalls nicht, wenn Ehe und Verpflichtungen dazukommen, und das, obwohl Kafka sich nach dem anderen geseht hat, hin und wieder sogar vom Jubel der Menge benommen war.

So schrieb er am 22. Juli 1912 aus Jungborn an Brod über das «immerwährende grundlose Bedürfnis, sich anzuvertrauen». Der 22. Juli 1912 ist der Tag, an dem das Reisetagebuch, jedenfalls aus Jungborn, mit der Beschreibung eines Mitpatienten, eines Herrn Eppe, Privatschulleiter aus Braunschweig, und seiner Frau, die «gemütskrank» ist und «Platzangst» hat, endet. Der letzte dieser Einträge lautet: «Ihr Vater ist im Irrenhaus gestorben.»

Man möchte sich anvertrauen, gerade auch im Sanatorium; der Nachtschiff ist kaum serviert, und schon ist man metaphorisch im Irrenhaus. Und dann haben wir noch nicht erwähnt, dass es, ob Strafe oder nicht, auch noch Liebe gibt und dass der Mensch körperliche Bedürfnisse hat und Verdauungsstörungen, von denen sich Kafka im Sanatorium Genesung erhoffte.

Aus Stachs Feder stammt dieser sehr schöne Satz: «Der Sex ist stumm. Und in diesem Schweigen haust das Gesetz.» Vielleicht hat Kafka es sogar als Körper, sogar während des Coitus nicht geschafft, das Gesetz zu vergessen, obwohl der Coitus doch dazu einlädt, das Gesetz vorübergehend zu vergessen, und er uns Menschen die Möglichkeit bietet, sich wie ein Verbrecher zu fühlen, ohne ein Verbrecher zu sein.

Aber als von Sex als Strafe die Rede war, [war Felice Bauer bereits mit von der Partie](#) und Kafka «psychischen Quälereien» und den «Sexual- und Potenzängsten» ausgesetzt, von denen er mehr als genug hatte.



Ansicht von Luzern, Schweizerhofquai mit Hofkirche im Mittelgrund und Rigi im Hintergrund, um 1910.

Beobachtungen im Bordell

Im Sommer 1911 blieb es noch bei einfachen kleinen Verführungsversuchen im Speisewagen, Beobachtungen eines bekleideten Freundes, Kirchenbesuchen, etwas Natur, ab und an einem Bordellbesuch und immer wieder der Freude des Beobachtens, der Beschreibung von dem, was erlebt und als seltsam erfahren wird. Am Bahnhof von Lindau wird nachts gesungen. Schon in Lindau fängt das Exotische an.

In Zürich sind die «sichtbaren Schweizer» anscheinend «keine Hoteliertalente». Im Casino in Luzern werden die Schweizer gebeten, «den Fremden den Vortritt zu lassen». Und mit dem Zimmer im Hotel Sternen in Flüelen ist Kafka sehr zufrieden, übrigens auch mit der ihm dort entgegengebrachten Freundlichkeit; hingegen findet er die Mahlzeiten im Hotel Belvedere in Lugano «miserabel».



Pension Belvedere in Lugano, 1958.

In Norditalien kommen dann Informationen über Cholera hinzu, aber Kafka scheint sich keine grossen Gedanken darüber zu machen. Am 1. September 1911 findet ein Erkennen und Nicht-Erkennen statt, welches beim Leser von heute ein leichtes Unbehagen hervorruft: «Junge Italienerin mit sonst jüdischem Gesicht, das sich im Profil ins Unjüdische verschiebt.» Man fragt sich, wie das denn aussieht, wenn sich das Jüdische ins Unjüdische verschiebt.

Aber auch immer wieder schöne und rätselhafte Beobachtungen: «Die Mädchen sprachen ihr Französisch wie Jungfrauen.»

Und dann, ab Italien, die so selbstverständlichen Bordellbesuche mit wiederum interessanten Beobachtungen: «Bei uns entfremden die deutschen Mädchen in den Bordellen ihre Gäste auf ein Weilchen ihrer Nation, hier tun es die Französischen.»

Brod schreibt über dasselbe Phänomen in seinem Reisetagebuch: «Im Bordell: Hier nimmt das Französische eine ähnlich mit Unrecht dominierende Stellung ein wie in Prag das Deutsche. Nur in Prag von den Herren aus, hier von den Mädchen. Dadurch erzeugte Galanterie.»

Man kann es als romantisch bezeichnen, dass man auch noch im Bordell mit Galanterie rechnet. Wie intim es ist, wenn zwei Freunde zusammen ins Bordell gehen, bleibt unbeschrieben. Aber wahrscheinlich spielte sich das rein Körperliche in verschiedenen Zimmern ab. **Wenn man in diesen**

Reisetagebüchern liest, bekommt man das Gefühl, dass ein gemeinsamer Bordellbesuch nicht intimer ist, als zusammen Socken zu kaufen, jedenfalls im Jahr 1911 und wenn der Mann aus Mitteleuropa kommt.

Das Bordell ist schlichtweg die Erweiterung eines Warenhauses mit einem anderen Sortiment. Dem heutigen Leser mag das fremd erscheinen, denn heutzutage ist das Bordell, falls man überhaupt jemals dorthin geht, ein Ort voller Scham, ein Haus, in dem der Kunde immer der Versager ist, weil er für etwas bezahlt, was andere dank ihrem Charme bekommen können. **Für Brod und Kafka war das Bordell vielmehr eine Stätte, in der die Angst vor dem Versagen besiegt werden konnte.**

Ob die Freunde danach nur über die Sprache der Dienstleisterinnen diskutiert und über den Liebesakt selbst geschwiegen haben, wissen wir nicht.

Rebellion gegen den Staat

Stach unterstreicht zu Recht, dass der Neurotiker, der seine Nervosität schon fast zum Beruf gemacht hat, auch durch Kultur und Staat zum Neurotiker gemacht wurde. Etwas, das die Psychoanalyse leicht erklären kann. Und vor hundert Jahren war der Staat noch mit aller Selbstverständlichkeit bemüht, sich in das Schlafzimmerverhalten seiner Bürger einzumischen.

Das hat inzwischen etwas nachgelassen, woraus wir schliessen können, dass es mitunter wirklich einen Fortschritt gibt. Und die damaligen Bordellbesuche kann man auch als eine Art Rebellion gegen den Staat betrachten, der das Sexualleben seiner Untertanen regulieren, es in die aus staatlicher Sicht richtige Richtung lenken wollte, um Unfälle zu vermeiden.

Nach Italien ging es weiter nach Paris. Brod und Kafka sprechen aus Angst vor «Hass und Verachtung gegen Deutsche» Tschechisch miteinander. Es folgen weitere Bordellbesuche, aber auch ein Opernbesuch, «Carmen». Dass wir heutzutage die Reisetagebücher mit Freude lesen, ist dem Kafka-Kult zu verdanken. Und genau diese Reisetagebücher sind es, die uns dazu einladen, diesen Kafka-Kult zu hinterfragen, zu ergründen, wie lebendig dieser Kult noch ist. Oder ob es sich dabei ähnlich verhält wie bei den Briefmarkensammlern, den letzten der Mohikaner? Oder gibt es etwa Nachwuchs?

Dieser Kult hat kaum etwas mit der Bürokratisierung zu tun, mit der Kafka in der Pop-Kultur so gerne in Verbindung gebracht wird. Stach schreibt: «Alle literarischen Projekte, die über den Umfang einer Erzählung hinausreichen, scheiterten.» **Kafkas Poetik ist eine Poetik des Scheiterns, und zwar in einem noch grösseren Ausmass, als es zum Beispiel bei Beckett der Fall ist. Und wir leben in einer Welt, in der es keinen Ersatz gibt für den Erfolg, ausser vielleicht den Tod, aber im Grunde genommen nicht einmal den, denn auch sterben sollte man erfolgreich.**

Gerade in einer solchen Welt, in einer solchen Kultur bleiben Kafkas Poetik des Versagens und der daraus entspringende Humor unheimlich verführerisch. Und was wir auch nicht vergessen sollten, ist die **Nichtzugehörigkeit**, denn gerade aus dieser Nichtzugehörigkeit, die bei ihm zu einem **nicht ganz freiwilligen Grundprinzip** geworden ist, geht der Kafka-Kult hervor. Die Furcht vor und die Sehnsucht nach der Nichtzugehörigkeit sind heutzutage genauso gross wie früher, vielleicht noch grösser.

In den Reisetagebüchern kommen eher Frivolitäten vor, das Versagen bleibt im Hintergrund. Ich denke da zum Beispiel an Kafka und sein Interesse an Obst.

Drei Sommer später brach für Kafka sowohl persönlich (Ver- und Entlobung mit Felice Bauer) als auch gesellschaftlich (Erster Weltkrieg) die Hölle los. Doch scheint im Nachsommer 1911 vieles noch in Ordnung zu sein. Der Leser spürt sein Verlangen nach einer heiteren Welt; anscheinend muss man für diese nur in den Nachtzug von Prag nach Zürich steigen und dann weiter nach Lugano und Stresa fahren.

Abfahrt in eine Welt, in der das Nahe noch fremd sein kann. Aber dies ohne jeglichen Kulturpessimismus hinsichtlich des Massentourismus, denn das Nahe ist noch immer fremd. Man muss sich nur bemühen, es zu sehen. Und wie viel Hoffnung braucht der Mensch? In diesen Reisetagebüchern lesend, würde ich sagen, ein Zimmer im Hotel Sternen in Flüelen. Mit Balkon. Mehr Hoffnung braucht man nicht. Mehr Hoffnung geht zu weit.

Schulabbrecher und Bestseller-Autor

rbl. · [Der Schriftsteller Arnon Grünberg](#) zählt zu den erfolgreichsten Autoren der Gegenwart. Seine Bücher wurden in zwanzig Sprachen übersetzt und mit zahlreichen internationalen Preisen ausgezeichnet. Grünberg wurde 1971 in Amsterdam als Kind von Holocaust-Überlebenden geboren. Kurz vor Abschluss des Gymnasiums wurde er 1988 als «asoziales Element» von der Schule verwiesen. Zwei Jahre später veröffentlichte er in seinem eigenen Verlag den Gedichtband «De Machiavellist». 1994 gelang ihm mit «Blauwe maandagen» sein erster Bestseller. Der Roman erschien 1997 unter dem Titel «Blauer Montag» bei Diogenes, wo bis Mitte der 2010er Jahre die deutschen Übersetzungen von Arnon Grünbergs Büchern veröffentlicht wurden. Arnon Grünberg ist in den Niederlanden auch mit seiner Kolumne «Voetnoot» (Fussnote) bekannt geworden, die seit März 2010 täglich in der Zeitung «De Volkskrant» erscheint. Seit 1995 lebt der Schriftsteller in New York.

25 septembre 2023 (NZZ)

[Südtirol-Option: 1939 mussten Südtiroler zwischen Hitler und Mussolini wählen \(nzz.ch\)](https://www.nzz.ch/suedtirol-option-1939-mussten-suedtiroler-zwischen-hitler-und-mussolini-waehlen)

1939 mussten die Südtiroler entscheiden, ob sie in Hitlers Reich auswandern oder unter Mussolini leben wollten

Das Ultimatum der Nationalsozialisten riss tiefe Gräben in die Gesellschaft Südtirols. Bis lange nach dem Krieg blieb eine Aufarbeitung dieses Traumas aus.

Sepp Mall

25.09.2023, 05.30 Uhr 5 min



Auswanderer aus dem Südtirol treffen im Februar 1940 in Klagenfurt ein. Heinrich Hoffmann / Ullstein

Auf dem Dachboden meines Elternhauses fand das Kind irgendwann in den späten 1960er Jahren in seinem Entdeckerdrang eine Reihe von Holzkisten, etwa in der Grösse, wie sie heute ein kleiner Kühlschrank hat. Sie waren handwerklich sauber gearbeitet, hatten einen abschliessbaren Deckel und auf den Breitseiten eiserne Beschläge mit einer Vorrichtung zum Anheben. Ähnlich den Schatztruhen, die in den Abenteuerbüchern gezeichnet waren.

Meine Mutter und meine Tante bewahrten darin ihre alten, selbstgefertigten Leinentücher auf, die irgendwann als zu kratzig erachtet worden waren und nicht mehr benutzt wurden. Auf meine Frage, was es mit den Truhen denn auf sich habe, wurde mir erklärt, dass sie für das Auswandern angefertigt worden seien. Auswandern? Für die Option, sagte man mir, aber ich hatte keine Ahnung, was das bedeutete.

Die Option, das erfuhr ich irgendwann später, war das Fallbeil, das auf die Gesellschaft der nördlichsten Provinz Italiens, zum grössten Teil deutschsprachig und bis zwei Jahrzehnte davor Teil Österreich-Ungarns, von einem Tag auf den anderen herabgefallen war.

Hitler und sein italienischer Gegenpart Mussolini hatten in einem Abkommen festgesetzt, dass sich die Südtiroler Bevölkerung zu entscheiden hatte. Innerhalb dreier Monate in der zweiten Jahreshälfte von 1939 sollten die Familien kundtun, ob sie da verbleiben wollten, wo sie waren, nämlich im faschistischen Italien mit der Unterdrückung alles Deutschen, oder ob sie ins Hitler-Reich, das damals bereits das benachbarte Österreich «angeschlossen» hatte, auswandern wollten.

Blut oder Boden

Mein Grossvater, der für die Familie meiner Mutter entscheiden sollte, ein Kleinbauer mit ein paar Hektaren Grundbesitz, sei schrecklich hin- und hergerissen gewesen, erzählte man mir später. In seinem Dorf war wie in der ganzen Region die Propagandamaschine, vor allem die der Nazis, losgegangen, und der Gang auf die Gemeinde, wo die Optionspapiere zu unterschreiben waren, wurde von Woche zu Woche hinausgezögert.

Ich weiss nicht, ob er alles, was in dieser Zeit passierte, die Streitereien und tiefgehenden Zerwürfnisse, die durch Dörfer, Freundeskreise und nicht selten auch mitten durch Familien gingen, so hautnah mitbekommen hatte, wie sie heute in der Geschichtsforschung beschrieben sind. Das Ausspucken nach dem Kirchgang vor den anderen, die falsch lagen, die Flugblätter, in denen die einen die walschen Schweine waren und die anderen die Heimatverräter.



Auswanderer aus dem Südtirol lassen sich in einer Rückwandererstelle registrieren, 1940. Wolfgang Weber / Ullstein

Blut oder Boden, hiess die fatale Devise in der damaligen Diktion; das deutsche Blut sei wichtiger als alles andere, schrien die Südtiroler Hitler-Anhänger in den Gasthäusern herum, während die Anführer der Dableiber vom heiligen Boden redeten, den ihnen die Väter vererbt hätten.

Am Ende – einen Tag vor Ablauf der Frist am 31. Dezember 1939 – ging mein kleiner, schnauzbärtiger Grossvater, der im Ersten Weltkrieg Offiziersbursche in Galizien gewesen und also in der Welt herumgekommen war, doch hin und unterschrieb das orange Formular fürs Auswandern und nicht das weisse fürs Dableiben. Er war damit **ein Optant, wie die Leute sagten. Genauso, wie es an die 86 Prozent seiner Landsleute waren. Dass es über die Prozentzahlen kurz danach unterschiedliche Angaben und später einen jahrelangen Historikerstreit geben würde, daran dachte er bestimmt nicht.**

Näher waren ihm wohl die Versprechungen der Optanten-Organisationen gewesen, in welchen es um stolze Bauernhöfe ging, die man draussen im Reich bekommen würde, oder um ein geschlossenes Siedlungsgebiet irgendwo in eroberten Gebieten, im Burgund oder auf der Krim. Ganz Südtirol eingepackt sozusagen und anderswo wieder genauso hergestellt.

Grossvater liess Holzkisten herstellen, aber rührte sich nicht und verblieb in seinem Dorf, nicht nur wegen der komplizierten Frage von Besitzablösungen, sondern auch, **weil erste Stimmen von**

Ausgewanderten erahnen liessen, dass das Leben im Reich weniger rosig war als angekündigt. Es war ja schon Krieg, und viele Einheimische in der **Ostmark**, wie **Österreich im Nazi-Jargon hiess**, betrachteten die ankommenden Südtiroler weniger als Volksgenossen denn als Eindringlinge und Schmarotzer.

Schwierige Rückkehr

Insgesamt waren es etwa 75 000 Personen, die wirklich über den Brenner oder Reschen nach Norden fuhren und ihre Heimat verliessen. Der Rest der Optanten harrete auf seinen Grundstücken, Bauernhöfen oder in städtischen Villen aus, nahm die Kinder aus den italienischen Schulen, schielte auf die Dableiber, die es vielleicht besser getroffen hatten, und wartete ab. **Und im Herbst 1943, als die Wehrmacht Italien und damit auch Südtirol besetzte, redete niemand mehr vom Auswandern, man war ja wieder deutsch.**

In den zwei Jahren bis zum Ende des Krieges und zum Untergang des Hitler-Regimes herrschte der Polizeiapparat Himmlers zusammen mit den Südtiroler Nazi-Organisationen, die alten Volkslieder durften wieder auf der Strasse gesungen werden, **mit den Dableibern wurde abgerechnet, einige ihrer Propagandisten landeten im KZ.** Ob mein Grossvater die neue Situation als Befreiung betrachtete, weiss ich nicht, jedenfalls wurde er im letzten Kriegsjahr noch eingezogen, um ein kriegswichtiges Elektrizitätswerk im Eisacktal zu bewachen.



Zollamt in Gries am Brenner, Tirol. Imago

Als der Krieg vorbei war, kehrten viele Optanten aus dem Territorium des besiegten deutschen Reichs wieder zurück. Die Heimkehr war für die meisten mit grossen bürokratischen Hindernissen verbunden, man war staaten- und teilweise auch besitzlos. Die Reintegration in die Südtiroler Gesellschaft war keineswegs einfach, bald aber setzten sich die Optanten durch, die zurückgekommenen und die dagebliebenen – wie mein Grossvater –, sowohl in der Politik mit der neugegründeten Südtiroler Einheitspartei SVP als auch in der Gesellschaft.

Konfliktscheue Gesellschaft

Weil plötzlich der Kampf gegen den italienischen Staat im Vordergrund stand, der Kampf um autonome Rechte Südtirols, wurden die tiefen Gräben zwischen den Dableibern und den Optanten flugs zugeschüttet; im Untergrund, in der Gefühlswelt vieler aber schwelte der Konflikt weiter.

Statt dass die alten Konflikte aufgearbeitet wurden, verdrängte man sie und schüttete sie zu. Vielleicht musste es so sein, um geschlossen gegen Rom auftreten zu können. Es gab Wichtigeres zu tun: die Südtirol-Autonomie zu erkämpfen und auszubauen, die Wirtschaft aufzubauen, Bildung und Kultur neu zu organisieren. Im Laufe der Jahrzehnte ist so eine wohlhabende Gesellschaft

entstanden, die aber gleichzeitig ängstlich und konfliktscheu ist. Durchaus auch begreifbar als Folge der tiefen Zerwürfnisse der Optionszeit, in der die Existenz Südtirols als territoriale, soziale und kulturelle Gemeinschaft auf dem Spiel stand.

Heute ist die Generation der Optanten und Dableiber grossteils verstorben, die heute 90-Jährigen waren damals noch Kinder. Aber Traumata gibt man über die Generationen weiter, das weiss man. In den letzten zwanzig Jahren ist viel an Aufarbeitung der Optionszeit geleistet worden.

Eine neue Historikergeneration unter der Führung des legendären, lange geschmähten Leopold Steurer hat sich des Themas angenommen, eine Vielzahl an historisch-kritischen Publikationen ist erschienen, auch Kunst und Kultur haben sich mit den Verwerfungen dieses Zeitraumes beschäftigt. Die [Schriftsteller Joseph Zoderer](#) oder Pepi Feichtinger haben ihre eigenen Auswanderungserlebnisse künstlerisch verwertet, **ein heute noch sehenswerter Film** nach einem Drehbuch von Felix Mitterer entstand. Sein Titel lautet «**Verkaufte Heimat**».

Die Kisten meines Grossvaters habe ich vom Dachboden in meine erste richtige Wohnung geholt, sie dienten im Laufe der Jahre unterschiedlichen Zwecken, als Aufbewahrungsort für die Spielsachen meiner Tochter und irgendwann im Keller als Behälter für alles, was man längst hätte wegwerfen sollen. Und nach einiger Zeit sind sie ganz verschwunden, auf der Müllhalde der Geschichte gelandet, vielleicht auch im Recyclinghof, ich weiss es wirklich nicht mehr.

Sepp Mall, geb. 1955, lebt als Schriftsteller in Meran. Im Leykam-Verlag ist eben sein Roman «Ein Hund kam in die Küche» erschienen, der vor dem Hintergrund der Südtiroler Option spielt.

24 septembre 2023 (FAZ)

[ARD-Film „Hört uns zu“ von Jessy Wellmer \(faz.net\)](#)

ARD-FILM ÜBER DEN OSTEN:

Das ist ja unerhört!

EIN KOMMENTAR VON [MICHAEL HANFELD](#)

-AKTUALISIERT AM 25.09.2023-06:22



Jessy Wellmer trifft für die ARD im Osten des Landes verschiedenste Leute, die eines gemeinsam haben: Sie sehen sich als „Bürger zweiter Klasse“ diskriminiert. Die Reportage „Hört uns zu!“ sollte sich die Berliner Blase wirklich mal ansehen.

Wir schreiben das Jahr 2023. Die deutsche Einheit ist 33 Jahre alt, und die Bundesregierung ist in Sachen „Zeitenwende“ unterwegs. Nur eines hat sie dabei vergessen: die Crew mitzunehmen, jedenfalls den Teil der Besatzung, der aus dem Osten des Landes stammt. Von dort, wo die Demokratiefeinde der **AfD** sich zur stärksten Partei aufschwingen, kommt ein Appell, der sich im Wahlverhalten ausdrückt: „Hört uns zu!“ So heißt die Reportage von Jessy Wellmer und Dominic Egizzi, die am Montagabend im ersten Programm läuft.

Sie kommt gerade zur rechten Zeit, da sich eine Debatte über Vergangenheit und Gegenwart im Osten des Landes abzeichnet, getragen von einer neuen, jungen Generation, die nicht die Wiederholung der Wiederholung darstellt, wie im Film die stellvertretende Chefredakteurin der „Super-Illu“, Katja Reim, sagt, und auf eine Selbstverständigung zielt, die immer noch nicht selbstverständlich ist, weil – der Westen dem Osten nicht zuhört, ihn fremdartig findet, abwertet und ausgrenzt.

Auf diesen Befund trifft Jessy Wellmer in ihrer Reportage bei jedem, den sie befragt. So gegensätzlich die politischen Ansichten ihrer Gesprächspartner sind – der sächsische Ministerpräsident **Michael Kretschmer**, der Fußballtrainer Steffen Baumgart vom 1. FC Köln, der Bestseller-Autor Dirk Oschmann, die Indie-Pop-Band Blond aus Chemnitz, der langjährige Chefredakteur der „Super-Illu“ Jochen Wolff, der Flugzeugtechniker Pierre Bartholomäus oder Besucher des Stadtfestes von Seelow –, eint sie die Einschätzung, sie gälten als „Bürger zweiter Klasse“, insbesondere bei denen, die in der Berliner Blase hocken und das Sagen haben.

Den Befund mag man teilen oder nicht, man mag ihm folgen und zugleich widersprechen, wie Jessy Wellmer das auf ganz unangeberische Weise tut, vor allem im Gespräch mit Dirk Oschmann, dem sie entgegenhält, er habe mit seinem Buch „Der Osten: eine westdeutsche Erfindung“ eine „Wutbibel“ geschrieben und trage zur Verhärtung der Fronten bei. Wichtig ist, dass darüber gesprochen und nicht gleich abgekanzelt wird.

Die Kontroverse zu suchen und sich zu erklären freilich, hat sich die politische Elite nach sechzehn Jahren Kanzlerschaft der Ostdeutschen Angela Merkel und ihres sozialdemokratischen Wiedergängers Olaf Scholz abgewöhnt. Der „hegemoniale“ Habitus der Grünen setzt den Ton, der aufs Konto der AfD einzahlt, die sich als Stimme der Verfemten geriert. Da werden, um die, wie sie im Film jemand nennt, „Halbnazis“ der AfD fernzuhalten, „Brandmauern“ errichtet und gleich wieder eingerissen, wo es doch darauf ankäme, zwischen dieser Partei und denen, die sie wählen, zu unterscheiden, um diese für die

Demokratie zurückzugewinnen. Dass dies nicht nur eine Aufgabe für die Politik, sondern auch eine für den Journalismus ist, stellt Jessy Wellmer ebenfalls heraus. „Der Osten“, sagt sie, „ist Heimat, Hoffnung aber auch eine Aufgabe. Wir sollten sie annehmen.“ Ein gutes Schlusswort.

„Hört uns zu! Wir Ostdeutsche und der Westen“, läuft an diesem Montag, 25. September, um 20.15 in der ARD, abrufbar in der Mediathek.

24 septembre 2023 (FAZ)

[Studien zu den Folgen des Grundeinkommens \(faz.net\)](#)

NEUE STUDIE IN DEN USA:

Das Grundeinkommen wäre ein Desaster

VON [PATRICK BERNAU](#)

-AKTUALISIERT AM 23.09.2023-18:42



Die Fans des Grundeinkommens werden immer lauter. Leider denken sie zu kurz.

Die Lobby fürs bedingungslose Grundeinkommen wird immer professioneller. Am letzten Septemberwochenende traf sie sich in Frankfurt am Main. Fernsehsternchen wie Marie Nasemann waren dabei, aber auch [Robert Habecks](#) Lieblingsökonomin Mariana Mazzucato und der Präsident des [Deutschen Instituts für Wirtschaftsforschung, Marcel Fratzscher](#). Sein Institut hat vor kurzem erst ausgerechnet, wie sich ein Grundeinkommen finanzieren ließe – im Auftrag des Vereins „Mein Grundeinkommen“.

Der Verein sammelt Spenden ein und verlost das Geld: Ungefähr in der für ein Grundeinkommen vorgeschlagenen Höhe wird es an die Gewinner gezahlt, jeweils ein Jahr lang. Und wenn die Empfänger nachher gefragt werden, wie es ihnen mit dem Geld geht, dann freuen sie sich fast immer und haben einen guten Plan für das Geld. So weit ist das keine Überraschung. Schließlich ärgert sich kaum jemand, wenn er Geld geschenkt bekommt. Und wenn feststeht, dass das Grundeinkommen nach einem Jahr schon wieder weg ist, dann werden wegen des Geschenks auch nicht viele Leute ihre Stelle kündigen, um sich auf die faule Haut zu legen – allenfalls für eine Weiterbildung oder Existenzgründung, denn nach einem Jahr muss man das Geld ja wieder selbst verdienen.

Neuer Steuersatz: 88 Prozent

Das Deutsche Institut für Wirtschaftsforschung hat also im Auftrag des Vereins ausgerechnet, was so ein Grundeinkommen kosten würde und wie es sich finanzieren ließe. In dem Modell soll jeder Erwachsene 1200 Euro bekommen, Kinder die Hälfte. Die Kosten dafür würden sich auf rund eine Billion Euro belaufen, also 1000 Milliarden Euro im Jahr. Im Gegenzug müsste die Einkommensteuer für alle auf 50 Prozent steigen, Mehrwertsteuerermäßigungen würden entfallen, und ein CO2-Preis von 250 Euro je Tonne würde eingeführt. Dann würden aber immer noch rund 200 Milliarden Euro fehlen, für die beispielsweise die Mehrwertsteuer von 20 auf 36 Prozent steigen müsste. Die Kosten trügen insgesamt ungefähr die reicheren 40 Prozent der Deutschen. Doch die Rechnung hat einen großen Haken. Gleich am Anfang steht: „Wirtschaftliche Wirkungen der Reformen werden nicht untersucht.“

Das heißt, die Studienautoren nehmen einfach an, dass die Deutschen mit Grundeinkommen so viel arbeiten würden wie ohne. Eine etwas andere Untersuchung, die der Lobbyverein vor zwei Jahren beim Ifo-Institut in Auftrag gab, lässt indes genau daran stark zweifeln.

Die Studie sollte abschätzen, wie viel die Menschen auch mit Grundeinkommen noch arbeiten würden. Nun wäre ein Grundeinkommen ein Systemwechsel, alte Erfahrungen gelten darum nicht unbedingt. Doch auf Basis bisheriger Studien darüber, wie die Menschen auf Einkommensveränderungen reagieren, hat das Ifo-Institut damals ausgerechnet: Die Deutschen würden ihre Arbeitszeit drastisch reduzieren.

Die Arbeitszeiten gingen um 27 Prozent zurück, rund neun Millionen Vollzeitstellen blieben unbesetzt. Dann nimmt der Staat auch weniger Steuern ein – und um das auszugleichen, müsste der Steuersatz auf 88 Prozent steigen. So ein Steuersatz würde zwar dadurch gemildert, dass jeder ein Grundeinkommen bekäme, das mit den Steuern verrechnet würde. Darum müsste nicht jeder wirklich 88 Prozent seines Verdienstes an den Staat abgeben. Wahr ist aber auch: Von jedem zusätzlich verdienten Euro gingen dann 88 Cent an den Staat. Einen großen Arbeitsanreiz bietet das nicht.

Langfristige Folgen im Modell testen

Und das sind nur die kurzfristigen Folgen eines bedingungslosen Grundeinkommens. Was so eine Umstellung längerfristig mit der Gesellschaft machen würde, lässt sich nicht durch Experimente herausfinden. Da schlägt die Stunde ökonomischer Modelle. Die werden zwar von Politikern gerne als bloße Rechnerei abgetan, zuletzt von Bundeskanzler Olaf Scholz während der Gaskrise, als Ökonomen ausrechneten, dass Deutschland auch ohne russisches Gas nicht untergehen würde. Aber gerade dieser Fall hat gezeigt, dass gute Modelle sinnvolle Prognosen liefern können.

Deshalb ist ein Aufsatz über das Grundeinkommen interessant, der demnächst in der angesehenen Fachzeitschrift „American Economic Review“ erscheint. Diego Daruich von der Universität von Südkalifornien und Raquel Fernández haben mit großer Sorgfalt ein Modell gebaut, das viele Eigenheiten des Lebens und Wirtschaftens langfristig abbildet, und sorgsam ausgewählt, mit welchen Annahmen sie herangehen.

Zum Beispiel wälzten sie vorhandene Studien und lernten: Wer 100.000 Dollar gewinnt, senkt sein Arbeitseinkommen in der folgenden Zeit um rund 2000 Dollar im Jahr – in Schweden eher um 1300 Dollar, in den USA eher um 2300 Dollar. Eine weitere Prognose: Wird ein Grundeinkommen lebenslang bezahlt, sind die Effekte für die Arbeit rund viermal so groß wie bei einem kurzfristigen Experiment, das nur ein paar Jahre dauert.

Das Grundeinkommen senkt den Wohlstand um 20 Prozent

Die beiden Ökonomen haben ihr Modell ausgiebig getestet und einige wirtschaftliche Daten für die heutige Zeit damit ausgerechnet. So lässt sich vorhersagen, wie viel Geld Eltern für ihre Kinder ausgeben, wie groß die Aufstiegschancen armer Kinder sind und wie viele Studenten einen Kredit aufnehmen. Außerdem testeten die Ökonomen ausgiebig, ob sich ihr Modell bei anderen Annahmen anders verhalten würde.

Nach all diesen Tests führten sie ein Grundeinkommen in ihr Modell ein. Anfangs wirkte das Einkommen so wie von Befürwortern erhofft: Die Armen profitierten, sie hatten etwas mehr Geld und gaben es für ihre Kinder aus. Doch dann schlug das Modell um. Weil die Leute immer weniger arbeiteten, mussten die Steuern weiter steigen. Also stand insgesamt weniger Geld zur Verfügung. Die Menschen konnten weniger sparen, also fehlte dem Land Kapital, mit dem man zum Beispiel Häuser bauen und Unternehmen gründen kann. Gleichzeitig sank auch noch der Anteil der jungen Leute, die sich ein Studium leisten wollten. So ging nicht nur Arbeitskraft verloren, sondern auch noch gebildete Arbeitskraft.

Auf Dauer wurde das Land in diesem Modell rund 20 Prozent ärmer. Am Schluss stand also eine Gesellschaft, die wirtschaftlich zwar weniger ungleich war, in der aber jeder ärmer war als vorher und in der die Menschen weniger formelle Bildung hatten als zuvor. Den größten Schaden hatten die nachfolgenden Generationen: die Leute, die bei der Einführung des Grundeinkommens noch Kinder oder noch gar nicht auf der Welt waren.

24 septembre 2023 (Le Figaro)

[Le «quoi qu'il en coûte», la «solution miracle» d'Emmanuel Macron \(lefigaro.fr\)](https://www.lefigaro.fr)

Le «quoi qu'il en coûte», la «solution miracle» d'Emmanuel Macron

Par [Julie Ruiz](#)

Publié il y a 1 heure, mis à jour il y a 1 heure



À l'origine, cette formule martelée par Emmanuel Macron à l'aube du premier confinement, désignait l'ouverture d'une politique économique de soutien sans faille aux entreprises. *IAN LANGSDON / AFP*

DÉCRYPTAGE - Dans une situation politique délicate face à la flambée des prix à la pompe, le président a - encore - décidé de sortir le chéquier.

Le quoi qu'il en coûte est mort, longue vie au quoi qu'il en coûte ? Malgré les promesses de sérieux budgétaire, ce gouvernement, comme d'autres avant lui, semble bien en peine de se retenir d'utiliser le chéquier comme une «*solution miracle*», selon la formule du président. Ce dimanche encore, Emmanuel Macron a annoncé une nouvelle indemnité carburant pour les travailleurs modestes. Coût estimé pour les finances publiques : 500 millions. Cette nouvelle dépense vient mettre un point final à une séquence politique un peu confuse autour du prix à la pompe, une variable que le gouvernement - traumatisé par le mouvement des Gilets Jaunes - surveille comme le lait sur le feu. Dans un premier temps, Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, demande à TotalEnergies de prolonger le blocage des prix de l'essence en dessous de 2 euros. Puis, la première ministre, Elisabeth Borne, propose d'autoriser les distributeurs à revendre à perte pendant quelques mois. Une piste aussitôt et violemment rejetée par les acteurs du secteur. Là-dessus, Marine Le Pen et Xavier Bertrand sont venus ajouter du vent à la tempête en accusant l'État de se constituer un «*pactole*» de recettes fiscales grâce à la hausse des prix.

Bref, quand la situation politique devient délicate, la macronie en revient encore et toujours à sa recette traditionnelle : Le président prend la parole pour régler la question à coups d'argent magique en dépit de toutes les promesses de sérieux budgétaires formulées depuis des années. À l'origine, cette formule martelée par Emmanuel Macron à l'aube du premier confinement, désignait l'ouverture d'une politique économique de soutien sans faille aux entreprises. Quelques mois plus tard, le «*quoi qu'il en coûte*» change légèrement de sens politique pour devenir une séquence d'augmentation effrénée de la dépense publique dont il faut sortir d'urgence. Ainsi, 2021 devait être l'année de la «*sortie du quoi qu'il en coûte*», un élément de langage que Bruno Le Maire utilisait encore il y a quelques semaines pour parler du budget... 2024.

On serait ainsi tenté de croire que le quoi qu'il en coûte n'en finit pas de finir. Déjà, pendant la campagne présidentielle de 2022, les coûteuses promesses d'Emmanuel Macron n'allaient pas dans le sens de la vertu budgétaire. Puis vint la guerre en Ukraine, la crise énergétique et maintenant le problème du prix à la pompe... Le «*quoi qu'il en coûte*», à défaut de disparaître comme le gouvernement l'annonce depuis

maintenant 3 ans, a en fait opéré sa mue. D'un outil spécifique de réponse à une crise sans précédent, il est devenu un réflexe, une logique politique qui rappelle celle trop souvent mise en application par les gouvernements français : Un problème ? L'État fera un chèque. Or, c'est peu de le dire, quand on fait de la politique, il y a toujours un problème à régler. C'est certainement pour cette raison que la France n'a pas réussi à rendre un budget à l'équilibre depuis les années 1970. D'ailleurs parvenir à équilibrer les comptes ne fait pas partie des ambitions du gouvernement qui promet simplement qu'il portera le déficit public en dessous des 3% d'ici 2027. **Pendant ce temps, les intérêts d'une dette qui culmine à 3000 milliards continuent de s'alourdir - ils seront bientôt le premier poste de dépense de l'État devant l'Éducation nationale.** Au-delà des annonces, c'est là le vrai coût du quoi qu'il en coûte.

23 septembre 2023 (The European Conservative)

[DEMOCRACY WATCH: Big Brussels is Watching You — The European Conservative](#)

DEMOCRACY WATCH:

Big Brussels is Watching You

The Digital Services Act empowers the European Commission to police what voters are told at elections.

[Mick Hume— September 22, 2023](#)

The European Commission claims that its far-reaching Digital Services Act ([DSA](#)), “will give better protection to users and fundamental rights online.”

As so often, when you decode the EU doublespeak, it turns out the opposite is true. The DSA is really an attack on the most ‘fundamental right’ of all—freedom of speech. And the Commission is preparing to wield its new powers to undermine democracy for millions of ‘users’—otherwise known as the peoples of Europe.

It turns out to be European democracy that needs ‘better protection’—against the DSA and the Brussels technocracy.

The DSA empowers the Commission to police and suppress the views of populist and right-wing parties that don’t conform with Brussels’ worldview, under the pretext of combating ‘hate speech’ and ‘disinformation.’ This month’s elections in Slovakia are being used as a test run for the new regime of censorship online. Next year’s elections to the European Parliament are the bigger target.

Under the DSA, the Commission has handed itself extraordinary powers to police what we are allowed to say, see or hear online. Any Very Large Online Platform (VLOP) or search engine with more than 45 million users—the likes of Facebook, YouTube, Google and Instagram—will be required swiftly to remove content that is flagged as illegal, or hate speech, or disinformation. They will have to act even faster to censor posts complained about by bodies officially designated as ‘Trusted Flaggers.’

Failure to comply could see Big Tech companies hit with harsh punishments by the Commission, including fines of up to six per cent of their annual global revenue—estimated at around \$16 billion in the case of Google. Faced with the threat of such penalties, Big Tech is likely to take a risk-averse approach—censor first and (maybe) ask questions later.

Material targeted by the Act goes far beyond already-illegal stuff such as child porn or terrorist manuals. As one expert [says](#), “the DSA grants the European Commission not only the power to suppress illegal content, but also content they

consider *undesirable* because it is allegedly detrimental to ‘civic discourse,’ public security, public health, and more.”

It is not hard to imagine such broad categories being applied to censor anything from criticism of lockdowns and vaccine mandates (‘public health’) to opposition to the EU arming Ukraine (‘public security’) or robust exposures of trans ideology (‘civic discourse’).

There is no pretence here of ‘independent’ regulation by some supposedly neutral body. The unelected, unaccountable, uber-woke European Commission boasts that it will be the direct regulator of Big Tech platforms. It is recruiting more than 100 staff to make sure that no heretical post goes uncanceled.

As ever in debates about freedom of speech, there are two closely-connected issues. Where do you draw the line? And who draws it?

Who will decide whether a post is simply controversial, or ‘disinformation’ that must be removed? Who will rule on whether somebody is just expressing an opinion that some find offensive, or spouting ‘hate speech’ that should be silenced?

Who are these ‘Trusted Flaggers’ that will nominate posts to be censored – and why should we trust them to decide what we can post, see or hear? The Romans asked, “Who watches the watchmen?” We should update that demand. Who checks the fact-checkers? Who flags the flaggers?

Don’t be fooled by the fact that this is not old-fashioned state censorship. The DSA’s system of indirect censorship hands unprecedented legal control of the internet to Big Tech and, behind them, the power of European Commission.

We might not live under the jackbooted tyranny of a Big Brother regime. But make no mistake, Big Brussels is Watching You.

Don’t take my word for it—listen to what they say about themselves. European Commissioner Thierry Breton recently jetted into Silicon Valley to lecture Meta boss Mark Zuckerberg and X (formerly Twitter) owner Elon Musk about the need to comply with the EU’s new rules. The Commissioner declared (“in the manner of King Louis XIV” as Dr. Norman Lewis commented), that “I am the enforcer. I represent the law, which is the will of the state and the people.” We might note that, like the legendary French king, neither the billionaires of Silicon Valley nor the bureaucrats of Brussels have ever won a single vote from ‘the people’ of Europe.

This is an attack not only on free speech but also on democracy. The Commission has Europe’s forthcoming election campaigns in its sights as a prime target for censorship. Commissioner Breton spelt this out in April, protesting that “malicious actors are actively exploiting online platforms to distort the information environment

... especially in the run-up to elections.” He highlighted EU concerns about “the hybrid warfare happening on social media” in the run-up to September’s general election in Slovakia, and complained about the shortage of Facebook moderators to help control “the opinion building of the Slovak society”

As reported in *The European Conservative*, the EU elites want to interfere in the Slovakian elections to try to stop former prime minister Robert Fico and his NATO-critical Smer party from winning power. A former Stalinist who joined the Communist Party of Czechoslovakia only three years before the fall of the Berlin Wall, Fico may not look like everybody’s idea of a poster-boy for democracy. But Slovak voters should be free to make their own judgement, without the interference of the ‘malicious actors’ of the EU and their authoritarian laws.

And Slovakia is only the start, a test run for the systematic use of the DSA to police online discussion around next year’s elections to the European Parliament. Big Brussels is coming soon to an election theatre near you.

Democratic rights and free speech are always inseparable liberties. Democracy is about choice. How are we to make a reasoned choice without hearing the arguments of all sides, whether offensive to some or not, in an honest, no-holds-barred debate?

Restrictions on free speech attack the very basis of democracy: the idea that people are equal citizens who should be able to decide for themselves. A law such as the DSA reflects the prejudice that ‘ordinary people’ are too ignorant, too easily manipulated by demagogues, to be trusted with important decisions. Instead they are children who need to be guided by their betters in Brussels, told where to go and what to think by Trusted Flaggers, in order to reach the ‘correct’ decision—as decided in advance by the parental European Commission.

You need not be a free speech absolutist (like me) to see the dangers of letting Big Brussels rule the internet. The EU’s Digital Services Act is doing a serious disservice to free speech and democracy. Don’t let them tell us that’s disinformation.

Mick Hume is an English journalist and author based in London. He was the launch editor of *Living Marxism* magazine (deceased) from 1988, and the launch editor of spiked-online.com from 2001. He was a columnist for *The Times* (London) for 10 years. These days he writes for *The European Conservative*, *Spiked*, *The Daily Mail*, and *The Sun*. He is the author of, among other things, *Revolting! How the Establishment are Undermining Democracy and What They’re Afraid Of* (2017) and *Trigger Warning: is the Fear of Being Offensive Killing Free Speech?* (2016), both published by Harper Collins.

23 septembre 2023 (The European Conservative)

[Bruegel: EU Commission's New Debt Rules "Unrealistic" — The European Conservative](#)

Bruegel: EU Commission's New Debt Rules “Unrealistic”

New rules aim to make member states more resilient in the face of economic crises and increasing debt sustainability across the bloc.

[Tamás Orbán — September 23, 2023](#)



Using the methodology of the European Commission's reform proposal for revising the bloc's debt and deficit rules, the economic think tank Bruegel found that the new rules would impose severe restrictions on the public budgets of several member states.

The think tank presented its conclusions before the European Parliament's economy committee on Wednesday, September 20th, warning that the model may prove too hard to implement in France and a few other EU members, including Italy and Belgium.

“It will force France into a completely unrealistic adjustment,” Bruegel Director Jeromin Zettelmeyer, one of the study's co-authors, told the assembled MEPs, arguing for more flexibility in the upcoming reforms.

The new fiscal rules were proposed by the Commission in April with the aim of making member states more resilient in the face of economic crises and increasing debt sustainability across the bloc.

Under the new rules, EU member states would have to submit national plans to the Commission on how to lower their deficits if their debt level surpasses 60% of their GDP, and Brussels' evaluation (and approval) of their strategies would be based on a so-called debt sustainability analysis (DSA), which takes into account specific circumstances, such as inflation projections, economic cycles, and long-term costs associated with the aging population.

Fearing that the DSA system would give too much leeway for certain countries, the German government pressured Brussels into introducing certain numerical “safeguards” as well, including that government deficit cannot exceed 3% of GDP, the necessary fiscal adjustments cannot be postponed to the end of the fiscal period, and member states with “excessive” deficits would have to continuously lower their structural primary balance by at least 0.5% annually.

Bruegel’s study modeled what would happen to EU countries during a four-year adjustment period under these conditions, and found, for example, that France would need to lower its structural balance by 1.1% of its GDP annually between 2025 and 2028—meaning a tax increase of about €30 billion every single year.

The report also points out that—in the case of France—this severe adjustment was not even necessary under the initial 60% debt rule, but solely because of the safeguards added later. Therefore, Zettelmayer called for discarding the measures or at least changing them significantly and introducing certain exemptions to allow temporary increases in public spending.

Apart from France, Bruegel’s report found that Italy, Belgium, Bulgaria, Slovakia, and Slovenia would also need to considerably cut back their spending and increase their taxes if they wanted to comply with the rules, which—considering the requirements of the current green transformation and the ongoing economic slowdown across Europe—would be unrealistic to expect in the following years.

Nonetheless, the study found that, at the same time, the new rules would make fiscal adjustments easier for the majority of EU member states. The proposal is currently being debated in the European Council, where countries hope to achieve a consensus by the end of the year and make the new rules applicable as soon as 2024.

Tamás Orbán is a political journalist for *The European Conservative*, based in Brussels. Born in Transylvania, he studied history and international relations in Kolozsvár, and worked for several political research institutes in Budapest. His interests include current affairs, social movements, geopolitics, and Central European security. On Twitter, he is @TamasOrbanEC.

23 septembre 2023 (The Economist)

[TikTok is changing the way books are recommended and sold \(economist.com\)](https://www.economist.com/culture/2023/09/21/tiktok-is-changing-the-way-books-are-recommended-and-sold)

Culture | Tok of the town

TikTok is changing the way books are recommended and sold

This represents a profound shift for readers, authors and publishers



image: george wylesol

Sep 21st 2023

First the camera pans across eight books arrayed with hundreds of sticky tabs, flaunting that they have been closely read and meticulously annotated. Next a description runs across the screen: “Books I would sell my soul to read again for the first time”. The music crescendoes, and a manicured hand reveals the books’ covers in time with the beat, featuring authors including [Simone de Beauvoir](#), [Elena Ferrante](#) and [Sally Rooney](#).

The user, who is called “buryme.withmybooks”, does not say why she likes them, but that does not matter. On TikTok hyperbole is the name of the social-media game. Around 9.3m people have watched the video and almost 400,000 people have saved it for future reference.

TikTok, which has more than 1bn regular users, is making a mark on the world of publishing. Much of this is done through **BookTok, the app’s community of users who comment on books**. It is among the largest communities on the app; **videos with this tag have been viewed 179bn times, more than twice as many as BeautyTok** (beauty enthusiasts splinter into various groups). **Adding #reading, #books and #literature pushes views to more than 240bn. Whoever said books are dead has not spent much time on TikTok, nor in bookstores, which now have whole displays touting titles “as seen on TikTok”.**

Last year in Britain one in four book buyers used TikTok. The slice of sales directly attributable to the app is still small. Video platforms like TikTok and YouTube drove only around 3% of sales in 2022 in Britain, according to Nielsen, a research firm. **But TikTok’s influence is significant and growing.** The largest group of book buyers—women aged 54 and younger—are more likely to use the app than their male peers. TikTok recommendations influence their purchases, creating new literary stars and unearthing unlikely past ones, too.

TikTok is not the first online platform to alter the publishing landscape. Wattpad, a self-publishing firm founded in 2006, helped writers publish stories and reach readers online. For years Facebook, Instagram and Twitter (now X) have allowed authors to connect with readers—and sometimes score a book deal in the first place.

However, TikTok functions slightly differently. **One way to think about BookTok is as a book club for the internet age.** Just as stars like Oprah Winfrey and Barack Obama can cause copies to fly off bookstore shelves by updating their lists of recommended reads, BookTok does something similar. However, **the tastemakers are not usually celebrities but attractive #bookgirlies doing #readingchallenges, often in artfully lit bedrooms.** (Although Ms Winfrey's book club is now on TikTok, too.)

In many ways BookTok has become a new artistic genre, where emoting about characters and plots is glorified, even required. (Unlike those buttoned-up professional literary critics, who do not tend to write about how books make them cry.)

Some old-fashioned bibliophiles may suspect that BookTok is less about books than about people seeking attention by promoting them. But BookTokers are already swaying bestseller lists. Novels categorised as "romance" have enjoyed [the biggest boost](#), as happened with previous technological shifts, including the rise of e-books. Colleen Hoover's "It Ends With Us" went viral on TikTok in early 2022 and has sold over 1m paperback copies in Britain. Six of the ten [bestselling](#) titles in America last year were written by her, too. They pick up similar themes, such as women lusting after hard-to-get men and "trauma bonding", subjects that fare well on the video-sharing app.

But BookTok favourites are often older releases, with some, including Ms Hoover's most popular, written before the app was invented. For example, an aesthetic known as "dark academia", which glamorises gothic-style universities, tweed and classic literature, has brought attention to a 544-page novel published in 1992 called "The Secret History" by Donna Tartt.

The popular Netflix show "Bridgerton"—big on colourful costumes, light on substance—created new fans of period romance and, in turn, inspired young readers to rediscover classic books such as "Pride and Prejudice". **In August Jane Austen's novel won "Best BookTok Revival" at TikTok's inaugural book awards. (How Austen would have felt about this honour is another question.)**

Because TikTok is so visual, the app has an outsize impact on sales of physical books in particular. E-books do not make such attractive visual props. According to a survey by Nielsen, **80% of Brits aged 14-25 prefer print.** BookTokers show off annotations and flick through pages. Filming themselves finishing a book in a single day against a backdrop of hundreds of them on shelves is all part of the performance, and **viewers will be extra impressed if the book looks thick.**

Many authors remain puzzled by the app. Ms Hoover does not have a TikTok account, and neither do many of her other bestselling peers. Publishers, happy for new sales, are also a bit perplexed; their official TikTok accounts are unpopular by comparison. The challenge is how to keep up. It is not as simple as commissioning more books that make people cry, squirm or shudder and then hoping that people film themselves doing so. Although some editors are doing that anyway.

Some enterprising publishers keep an eye out for gushing videos about forthcoming books and then snap up the rights in other territories. Others are making the most of momentum on BookTok. When Sarah Benton, a former executive at Orion, heard that "The Silent Patient", a two-year-old thriller that the firm had published, was unexpectedly gaining traction, Orion tweaked its marketing and told booksellers to emphasise success on BookTok. Such tricks are rapidly becoming the norm.

Publishers may find that TikTok means not only new readers but also more competition. ByteDance, the Chinese company that owns the app, has plans to launch its own book publisher and is said to be in discussions to sign romance writers. **The fact that a Chinese company owns one of the most important platforms for young people's free expression in the West—and a critical route for recommendations of books, paginated symbols of free thinking—is a plot twist fit for fiction.** Publishing its own books will bring ByteDance's relationship with literature (if its books can be called that) to a new level.

23 septembre 2023 (The Economist)

[Renewable energy has hidden costs \(economist.com\)](https://www.economist.com)

Finance and economics | Free exchange

Renewable energy has hidden costs

Why it is often more expensive than policymakers expect to go green



image: alvaro bernis

Sep 21st 2023

It matters when electricity is produced. A barrel of oil may be a barrel of oil whether it is pumped at midday or midnight, but a megawatt hour (mwh) of electricity is worth a great deal less when you are sleeping than during the middle of the day or, indeed, during moments when everyone decides to boil the kettle. **The difficulty of bottling electricity makes its economics unusual: it is a question not just of “how much” but also “when”.**

At the same time, if there is one thing that everyone knows about renewable energy, it is that it is getting cheaper. **Each year, or so the story goes, the costs of wind and solar power fall as the world improves its ability to harness natural resources.** In 2014 the levelised cost of offshore wind, a measure for comparing different methods of generating electricity, was around \$200 per mwh, according to America’s Energy Information Administration (eia), an official agency; by 2023 it had fallen to \$127, excluding subsidies. **Yet the industry is struggling.** Six state governors recently begged Joe Biden to intervene to keep producers alive, according to Bloomberg, a news service. **In Britain the latest annual offshore wind auction attracted no bids whatsoever.**

To understand what is going on, consider the levelised cost of energy in more detail. **Do away with sun and wind, too, and return to a world where the choice is gas, coal or nuclear energy.** These differ in terms of both their fixed and variable costs. **The costs of a nuclear plant are mostly fixed: once built it is inexpensive to produce another unit of electricity.** Natural-gas plants are the opposite: most of the costs are the fuel, and are thus variable.

A levelised cost means taking these fixed and variable costs over the lifetime of the plant and weighting them by the expected number of watt-hours the plant will produce. This gives a comparable measure. According to the eia, **the levelised cost of nuclear power is \$91 per mwh. Natural gas comes to \$43.** Compare that with expectations for the price of electricity and you should have a good idea of whether or not a new plant is worthwhile.

Yet these costs vary depending on how often a source is producing energy. A nuclear plant will be cheapest if it is running constantly, as the high upfront costs will have produced greater output. **Gas, with low fixed costs and high variable costs, has lower economies of scale. Coal sits somewhere between the**

two. Considered purely on the financial merits, the optimal power mix is to have nuclear cover the “baseload”, or minimal level of demand, coal for the “mid-load” and, finally, natural gas for the “peak load”, when demand is highest. Add a carbon price and the coal will be displaced by natural gas, which is less dirty, as has happened in Europe over the past few decades.

Unfortunately, this dynamic is upset by renewables, which provide power according to the weather and often require the rest of the energy system to accommodate them. Gas, with its low fixed but high variable costs, can do so easily. **Nuclear, with high fixed and low variable costs, becomes much more expensive. It is costly to build a nuclear power plant to cover only the windless hours.**

As such, solar panels and wind turbines are themselves less beneficial than they might seem. If they cannot reliably produce electricity when it is needed, then their generating capacity is not as valuable as that of a regular power plant. To truly compare the two requires a measure of not just how much each megawatt hour costs to produce, but the value of that particular hour.

In an idealised market, with prices updating moment-to-moment and geographically from node-to-node on the grid, the relative benefit of any energy source would be easy to calculate: it would depend on the “capture rate”. This is the difference between the market price that a source receives and the average price for electricity over a period. Prices should be higher when people most want electricity, boosting the capture rate of sources that produce at that time. Fortunately for renewables, this is usually during daylight hours, making solar useful, or during the cold windy months. **But as more renewables join the grid the capture rate will fall, since an abundance of solar panels means that when it is sunny electricity prices are very low, or even negative.**

Consider these costs, as measured by the eia in America, and most renewables look less competitive: solar’s cost of \$23 per mwh falls below an average capture rate of \$20 for the electricity generated. That is still sufficiently good to beat everything other than onshore wind, geothermal energy and adding more battery storage to the grid. Offshore wind, by contrast, looks downright uncompetitive: the capture rate of its electricity is around \$30 compared with a cost of \$100 per mwh—only nuclear and coal have lower ratios. Add in rising costs, due to higher interest rates and disrupted supply chains, and it is no wonder many offshore-wind providers are struggling.

Scottish power

Most electricity markets are not ideal. Prices do not reflect the true value of time and place, meaning they are not a perfect guide to how much society wants each mwh of electricity. Look at Britain. Wholesale electricity prices are settled for half-hour blocks, which should mean pricing will give a decent idea if renewables are producing at the wrong times of day. But there is only one price for the whole country. Most onshore wind is in Scotland, since England until recently had a de facto ban on building such wind farms, though more of the demand for electricity is in the south of England. A lack of capacity on the grid to move the electricity south means that the grid manager pays to turn off Scotland’s wind turbines while gas power plants in England are turned on.

Eventually, increasing the grid’s capacity to shift and store electricity will solve such problems. But for the moment, comparing costs with the capture rate would not give an accurate idea of the relative benefits of building more Scottish wind power. The true costs of renewable energy are greater than they appear.

23 septembre 2023 (The Economist)

[Khalifa Haftar will use Libya's floods to deepen his control \(economist.com\)](https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2023/09/21/khalifa-haftar-will-use-libya-s-floods-to-deepen-his-control)

Middle East and Africa | Never let a crisis go to waste

Khalifa Haftar will use Libya's floods to deepen his control

His son is in charge of disaster aid, while talk of elections will be put on hold



image: afp

Sep 21st 2023 | DUBAI

In the days after a disaster, even the most maladroit politician knows to follow a script: soothe survivors, praise aid workers, vow to rebuild. For thugs who dominate eastern Libya, however, even such basic displays of human decency are a struggle. One, clad in army fatigues, tooled around a flood-battered city behind the wheel of a Humvee, more conquering general than contrite governor. Another blamed the victims for their own deaths.

The response was tone-deaf but hardly surprising. Khalifa Haftar, the warlord who controls Libya's east, cares only about empowering his family. A catastrophe that could have been prevented is, for him, a chance to consolidate power.

Rescuers describe scenes of utter despair in Derna, the city walloped earlier this month by a Mediterranean storm called Daniel. Record rainfall caused two dams south of Derna to fail. Floodwaters surged through the narrow *wadi*, or riverbed, that bisects the city, sweeping away entire neighbourhoods in minutes.

The Libyan Red Crescent says that 11,300 people died, while the World Health Organisation (who) says it has identified 3,958 bodies, with another 9,000 people missing. The final toll may not be known for months, if ever. Many bodies were washed out to sea or buried under rubble. Libya has not conducted a census since 2006.

Aid has trickled in, but slowly. The west of the chaotic country is run by a rival regime. The divisions make Libya a hard place to work. Hospitals are overwhelmed. Survivors are terrified that rotting bodies will spread cholera and other diseases (although the who says such fears are overblown). Many residents are homeless.

On September 18th hundreds of angry protesters gathered outside a well-known Derna mosque. They chanted slogans against Aguila Saleh, the head of Libya's eastern parliament. Some then burnt the home of the mayor, who was suspended after the flood (and is Mr Saleh's nephew).

While the crowds were not large, they were evidently too big for the military men who run the region. The next morning, telephone and internet links to Derna went down. Authorities blamed a severed fibre-optic cable. But then journalists began receiving orders to leave within hours. A United Nations team scheduled to travel from Benghazi to Derna was barred from entering the city. Libyans fear the Haftars are preparing for a violent crackdown. Mr Haftar once laid siege to Derna for months to root out Islamist groups.

The floods could have been lessened if Libya had invested in repairing the dams, which were half a century old. But Mr Haftar cares little for upgrading Libya's infrastructure. His son Saddam, whose name is a homage to the late Iraqi dictator, has taken charge of relief efforts. That helps cement the family's control, but it offers little succour to survivors. Asked by a journalist from Sky News if the flood could have been prevented, Saddam all but shrugged: *kulu tamam*, he replied, everything is fine.

Another son, Elseddik, claimed that residents ignored Mr Haftar's warnings to leave. "My father, thanks to his wise leadership, sensed things before the disaster hit," he said. Never mind that Mr Haftar issued no such evacuation order: he is the saviour, the victims are the villains.

Elseddik recently launched a long-shot bid to become president. After the flood, though, talk of elections—which the UN had hoped would happen this year—is probably on hold. That will not bother Khalifa Haftar, who runs eastern Libya as a military regime and has no interest in a fair vote. Municipal elections in Derna were cancelled earlier this month after his men arrested the front-runner.

The Haftars were not the only ones to find fault elsewhere. Kais Saied, the authoritarian president of neighbouring **Tunisia**, knows who to blame for the flood: Jews. At a cabinet meeting on September 18th he noted that the storm's name was also that of a Hebrew prophet. To Mr Saied this was no coincidence; it was proof of how deeply Zionists had "penetrated mind and thought". **Libyans need help from their rulers and their neighbours. What they get instead is repression, condescension and occasional anti-Semitic rambling.**

23 septembre 2023 (The Economist)

[Lebanon's prison inmates are running short of food \(economist.com\)](https://www.economist.com)

Prison blues

Lebanon's prison inmates are running short of food

And most have not even been convicted



Sep 21st 2023 | BEIRUT

When Rabea, a small-time drug dealer from Tripoli in northern Lebanon, was caught with two kilos of hash in 2017, he knew what to expect. His local lock-up, Qubba Prison, where he would spend the next five years, was already filled with men from his neighbourhood. He knew about the years-long wait to see a judge. And he had heard about the crowded cells where 60 detainees take it in turns to sleep on the floor, the gangs and the fights.

But Rabea did not know that things were about to get even worse. In 2019, halfway through his sentence, Lebanon's economy went into meltdown. The country's economic crisis—in the course of which its gdp has contracted by almost 40%—caused havoc in its prisons. Food and medical supplies became ever scarcer and violence surged in **jails that are now at 323% of capacity.**

Amid a multitude of crises, the welfare of Lebanon's prisoners is not a priority. The budget for the interior ministry, which runs the prisons, has officially increased in recent years. But a collapsing currency—the lira has lost 98% of its value since 2019—and soaring annual inflation (official figures put it at over 250% in July) mean that its purchasing power has been steadily eroded.

Inflation also means that families struggle to afford to buy food to supplement prisoners' increasingly meagre rations. By the end of his sentence, Rabea says he was expected to survive on as little as a spoonful of bulgar wheat a day. Amid budget cuts, prisoners are being denied crucial medical treatment. More than 800 were taken to hospital in 2018; only 107 were taken in 2022, even as the total prison population has remained stable, according to Amnesty International, a human-rights charity. **Deaths in prisons almost doubled between 2018 and 2022.**

Meanwhile, the vast majority of Lebanese detainees are technically not guilty—not yet at least. Some 82% of prisoners have yet to see a judge, compared with 54% in 2017. When Rabea at last had his day in court, he had already been in jail for almost three years. Budget cuts within the justice ministry are slowing the government's ability to clear the backlog, so the proportion of detainees in pre-trial detention is expected to grow. In 2022 just 2,672 criminals were convicted compared with 4,772 in 2020. Strikes by judicial officials and shrinking resources are making the problem worse. At least one recent trial was suspended when prison wardens had insufficient petrol to transport the accused to court.

Time keeps draggin' on

When Rabea was released in 2022 almost everyone in his cell was awaiting trial. Some had been incarcerated for ten years, he says, only to be handed a one-year sentence. He watched with envy as a lucky few took advantage of the country's chaos to secure a quicker release. "If you've got money, you can pay a good lawyer and he can get your case torn up," Rabea says. "But if you haven't, you're not going anywhere."

23 septembre 2023 (NZZ)

[Boomer: Was sie mit der Generation Z verbindet \(nzz.ch\)](https://www.nzz.ch)

«Schweigt, ihr Alten, jetzt sind wir dran!»: Boomer sind keine Realität, sondern das Feindbild einer selbstgerechten Jugend

Sie seien schuld, dass die Welt zu einem immer schlimmeren Ort werde, sagen Millennials und die Generation Z. Aber vielleicht sind die vielgescholtenen Boomer nur die Projektion einer Generation, die nicht merkt, wie ähnlich sie ihnen ist.

Thomas Ribi

23.09.2023, 05.30 Uhr 6 min



Niemand will ein Boomer sein. Vielleicht liegt darin das Problem dieser Generation. Richard Baker / Corbis / Getty

Ich bin kein Boomer. Auch wenn meine Kinder das manchmal behaupten. Zum Beispiel dann, wenn ich ein E-Ticket ausdrücke. Für den Fall, dass der Akku meines Handys plötzlich leer sein sollte. Wenn ich ein Selfie von schräg oben mache statt locker aus Augenhöhe. Oder wenn ich sage: «Das habe ich auf Facebook gesehen.» Selfies, Facebook: typische Boomer-Dinge. Unmöglich.

Wenn ich die, die mich als Boomer bezeichnen, frage, was für Boomer charakteristisch sei, verliert sich die Antwort im Ungefähren. Vielleicht liegt das an der Frage. Es sei doch klar, was ein Boomer sei, sagen die, die keine sind. Und so genau wollen sie es gar nicht wissen. Auch das macht Boomer in den Augen aller anderen so uncool: dass sie meinen, man müsse allem auf den Grund gehen. Dass sie immer überlegen sein wollen. Dass sie sich so grosse Mühe geben, cool zu sein. Und nicht wahrhaben wollen, dass sie Boomer sind.

Niemand will ein Boomer sein. Dabei kann man sie recht genau definieren. Babyboomer sind Menschen, die so zwischen 1946 und 1964 geboren sind. Zwischen Weltkriegsende und Pillenknick. Die Generation von Aufbau, Wirtschaftswunder und neuem Wohlstand, die sich daran gewöhnt hat, dass alles immer aufwärtsgeht, wenn man nur bereit ist, genug zu arbeiten. Und daraus den Schluss zog: Wer's nicht schafft, ist selber schuld.

Boomer sind die, die es geschafft haben. Und stolz darauf sind, dass sie es geschafft haben. Mit viel Arbeit. Mit noch mehr Arbeit. Das hiess mehr Erfolg, mehr Geld, mehr Auto, mehr Ferien. Man gehörte zur ersten Generation, die unbekümmert um die Welt jettete, lernte einen guten von einem

mittelmässigen Chianti unterscheiden und pflegte einen erlesenen Kunstgeschmack: Godard, James Joyce, Madonna. Heute fährt man mit dem SUV durch die Innenstadt, macht Kreuzfahrten und ist in den Augen der Jungen ein Ärgernis.

Schweig, jetzt bin ich dran!

Boomer gibt's schon lange. Aber das Boomer-Bashing begann 2019. Damals stellte die neuseeländische Parlamentarierin Chloë Swarbrick einen älteren Ratskollegen, der sie mit einem abschätzig belehrenden Zwischenruf unterbrochen hatte, bloss, indem sie ihm zwei Worte entgegenschleuderte: «O. k., Boomer!» Schweig, hiess das, jetzt bin ich dran! Und nimm dir nicht mehr heraus, als was dir zusteht. Nur weil du älter bist und meinst, zu wissen, wie die Welt läuft.

Das sass. Die Szene ging in den sozialen Netzwerken viral. Und die zwei Worte wurden zum Programm einer Art von Revolte: die Digital Natives der Generation Z gegen die Fünfzig-, Sechzigjährigen, die an den Schaltstellen der Macht sassen, in den Augen der Jungen trüg geworden waren und kein Gespür dafür hatten, dass die Zeit über sie hinwegzog. Auf Tiktok und Instagram waren bald Hunderte von Videos zu sehen, in denen junge Menschen unter dem Hashtag #okayboomer auf despektierliches Verhalten gegenüber ihrer Generation reagierten. Das ist lange her, aber das Schlagwort hat sich gehalten. Der damit verbundene Vorwurf auch. Boomer machen Sprüche, bei denen der Generation zwischen zwanzig und dreissig das Gähnen kommt. «No pain, no gain», zum Beispiel. Oder sie vertreten Ansichten, die in ihren Kindern Wut aufkochen lassen: dass die Umweltprobleme womöglich doch nicht ganz so ausweglos seien, wie sie dargestellt werden. Dass Gendern und veganes Essen die Welt nicht retteten. Oder dass man nicht immer gleich Sturm laufen solle, sondern einfach mal besser zuhören.

Wem denn zuhören?, fragen die Millennials und die durch «Fridays for Future» politisierte Generation Z. Denen, die die Welt dahin gebracht haben, wo sie heute steht? An den Rand einer Klimakatastrophe, in eine Wirtschaftskrise, wie man sie nicht mehr für möglich gehalten hätte, und in eine Weltordnung, die eine Neuauflage des überwunden geglaubten Kalten Kriegs ist? Sollen sie denen zuhören, die jahrzehntelang gelebt haben, als ob es kein Morgen gäbe, obwohl sie es in der Hand gehabt hätten, die Weichen für eine bessere Zukunft zu stellen?

Ende der Freundschaft

Das ist ungerecht? Selbstverständlich, und falsch ist es auch. Ganz so einfach ist es ja nicht, eine bessere Welt zu schaffen. Und in den vergangenen dreissig, vierzig Jahren ist nicht nur CO₂ in die Luft geblasen worden. Es ist viel geschehen, was selbst hartgesottene Skeptiker als Fortschritt anerkennen müssten, und das ist das Verdienst der unter Generalverdacht gestellten Alten. Man muss dabei nicht nur an technische Gadgets denken, ohne die die Digital Natives der Klimajugend gar nicht mehr existieren könnten: Handys, Internet, WLAN. Sondern an politische und gesellschaftliche Errungenschaften. Armut, Hunger, Krankheiten, Analphabetismus, Rechte von Minderheiten: In allen Bereichen hat sich die Situation weltweit verbessert. Dass es Rückschläge gibt, zugegeben. Dass uns die Klimakrise vor noch nie da gewesene Probleme stellt, dass der Ukraine-Krieg eine Katastrophe ist – ja, leider.

Nur zeigt sich in der Anklage «Warum habt ihr das nicht verhindert!» das naive Vertrauen einer wohlstandsverwöhnten Generation, die mit dem Anspruch aufgewachsen ist, dass immer alles funktioniert. Wenn es nicht mehr funktioniert, wird es ersetzt. Aus der Pauschalkritik an den Boomern spricht zudem die Überzeugung: Es gibt für alles einen Schuldigen.

Die Boomer werden älter, die Probleme bleiben. Die «New York Times» hat kürzlich das Ende der Freundschaft zwischen den Generationen ausgerufen. Wieder einmal. Nun steht nicht mehr der Boomer unter Anklage, sondern die Generation X. Also die zwischen Mitte sechziger Jahre und 1980 Geborenen. Der Vorwurf ist der gleiche. Klimakrise, soziale Ungleichheit, Krieg: lauter Probleme, die die Alten der nächsten Generation überlassen.

«Niemand hasst mich mehr als ich»

Weil sie sie nicht ernst genug nahmen, sagen die Jungen. Die Alten seien unfähig, aber gäben der nachfolgenden Generation keine Gelegenheit, die Probleme selbst zu lösen. Weil auch die Generation X, die jetzt am Drücker sitzt, das Gefühl habe, alles besser zu wissen. Vielleicht noch mehr als die Boomer. «Boomer sind sich bewusst, dass nicht viel los ist mit ihnen», zitiert die «New York Times» eine junge Frau: «Generation X hält sich für cool, obwohl sie schwächelt.»

Auch das hatten wir schon mal. Richtiger wird es dadurch nicht. Die Alten fliegen weniger oft als die Jungen, das zeigen Umfragen. Was Abfalltrennen, Glasrecyclen und Altpapiersammeln betrifft, macht ihnen niemand so rasch etwas vor. Und was Selbstvorwürfe angeht, erst recht nicht. Die Mittfünfziger von heute wissen, dass ihre Bilanz durchzogen ist. «Niemand hasst mich dafür mehr als ich selbst», sagen laut «New York Times» viele der neuen Alten.

Sie hätten mehr von sich erwartet. Das, was sie sich von den Jungen heute anhören, haben sie denen, die damals alt waren, selbst vorgeworfen. Den Alten, die geprägt waren von Nachkriegswirren, Kennedy-Mord und Erdölschock. Ihnen wollten sie zeigen, dass es noch etwas anderes gibt als Gaspedal und Maximalrenditen.

Nicht nur die klimabewegten Jugendlichen von heute, auch die Boomer und der Generation Z Angehörigen kennen existenzielle Ängste: Golfkrieg, Tschernobyl, Tankerkatastrophen, die Terroranschläge von 9/11 haben ihr Vertrauen in die Zukunft erschüttert. Sie hatten die gleichen Träume wie die Klimajugend. Und erinnern sich noch, wie sie sich geschworen haben, diese nie zu verraten.

Wahrscheinlich haben die Boomer recht: Es gibt sie nicht. So wenig wie die Generation X. Doch sie sind das ideale Feindbild für eine Generation, die in ihrer Selbstgerechtigkeit nicht merkt, wie ähnlich sie ihnen ist. Nicht nur weil die Jungen die gleichen Sneakers tragen, die gleiche Musik hören und die gleichen Netflix-Serien anschauen wie die Alten. Nicht nur weil beide die smarte Verbindung von Protest und Selbstvermarktung verkörpern.

Sondern weil sie im Grunde vereint sind in der Enttäuschung über eine Welt, die Visionen misstraut. Und über eine Politik, die sich mit dem zufriedengibt, «was man machen kann», statt das Unmögliche wenigstens zu versuchen. Nur haben die Alten den Jungen etwas voraus: Sie wissen, dass grosse Entwürfe die Menschheit zu oft ins Elend gestürzt haben, als dass sie Vertrauen verdienen. Um die Welt zu verändern, braucht es mehr als Wut im Bauch.

23 septembre 2023 (NZZ)

[KI und die Wissenschaft: Innovation wird anders \(nzz.ch\)](https://www.nzz.ch)

GASTKOMMENTAR

KI und die Neuerfindung des Erfindens

KI könnte ein Riesengewinn zugunsten von Transparenz und Übertragbarkeit in Forschung und Wissenschaft sein. Forscherinnen und Wissenschaftler müssen aber lernen, die neuen KI-Tools nutzbringend anzuwenden.

Miriam Meckel23 Kommentare22.09.2023, 05.30 Uhr 4 min



Das Wissen lastet auf der menschlichen anders als auf der künstlichen Intelligenz.

Miguel Candela / Imago

Der Fortschritt ist eine Schnecke, und manchmal lebt sie besonders gern in den institutionellen Häusern der Wissenschaft. Das geht so lange gut, wie kein Sturm der Aufklärung das Haus hinwegfegt und die Schnecke recht nackt nach dem aussehen lässt, was sie ist: ein ungeschützter dorsaler Eingeweidesack, der nur mühsam von der Stelle kommt.

Die Schnecke muss schneller werden, sonst stirbt sie aus. Künstliche Intelligenz (KI) wird den wissenschaftlichen Forschungsprozess neu definieren. Das ist eine Meta-Disruption: Wir erfinden das Erfinden neu. An die Stelle mühsamer, kleinteiliger wissenschaftlicher Arbeit, auf die Forscherinnen und Forscher zuweilen ihr Lebenswerk verwendet haben, tritt die Kalkulation des modellhaft Möglichen in Grössenordnungen, von denen wir an der Universität oft nur träumen können.

Arbeitserleichterungen

Das ändert nicht unbedingt den wissenschaftlichen Arbeitsprozess an sich, wohl aber seine Geschwindigkeit, seine einzelnen Schritte und die Rolle des Menschen darin. Schon der Start in den Forschungsprozess lässt sich mit KI-Werkzeugen einfacher gestalten. «Elicit.org» hilft dabei, relevante akademische Aufsätze für die Literaturanalyse zu finden, auch ohne die perfekten Suchbegriffe zu kennen, und Fragen an die Forschungspapiere zu stellen. «Scite.ai» liefert die korrekten Zitationen zu real existierenden Aufsätzen. «Research Rabbit» lässt es zu, Artikel in «Kollektionen» zu sammeln, zu ordnen und die Inhalte gar zu visualisieren. Und «CharPDF» macht es möglich, sich mit PDF zu unterhalten, also Fragen an die dokumentierte wissenschaftliche Forschung zu stellen, um Antworten zu bekommen.

Das alles ist nur der Anfang, die Erleichterung des generischen Arbeitsprozesses. Interessanter wird es, weil generative KI auch Daten auswerten kann. Es mag für manch einen mit der Befriedigung eigener Zwangsstörungen harmonisieren, sich tagelang der Datenbereinigung hinzugeben oder verschiedene Strukturgleichungsmodelle vor uns zurückzurechnen. Aber das wird künftig KI übernehmen. Wir müssen es trotzdem noch lernen. Denn nur mit einem ordentlichen Grundverständnis dessen, was die KI hier tut, lässt sie sich produktiv einsetzen. Die Kärnerarbeit aber sind wir los.

Dann gelingen auch wieder grosse Durchbrüche. Die Last des Wissens (Burden of Knowledge) droht die Schnecke des Fortschritts zu zerdrücken, so beschrieb es der US-Ökonom Benjamin F. Jones schon 2009. Mit immer neuen Technologien und einem wachsenden Wissensfundus wird es immer schwieriger, überhaupt noch Neues zu entdecken. Die Innovations sprünge werden kleiner. Innovatoren werden über die Jahre immer älter, bevor sie ihre erste Erfindung machen, die fachliche Spezialisierung und das Teamwork nehmen derweil zu.

All dieses Wissen lastet auf der menschlichen anders als auf der künstlichen Intelligenz. Der Mensch muss vor zu vielen Daten kapitulieren, die KI bringen sie überhaupt erst auf das Level ihrer Höchstleistung. Bedeutet dies das «Ende der Theorie», wie es das Technologiema-gazin «Wired» schon 2008 verkündete? Keinesfalls. Es bedeutet erst einmal, dass wir Daten effektiver und verlässlicher nutzen können. Gerade in den Sozial- und Geisteswissenschaften brauchen wir menschliche Klugheit, Intuition und den Mut zum Risiko innovativer Theoriebildung, um sicherzustellen, dass KI-Systeme uns nicht irgendwann sagen, wo es mit dem Fortschritt hingeht, und wir trotten nur noch hinterher.

Vor einigen Jahren hat das renommierte Journal «nature» eine Studie veröffentlicht, nach der 70 Prozent der wissenschaftlichen Forschungsergebnisse nicht reproduzierbar sind. Das ist ein trauriges Ergebnis. Es ist auch der Tatsache geschuldet, dass Forschung zuweilen zur Datenhuberei verkommen ist. Unzählige Studien arbeiten mit unzureichenden Datensätzen, die dann eben situative Ergebnisse produzieren, nicht aber Resultate, die verallgemeinerbar sind. Wenn wir nachvollziehbar mit KI, den Sprachmodellen und verwendeten Datensätzen umgehen, könnte das ein Riesengewinn zugunsten von Transparenz und Übertragbarkeit in Forschung und Wissenschaft sein.

Selbstfahrende Forschungszentren

KI kann den Fortschritt wieder ankurbeln. Im Projekt «AlphaFold» hat das Unternehmen Deepmind ein neuronales Netzwerk geschaffen, das die dreidimensionale Faltung von Proteinen auf Basis der jeweiligen Aminosäurestrukturen vorhersagen kann. Die derzeit etwa 200 Millionen Proteine unserer Welt hatte Deepmind im vergangenen Jahr grösstenteils entschlüsselt. Für die Materialwissenschaften und die Pharmabranche steckt in diesem Durchbruch die Möglichkeit immenser Zeit- und Ressourcenersparnis. Forschung an neuen Medikamenten oder Materialien, die bis jetzt zehn bis zwanzig Jahre dauern kann, lässt sich damit auf einen Bruchteil der Zeit beschleunigen. Allein der Fortschritt, der in diesem einen Projekt steckt, kommt umgerechnet 200 Millionen Dissertationen gleich.

Die Labore der Zukunft werden dann nicht mehr voll sein mit Menschen in weissen Kitteln. Sie werden zu automatisierten selbstfahrenden Forschungszentren, die ihre Materialien autonom nachbestellen und in denen Hunderte Roboterarme mit Pipetten Lösungen in Petrischalen träufeln, um die Ergebnisse zu erfassen und auszuwerten – ein «Clockwork Science», das den Fortschritt immens beschleunigt.

Der Mensch gewinnt dadurch viel Zeit und Freiheit. Denn all das verändert auch das institutionelle Haus, in dem Forschung manchmal eingezwängt ist: das Wissenschaftssystem. Forscherteams müssen sich nicht mehr dauernd mit mühsamen Anträgen herumschlagen, bei denen schon von vornherein klar sein muss, was das Ergebnis sein wird, damit sie überhaupt gefördert werden.

Sie brauchen sich auch nicht mehr als Duckmäuser durch die Eigenzitationswünsche von Gutachtern in vermeintlich doppelblinden Begutachtungsverfahren zu winden. KI-Forschung wird die Grenzen dessen sprengen, was die institutionelle Wissenschaft und Forschung zulässt im Balancespiel zwischen Machtpolitik und echtem Erkenntnisinteresse.

Friedrich Nietzsche hat zu Recht gesagt: Es gibt keine voraussetzungslose Wissenschaft. Nur: Die Voraussetzungen ändern sich. Menschlicher Glaube und menschliche Interessen werden abgelöst durch das, was KI kann.

Das ist eine Traumvorstellung. Zumindest für diejenigen, die Forschung als das betrachten, was sie ist: eine Methode, um neue Erkenntnisse zutage zu fördern. Forscherinnen und Wissenschaftler müssen dafür lernen, die neuen KI-Tools anzuwenden und die besten Möglichkeiten der Zusammenarbeit von Mensch und Maschine zu entwickeln.

Damit sollten wir an den Universitäten und Forschungseinrichtungen jetzt anfangen. Wichtige Forschung findet sonst nicht mehr an Universitäten, sondern in Unternehmen statt. Für die Entwicklung grosser Sprachmodelle gilt das bereits, wie es der «Stanford AI Index» nachweist. Die Schnecke kriecht dann nackt weiter, aber der Fortschritt hat sich ein anderes Haus gesucht.

Miriam Meckel ist Professorin für Kommunikationsmanagement an der Universität St. Gallen sowie Co-Gründerin und CEO der ada Learning GmbH.

23 septembre 2023 (NZZ)

[Kunsthaus Zürich: Das Dilemma mit der Zeit in der Kunst \(nzz.ch\)](https://www.nzz.ch)

Wir alle haben eine beschränkte Lebenszeit – und sie läuft uns umso schneller davon, je älter wir werden. Das Kunsthhaus Zürich zeigt den künstlerischen Umgang mit dem Dilemma

Beschleunigung und Verlangsamung der Zeit sind seit je ein Thema in der Kunst. Die neue Kunsthhaus-Ausstellung öffnet den Bogen von der Renaissance bis zur Gegenwart

Philipp Meier

22.09.2023, 05.30 Uhr 5 min



Monica Bonvicini: «Time of My Life», 2020, Digitaluhren, Edelstahl, Spiegel.

Jens Ziehe / © 2023, ProLitteris

Uns steht eine begrenzte Menge davon zur Verfügung. Wollen wir sie aber festhalten, rennt sie uns auch schon davon. Über die Zeit hatte sich schon der lateinische Kirchenvater Augustinus den Kopf zerbrochen: «Was also ist die Zeit? Wenn niemand mich danach fragt, weiss ich's, will ich's aber einem Fragenden erklären, weiss ich's nicht.» Am besten noch lässt sich Zeit ganz anschaulich fassen. Im Augenblick, in dem diese Zeile geschrieben wird, ist es morgens um Viertel nach acht. Zum Verfassen dieses Artikels reicht vielleicht ein knapper Arbeitstag. Um ihn zu lesen, ein paar Minuten. Einen weit grösseren Zeitrahmen öffnet allerdings sein Gegenstand: die Ausstellung im Kunsthhaus Zürich.

Bereits vor drei Jahren hat sich die Kuratorin des Kunsthhauses mit dem Thema auseinanderzusetzen begonnen. Cathérine Hugs jahrelange Erfahrung als Ausstellungsmacherin ist dieser neuen Schau unter dem Titel «Zeit» anzusehen: Es ist eine Tour d'Horizon zum Zeitphänomen, die Ideengeschichtliches und subjektives Zeitgefühl anhand von Kunstwerken aus einer Zeitspanne von der Renaissance bis zur Gegenwart zusammenführt.

Dabei vergisst man gerne ausgerechnet die Zeit selber: etwa vor einem Bild mit Austern, das vor dreihundertsechzig Jahren gemalt wurde. Die Meeresfrüchte dienten damals dem niederländischen Stilllebenmaler Cornelis de Heem als Vorlage, bevor sie bald schon zu faulen und zu stinken

begannen, um sich dann in nichts aufzulösen. Vergänglichkeit und Dauer treten hier in ein dialektisches Verhältnis.



Cornelis de Heem: «Frühstücksstillleben», 1660–1669, Öl auf Eichenholz.

Kunsthistorisches Museum Wien, Gemäldegalerie

Ewigkeit und Tod

Zeit ist relativ. Das ist die Binsenweisheit, die man auch aus dieser Ausstellung mitnimmt. Denn eines masst sie sich nicht an: ein so grosses Thema erschöpfend darstellen zu wollen. Und so ist die Wahl der Exponate zwangsläufig auch etwas willkürlich ausgefallen. Dennoch ist die Schau ein Gewinn, erfüllt sie doch im Grossen, was da ein Spiegel mit einem aufgemalten Totenschädel im Kleinen vermag, wenn wir in seine von der Zeit trüb gewordene Reflexionsfläche blicken: Dieses «Memento mori» eines anonymen Künstlers aus dem 17. Jahrhundert war einst Hilfsmittel bei der Meditation über den Tod. Noch heute erfüllt es diesen Zweck. So erinnert uns auch die Kunsthaus-Schau an unsere begrenzte Lebenszeit.

Meistens haben wir keine Zeit, darüber nachzudenken. Seit der Erfindung der Uhr taktet der Terminplan unseren Alltag durch. Zeit ist auch im ökonomischen Sinn ein kostbares Gut geworden, seit die Zeitmessung sich vom Lesen des Sonnenstandes zu einer hochpräzisen Technik entwickelt hat. Time is money, Zeit ist Geld, hat schon Benjamin Franklin in einem Aufsatz junge Unternehmer gemahnt.

Wer aber für einmal nicht frühzeitig zu Bett geht, sondern in einer klaren Sternennacht in den Himmel blickt – oder sich jetzt die Freizeit nimmt, im Kunsthaus in den leuchtenden Nachthimmel auf dem Bild des deutschen Fotokünstlers Thomas Ruff zu schauen –, wird mit einer anderen Zeitdimension konfrontiert. Deep Time heisst das Zeitmass des Universums. Gemäss dem belgischen Theologen und Astrophysiker Georges Lemaître soll sich der Urknall vor 13,8 Milliarden Jahren ereignet haben. So geht Zeit weit über den menschlichen Erfahrungshorizont hinaus.

hier abgebildete Dame ihr Bad offensichtlich nicht aus hygienischen Gründen, sondern zwecks körperlicher und geistiger Entspannung. Sichtlich geniesst sie die wohlige Wärme des Wassers. Tagträumerisch geht der Blick ins Leere. Auf die so gewonnene Mussezeit weist das offene Buch auf dem Badetuch vor der Wanne hin. Die Zeit selber wurde in Gestalt einer Taschenuhr in der muschelförmigen Seifenschale an der Wand beiseitegelegt. Denn am besten lässt sich das kurze Leben in der Unmittelbarkeit der Gegenwart erfahren, wie die grossen Denker aller Zeiten wussten.



Alfred Stevens: «Le bain», 1874, Öl auf Leinwand.

Musée d'Orsay, Paris.

Die Badende legt die eine Hand hinter den Kopf. Das erinnert an Albrecht Dürers Allegorie der Melancholie, die ebenfalls in der Ausstellung zu sehen ist. Eine leicht melancholisch-wehmütige Stimmung ist denn auch dem Antlitz dieser Frau mittleren Alters abzulesen. Der träge in der Rechten über dem Wannенrand gehaltene Rosenzweig mag für die Vergänglichkeit von Jugend und romantischer Liebe stehen. Die Uhr in der Seifenschale aber symbolisiert auch bildlich das Verrinnen der Zeit. Der ihr am nächsten liegende und anschaulichste Parameter ist der menschliche Körper. Zwar sucht er hier Erholung, der Gang der biologischen Uhr lässt sich gleichwohl nicht aufhalten.

«Zeit – von Dürer bis Bonvicini», Kunsthaus, Zürich, bis 14. Januar 2024. Katalog: Fr. 49.–.

23 septembre 2023 (FAZ)

[Eine neue Generation von Autoren wendet sich der DDR zu \(faz.net\)](#)

WER DARF VOM OSTEN ERZÄHLEN?:

Der Blick einer neuen Generation auf die alte DDR

VON MATTHIAS JÜGLER

-AKTUALISIERT AM 23.09.2023-08:33



Die DDR, wie man sie zu kennen glaubt: Barbara Klemm fotografierte diese Straßenszene 1970 in Leipzig. Bild: Barbara Klemm

Jetzt sind die Spät- und Nachgeborenen am Zug: Der Wandel beim Erzählen in Romanen über die DDR ist unausweichlich. Ein Gastbeitrag.

Zuspruch und Ermutigung sind wesentliche Antriebskräfte fürs Schreiben eines Romans. Vermutlich jeder Autor kann ein Lied davon singen: Irgendwann steckt man fest, überlegt, einfach hinzuschmeißen. In Momenten wie diesen könnte ein ermutigender Satz wie der folgende Balsam für die geschundene Schriftstellerseele sein: „Mensch, mach bloß weiter, der Stoff ist doch so wichtig!“

Nur zu gut erinnere ich mich an das seltsame Gefühl, das mich im Jahre 2015 beschlich, als ich mit der Arbeit an meinem Roman „Die Verlassenen“ begann. Ich erzählte meinem damaligen Lektor davon, und auch wenn er sinngemäß sagte, dass sich mein Stoff doch gut anhöre, so merkte ich doch, dass meine Romanidee eher auf lauwarmes Interesse stieß. Sich literarisch mit den Nachwirkungen der **DDR** auf unsere heutige Gesellschaft zu befassen – weiter entfernt von den großen, brennenden Debatten und Themen, so dachte ich vor acht Jahren, kann ein Roman vermutlich nicht sein.

Darüber zu schreiben, kam mir vor, wie sich mit der Nische innerhalb einer Nische zu befassen. Wer wollte denn noch solche Geschichten lesen? Immerhin kannte ich auch die Frustration der Generation meiner Eltern, die sich mit ihren Lebensgeschichten in der gesamtdeutschen Wahrnehmung nicht gehört und gesehen fühlten. Das war wenig ermutigend.

Wer darf denn über die DDR schreiben?

Außerdem war ich damals, direkt nach meinem Studium am Deutschen Literaturinstitut in Leipzig, Hartz-IV-Empfänger. Es ging also auch um meine finanzielle Existenz mit diesem Roman. Hinzu kam noch ein anderer Umstand: Als ich die Arbeit am Manuskript aufnahm, war ich 31 Jahre alt – eine Frage stellte ich mir damals insgeheim immer wieder: Darf ich denn über die DDR schreiben, als jemand, der nur vage Erinnerungen daran hat?

Haben vielleicht nur die Autoren ein Anrecht darauf, die es schon seit Jahrzehnten machten, die sich auskannten und das, was ich mir anrecherchieren musste, aus eigener, geliebter Erfahrung wussten? **Zudem spürte ich die Ambivalenz in der Materie: den Opfern eines Unrechtsstaates gerecht werden zu wollen und gleichzeitig nicht jenen Unrecht zu unterstellen, die sich irgendwie arrangieren mussten, weil sie nicht das Schicksal eines Dissidenten oder die Gefahren einer Republikflucht auf sich nehmen wollten oder konnten.**

All dies hemmte mich zu Beginn des Schreibens. Aber die Geschichte, die ich in „Die Verlassenen“ erzählte, ging mir einfach nicht mehr aus dem Kopf. Also setzte ich die Arbeit daran fort. Was ich damals nicht ahnte: Während ich, Anfang dreißig, im Osten sozialisiert, über die DDR schrieb, taten es viele andere mit vergleichbaren Biographien auch.

Alles begann neu im Spätsommer 2018

Ende August 2018 wurden der Osten und die Nachwirkungen der SED-Diktatur dann doch zum großen Thema: In Chemnitz gab es rassistische und gewalttätige Ausschreitungen am Rande eines Stadtfestes. Nur wenige Tage später – und als wäre es die unmittelbare Antwort darauf – erschien **Lukas Rietzschels Roman „Mit der Faust in die Welt schlagen“, der die Perspektivlosigkeit und schließlich auch Radikalisierung im Osten beschreibt.**

Und wiederum gerade einmal vier Wochen später veröffentlichte der Journalist und Autor Daniel Schulz in der „tageszeitung“ seinen eindringlichen Essay „Wir waren wie Brüder“, der von den rechtsextremen Strukturen im Osten berichtet (der gleichnamige Roman von ihm erschien 2022). Plötzlich gab es Redebedarf – das Thema schien allmählich größer und wichtiger zu werden, und auch uns Junge etwas anzugehen.

Selbst wenn es vor jenem Ereignis in Chemnitz schon Bücher von DDR-Nachgeborenen zu diesem Thema gab, man denke nur an Paula Fürstenbergs „Familie der geflügelten Tiger“ aus dem Frühjahr 2018, so wird vermutlich diese Zeit ums Jahresende **2018 als die Geburtsstunde einer neuen Generation von - Autoren mit Ost-Sozialisierung in die deutsche Literaturgeschichte eingehen, denn auf einmal gab es Stimmen, die das, was viele zwischen Rügen und Thüringer Wald erlebten, fühlten und dachten, zu Literatur machten.**

Und diese Stimmen waren und sind nicht die üblichen Verdächtigen, die seit Jahrzehnten im Betrieb etabliert sind, sondern **diejenigen, die sich ihrer ostdeutschen Identität stellen, auch wenn sie die DDR meist nur als Kleinkind oder aus Erzählungen ihrer Eltern mitbekommen haben.**

Beherrscht wurde das deutschsprachige Feuilleton damals dennoch von anderen Themen. Immerhin hatte sich das Gefühl, ich hätte mich literarisch eines angestaubten und für viele nicht relevanten Themas gewidmet, schon gelegt, als im Jahr 2021 schließlich mein Roman erschien. **Mit dem zunehmenden Erfolg der AfD, die 2019 in Sachsen bei der Landtagswahl immerhin 27,5 Prozent der Stimmen erhielt, schien das Interesse an ostdeutschen Themen weiter zu wachsen: Was ist denn da los bei euch? Woher kommt das?** Dass das, was das Leben in einem totalitären Staat mit den Menschen im Osten gemacht hat, kein Thema sein könnte, würde heute vermutlich niemand mehr behaupten.

Einen vorläufigen Höhepunkt der Wahrnehmung ostdeutscher Realitäten gab es in diesem Jahr gleich zwei Mal: **Das Frühjahr 2023 gehörte den Sachbüchern. Dirk Oschmanns „Der Osten – Eine westdeutsche Erfindung“ und Katja Hoyer mit „Diesseits der Mauer – Eine neue Geschichte der DDR 1949–1990“ wurden Bestseller. Oschmanns Buch hat den Finger auf den wunden Punkt unseres deutsch-deutschen Zusammenlebens gelegt: Millionen Menschen im Osten haben das Gefühl, verlacht und vom Westen dominiert zu werden. Dafür liefert Oschmann eindrückliche Belege.**

Jetzt gibt es gleich zwei herausragende Romane zum Thema

Der Herbst 2023 wiederum gehört den Romanen zum Thema. Gleich zwei wirklich herausragende Debüts, die sich mit der DDR befassen, standen auf der Longlist des Deutschen Buchpreises. „Gittersee“ von Charlotte Gneuß und „Die Möglichkeit von Glück“ von Anne Rabe. Wer hätte das wohl vor ein paar Jahren für möglich gehalten? Beide Autorinnen setzen sich jeweils auf sehr unterschiedliche Art und Weise mit der DDR auseinander, und beide hätten eine Nominierung auf der Shortlist verdient gehabt. Geschafft hat es am Ende Anne Rabe, deren Buch eine Mischung aus Essay und autofiktionalem Roman ist. **Kommerziell sind beide Titel bereits große Erfolge** – auch das wäre vor ein paar Jahren kaum denkbar gewesen.

Inzwischen sind 33 Jahre seit der deutschen Wiedervereinigung vergangen. Gerade jetzt, kurz vor dem Tag der Deutschen Einheit, **kann die literarische Auseinandersetzung mit der DDR und deren Folgen dazu beitragen, den Prozess der Vereinigung endlich entscheidend voranzubringen. Jenen zuzuhören, deren Geschichten bisher auf taube Ohren gestoßen sind, kann ein wichtiger Schritt dazu sein**

So wie sich Verlage vor ein paar Jahren vielleicht noch gefragt haben mögen, ob sie sich es leisten können, einen Roman zu veröffentlichen, der sich mit der SED-Diktatur und deren Folgen auseinandersetzt, genauso wird man sich in Zukunft vielleicht fragen, ob man es sich leisten kann, solche Bücher nicht ins Programm aufzunehmen, weil sie, wie wir heute sehen, einen Prozess, der lange noch nicht beendet ist, bereichern können. **Im besten Falle trägt das Erzählen von Ost-Geschichten (gesamtdeutsche Zuhörerschaft vorausgesetzt) mit dazu bei, dass der Frust vieler Ostdeutscher, ob jung oder alt, über all die Abwertungserfahrungen der letzten Jahrzehnte, über die Dominanz des Westdeutschen, sich nicht mehr so massiv an den Wahlurnen Bahn bricht.** Schön wär's zumindest.

Matthias Jügler, geboren 1984 in Halle, ist Schriftsteller. 2021 erschien „Die Verlassenen“. Im kommenden Frühjahr wird der Nachfolgeroman „Maifligenezeit“ bei Penguin erscheinen.

23 septembre 2023 (Le Figaro)

[«Contrairement à ce que prétend le Secrétaire général des Nations unies, la France ne déshabille pas ses filles» \(lefigaro.fr\)](#)

«Contrairement à ce que prétend le Secrétaire général des Nations unies, la France ne déshabille pas ses filles»

Par [Nicolas Bauer](#)

Publié hier à 17:29, mis à jour hier à 17:30



Le Secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres à la tribune de l'ONU, le 19 septembre dernier. *ED JONES / AFP*

FIGAROVOX/TRIBUNE - Le 19 septembre dernier, le Secrétaire général des Nations unies, António Guterres, s'est opposé, implicitement, à l'interdiction de l'abaya à l'école. Pour le juriste Nicolas Bauer, son argumentaire présente des erreurs factuelles et témoigne de l'influence des États musulmans à l'ONU.

Expert au European Centre for Law and Justice (ECLJ), Nicolas Bauer intervient régulièrement devant le Conseil des droits de l'homme ainsi que d'autres instances des Nations unies.

Devant des représentants des États du monde entier, le Secrétaire général des Nations unies (ONU) [a fustigé l'interdiction de l'abaya](#) dans les écoles publiques. **António Guterres**, Portugais, s'est exprimé en français en ciblant implicitement la France. Il a déclaré: *«Dans certains pays, les femmes et les filles sont punies parce qu'elles portent trop de vêtements. Dans d'autres, parce qu'elles n'en portent pas assez».*

M. Guterres aurait pu préciser que la «punition» pour port de l'abaya dans une école française est disciplinaire, après une phase de «dialogue» avec l'élève, alors qu'une femme non voilée dans une rue iranienne [s'expose à dix années de prison](#).

Le plus haut fonctionnaire de l'ONU a terminé son allocution sur l'abaya par un appel à la révolte, au nom des «droits des femmes»: *«les filles et les femmes défient le patriarcat et triomphent. Je suis à leurs côtés».*

La question posée par l'abaya n'est pas celle de la longueur de la robe ou de la quantité de vêtements. C'est celle de l'instrumentalisation d'une mode arabe pour promouvoir l'islam au sein des écoles publiques.

Nicolas Bauer

Par ce discours, le Secrétaire général de l'ONU a préféré les formules grandiloquentes à la réalité. Il est factuellement et juridiquement faux d'affirmer qu'en France *«les femmes et les filles sont punies parce qu'elles portent trop de vêtements»*. Ce n'est le sens ni de la loi de 2004 sur les signes religieux dans les écoles publiques, ni de la récente «note de service» du ministre de l'Éducation nationale sur l'application de cette loi.

Les écolières, les collégiennes et les lycéennes peuvent tout à fait porter des jupes ou des robes longues. La vertu de pudeur peut être exercée librement, par les modes vestimentaires existant en Europe depuis des siècles. Les jeunes filles françaises n'ont pas attendu [l'importation de l'abaya](#) pour préserver leur corps et leurs formes.

Il n'est pas non plus question de sanctionner une femme qui porterait «trop de vêtements». La loi n'interdit pas de porter des pulls en laine ou un bonnet dans la cour de récréation.

La question posée par l'abaya n'est pas celle de la longueur de la robe ou de la quantité de vêtements. C'est celle de l'instrumentalisation d'une mode arabe pour promouvoir l'islam au sein des écoles publiques. Le choix vestimentaire de l'abaya est devenu, depuis un peu plus d'un an, une provocation culturelle et religieuse.

Les experts de l'ONU, qui collectent leurs propres fonds, reçoivent de plus en plus d'argent d'origine islamique, notamment du Qatar. Ces financements dits «extrabudgétaires» influencent le travail de ces experts

Nicolas Bauer

C'est à ce phénomène que le gouvernement a voulu répondre en interdisant l'abaya en milieu scolaire. **Cette décision n'a rien à voir avec le «patriarcat» que le Secrétaire général de l'ONU appelle à «défier». Il s'agit de mettre un frein à l'islamisation des écoles françaises.**

D'autres représentants ou instances de l'ONU avaient déjà critiqué la France pour ses restrictions en matière de vêtements religieux. **Le Comité des droits de l'homme de l'ONU a classé ces restrictions parmi ses «principaux sujets de préoccupation et recommandations».** Il a aussi [donné raison à des femmes](#) portant le niqab dans l'espace public et contestant la loi de 2010 interdisant la dissimulation du visage.

Les experts de l'ONU, qui collectent leurs propres fonds, reçoivent de plus en plus d'argent d'origine islamique, notamment du Qatar. Ces financements dits «extrabudgétaires» influencent le travail de ces experts, comme l'a montré le rapport de l'ECLJ sur *«Le financement des experts de l'ONU»* (2021).

L'expert mandaté par l'ONU pour promouvoir la liberté de religion, Ahmed Shaheed, avait considéré que les lois françaises sur les vêtements religieux étaient [«islamophobes»](#). Son rapport sur le sujet, intitulé *«Combattre l'islamophobie»* (2021), reprenait à son compte le *«Programme d'action»* de la puissante Organisation de la coopération islamique (OCI). M. Shaheed est d'ailleurs l'un des rares experts de l'ONU à refuser de déclarer l'origine de ses financements.

Antonio Guterres n'est donc pas le premier représentant de l'ONU à relayer la propagande islamiste. Mais en incitant les jeunes filles à résister à l'interdiction de l'abaya, il monte d'un cran.

Nicolas Bauer

L'OCI, qui regroupe 57 États musulmans, a encore obtenu une victoire politique à l'ONU **en juillet 2023.** Alors qu'un réfugié irakien avait brûlé un coran en Suède, l'OCI a proposé [la tenue d'un débat d'urgence](#) sur *«la profanation récurrente du Saint Coran»*. Ce débat a abouti au **vote d'une résolution du Conseil des droits de l'homme appelant à la sanction de la «profanation du Saint Coran», soit l'équivalent d'un délit de blasphème contre l'islam.**

Antonio Guterres n'est donc pas le premier représentant de l'ONU à relayer la propagande islamiste. Mais en incitant les jeunes filles à résister à l'interdiction de l'abaya, il monte d'un cran. Le gouvernement a le devoir de réagir publiquement à cette attaque.

22 septembre 2023 (The Economist)

[Angst mounts over Germany's green transition \(economist.com\)](https://www.economist.com)

Energie-wander

Angst mounts over Germany's green transition

Meeting its targets looks hard

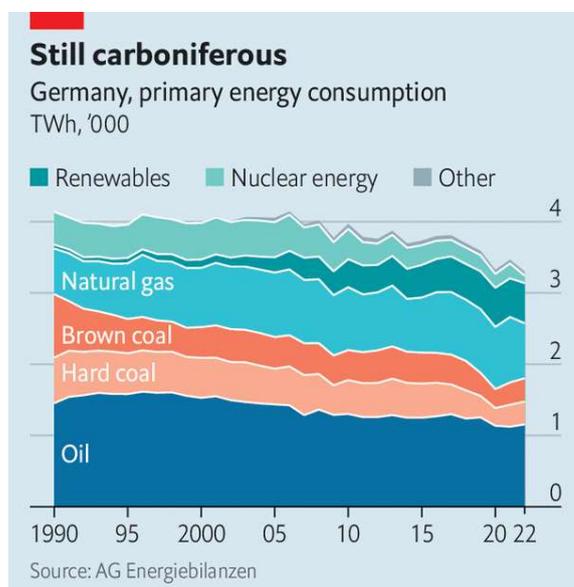


image: getty images

Sep 21st 2023 | BERLIN

When Robert Habeck, co-leader of the Green party and the economy tsar in Germany's ruling coalition, floated a bill last spring that mandated replacing gas and oil boilers with cleaner heat pumps, he got more heat than he bargained for. Tabloids screamed his "heat hammer" would push millions into debt. Whipped-up fury against "Green fascism" boosted ratings for the hard-right Alternative for Germany (AfD) party. The minister spent much of the summer tweaking his bill. His patience paid off. In early September the Bundestag passed it by a cosy 397-275 votes.

Yet the new law may prove a sign of things to come. For one thing, **the spring storm exposed just how fast and how low enthusiasm for environmental initiatives can sink the moment they threaten wallets.** Mr Habeck's compromise also showed that despite much progress in *Germany's Energiewende*, **the now two-decade-old national effort to shift entirely to clean energy remains a steep uphill climb. Indeed, at current rates it looks increasingly doubtful that Germany will reach its target of net carbon neutrality by 2045.**



Home heating is a small part of the puzzle, but well illustrates the challenge. Some 80% of Germany's buildings heat using fossil fuels, contributing about 15% of total CO₂ output. The draft law, which would have forced adoption of electric heat pumps starting next year, aimed to cut this in half by 2030. A longer time-frame and wider exemptions under the new law mean it will reach perhaps 75% of this goal, says Mr Habeck's ministry. And that sounds optimistic. **Trade groups say there are few skilled pump-fitters. Older buildings will need costly insulation upgrades. And the complexity of state subsidies for the pumps, which can cost upwards of €20,000 (\$21,000), may slow take-up.**

There is another problem. For all their efficiency, heat pumps draw on electricity that in Germany is largely still supplied by hydrocarbons. True, on good days solar and wind power now generate well over half the power supply. But with demand expected to grow by 20% by 2030—pushed up by millions of new electric cars and now heat pumps—the addition of renewables capacity will need to speed up markedly. So will investment in the already stressed distribution network, which must increasingly cope with capricious wind and solar rather than steady thermal inputs.

And so, say many experts, will investment in dirty old thermal plants. A recent report on bottlenecks to German growth from Deutsche Bank is categorical: **“The basic problem is that no cost-effective electricity-storage technologies on a large industrial scale are in sight...Germany will therefore continue to rely on traditional back-up power-generation capacity.” This means not just gas and coal but even stinkier domestic lignite:** scrambling in 2022 to make up for cut-off Russian gas supplies, it relaunched no fewer than five mothballed “brown coal” plants.

Hans-Werner Sinn, an economist in Munich, **is also blunt.** The 40% decline since 1990 in the amount of CO₂ that Germany emits, he said in a recent lecture, was reached by plucking “low-hanging fruit”, such as letting grimy smokestack industries in former East Germany die. **In Germany's current primary-energy mix, including such things as fuel used for transport and heating as well as electricity generation, the share of renewables still remains below 20%.** Given that Germany abandoned nuclear energy earlier this year, Mr Sinn reckons that making the remainder clean would mean covering some 2% of Germany's surface, as much as its entire transport network, in wind and solar farms. **Maybe Germany should have invested in more nuclear power instead.**

22 septembre 2023 (The Economist)

[Why the EU will not remain the world's digital über-regulator \(economist.com\)](https://www.economist.com)

Geopolitical monster v Brussels effect

Why the EU will not remain the world's digital über-regulator

It is not a big enough player in AI



image: afp

Sep 21st 2023 | BERLIN

Europe hopes to become the promised land—in the digital realm, at least. Harmful posts on social-media platforms will be rapidly removed. Texts will fly between rival messaging apps. You will be able to get apps from all over the internet, not just from your phone's app store. And artificial intelligence (ai) models will be trained exclusively on data free of bias.

This is the noble aim of a set of new digital laws in the eu. Implementation of the **Digital Services Act (dsa)**, which regulates social media, and the **Digital Markets Act (dma)**, which aims to keep big tech firms from competing unfairly, is entering a critical phase. Earlier this month, the European Commission designated what it calls “gatekeeper” firms, ranging from Alphabet to Microsoft, which will have to follow the dma's rules or risk vast fines.

And as if these new rules were not enough, the powers in Brussels are already negotiating their next big tech-policy package: an **ai Act**. By the end of the year this may impose significant changes on the ai models that power such services as Alphabet's Bard and Chatgpt of Openai, a startup, which exhibit human-like skills in writing text. **Not one of the ten leading models evaluated came close to being compliant with a draft passed by the European Parliament in June, according to a study by Stanford University.** The proposed act includes requirements to reveal which data are used to train models and how much energy such training consumes. Openai's model, called gpt-4, for instance, scored only 25 out of 48 possible points, the researchers said.

This latest wave of digital rule-making rolling out of Brussels raises one question that is particularly important: will it cement the eu's role as über-regulator of the virtual world, established in the late 2010s with its **General Data Protection Regulation (gdpr)**, which became the model for most of the world's 150 privacy laws? **Two new books provide a framework for predicting what may come to pass.**

The first is “**Digital Empires**”, by Anu Bradford of Columbia Law School. **In a previous tome, she noted that eu laws, particularly digital ones, tend to become global standards.** She termed this the “Brussels effect”, a phrase that has caught on. **Tech companies have found it cost-effective to comply with the gdpr globally.** Governments around the world have adopted the law to make trade with the eu easier.

In her new book, **Ms Bradford** compares the eu with the other two main digital empires: America and China. Many believe that the eu will be a bystander in the clash of these two, but Ms Bradford disagrees. America's market-driven model, which tends to place the interests of firms above those of citizens, is facing growing criticism around the world. Consequently, **she thinks, America will end up being forced to adopt elements of the eu's model. The bloc is thus likely to "remain the primary source of regulatory constraint for the tech industry", she writes.**

The authors of the second book, "**Underground Empire**", **paint a far gloomier picture for the old continent. Henry Farrell** of Johns Hopkins University and **Abraham Newman** of Georgetown University also draw on their influential earlier work, a widely read paper entitled "Weaponised Interdependence", the central thesis of which was that America uses its control over financial networks to force other countries to do its bidding. **"Just as all roads once led to Rome, the world's fibre-optic networks, financial systems and semiconductor supply chains converge on the United States, allowing it to project its might,"** they argue, expanding this thesis.

One could argue that the Brussels effect describes a network that America has tended to ignore: the web of rules, mostly controlled by Europe. **In the case of the dsa and the dma that set-up may still work.** Copycat laws so far are rare, but other countries are interested in drawing up their own. Firms say that implementing the newer regulations will be hard to automate. But **some of the dsa's rules, such as those for content-moderation and transparency requirements, are already being followed by American companies.**

In ai, however, the chances are that the outcome will be very different. For a start, being the keeper of the rules was useful in a world based on rules and markets, but may prove irrelevant in one defined by a growing rivalry between great powers.

Secondly, in privacy and social media, the eu can rightly claim it represents one of the world's biggest markets, so that tech giants need to follow its rules. **While this is still true, Europe's global position in ai is much weaker.** According to another study by Stanford University, **eu researchers have yet to contribute in a significant way to such models as gpt-4. Whereas 54% of makers of ai models were American in 2022, only 3% came from Germany, which leads the eu pack.** The picture is similarly one-sided when it comes to private investment in ai: in America it amounted to \$249bn between 2013 and 2022, while Germany spent only \$7bn.

Finally, **America** seems to be adding the web of new tech rules to its own underground empire—or at least **trying to neutralise Europe's role as the rule-setter.** Despite recent congressional hearings on ai, **an American ai act is still unlikely. But the White House is trying to develop its own alternative to the eu's regulatory network.** In July it secured "voluntary commitments" from the principal model-makers, including Openai and Alphabet, to limit the technology's risks.

Thus the geopolitical and technological "monster" that is America will eventually overpower the Brussels effect, predicts Mr Farrell. For the eu, this means that it cannot rest on its regulatory network. Instead it should redouble its efforts to strengthen its own ai industry, especially by completing the eu's single digital market, which would make life easier for European startups. Since Europe is unlikely to become an ai superpower soon, the Centre for European Reform, a think-tank, argued in a recent report, it should also focus on getting businesses to adopt the technology.

Observers often ask how long America can use its invisible networks to throw its weight around the world. It is a good question: excessive use of network power can push other countries to seek alternatives. But perhaps **the more pressing question to consider is how long the eu can lay claim to the role of global standards-setter, when it may well play such a minor role in the next wave of technology.**

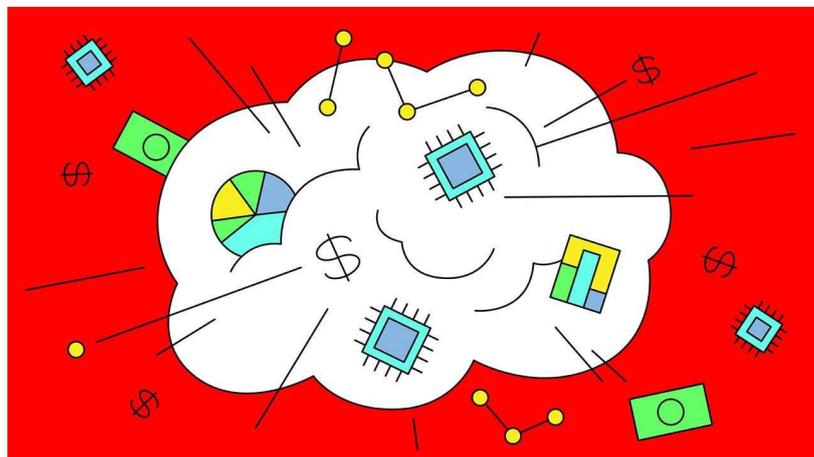
22 septembre 2023 (The Economist)

[ChatGPT mania may be cooling, but a serious new industry is taking shape \(economist.com\)](https://www.economist.com)

Beyond the hype

ChatGPT mania may be cooling, but a serious new industry is taking shape

Three forces will shape the business of generative AI



Sep 21st 2023

The first wave of excitement about generative [artificial intelligence](#) (ai) was like nothing else the world had seen. Within two months of its launch in November 2022, Chatgpt had racked up 100m users. Internet searches for “artificial intelligence” surged; more than \$40bn in [venture capital](#) flowed into ai firms in the first half of this year alone.

The craze for consumer experimentation has since cooled a little: Chatgpt use has fallen and fewer people are Googling “ai”. Son Masayoshi, a Japanese investor notorious for diving into already frothy markets, is thought to be interested in investing in [Openai](#), Chatgpt’s creator. But a second, more serious phase is beginning. An entirely new industry centred on supercharged ai models is taking shape. Three forces will determine what it eventually looks like—and whether Openai stays dominant, or other players prevail.

The first factor is computing power, the cost of which is forcing model-builders to become more efficient. Faced with the eye-watering costs of training and running more powerful models, for instance, Openai is not yet training its next big model, gpt-5, but gpt-4.5 instead, a more efficient version of its current leading product. That could give deep-pocketed rivals such as Google a chance to catch up. Gemini, the tech giant’s soon-to-be-released cutting-edge model, is thought to be more powerful than Openai’s current version.

High computing costs have also encouraged the proliferation of much smaller models, which are trained on specific data to do specific things. Replit, a startup, has trained a model on computer code to help developers write programs, for instance. Open-source models are also making it easier for people and companies to plunge into the world of generative ai. According to a count maintained by Hugging Face, an ai firm, roughly 1,500 versions of such fine-tuned models exist.

All these models are now [scrambling for data](#)—the second force shaping the generative-ai industry. The biggest, such as Openai’s and Google’s, are gluttonous: they are trained on more than 1trn words, the equivalent of over 250 English-language Wikipedias. As they grow bigger they will get hungrier. But the internet is close to being exhausted. Many model-makers are therefore signing deals with news and photography agencies. Others are racing to create “synthetic” training data using algorithms; still others are trying to work with new forms of data, such as video. The prize is a model that beats the rivals.

Generative ai's hunger for data and power makes a third ingredient more important still: money. Many model-makers are already turning away from Chatgpt-style bots for the general public, and looking instead to fee-paying businesses. Openai, which started life in 2015 as a non-profit venture, has been especially energetic in this regard. It has not just licensed its models to Microsoft, but is setting up bespoke tools for companies including Morgan Stanley and Salesforce. Abu Dhabi plans to establish a company to help commercialise applications of Falcon, its open-source ai model.

Another approach is to appeal to software developers, in the hope of getting them addicted to your model and creating the network effects that are so prized in tech. Openai is offering tools to help developers build products using its models; Meta hopes that llama, its open-source model, will help create a loyal community of programmers.

Who will emerge victorious? Firms like Openai, with its vast number of users, and Google, with its deep pockets, have a clear early advantage. But for as long as computing power and data remain constraints, the rewards for clever ways around them will be large. A model-builder with the most efficient approach, the most ingenious method to synthesise data or the most appealing pitch to customers could yet steal the lead. The hype may have cooled. But the drama is just beginning.

22 septembre 2023 (The Economist)

[Ukraine faces a long war. A change of course is needed \(economist.com\)](https://www.economist.com)

Leaders | Ukraine

Ukraine faces a long war. A change of course is needed

Its backers should pray for a speedy victory—but plan for a long struggle



Sep 21st 2023

The war in Ukraine has repeatedly confounded expectations. It is now doing so again. The counter-offensive that began in June was based on the hope that Ukrainian soldiers, equipped with modern Western weapons and after training in Germany, would recapture enough territory to put their leaders in a strong position at any subsequent negotiations.

This [plan is not working](#). Despite heroic efforts and breaches of Russian defences near Robotyne, Ukraine has liberated less than 0.25% of the territory that Russia occupied in June. The 1,000km front line has barely shifted. Ukraine's army could still make a breakthrough in the coming weeks, triggering the collapse of brittle Russian forces. But on the evidence of the past three months, it would be a mistake to bank on that.

Asking for a ceasefire or peace talks is pointless. Vladimir Putin shows no sign of wanting to negotiate and, even if he did, could not be trusted to stick to a deal. He is waiting for the West to tire and hoping that Donald Trump is re-elected. Mr Putin needs war to underpin his domestic dictatorship; any ceasefire would simply be a pause to re-arm and get ready to attack again. If Ukrainians stop fighting, they could lose their country.

Both Ukraine and its Western supporters are coming to realise that this will be a grinding war of attrition. President Volodymyr Zelensky visited Washington this week for talks. "I have to be ready for the long war," he told *The Economist*. But unfortunately, Ukraine is not yet ready; nor are its [Western partners](#). Both are still fixated on the counter-offensive. They need to rethink Ukraine's military strategy and how its economy is run. Instead of aiming to "win" and then rebuild, the goal should be to ensure that Ukraine has the staying power to wage a long war—and can thrive despite it.

The first recalibration is military. Ukraine's soldiers are exhausted; many of its finest have been killed. Despite conscription, it lacks the manpower to sustain a permanent large-scale counter-offensive. It needs to husband resources, and to change the game. New tactics and technologies can take the fight to Russia. Ukraine's tech-savvy entrepreneurs are ramping up drone production: Ukrainian drones recently destroyed Russian warships; its missiles seem to have damaged a big air-defence system in Crimea. Many more strikes are likely, to degrade Russia's military infrastructure and deny its navy sanctuary in the Black Sea. Don't expect a knockout blow. Russia has also scaled up its drone production. Still, Ukraine can hit back when Russia bombs it, and perhaps even deter some attacks.

Alongside this offensive capability, Ukraine needs to boost its resilience. As well as heavy weaponry, it needs help with maintenance to sustain a multi-year fight: humdrum repairs, reliable supplies of artillery and training. More than anything, a long war requires better air defence. Ukraine cannot thrive if Russia blasts infrastructure and civilians with impunity, as it has for the past 18 months. Kyiv is a surprisingly vibrant city because it has effective defences against non-stop aerial attacks. The same set-up is needed for other cities, which is why squadrons of f-16s and more missile-defence systems are essential.

An economic recalibration is needed, too. That means fewer highfalutin plans for post-war reconstruction and more attention to boosting output and capital spending now. The economy has shrunk by a third and almost half of Ukraine's budget is paid for with Western cash. In an odd kind of wartime Dutch disease the currency, the hryvnia, has strengthened even as private investment has plunged. With around 1m people bearing arms and millions having fled from the country, workers are scarce.

Ukraine's economy needs to shift from relying on aid to attracting investment, even as the conflict keeps raging. From making more arms to processing more of what it grows on its farms, Ukraine has plenty of potential. The challenge is to get local and foreign firms to invest more, and to lure more Ukrainians back to the calmer parts of the country in the west.

Better security can help. The stronger Ukraine's air defences, the lower the risk that a new factory will be blown up. The farther Russia's navy is pushed back, the more safely exports can flow through Ukraine's ports on the Black Sea. But economic reforms matter, too. More must be done to curb Ukraine's long-standing corruption, with a priority on making the judiciary clean and impartial. And more action is needed to make doing business easier, from recognising qualifications that refugees have earned abroad to offering firms war insurance.

All this requires political will from Ukraine, but also from its friends in the West. In the long term, the best guarantee of Ukraine's security is nato membership. Short of that, partners have promised a web of bilateral security guarantees. Equally important is what the European Union can offer: not just cash, but the prospect of membership. It is not easy to nurture a flourishing economy while being barraged with explosives—even Israel never had to face such a powerful aggressor. But Ukraine, unlike Israel, could one day be integrated into the world's richest economic bloc. A roadmap for eu accession over, say, a decade, with clear milestones, would offer hope to Ukrainians and accelerate economic reforms, just as the same promise galvanised much of eastern Europe in the 1990s.

A new member of the club

For that to happen a shift in mindset is needed in Europe. It has committed as much weaponry as America and far more financial aid. Yet it needs to step up further. If Mr Trump wins in 2024, he may cut back American military assistance. Even if he loses, Europe will eventually need to carry more of the burden. That means beefing up its defence industry and reforming the eu's decision-making so it can handle more members.

The stakes could hardly be higher. Defeat would mean a failed state on the eu's flank and Mr Putin's killing machine closer to more of its borders. Success would mean a new eu member with 30m well-educated people, Europe's biggest army and a large agricultural and industrial base. Too many conversations about Ukraine are predicated on an "end to the war". That needs to change. Pray for a speedy victory, but plan for a long struggle—and a Ukraine that can survive and thrive nonetheless.

22 septembre 2023 (NZZ)

[Deutschland: Die Friedrich-Ebert-Stiftung wittert überall Rechtsextremismus \(nzz.ch\)](https://www.nzz.ch/Deutschland:Die-Friedrich-Ebert-Stiftung-wittert-ueberall-Rechtsextremismus-nzz.ch)

DER ANDERE BLICK

Rechtsextrem, wer «Ausländer» sagt! Die Ebert-Stiftung schießt mit einer neuen Studie über das Ziel hinaus

Die der SPD nahestehende Stiftung ermittelt regelmässig die «demokratiegefährdenden» Einstellungen der Deutschen. Neben bedrückenden Befunden liefert sie einen Geleitschutz für die Politik der «Ampel» – und verheddert sich in absurden Schlussfolgerungen.

Alexander Kissler, Berlin

21.09.2023, 17.59 Uhr 4 min



Der Deutsche Bundestag tritt im Berliner Reichstagsgebäude zusammen – hat auch er im «Kampf gegen rechts» versagt? Michael Probst / AP

Auf die «geforderte Mitte» von 2021 folgt die «distanzierte Mitte». Alle zwei Jahre legt die der SPD nahestehende Friedrich-Ebert-Stiftung unter wechselnden Überschriften eine umfangreiche Studie vor, um «rechtsextreme und demokratiegefährdende Einstellungen in Deutschland» zu messen. Laut der Studie ist der Anteil der Bundesbürger mit einem manifest rechtsextremen Weltbild von 1,7 auf nunmehr 8,3 Prozent gestiegen – ein bedrückender, ein ernstzunehmender Befund.

Leider jedoch schießt die Stiftung mit ihrer neuen Studie über das ehrenwerte Ziel hinaus. Denn auch wer mit den etablierten Medien fremdelt, die aktuelle Migrationspolitik ablehnt, Ausländer Ausländer nennt oder von der Existenz exakt zwei verschiedener Geschlechter überzeugt ist, wird von den Autoren ins rechtsextremistische Umfeld geschoben.

Durch solche Einseitigkeiten delegitimiert die Studie politische Positionen jenseits linker Überzeugungen. Mitte ist offenbar dort, wo der Koalitionsvertrag der «Ampel» abgearbeitet wird. So springt die Studie der Bundesregierung und ihrem sozialdemokratischen Kanzler auf fast schon täppische Weise bei und vergrössert jene Kluft zwischen Bevölkerung und Politik, die sie wortreich beklagt.

Anfällige Gewerkschaften

Befragt wurden zu Beginn dieses Jahres telefonisch rund 2000 repräsentativ ausgewählte Deutsche. Die Interviews dauerten im Schnitt eine halbe Stunde. Auf dieser Datenbasis entstanden

Zahlenbündel zu sechs konkreten Themenfeldern, zur «Befürwortung einer rechtsgerichteten Diktatur» und der Verharmlosung des Nationalsozialismus, zu Nationalchauvinismus, Fremdenfeindlichkeit, Antisemitismus und Sozialdarwinismus.

Laut Ebert-Stiftung stimmen 13 Prozent überwiegend oder ganz der Aussage zu, «wir sollten einen Führer haben, der Deutschland zum Wohle aller mit starker Hand regiert». Das sind auf jeden Fall 13 Prozent zu viel. In der Leipziger Autoritarismus-Studie von Ende 2022 lag die Zustimmung zum identisch formulierten Satz bei 7,1 Prozent.

Bemerkenswert und bitter ist, dass Rechtsextremismus unter Gewerkschaftsmitgliedern auf besonders fruchtbaren Boden fällt. Die Autoren konstatieren bei dieser Klientel eine «überzufällig häufigere Verharmlosung des Nationalsozialismus sowie mehr Zustimmung zum Antisemitismus und Sozialdarwinismus» als beim Rest der Bevölkerung. Insgesamt verorteten sich 15,5 Prozent der Befragten als rechts oder eher rechts. Vor zwei Jahren waren es 9,1 Prozent.

Gestiegen ist auch die Gruppe derer, die dem antisemitischen Klischee zustimmen, der «Einfluss der Juden» sei zu gross: von 4,3 auf 11,8 Prozent. Für die sozialdarwinistische These, es gebe wertvolles und unwertes Leben, erwärmen sich überwiegend oder ganz 11,8 nach zuvor 7,3 Prozent.

In der Tat sind solche Zahlen enorme Herausforderungen für einen liberalen Rechtsstaat, insbesondere für dessen Bildungspolitik. Was sagt es aus über den [von der «Ampel» forcierten «Kampf gegen rechts»](#), wenn rechtsextremes Gedankengut wächst und gedeiht? Es sind offenbar wirkungslos verschleuderte Millionen zum Vorteil der vom staatlichen Geldsegen profitierenden Institutionen.

Eine Studienautorin fordert vor diesem Hintergrund eine Verzahnung der Demokratieförderung mit der «staatlichen politischen Bildung» und bedauert: Die Normalisierung «extrem rechter Positionen» beginne, wenn man «diversitätssensible Sprache» als «Woke-Wahn» diffamiere.

Vor traditionellen Geschlechterrollen wird gewarnt

Das Lamento gilt generell nicht einem Staat, dessen Dysfunktionalitäten [das beklagte Misstrauen in die Demokratie](#) mit verschuldet haben, sondern den Stammtischen: «Allerdings steckt im einfachen Schimpfen auf die Demokratie auch ein demokratiegefährdendes Potenzial.» Wer aus seinem Herzen keine Mördergrube macht und die Sprachcodes des Korrekten meidet, steht kurz vor einer «demokratiegefährdenden Radikalisierung».

Gleiches gilt vom herablassend als «Scheinprotest» bezeichneten öffentlichen Ausdruck «politischer, sozialer, kultureller wie moralischer Beschwerden und Unzufriedenheiten». Die Autoren wünschen sich ein wohltemperiertes Mittelmaß, wenn die Regierung denn schon unbedingt kritisiert werden muss.

Auf keinen Fall sollen Ausländer als solche benannt werden. Es handele sich um «Neuhinzukommende». Überall kann «kultureller Rassismus» lauern. «Gruppenbezogene Menschenfeindlichkeit» betreibe, wer etwa die «Aufrechterhaltung und Reproduktion traditioneller Geschlechterrollen» befürwortet und Frauen rät, sich auf die «Rolle der Ehefrau und Mutter» zu besinnen.

Mit ihrer Kritik an den öffentlichrechtlichen Medien sollen es die Deutschen nicht übertreiben. Dass das Vertrauen in ARD und ZDF als «wichtige Säulen unserer Demokratie» von 69 auf 59 Prozent sank, missfällt der Stiftung. «Das politische und das mediale Vertrauen» hingen eng zusammen. Auch hier gilt der Vorwurf nicht [den Anstalten, die zu diesem Trend gewiss beigetragen haben](#), sondern einer labilen Gesellschaft. Melancholisch erinnern die Autoren an die Corona-Pandemie, die den «Sinn für eine demokratische Grundhaltung gestärkt» habe.

Mit dieser ans Alberne rührenden Volte zeigt die Studie, wes Geistes Kind sie ist: In vollendeter Staatsfrömmigkeit liefert sie der Bundesregierung und deren «Kampf gegen rechts» wissenschaftlichen Geleitschutz. Die Mitte wird an den Pranger gestellt, wo sie die Segnungen linker Bewusstseinspolitik bezweifelt: schade um den Diskurs, schade um die wahre Mitte und schade auch um den harten quantitativen Kern einer unerfreulichen Botschaft.

22 septembre 2023 (NZZ)

[Abaya: Linke und muslimische Aktivistinnen verteidigen ein Unterdrückungssymbol \(nzz.ch\)](https://www.nzz.ch/abaya-linke-und-muslimische-aktivistinnen-verteidigen-ein-unterdrueckungssymbol-nzz.ch)

Für Islamisten sind Frauen eine Zumutung. Frankreich fördert mit dem Abaya-Verbot an Schulen Emanzipation und Integration

«Bescheidene» Kleidung zu tragen, ist für viele Frauen in konservativen islamischen Ländern Pflicht. Für Modekonzerne ist «modest fashion» ein Millionengeschäft – und Aktivistinnen behaupten ernsthaft, es gehe dabei um Feminismus.

Saïda Keller-Messahli

21.09.2023, 05.30 Uhr 5 min



Ist es frauenfeindlich, wenn Mädchen sich in der Schule nicht mehr verhüllen dürfen? Mohamad Salaheldin Abdelg Alsayed / Anadolu / Getty

Ein langer schwarzer Überwurf, dazu ein Kopftuch oder Gesichtsschleier: In vielen autoritären muslimischen Staaten der Golfregion wie Saudiarabien und Katar ist die Abaya ein religiöses und traditionelles Gewand für Frauen. Frauen müssen zu jeder Jahreszeit die Abaya tragen, sobald sie den öffentlichen Raum betreten. Die Verhüllung der Frau wird mit Argumenten wie Bescheidenheit und Frömmigkeit legitimiert. Doch im Grunde geht es darum, dass im öffentlichen Raum kein Platz für Frauen vorgesehen ist. So wollen es die Männer: Der öffentliche Raum ist ihr Herrschaftsgebiet, die Frau lediglich geduldet.

Es ist ein Frauenbild, das Islamisten weltweit durchzusetzen versuchen: Der Körper der Frau soll im öffentlichen Raum als Zumutung und Versuchung für den Mann verstanden werden und hat darum ganz verhüllt zu sein, amorph, dunkel und ohne Eigenschaften. Derartige Frauenbilder werden im Westen direkt oder indirekt gefördert. Für Modehäuser wie Dior, Chanel oder Zara ist die sogenannte «modest fashion» ein Millionengeschäft.

Die «Vogue» wittert Sexismus

Dank den sozialen Netzwerken profitieren auch Influencerinnen von diesem Geschäft. Sie werben für «bescheidene» Mode, indem sie sich ganz unbescheiden und entgegen den Vorgaben im Koran auf Instagram inszenieren, ihre Outfits präsentieren und sich den Blicken von Millionen Männern aussetzen.

Die Nachfrage nach islamkonformer Mode ist gerade in den reichen Golfstaaten so gross, dass internationale Modehäuser eine Palette von «bescheidener» Kleidung anbieten, vom Ganzkörper-

Schwimmanzug Burkini bis zur Abaya. Es kümmert sie nicht, welches Frauenbild sie damit legitimieren. **Das gilt auch für westliche Medien und Aktivisten, welche Kleider wie die Abaya im Namen der Vielfalt und des Feminismus verteidigen.** Gegenwärtig zeigt sich das in den Diskussionen um das Abaya-Verbot an französischen Schulen.

Gestützt auf ein Gesetz aus dem Jahr 2004 verbietet Frankreich an Bildungseinrichtungen das Tragen von Kleidern und Symbolen, die die religiöse Zugehörigkeit zur Schau stellen. Dazu zählen auch Kippa und Kopftuch. Da die Abaya auch in diese Kategorie gehört, wurde sie kurz vor Schulanfang 2023/24 ebenfalls verboten.

Die deutsche Ausgabe des Modemagazins «Vogue» hat das Abaya-Verbot kürzlich scharf kritisiert, in einem Beitrag der konservativen Muslimin Noor Khelifi. Die Österreicherin mit tunesischen Wurzeln warf den französischen Behörden vor, die «laïcité», also die Trennung von Staat und Religion, nur vorzuschieben. In Wahrheit gehe es um eine frauenfeindliche, sexistische, ja rassistische Politik. **Gleichzeitig behauptet sie, die Abaya habe keine religiöse Bedeutung** (mit derselben Behauptung versuchten auch islamistische französische Organisationen, das Verbot anzufechten).

Dass der französische Staat versucht, die Schule vor einer islamistischen Ideologie zu schützen und muslimischen Mädchen einen Raum ohne religiösen Zwang, Segregation und Sexismus zu garantieren, findet die in Berlin lebende «Vogue»-Autorin «patriarchal». Es gehe um «männliche Besessenheit», wie sich eine Frau zu kleiden habe. **«Modest fashion» dagegen habe den Feminismus neu definiert, die «bescheidene Mode» unterliege im Gegensatz zur westlichen Mode keinen Zwängen und sei unabhängig vom Patriarchat. Denn sie richte sich nicht nach dem männlichen Blick, dem «male gaze».**

Verbot des Kopftuchs hilft muslimischen Mädchen

Khelifi will offensichtlich nicht wahrhaben, dass das muslimische Milieu in gewissen Ländern streng patriarchalisch strukturiert ist und gerade auf Frauen einen besonders grossen sozialen Druck ausübt. Von Unabhängigkeit und Freiheit kann in diesem Fall keine Rede sein. Allerdings gehört es zum Narrativ von Ideologen, Begriffe so zu verdrehen, bis sie einem gelegen kommen. **Wie stark der Wunsch vieler muslimischer Frauen nach mehr Freiheit und weniger religiöser Ideologie ist, leben uns junge Frauen und Männer in der islamischen Republik Iran vor. Sie bezahlen ihren Wunsch nach mehr Freiheit und Selbstbestimmung oft mit der Freiheit und dem Leben.**

Aber auch in Frankreich sind Frauen oft einem starken sozialen (männlichen) Druck ausgesetzt, sich «bescheiden» zu kleiden. **Das Verbot religiöser Symbole kann diesen Druck zumindest lindern, wie der französische Ökonom Éric Maurin kürzlich dargelegt hat.** Er hat untersucht, inwiefern das Gesetz aus dem Jahr 2004, welches das ostentative Tragen religiöser Symbole in der Schule untersagt, einen Einfluss auf die Entwicklung von muslimischen Schülerinnen und Schülern hat. **Sein Befund ist klar: Das Verbot von Kopftüchern hat die Leistungen muslimischer Mädchen «erheblich verbessert» und sogar die Zahl der Mischehen erhöht.**

Das Verbot von auffälligen religiösen Symbolen in der Schule ist laut Maurin ein Faktor, der soziale Ungleichheiten verringert und die soziale Durchmischung und Integration fördert. Überdies stellt er fest, dass Mädchen, die nach dem Kopftuchverbot eingeschult wurden, kaum noch die Schule

abbrechen. Bei muslimischen Knaben liegt der Anteil der Schulabbrecher dagegen weiterhin massiv über dem Durchschnitt.

Die ideologischen Pirouetten des Jean-Luc Mélenchon

Dies sollte eigentlich zu einer grossen Akzeptanz durch die Linke führen. Doch **ein Teil der französischen Linken, namentlich La France insoumise von Jean-Luc Mélenchon, zieht es mit Blick auf muslimische Wählerstimmen vor, sich dem Islamismus gegenüber nachgiebig und «solidarisch» zu zeigen.** Mélenchon selber hat in den letzten Jahren eine Kehrtwende vollzogen. Betende, so sagte er einst, hätten nichts auf der Strasse verloren, die Instrumentalisierung des Frauenkörpers durch Fundamentalisten bezeichnete er als «niederträchtig». **Inzwischen gehört er zu jenen Linken, die Kritik an islamistischen Praktiken als «islamophob» brandmarken.**

Die Argumentation der islamfreundlichen Linken ist ähnlich holzschnittartig wie jene der oben zitierten «Vogue»-Autorin. **Laizität ist in den Augen dieser Linken ein überholtes Konzept, das die angeblich strukturelle «Islamophobie» und den Rassismus des Staates verschleiern soll.** Vertreter dieser Richtung verkennen jedoch hartnäckig, dass Teenager, die provokativ mit ihrer religiösen Zugehörigkeit in der Schule spielen, sehr oft von islamistischen Organisationen oder Personen aus ihrem Umfeld instrumentalisiert werden.

So hat kürzlich in der französischen Stadt Clermont-Ferrand der Vater einer Schülerin, der das Tragen einer Abaya in der Schule untersagt wurde, dem Rektor des Gymnasiums mit Enthauptung gedroht. Natürlich weckte der Fall Erinnerungen an den Geografie- und Geschichtslehrer Samuel Paty, der 2020 von einem Islamisten auf offener Strasse geköpft wurde. Er hatte seinen Schülern das Prinzip der Meinungsfreiheit erklärt und ihnen religionskritische Karikaturen gezeigt, worauf ihn Islamisten in sozialen Netzwerken der «Islamophobie» bezichtigten. Der Vater der Schülerin wird sich Ende Oktober dafür vor Gericht verantworten müssen.

Abgesehen von den Drohungen aus lokalen islamistischen Kreisen befindet sich Frankreich seit dem Verbot der Abaya erneut im Visier islamistischer Organisationen im Ausland, die eine breit angelegte digitale Diffamierungskampagne lancierten. Auch die terroristische Organisation al-Kaida hat in der aktuellen Ausgabe ihres Magazins «Sada al-Malahim» mit Anschlägen gedroht. Ihre Rhetorik richtet sich namentlich gegen Schweden und Dänemark, wo ein irakischer Aktivist mit Koranverbrennungen provoziert, aber auch gegen Frankreich. Laut al-Kaida geht es um Länder, die «Gott bekämpfen».

Wer behauptet, beim Kampf um die Abaya gehe es nicht um Religion, ist entweder naiv oder ein geistiger Brandstifter.

Saïda Keller-Messahli ist Präsidentin des Forums für einen fortschrittlichen Islam und Buchautorin.

22 septembre 2023 (Le Figaro)

[Concordat: «La spécificité de l'islam nous oblige à réformer la loi de 1905» \(lefigaro.fr\)](#)

Concordat: «La spécificité de l'islam nous oblige à réformer la loi de 1905»

Par [Michael Sadoun](#)



«Contre toute attente, Édouard Philippe, ce tenant d'une droite plutôt libérale a esquissé une critique de la loi de 1905, véritable totem de la politique française.» *JULIEN DE ROSA / AFP*

FIGAROVOX/TRIBUNE - Le 13 septembre dernier, Édouard Philippe a évoqué l'idée d'une «forme de concordat» pour traiter la spécificité de l'islam en France. Le chroniqueur Michael Sadoun soutient cette proposition, qui permettrait selon lui d'organiser le culte musulman et de lutter contre ses dérives.

Michaël Sadoun est chroniqueur et consultant.

Dans une interview accordée la semaine dernière à France Inter, l'ancien premier ministre Édouard Philippe était invité à s'exprimer sur la place de l'islam dans la société française. Contre toute attente, ce tenant d'une droite plutôt libérale a esquissé une critique de la loi de 1905, véritable totem de la politique française: «*L'architecture juridique de la loi de 1905 oblige à traiter tous les cultes de la même façon. Mais la spécificité de l'islam [...] pose des questions que cette architecture ne permet pas de traiter*». Précisant qu'il ne souhaitait pas en arriver là, Philippe va jusqu'à affirmer que le temps viendra où l'idée d'un Concordat, dans lequel l'État force le culte musulman à s'organiser ou à se réformer, pourrait advenir.

Cette remise en cause s'appuie sur un constat juste: malgré sa grande efficacité à lutter contre l'ingérence étatique du catholicisme au siècle dernier, la «laïcité» pensée en 1905 (même si ce mot n'apparaît pas dans le texte de loi) a de plus en plus de mal à résoudre les problématiques suscitées par un islam spirituellement et démographiquement dynamique.

D'abord parce que, contrairement au catholicisme d'antan, l'islam ne s'impose pas tellement à l'État mais à la société: les revendications alimentaires ou vestimentaires sont les émanations spontanées d'une autre culture, majoritaire à certains endroits, qui s'est naturellement imposée par la démographie. Elles ne sont pas émises par des conquérants, mais par des consommateurs individualistes du service public.

La question de la religiosité des symboles que sont le burkini et l'abaya importe peu: ils dérangent parce qu'ils sont étrangers aux habitudes culturelles françaises.

Michaël Sadoun

Le combat d'Aristide Briand et d'Émile Combes s'inscrivait dans une lutte contre le poids de l'Église catholique sur les structures de l'État – et notamment sur l'école. Mais aujourd'hui, l'islam en France ne cherche pas de reconnaissance publique et sa structuration en partis politiques est encore bien marginale. Le malaise que ses pratiques induisent dans la société française n'est pas tant politique que culturel. Lorsque 77% des Français s'opposent à l'abaya dans l'école (Ifop) ou 69% au burkini dans les piscines publiques (Ifop), la question de la religiosité de ces symboles importe peu: ils dérangent parce qu'ils sont étrangers aux habitudes culturelles françaises.

Face aux polémiques successives, la laïcité claudique et s'adapte comme elle peut, parfois habilement, quelques fois inutilement. Le burkini a par exemple été interdit dans les piscines publiques pour des raisons strictement sanitaires. L'État se bande les yeux pour ne considérer que l'aspect technique d'un vêtement sans en comprendre sa portée civilisationnelle. De l'autre côté, cette équidistance de l'État par rapport à toutes les religions fait oublier à la France son histoire et sa culture façonnées entre autres par le christianisme, ce qui donne lieu à une foule d'absurdités: la statue de Saint-Michel qui figurait sur une place des Sables-d'Olonne a été décalée de treize mètres pour rejoindre une parcelle privée afin de «respecter la laïcité», et le maire écologiste Éric Piolle propose de supprimer les jours fériés d'origine chrétienne, comme Noël ou Pâques.

Notre laïcité a mis en échec tous les responsables politiques qui ont tenté d'organiser le culte musulman ces dernières années.

Michaël Sadoun

Ainsi, les principes de séparation et de neutralité de l'État qui ont fait le génie de la loi de 1905 font aujourd'hui son incurie.

Au-delà de la dimension culturelle évoquée, ils empêchent l'État de se mêler de l'organisation de l'islam de France, pourtant essentielle dans la lutte contre ses dérives. Il est donc impossible de désigner une représentation religieuse, comme Napoléon l'a fait avec les juifs de France par la réunion du Grand Sanhédrin et la création du Consistoire israélite. Notre laïcité a mis en échec tous les responsables politiques qui ont tenté d'organiser le culte musulman ces dernières années, de la création du CFCM par Nicolas Sarkozy jusqu'à celle du Forif (Forum de l'islam de France) par Emmanuel Macron début 2022.

Édouard Philippe a donc raison de penser qu'un modèle concordataire pourrait un jour trouver des adeptes. D'autres personnalités comme Bernard Cazeneuve ou Alain Minc s'y sont déjà montrés favorables. Ne soyons toutefois pas naïfs: ce modèle risquerait d'entraîner une concurrence entre religions pour la reconnaissance par l'État, et les Français ne toléreraient pas que l'État subventionne le culte. Il faudra enfin être très précautionneux à ce que le traitement d'une religion particulière n'aboutisse ni à une stigmatisation malsaine, ni à la prétention de reformater des croyances qui doivent rester libres.

L'amendement permanent de notre droit au rythme de polémiques qui crispent les Français montre que le paradigme de 1905 doit être revisité s'il ne veut pas risquer de devenir totalement inopérant.

Michaël Sadoun

Aussi ce régime devrait être limité et temporaire, mais il permettrait d'institutionnaliser le culte musulman, de lutter contre l'extrémisme, et de comprendre les religions dans leur singularité au lieu de cultiver une neutralité naïve, qui force à amender sans cesse la laïcité au détriment de la clarté pour nos compatriotes musulmans.

Ce qui est certain, c'est que la loi de 1905 doit au moins être profondément réformée, surtout si celle-ci tend à inclure avec le temps, ainsi que le prétendent Gabriel Attal comme Éric Zemmour, une notion de discrétion religieuse. L'amendement permanent de notre droit au rythme de polémiques qui crispent les Français – quelles que soient leurs croyances et leurs opinions –, montre que le paradigme de 1905 doit être revisité s'il ne veut pas risquer de devenir totalement inopérant.

21 septembre 2023 (FAZ)

[Beziehungen zwischen Deutschland und Frankreich aus dem Gleichgewicht \(faz.net\)](#)

BERLIN UND PARIS:

Aus dem Gleichgewicht

EIN KOMMENTAR VON [MICHAELA WIEGEL](#), PARIS

-AKTUALISIERT AM 21.09.2023-11:01



Bundeskanzler Olaf Scholz und Frankreichs Präsident Emmanuel Macron auf dem G-20-Gipfel Bild: AFP

Gute Beziehungen zwischen Deutschland und Frankreich sind wichtiger denn je. Daran fehlt es zurzeit auf vielen Feldern.

Die aktuelle Taurus-Debatte ist symptomatisch für den schlechten Zustand des Dialogs zwischen Deutschland und Frankreich. **Anders als es sich beide Länder im Aachener Vertrag versprochen haben, legen Berlin und Paris keine gemeinsamen Zielsetzungen fest.**

Die Frage, ob Deutschland der Ukraine Marschflugkörper mit großer Reichweite liefern soll, ist selbstverständlich eine nationale Entscheidung. Aber es wird der Eindruck erweckt, als spiele es für Deutschland keine Rolle, dass Frankreich bereits Scalp-Raketen mit einer Reichweite von bis zu 500 Kilometern (die französische Version der britischen Storm Shadow) an Kiew geliefert hat. Dabei wäre ein enger Austausch absolut erforderlich.

Folgen der Zeitenwende

Die ukrainische Luftwaffe verbreitet derzeit ein Video, wonach der Flottenstützpunkt in Sewastopol mit Scalp- und Storm-Shadow-Raketen angegriffen wurde. Wenn die deutsch-französischen Sicherheitsinteressen untrennbar miteinander verbunden sind, wie es im Vertrag heißt, müssten Berlin und Paris eng abgestimmt vorgehen. Doch das ist nicht der Fall, obwohl beide Länder in den entscheidenden Fragen – Sanktionen, Unterstützung und EU-Perspektive für die Ukraine – stets zu gemeinsamen Positionen gefunden haben.

Seit dem 24. Februar 2022 ist etwas Grundsätzliches in Bewegung geraten. Die Entfremdung lässt sich nicht ohne Weiteres in die kontinuierliche Geschichte der Krisen der deutsch-französischen Beziehung einordnen. Die Zeitenwende droht das Verhältnis nachhaltig zu beschädigen. Es scheint das Grundvertrauen in Frankreich zu fehlen.

Vizekanzler Robert Habeck hat dies in seiner Rede bei der Botschafterkonferenz in Berlin in Worte gefasst. **Die deutsch-französische Freundschaft sei in Wahrheit eine Polarität, die man so deuten müsse, „dass wir uns in nichts einig sind“.** Wenn man sich einig, sei das Dach groß genug für den Rest Europas, fügte er hinzu.

Pistorius in Evreux

Aber das Dach fällt oft klein aus. Die europäische Sky Shield Initiative zur Luftverteidigung wird ohne Frankreich (und Polen) vorangetrieben. Aus dem gemeinsam entwickelten Kampfhubschrauber Tiger wie aus dem deutsch-französischen Projekt für Seeaufklärungsflugzeuge ist die Bundeswehr ausgestiegen. Die deutsch-französische Vertrauenskrise hat das Panzerprojekt Main Ground Combat System (MGCS) voll erfasst. Alle Alternativen werden als attraktiver dargestellt als die Kooperation mit Frankreich. Über die Zukunft des Rüstungsprojektes wollen Verteidigungsminister Boris Pistorius und Armeeminister Sébastien Lecornu an diesem Donnerstag in Evreux entscheiden. **Dabei geht es um die Frage, welchen Platz die Bundesregierung Frankreich beimessen will. Es liegt ganz entscheidend an Deutschland, ob sich eine europäische Rüstungsindustrie heranzubildet.**

Es war und ist richtig, dass sich die Bundesregierung eng an den wichtigsten Sicherheitspartner Amerika hält und ihre NATO-Bündnisverpflichtungen ernst nimmt. Anders als sein erklärtes Vorbild Helmut Schmidt hat Bundeskanzler Olaf Scholz es jedoch bislang nicht verstanden, die richtige Balance zwischen Washington und Paris zu finden.

Im Elysée-Palast wird die Zurücksetzung umso stärker empfunden, als sie nicht nur die Verteidigungspolitik betrifft. Den Kampf der Ampelkoalition gegen die zivile Nutzung der Atomkraft in der EU hat Präsident Macron vor den französischen Botschaftern als „historischen Fehler“ mit Blick auf den Klimaschutz gegeißelt. **Tatsächlich treibt die deutsche Energiepolitik nicht nur einen Keil zwischen Paris und Berlin, sondern spaltet die EU in Lager.** Das entspricht nicht der lange bewährten Rolle Deutschlands, den Zusammenhalt Europas zu fördern. **Es ist nicht verwunderlich, dass Frankreich sich dagegen wehrt, die Hochpreispolitik der deutschen Energiewende mitzutragen.** Das steckt hinter dem erbitterten Streit über die Reform des europäischen Strommarktes.

Die EU braucht ein Krisenmanagement

Die Liste der deutsch-französischen Blockaden wird immer länger. Deshalb ist es wichtig, dass Anfang Oktober ein neues Gesprächsformat in Hamburg ausprobiert wird. In Paris ist der Ärger nicht verraucht, dass die Bundesregierung sich in der Abstimmung über die Asylkrisenverordnung der EU der Stimme enthielt und eine Einigung damit vereitelte. Die Bilder aus Lampedusa zeigen aus Sicht der französischen Regierung, wie dringend die EU einen Krisenmechanismus benötigt. Längst ist das ein Thema für innenpolitische Schlachten in Paris. **Marine Le Pen hält dem Europäer Macron bei jeder Gelegenheit vor, vergeblich auf die deutsche Karte zu setzen.**

Die Rentenreform ist in Kraft getreten. Die Reformen auf dem Arbeitsmarkt und zur Lehrlingsausbildung tragen zu einer positiven wirtschaftlichen Entwicklung bei, die sich von der deutschen unterscheidet. **Dabei gilt mehr denn je, dass keiner von der Schwäche des anderen profitiert.** Es ist höchste Zeit, dass Berlin und Paris zu mehr Gemeinsamkeit zurückfinden. **Eine echte Zeitenwende für Europa kann nur zusammen gelingen.**

21 septembre 2023 (The Economist)

[Europe's conservative populists pit migrants against babies \(economist.com\)](https://www.economist.com)

Charlemagne

Europe's conservative populists pit migrants against babies

Viktor Orban and Giorgia Meloni want their citizens to have more children

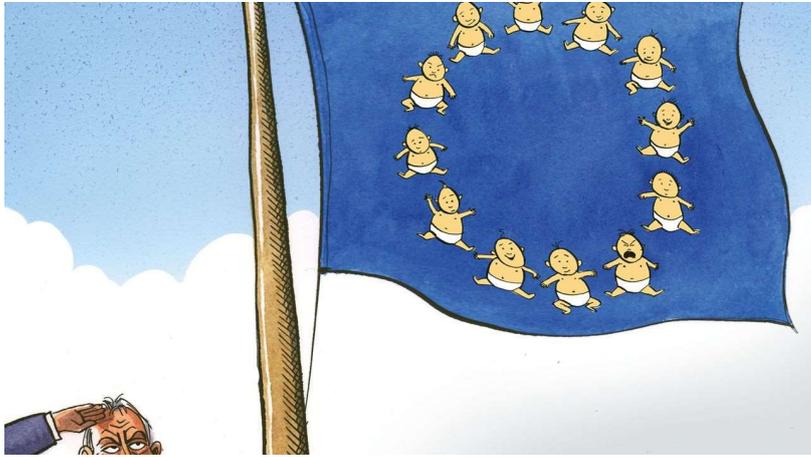


image: peter schrank

Sep 20th 2023

Within moments of a wedding cake being cut, one of the happy couple's parents inevitably drops a hint about extending the family tree, nudge nudge. By the time the honeymoon is over, lobbying for sprogs is in full swing. Only when the request is fulfilled do the young parents realise the production of a single offspring merely fuels demands for many more. If such endless nagging by in-laws seems exhausting, imagine such pestering done by national leaders, with Hungary's [Viktor Orban](#) and [Giorgia Meloni of Italy](#) in the role of berating wannabe grandparents.

Like much of the rich world, Europe is in the midst of a [demographic winter](#). No eu country is producing anywhere near enough babies to sustain its population. This vaguely worries liberals, who wonder about the sustainability of the welfare state as retirees start outnumbering workers. But conservative leaders like Mr Orban and Ms Meloni paint the struggle for babies as existential. To them, families mark the bedrock of an orderly state—as long as they are straight and of local ethnic stock, that is. Holding back on procreating undermines the nation, no less. Even worse are those who think migration might offer a quick fix to the demographic morass Europe finds itself in. Who wants migrants when you can have homegrown babies instead? So make babies, people.

Mr Orban and Ms Meloni were at their naggiest at a “Demographic Summit” organised by the Hungarian authorities between September 14th and 16th. Held every two years since 2015 in Budapest, the forum provides a safe space for conservatives tired of liberal takes on everything from those migrants to lgbt rights. Mr Orban held court in front of delegates from dozens of countries, many of them from central Europe and the Balkans. After boasting of his five children, he explained how there is “no freedom without authority”, an Orwellian pastiche. It is making babies that allows us to “become who God intends us to be”, especially women. Ms Meloni, mother of one and this year's special guest, blamed hostility towards families for derailing the birth rate; she now has a minister whose job title includes boosting that single statistic. “We want Italy to go back to having a future,” she said. Cultural interludes livened up the summit: dancers in traditional garb frolicked around a wholesome couple only one or two plum brandies away from discovering the secrets of procreation for themselves.

Demography is the perfect issue for Mr Orban in particular to burnish his reputation beyond Hungary. In Europe he is a *bête noire*, thanks to his pro-Russia stance and perennial fights with the eu over his hobbling of the judiciary. But to those who think Europe is facing a demographic abyss, none of this

matters. Pesky questions around judicial arrangements, or even issues Brussels types bang on about like climate change, are small fry compared with the baby drought. Better yet, the “progressive elite” can be cast as baddies, the instigators of an unwitting demographic death-cult. By giving individuals too much licence to focus on their own wants, liberals have lost the plot. Women have become prone to thinking of children as a pointless sacrifice. Now they must go back to acknowledging their duty to society. One speaker spoke of feminism needing to be replaced with “familism”.

Hungary thinks it is showing the way. When Mr Orban regained power in 2010, its fertility rate was just 1.26 children per woman, the lowest in the eu. Now it is in the middle of the European pack, at 1.52—still well below the 2.1 replacement number, but a marked improvement. Conservatives credit family-friendly policies. Women with four kids or more are exempt from income tax for life, a measure that might be extended to those with just three. Would-be parents can apply for loans that get written off as they have children. Fertility clinics have been nationalised. Whether those costly measures are at the root of the baby mini-boom is the matter of debate: incentives probably bring forward child-bearing, but have little impact over the long term. Other countries in Europe from Sweden to Slovenia have seen similar surges in the past, especially after baby slumps. Nobody quite knows why. When it comes to understanding long-term trends, demographers make economists look like oracles.

Hit me baby, one more time

Natalists lay another charge on liberals: that what they really want is to replace missing Hungarians or Italians with immigrants. For conservatives, to bring in adult foreigners instead of pushing up the domestic birth rate is as baffling as a newly married couple eschewing having a child in favour of adopting a 25-year-old Senegalese bloke. In the same week as her jaunt to Budapest Ms Meloni visited Lampedusa, a Mediterranean island belonging to Italy where around 7,000 people had landed from north Africa in just two days. Populists paint the fight for babies and the one against migration as two sides of the same coin: make babies or else we will have little choice but to welcome these African hordes. This is, to put it politely, utterly crackers. Those risking their lives in small boats have not recently consulted Hungarian fertility tables.

As a mainstream media type, Charlemagne stands as immediately suspect in the eyes of the Budapest crowd (though perhaps his track record as a father of three will lend him a degree of credibility). But as far as he can tell, the progressive elite’s plot is even more dastardly than the Hungarian-Italian axis suspects. Liberals do not, in fact, see immigration as a straight-up replacement for baby-making. Their approach is, if anything, worse: it is to do nothing. People should make babies according to their own preferences, not those of the state; occasionally the tax or child-care systems can help with measures that make it easier for parents to work. Separately, some people will move across countries and cultures, not to “replace” anything or anyone but in a bid to improve their family’s lot. Quite plausibly all this will kick up some problems down the line; but they are vastly better than the solutions being proffered by Mr Orban and his friends.

21 septembre 2023 (The Economist)

[Only politics, not the law, can stop Donald Trump \(economist.com\)](https://www.economist.com)

Lexington

Only politics, not the law, can stop Donald Trump

His lies will otherwise remain an effective political and legal tool

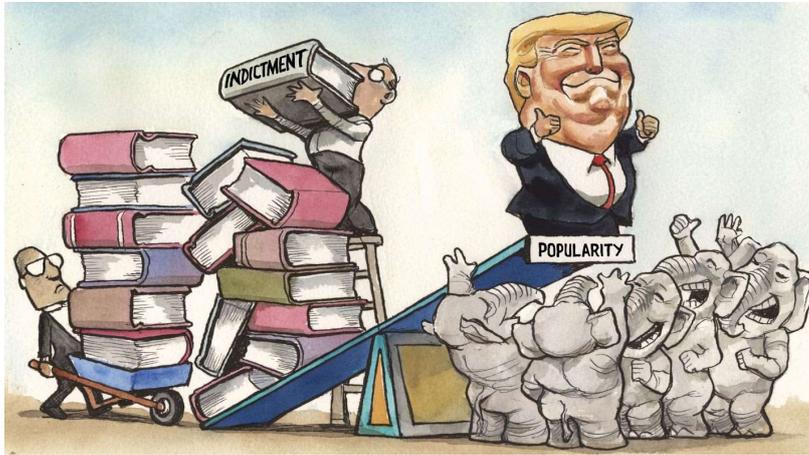


image: kal

Aug 2nd 2023

On reading the [latest criminal indictment](#) of Donald Trump, this one for trying to overthrow a duly elected president, certain feelings return with renewed power, including that stomach-churning mix of wonder, dismay and exhaustion at the volume and absurdity of his lies about the 2020 election. But a surprising new sentiment stirs as well: nostalgia. American politics seemed so much healthier back then.

After all, in a political test without precedent since the civil war, the centre held. In fact, the right held. Mr Trump's vice-president, Mike Pence, stood up to him, as did others within the White House. Kevin McCarthy, the Republican leader in the House, said Mr Trump "bears responsibility" for the attack on the Capitol by "mob rioters". That was a nice moment, [in retrospect](#).

Even more inspiring, in states such as Arizona, Georgia, Michigan and Pennsylvania, unfamous Republican officials honoured their own integrity, without recourse to any other authority, and rebuffed the pleas and threats of a president they believed in. "Nobody wanted him to win more than me," said Lee Chatfield, the speaker of the House in Michigan, in a statement quoted in the indictment, handed down on August 1st. "But I love our republic, too. I can't fathom risking our norms, our traditions and institutions." He added, "I fear we'd lose our country forever."

Three years on, Mr Trump is in a stronger position, with a plausible path back to the White House—not despite his efforts to overturn the last election but because of them. He stuck to his lies, betting on his great gift for preying on others' baser qualities. Even before Jack Smith, the special counsel investigating Mr Trump, brought the [new charges](#), Mr McCarthy was trying to discredit them as an effort by Joe Biden to "weaponise government".

On news of the indictment, Tucker Carlson's replacement at Fox News, Jesse Watters, tweeted, "This is all politics and very well co-ordinated." He was alleging a plot by Mr Biden to distract people from investigations into his son Hunter, but he was more aptly describing a plot by Mr Trump, who made his talking-points clear: that this prosecution is politically corrupt; that his claims were free speech protected by the Bill of Rights; and that, in any event, he was not lying, because he believed the election was stolen—because, of course, as he still insists, it was. He may need only to persuade one juror that he believes that, and he has sold plenty of shoddy products before. He is already at work degrading faith in the law as he previously degraded faith in the electoral system.

Mr Trump's political strategy is his legal strategy, and vice versa. They reinforce each other by reinforcing delusions about Mr Trump that most Republicans believe, according to polls, including that he is the victim of conspirators out to protect their privileges from his insurgent politics. Mr Trump's climb into his dominant position in the Republican field began in late March after his first indictment, on business-fraud charges in Manhattan.

The multiplying felony counts against him—78 so far, with more probably coming—are consuming his campaign funds, and Democrats hope they will distract him from the campaign trail. This is wishful thinking. In 2024 the Trump trials will be the trail. They will focus attention on him and his message of fearless challenge in the face of persecution.

What might break the spell? A conviction could shake even some Republican confidence that Mr Trump deserves to hold office again. But, as has been the case since Mr Trump's political rise began, the surest protection against his return to the White House would be for other Republican leaders to tell the truth, as those state officials did after the 2020 election.

Some of Mr Trump's long-shot rivals for the Republican nomination said the indictment showed Mr Trump was unfit for office. "Anyone who puts himself over the constitution should never be president of the United States," Mr Pence said. But others fell in line or tried to sidestep the substance of the charges. Ron DeSantis, the governor of Florida, did the critical-race theorists proud by attacking the interlocking power structures oppressing Mr Trump. "Washington DC is a 'swamp' and it is unfair to have to stand trial before a jury that is reflective of the swamp mentality," he wrote on Twitter. He called for systemic reform so Americans could move cases from Washington to their "home districts".

The real reckoning ahead

These Republicans are making the same mistake as many Democrats in hoping that the legal system will, in the end, stop Mr Trump. After the attack on the Capitol, Mitch McConnell, then as now the Senate Republican leader, held Mr Trump "practically and morally responsible". But he voted to acquit Mr Trump on the impeachment charge of inciting an insurrection, saying the matter was better left to the justice system. That was a fateful choice. Outsourcing the problem of Donald Trump has simply exposed more American institutions to his corrosive power.

Democrats have a tough duty to discharge, as well. They should be as zealous as Republicans in demanding rigorous investigation of Hunter Biden's business dealings. No evidence has surfaced suggesting President Biden profited from his son's trading on the family name, and there is no moral equivalence between the younger Biden's influence peddling, or illusion-of-influence peddling, and Mr Trump's attempts to subvert democracy. But excusing Hunter Biden's ugly practices and minimising his lawbreaking serve Mr Trump's agenda by eroding faith in the impartial application of justice.

Mr Smith's spare statement to the public on August 1st was a bracing reminder of all that was vulnerable on January 6th, and of the bravery of the law-enforcement officials who protected it. "They defended the very institutions and principles that define the United States," he said. Now the rule of law is at stake, too, and it is up to politics to come to the rescue.

21 septembre 2023 (NZZ)

[Nachhaltige Ernährung: Es braucht Kostenwahrheit für Lebensmittel \(nzz.ch\)](https://www.nzz.ch/nachhaltige-ernaehrung-es-braucht-kostenwahrheit-fuer-lebensmittel)

KOMMENTAR

Bio kaufen rettet die Umwelt nicht – Kostenwahrheit dagegen schon

Die einen wollen Fleisch verbieten. Die anderen finden, die Verantwortung für nachhaltige Ernährung liege allein bei den Konsumenten. Doch beides ist falsch. Für Umweltschutz braucht es vor allem die richtigen Preise.

Matthias Benz

21.09.2023, 05.30 Uhr 5 min



Die Kunden der deutschen Supermarktkette Penny staunten jüngst nicht schlecht, als ihnen der Discounter die «wahren Kosten» von Lebensmitteln verrechnete. [Wiener Würstchen kosteten plötzlich fast doppelt so viel wie üblich, Joghurts 40 Prozent mehr](#). Penny wollte damit zeigen: So hoch wären die korrekten Preise, wenn die Konsumenten auch für die Umweltkosten aufkommen müssten, die bei der Produktion der Lebensmittel entstehen.

Umweltschäden in Milliardenhöhe

Die Aktion von Penny war eher ein Marketing-Gag. Sie umfasste nur neun Produkte und dauerte eine Woche. Aber sie lenkte die Aufmerksamkeit auf ein Problem, das im Kern der heutigen Debatten über Ernährung und Landwirtschaft steht. Die Produktion von Lebensmitteln ist mit erheblichen Umweltbelastungen verbunden. Wie lassen sich die Umweltschäden auf ein verträgliches Mass reduzieren?

Dass etwas passieren muss, bestreitet kaum mehr jemand. Zum einen ist die Landwirtschaft eine bedeutende Quelle von Treibhausgasemissionen, die den globalen Klimawandel antreiben. In der Schweiz steht [die Nahrungsmittelproduktion für 14 Prozent der Emissionen](#). Diese stammen vor allem aus der Tierhaltung für die Herstellung von Fleisch- und Milchprodukten. Zum andern ist die Landwirtschaft auch für viele lokale Umweltprobleme verantwortlich. Überdüngung und Pestizideinsatz – auch im konventionellen Pflanzenanbau – belasten naturnahe Ökosysteme, verringern die Artenvielfalt und verschmutzen das Grundwasser.

Die gesamten Umweltkosten der Landwirtschaft werden für die Schweiz auf mindestens 3 Milliarden Franken pro Jahr geschätzt. Bis jetzt werden diese Kosten vor allem von der Allgemeinheit getragen.

Nur noch vegan?

Wie dieser Missstand behoben werden soll, darüber gehen die Meinungen jedoch auseinander. Der Schweizer Staat setzt vor allem auf Mikromanagement. Das zeigt die «Klimastrategie für Landwirtschaft und Ernährung», die der Bund gerade vorgestellt hat. Nicht weniger als 42 Massnahmen will die Bundesverwaltung vorantreiben, damit sich die Bevölkerung künftig möglichst

umweltgerecht ernährt – also weniger Fleisch und mehr Pflanzen isst. [Allerorten soll aufgeklärt, informiert und gefördert werden.](#) Das wird vor allem die Verwaltung beschäftigen. Ob es auch etwas nützen wird, ist zweifelhaft.

Linke Politiker wollen weiter gehen. Um den Fleischkonsum zu reduzieren, möchten sie etwa Altersheimen oder Kantinen vorschreiben, dass sie nur noch vegane Gerichte auftischen dürfen. In Zürich würden [Sozialdemokraten und Grüne am liebsten Kühe aus der Stadt verbannen](#), weil sie finden, das würde dem globalen Klima guttun.

Grenzen der Konsumentensouveränität

Auf der anderen Seite des Spektrums stehen oft die Landwirte. Sie wittern Bevormundung und finden, der Staat habe den Leuten beim Essen nicht dreinzureden. Sie sprechen gerne von **Konsumentensouveränität. So heisst es beim Schweizer Bauernverband, man müsse eben produzieren, was die Konsumenten verlangten.** Mit anderen Worten: Wenn den Leuten Umweltschutz wichtig ist, dann sollen sie gefälligst mehr Bio- und Labelprodukte kaufen. Dann würden die Bauern ihre Produktion auch entsprechend anpassen.

Damit wird sämtliche Verantwortung auf den Schultern der Konsumentinnen und Konsumenten abgeladen. Aber das ist ebenso falsch wie staatliche Bevormundung.

Zwar stimmt es, dass die Kunden mit dem Kauf von Bio- und Labelprodukten eine nachhaltige Landwirtschaft fördern können. Aber bei öffentlichen Gütern wie dem Umweltschutz stösst private Initiative an Grenzen. Viele Konsumenten fragen sich zu Recht: Warum soll ich [teure Labelprodukte](#) kaufen oder freiwillig Verzicht üben, wenn die anderen Trittbrett fahren und mit ihrem Nahrungsmittelkonsum die Umwelt weiterhin auf Kosten der Allgemeinheit belasten? **Als Folge davon verharren die Bio-Marktanteile bei rund 10 Prozent, und viele Bauern halten an der umweltschädigenden intensiven Landwirtschaft fest.**

Staat sollte Lenkungsabgaben einführen

Es braucht deshalb neue Ansätze. Der Königsweg für eine Ernährungs- und Landwirtschaftspolitik, die gleichzeitig umweltgerecht und liberal ist, heisst Kostenwahrheit. Das Prinzip ist so einfach wie in den Wirtschaftswissenschaften altbekannt. **Wenn es Umweltkosten zulasten der Allgemeinheit gibt (im Fachjargon: Externalitäten), sollen diese im Preis berücksichtigt (internalisiert) werden. Dann lohnt sich Umweltschutz. Produzenten und Konsumenten weichen auf umweltfreundlichere Güter aus. Die Umweltschäden gehen auf ein Niveau zurück, das gesellschaftlich tragbar ist.**

Wie das Prinzip der Kostenwahrheit für den Nahrungsmittelsektor umgesetzt werden könnte, haben [der Zürcher Agrarökonom Felix Schläpfer und der Berater Markus Ahmadi jüngst in einem Buch dargestellt.](#) Sie fordern einerseits, dass Subventionen für umweltschädliche Produktionsweisen abgebaut werden. **Andererseits schlagen sie die Einführung von Lenkungsabgaben vor.** Solche Abgaben müssten erhoben werden auf den Treibhausgasemissionen, die bei der Lebensmittelproduktion anfallen, sowie auf den Treibern der intensiven Landwirtschaft – Kunstdünger, Pestizide oder Futtermittel.

Die Strategie wäre mithin ähnlich wie in der Klimapolitik. **Um den Klimaschutz effizient zu gestalten, plädieren Ökonomen dafür, CO₂-Emissionen mit einem Preis zu versehen.** Dann engagieren sich Menschen und Unternehmen aus eigenem Interesse für den Umweltschutz.

Durchschnittlicher Haushalt zahlt nicht mehr

Das Prinzip der Kostenwahrheit weckt allerdings auch Kritik und Ängste. **Werden Lebensmittel in der Schweiz dann nicht noch teurer? Die Antwort lautet Ja und Nein. Die Preise von Nahrungsmitteln mit einer schlechten Ökobilanz würden tatsächlich steigen, wenn**

jeder die «wahren Kosten» bezahlen müsste. Aber gleichzeitig wäre es wichtig, dass die Politik die Einnahmen aus den Lenkungsabgaben vollständig an die Bevölkerung zurückverteilt. Für den durchschnittlichen Haushalt würde dann der Nahrungsmittelkonsum in der Summe nicht teurer. Wer hingegen gerne viel Fleisch, Milchprodukte und Eier isst, müsste in den sauren Apfel beißen und sich überlegen, ob ihm das die höheren Preise wert ist.

Widerstand gibt es auch von den Bauern. Sie sagen: «Wenn wir umweltschonend produzieren müssen, steigen unsere Kosten, und die Menschen kaufen dann einfach im Ausland ein, weil es günstiger ist.» Der Einwand ist berechtigt. **Kostenwahrheit sollte grundsätzlich auch für importierte Lebensmittel gelten.** Der Staat hat Ansatzpunkte, um hier regulierend einzugreifen. So könnte der Bund die bestehenden **Importzölle** abstufen: **Für nachhaltig produzierte Lebensmittel wie Bio-Produkte könnten sie herabgesetzt, für umweltbelastende Importe erhöht werden.**

Linke Politiker werden schliesslich einwenden, dass der Weg der Kostenwahrheit viel zu lange dauere und die «Ernährungswende» viel beherzter angepackt werden müsse. **Doch sie sollten bedenken, dass alles, was nach Verboten und Vorschriften riecht, einen grossen Teil der Bevölkerung abstösst.** Die Debatte um die Ernährung wird auch deshalb so erbittert geführt, weil das Thema den Leuten so nahegeht. Essen ist Alltag, Gewohnheit, Tradition und Genuss. **Die Menschen mögen es nicht, wenn ihnen Politiker auf die Teller greifen.**

Ein freiheitlicher Weg

Das Prinzip der Kostenwahrheit ist deshalb auch ein Angebot zur Entspannung. Es würde Konfliktpotenzial aus den Debatten um die Ernährung nehmen. Zudem wäre es mit Erleichterungen für die Konsumenten verbunden. **Für Supermarktkunden ist der tägliche Einkauf heute oft ein Spiessrutenlauf.** Wer bei jedem Produkt wissen will, wie die Ökobilanz genau aussieht, ist schnell überfordert. **Anders wäre es, wenn der Ladenpreis bei allen Lebensmitteln die vollen Kosten enthalten würde.** Die Konsumentinnen und Konsumenten müssten sich kein schlechtes Gewissen mehr machen. Sie könnten wieder aufs Wesentliche achten: auf die Qualität und die Frage, ob ihnen ein Produkt den verlangten Preis wert ist.

Das Prinzip der Kostenwahrheit ist der freiheitliche Weg, um zu einer umweltgerechten Ernährung zu kommen. Niemandem wird vorgeschrieben, was er noch essen darf und was nicht. Aber gleichzeitig werden die Umweltfolgen des Nahrungsmittelkonsums nicht ausgeblendet. Konsumenten und Produzenten müssen eine Verantwortung tragen, die zu einer freiheitlichen Gesellschaft gehört: dass sie für die Kosten ihres Tuns geradestehen.

Wenn die Umweltexternalitäten so bedeutend sind wie bei Nahrungsmitteln, ist es gerechtfertigt, dass der Staat die richtigen Leitplanken setzt. **Sie bestehen nicht aus Zwang oder bürokratischer Feinsteuerung, sondern aus Kostenwahrheit.**

21 septembre 2023 (FAZ)

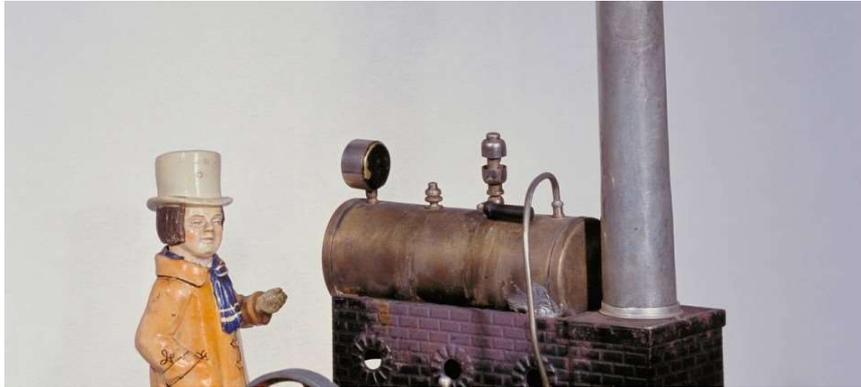
[Generative KI – die neue Basistechnologie \(faz.net\)](#)

WOHLFAHRTSGEWINN:

Generative KI – die neue Basistechnologie

VON [HOLGER SCHMIDT](#)

-AKTUALISIERT AM 19.09.2023-17:41



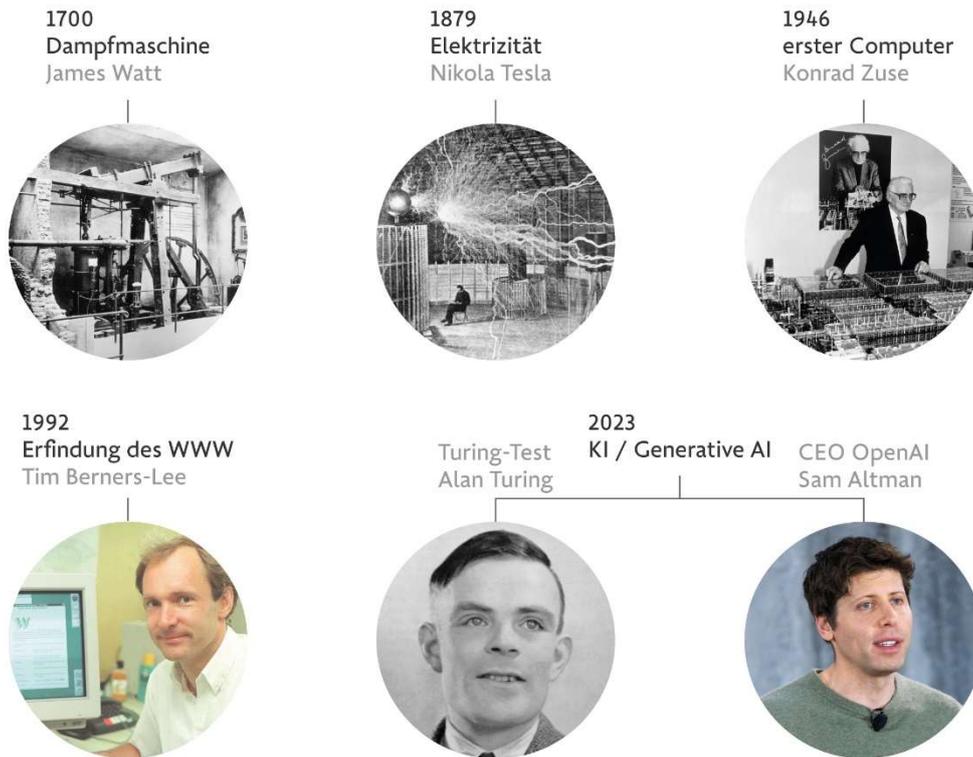
In „Second Machine Age“ prognostizieren Erik Brynjolfsson und Andrew McAfee die KI als neue Basistechnologie, die Wirtschaft und Wohlstand revolutioniert.

Schon **die erste Basistechnologie, die Dampfmaschine**, hat den Wohlstand der Menschen substantiell gehoben, nachdem er sich zuvor den größten Teil der Menschheitsgeschichte kaum verändert hat. **Aber KI könnte noch weiter reichen als Dampfmaschine oder der Strom.**

Stanford-Professor Erik Brynjolfsson und MIT-Forscher Andrew McAfee haben in ihrem Buch „**Second Machine Age**“ schon **2014 die Künstliche Intelligenz als neue Basistechnologie vorausgesagt**. Diese Technologien, im englischen abgekürzt als „**General Purpose Technologie**“ (**GPT**), verändern das Wirtschaften grundlegend und erhöhen den Wohlstand großer Teile der Bevölkerung. **In der Geschichte der Menschheit gab es bisher erst vier dieser Basistechnologien: Die Dampfmaschine, der Strom, der Computer und das World Wide Web.**

Nun ist mit der generativen KI die wahrscheinlich fünfte Welle entstanden – und die heißt ebenfalls GPT, die Abkürzung für „Generative Pre-trained Transformers“, wie die Modelle in der Fachsprache heißen. „Wir Ökonomen sind ein bisschen sauer, dass wir das Akronym verloren haben. Wir haben es ein paar Jahrzehnte lang benutzt und jetzt denkt niemand mehr daran, dass es für Basistechnologie steht“, scherzt Brynjolfsson in einem Videochat mit McAfee. „Wie Andrew und ich in „Second Machine Age“ über den größten Teil der Menschheitsgeschichte geschrieben haben, hat sich für den Durchschnittsmenschen nicht viel geändert.“

KI als General Purpose Technology (Basistechnologie)



Grafik: kaho. / Bilder: picture-alliance, dpa

Die Menschen lebten im Grunde genommen ein bisschen über dem Existenzminimum. **Es gab Könige und Königinnen und Reiche und Pandemien, aber der Lebensstandard war im Grunde derselbe, bis die erste wirklich wichtige Basistechnologie aufkam. Das war natürlich die Dampfmaschine, die die industrielle Revolution auslöste. Seitdem sind wir etwa 30 bis 40 Mal reicher als unsere Vorfahren damals.** Auch die Elektrizität war eine weitere sehr wichtige Basistechnologie. Und heute denke ich, dass generative KI oder KI im weiteren Sinne eine Basistechnologie ist, möglicherweise sogar noch wichtiger als die früheren Technologien. Und angesichts der Bedeutung für den Lebensstandard und die Art und Weise, wie die Menschen leben, ist das eine sehr große Sache. “

Ein [Video](#) mit Brynjolfsson und McAfee zeigt sehr schön, welche ökonomische Dimension die generative KI erreichen kann.

21 septembre 2023 (FAZ)

[Constantin Schreiber und der Islam: Zustand der deutschen Debattenkultur \(faz.net\)](https://www.faz.net)

CONSTANTIN SCHREIBER BEDROHT:

Sie stempeln dich zum „Islamfeind“, dann ist alles möglich

VON SUSANNE SCHRÖTER

-AKTUALISIERT AM 21.09.2023-06:36



Constantin Schreiber (l.) nach der Attacke während seiner Buchvorstellung in Jena Bild: Sophie-Marie Erxmeyer

„Tagesschau“-Sprecher Constantin Schreiber will nicht mehr öffentlich über den Islam sprechen. Er will die Bedrohung nicht mehr ertragen. Islamisten und Linksextreme üben nicht nur in seinem Fall Druck aus. Ein Gastbeitrag.

In der vergangenen Woche gab der „Tagesschau“-Sprecher Constantin Schreiber in einem Interview in der „Zeit“ bekannt, er werde sich künftig nicht mehr zu Themen äußern, die mit dem Islam zusammenhängen. Als Grund gab er an, die Herabwürdigungen und Bedrohungen, denen er seit Jahren ausgesetzt ist, nicht länger zu ertragen. Das letzte Tüpfelchen auf dem i muss der tätliche Angriff an der Universität Jena am 29. August gewesen sein, bei dem ihm ein Mitglied der Unabhängigen Radikalen Linken (URL) Jena eine Torte ins Gesicht klatschte. Besonders schmerzlich habe er das Lavieren der Veranstalter, das lange Schweigen der Universität, die sich erst mit zwei Tagen Verzögerung und nach Presseanfragen zu einem wachweichen Statement bewegen ließ, und die zögerliche Reaktion journalistischer Kollegen empfunden.

An diesem Fall lässt sich symptomatisch der Zustand bundesdeutscher Debattenkultur aufzeigen. Sie ist durch eine zunehmende Tabuisierung kontroverser Themen gekennzeichnet, zu denen auch alles gehört, was mit dem Islam in Verbindung steht. Schreiber hat drei Bücher geschrieben, in denen die zweitgrößte Weltreligion eine Rolle spielt.

Unbequemer Teil der Wirklichkeit

Es handelte sich um eine Studie über Freitagspredigten in deutschen Moscheen, eine Untersuchung über Schulbücher in fünf islamischen Ländern und einen Roman, in dessen Mittelpunkt unschwer erkennbar eine Berliner Politikerin steht, die in sozialen Medien durch markige Kommentare auffällt. Sie wird als machtbewusst, intrigant und als Muslimin dargestellt, was Schreiber den Vorwurf der Islamfeindlichkeit einbrachte. Ob sich Rezensenten auch entrüsteten, käme ein Katholik in einer fiktiven Geschichte schlecht weg, darf bezweifelt werden.

Ähnliches gilt für die Sachbücher, die als islamophob abgekanzelt wurden, obgleich sie lediglich einen unbequemen Teil der Wirklichkeit beschreiben. **Insbesondere seine Moschee-Studie wurde Schreiber übelgenommen. Er hatte herausgefunden, dass in etlichen muslimischen Gemeinschaften ein Weltbild vermittelt wird, das in vielerlei Hinsicht problematisch ist.**

Für Wissenschaftler, die sich mit dem Islam befassen, war dies keine Überraschung. National-chauvinistische Reden und Kriegspropaganda, Predigten gegen den Westen, das Einschwören der Gemeinden auf ein Frauenbild, das die Dominanz von Männern bis hin zur Legitimität häuslicher Gewalt als gottgewollt absegnet, sowie antichristliche und antisemitische Rhetorik sind bestens dokumentiert.

Aufdecken von Missständen gehört zur Demokratie

Wer wissen möchte, warum die türkeistämmigen Wahlberechtigten bei der letzten türkischen Parlamentswahl in ihrer überwiegenden Mehrheit für die Partei des amtierenden Präsidenten votiert haben, findet in der Indoktrination eine Antwort. Darüber zu schreiben ist genauso wenig islamfeindlich, wie die Benennung problematischer Strukturen in der katholischen Kirche katholikenfeindlich ist. **Das Aufdecken von Missständen gehört zur Demokratie. Zu verantwortlichem Handeln gehört das Ansprechen von Problemen.**

Dass dieses gute Prinzip bei „islamischen Angelegenheiten“ außer Kraft gesetzt wird, ist erklärungsbedürftig. **Wer wissen möchte, wie es zur Diskreditierung von Islamismuskritikern kommen konnte, muss die Stichwortgeber in den Blick nehmen.**

Es handelt sich auf der einen Seite um Vorsitzende islamistischer Parteien und Regierungsvertreter von Ländern wie der Türkei oder Iran, um islamische Stiftungen in den Golfstaaten, das international aufgestellte Netzwerk der Muslimbruderschaft oder die mächtige Organisation für islamische Kooperation mit Sitz in Saudi-Arabien. **Viele dieser Akteure unterhalten Dependancen in westlichen Ländern, stehen hinter Kulturvereinen und islamischen Verbänden und statten diese finanziell und ideologisch aus.**

Seit Jahrzehnten arbeiten sie daran, den Kampfbegriff Islamophobie auf die politische Agenda westlicher Staaten zu setzen. Wie so etwas funktioniert, konnte man in anhand des European Islamophobia Report beobachten, den der Islamwissenschaftler Farid Hafez in Zusammenarbeit mit dem Erdogan-nahen Think Tank SETA herausgab. SETA war bereits durch Publikationen aufgefallen, in denen gegen deutsche Bürger mit türkischen, besonders aber mit kurdischen Wurzeln gehetzt wurde.

Dies betraf die Journalisten Deniz Yücel und Mesale Tolu, den Grünenpolitiker Cem Özdemir sowie Ali Ertan Toprak, den Vorsitzenden der Kurdischen Gemeinde Deutschlands. **Der European Islamophobia-Report war nichts anderes als eine Denunziationsplattform.** Liberale Muslime, zu denen der Theologe Mouhanad Khorchide und die Imamin Seyran Ates gehören, wurden ebenso als Islamfeinde gebrandmarkt wie Kritiker des politischen Islam oder des türkischen Präsidenten.

Warum spielt ein Teil der Linken das Spiel mit?

Als besonders perfide sollte sich das Vorgehen erweisen, diese Menschen zusammen mit Rechtsradikalen und tatsächlichen Islamfeinden in einem Block zu präsentieren. **Das Ziel war klar: Wer sich dem Islamismus entgegenstellte oder eine theologisch begründete Alternative anbot, wurde als rechtsextrem verunglimpft.** Diese Strategie hatte Hafez bereits an der amerikanischen Georgetown-Universität angewendet. Die Georgetown-Universität unterhält enge Beziehungen zu Qatar, die finanzielle Transferleistungen beinhalten.

Der Golfstaat wird immer wieder als Förderer der radikalen Muslimbruderschaft genannt und ist vor einigen Jahren durch Recherchen der französischen Journalisten Christian Chesnot und Georges Malbrunot in die Schlagzeilen geraten, die nachweisen konnten, wie von dort aus die Ausbreitung eines fundamentalistischen Islam gefördert wird. Auch bei einem Bestechungsskandal im Europäischen

Parlament, der Anfang dieses Jahres ans Licht der Öffentlichkeit gelangte, soll Qatar beteiligt gewesen sein. Hafez selbst stand bis Anfang dieses Jahres wegen vermuteter Aktivitäten für die Muslimbruderschaft im Mittelpunkt eines Ermittlungsverfahrens in Österreich.

Dass Islamisten und muslimische Autokraten ein Interesse daran haben, Kritik zu unterbinden, leuchtet ein, doch warum spielt ein Teil der europäischen Linken das Spiel mit? Der Angriff auf Constantin Schreiber an der Universität Jena ging von einem Mitglied der Gruppe aus, die auf ihrer Homepage bekundet, sich für die kurdische Bevölkerung in Nordsyrien einzusetzen, die von syrischen Dschihadisten und vom türkischen Präsidenten bedroht wird.

Unmittelbar, nachdem die Schergen des sogenannten Islamischen Staats mit Unterstützung der kurdischen Selbstverteidigungskomitees militärisch geschlagen wurden, ordnete der türkische Präsident einen völkerrechtswidrigen Einmarsch der türkischen Armee in die kurdischen Gebiete an. Die türkischen Soldaten verbrannten die Felder der Bauern, zerstörten ihre Häuser und vertrieben die Menschen.

Es kam zu Morden und Vergewaltigungen. In deutschen Moscheen wurde die Militäroperation durch antikurdische Propaganda unterstützt, die türkischstämmige Muslime auf Regierungskurs bringen sollte. Als Reaktion darauf kam es zu Angriffen kurdischer und deutscher Aktivisten aus dem Spektrum der autonomen Linken auf türkische Kulturzentren und Moscheegemeinden. Mal wurden Graffiti angebracht, mal Scheiben eingeworfen. Von der Seite muslimischer Verbandsvertreter wurden die Attacken zu Zeichen eines antimuslimischen Rassismus umgedeutet.

Ich kann mich an einen von Constantin Schreiber in Berlin geleiteten Workshop erinnern, in dem ich die Vertreterin eines deutschen Islamverbands, die von einer Zunahme antimuslimischer Übergriffe schwadronierte, mit diesen Tatsachen konfrontierte. Müßig zu erwähnen, dass sie davon nichts hören wollte, weil es nicht in ihr Kalkül passte. **Die Mär einer allgegenwärtigen Islamfeindlichkeit sollte im öffentlichen Diskurs platziert werden, und Konfrontationen mit der Realität störten.**

Benötigt der Westen „ein abgewertetes Anderes“?

Dass sich eine linksradikale Gruppe wie URL Jena jetzt in einen islamistischen Diskurs einschreibt, ist daher auf den ersten Blick bemerkenswert. Auf den zweiten Blick muss man konstatieren, dass Allianzen zwischen Linken und Islamisten seit Langem evident sind. Bereits in den frühen 1970er-Jahren hatte der an der Columbia-Universität lehrende Literaturwissenschaftler Edward Said den Grundstein für eine Theorie gelegt, die es ermöglicht, Kritik am Islamismus als Spielart des Rassismus zu verunglimpfen. **Der Westen, so die zentrale These, benötige ein abgewertetes Anderes, um seine eigenen Dominanzaspirationen zu verwirklichen.**

Dieses Andere habe er im Bild des Orients als minderwertigem Gegenstück zum Okzident erschaffen. Im Rückblick auf die Rezeption seines **bahnbrechenden Werks „Orientalismus“** zeigte Said sich zwar schockiert, dass er für eine Legitimation des Islamismus missbraucht wurde, doch der Geist war aus der Flasche entwichen und ließ sich nicht mehr einfangen. **1978 schwärmte der französische Philosoph Michel Foucault von der politischen Spiritualität der islamischen Revolution in Iran, und auch Jean Paul Sartre applaudierte den fanatisierten Massen, die einer der schlimmsten islamistischen Diktaturen den Weg bereiteten. Das Kalkül dieser Linken war schlicht.**



„Tagesschau“-Moderator Constantin Schreiber will nicht mehr öffentlich über den Islam sprechen. :Bild: dpa

Da die viel beschworene „Arbeiterklasse“ für sozialistische Ambitionen nicht zur Verfügung stand, mussten neue revolutionäre Subjekte gefunden werden. Die Wahl war zunächst auf die antikolonialen Bewegungen des Teils der Erde gefallen, der heute unter dem Begriff des globalen Südens firmiert, doch die Entwicklungen waren nach dem Ende der Dekolonialisierung alles andere als glorreich.

Freiheitshelden wurden zu Diktatoren, Korruption grassierte, und von den anvisierten klassenlosen Gesellschaften war keine Spur zu entdecken. In dieser deprimierenden Situation verfiel man auf die Muslime als neue Allianzpartner. Einige Dinge stimmten auf Anhieb. Vertreter islamischer Organisationen waren dezidiert antiamerikanisch eingestellt und konnten für eine antiimperialistische Kooperation genutzt werden. Grundsätzlich konnte man sich auf die gemeinsame Feindschaft gegenüber dem Westen verständigen. Linke und Islamisten teilten die These, erst der europäische Kolonialismus habe Ausbeutung und Ungerechtigkeit in die Welt gebracht, und behaupteten eine ungebrochene Kontinuität kolonialen Denkens im Westen.

Parallel entstand an britischen Universitäten das Konzept eines Rassismus ohne Rassen. Dabei teilte man die Gesellschaft in eine tendenziell rassistische Tätergruppe, die primär durch eine weiße Hautfarbe definiert wurde, und mehrere von Rassismus betroffene Opfergruppen, die höchst divers zusammengesetzt waren. Muslime wurden den Opfergruppen zugeordnet.

Ausschluss aus der wissenschaftlichen Gemeinschaft

Hier ist der Ursprung des Begriffs antimuslimischer Rassismus zu suchen, der im wissenschaftlichen Diskurs Furore machen sollte und in die politische und gesellschaftliche Debatte einsickerte. Saids These wurde in trivialisierter Form zur Behauptung heruntergebrochen, Muslime seien das ausgeschlossene Andere, das die Gesellschaft benötige, um ihr Herrschaftssystem aufrechtzuerhalten. Selbst der akademische Feminismus entdeckte den Islam als Folie für eine empirisch schwache, aber umso wortgewaltiger vorgetragene Kritik an westlichen Gesellschaften.

Ganze Generationen von Sozial- und Kulturwissenschaftlerinnen mühten sich seit den 1990er-Jahren ab, die kopftuchtragende Muslimin als Opfer eines rassistisch-westlichen Dominanzstrebens auszumachen. Kritik an patriarchalen und menschenrechtsfeindlichen Strukturen in muslimischen Communities oder am islamischen Fundamentalismus verboten sich angesichts der gewagten Wirklichkeitsbetrachtung. Wer sich nicht daran hielt, musste damit rechnen, aus der wissenschaftlichen Gemeinschaft ausgeschlossen zu werden.

Die türkeistämmige Soziologin Necla Kelek erlebte dies im Jahr 2005. Weil sie sich mit Zwangsverheiratungen und dem Elend importierter Ehefrauen befasst hatte, formierte sich eine Gruppe von 70 Migrationsforschern zu einer Rufmordkampagne, die ihre akademische Laufbahn beendete. Der Politikwissenschaftler Bassam Tibi zog es angesichts des repressiver werdenden Klimas an deutschen

Universitäten vor, seine Tätigkeiten von den USA aus weiterzuführen, und der Politologe [Hamed Abdel-Samad](#) verlegte sich auf das Schreiben von Sachbüchern, nachdem man ihm unmissverständlich zu verstehen gegeben hatte, dass Kritik am Islam eine wissenschaftliche Karriere unmöglich mache.

Es muss nicht betont werden, dass Islamisten von diesem akademischen Trend entzückt waren. Der Schulterschluss mit linken Wissenschaftlern und Aktivisten war vielversprechend, wenngleich er nur auf einem gemeinsamen Feindbild basierte. Letzteres wurde in der einheimischen Gesellschaft gefunden. Mit fragwürdigen Items wurden Studien vorangetrieben, die eine tief verwurzelte Islamfeindlichkeit der Bevölkerung zum Vorschein bringen sollten. Gefragt wurde beispielsweise, ob der Islam eine bewundernswerte Kultur hervorgebracht habe. Wer dieser in jeder Hinsicht unterkomplexen Aussage nicht zustimmte, wurde als Islamfeind verbucht.

Wegducken der demokratischen Gesellschaft

Das vorläufig letzte Produkt einer solchermaßen konstruierten Islamfeindlichkeit ist der Bericht der Unabhängigen Expertenkommission Muslimfeindlichkeit, der jede Kritik am [Islamismus](#) oder an Schief lagen in muslimischen Gemeinschaften umstandslos als antimuslimischen Rassismus verurteilt. Der Bericht wurde mit einem Vorwort von Nancy Faeser vom Bundesinnenministerium herausgegeben. Dass die Daten teilweise von Organisationen stammen, die vom Verfassungsschutz als islamistisch eingestuft werden, macht deutlich, wie weit die Kooperation zwischen Wissenschaft, Politik und problematischen Akteuren mittlerweile gediehen ist.

Es muss nicht betont werden, dass antimuslimischer Rassismus als „rechts“ im Sinne von „rechtsradikal“ verortet wird, so wie es islamistische Akteure vor Jahren vorgeschlagen hatten. Damit geraten alle, die sich kritisch mit dem Islamismus auseinandersetzen, in den Ruf, rechts im Sinne von rechtsradikal zu sein. Nur in einem derart vergifteten Klima ist es möglich, dass linksradikale Aktivisten einen Buchautor bei einer Lesung angreifen können und niemand einschreitet.

Wer Partei ergreift, muss nämlich befürchten, selbst als Rassist, Islamfeind oder Rechtsradikaler verunglimpft zu werden. Das Prinzip der Kontaktschuld hat Hochkonjunktur. Ich selbst werde seit Jahren aus islamo-linken Kreisen mit entsprechenden Vokabeln bedacht und kenne die Angst im Kollegenkreis, sich zu meinen Gunsten einzumischen. Für Islamismuskritiker, aber auch für liberale Muslime ist ein Wegducken der demokratischen Gesellschaft jedoch fatal, denn es zerstört nicht nur ihren Ruf, sondern liefert sie auch gewalttätigen Islamisten aus.

Ungehindert verbreiten radikale Organisationen wie „Muslim interaktiv“ oder die im Rhein-Main-Gebiet beheimatete Gruppe „Realität Islam“ in sozialen Medien Videos, in denen Islamismuskritiker als Feinde des Islam dargestellt werden. Welche Konsequenzen dies haben kann, wissen wir seit der Fatwa gegen Salman Rushdie, der in diesem Jahr schwer verletzt einen Anschlag überlebte, sowie der Ermordung der Mitarbeiter von „Charlie Hebdo“ und des Lehrers Samuel Paty. Auch in Deutschland leben Islamismuskritiker gefährlich – besonders wenn sie Muslime sind. Seyran Ates, Ahmad Mansour und Hamed Abdel-Samad können sich nur mit Polizeischutz bewegen, und viele andere Personen sind durch eine Gefährdungsstufe in ihrer Bewegungsfreiheit eingeschränkt. Wenn ein Taxifahrer dem „Tagesschau“-Sprecher droht, er wisse jetzt, wo er wohne, dann ist dies ernst zu nehmen. Indifferenz kann tödlich sein.

Dass Constantin Schreiber dem Druck nicht mehr standhalten kann und sich zurückziehen möchte, ist nachvollziehbar und verständlich. Aber es ist auch ein schlechtes Zeichen für die Demokratie und die grundgesetzlich verbürgten Freiheitsrechte. Einschränkungen der Meinungsfreiheit im Namen fragwürdiger Ideologien nutzen nur den Extremisten auf allen Seiten. Dass Constantin Schreiber angesichts multipler Bedrohungen alleingelassen wurde, ist für uns alle, die wir nicht rechtzeitig eingegriffen haben, beschämend. Demokratie lebt von Demokraten, die zu Zivilcourage fähig sind.

Susanne Schröter ist Professorin für Ethnologie und Leiterin des Frankfurter Forschungszentrums Globaler Islam an der Universität Frankfurt. Vom 1. Oktober an hat sie eine Forschungsprofessur inne, das

„Goethe Research Professorship“, und wirkt am Aufbau des Transfer- und Kompetenzzentrums Islam der Uni Frankfurt mit.

20 septembre 2023 (Le Figaro)

[«Statistiquement correct»: quand les chiffres faussent le débat démocratique \(lefigaro.fr\)](#)

«Statistiquement correct»: quand les chiffres faussent le débat démocratique

Par [Ronan Planchon](#)

Publié il y a 4 minutes, mis à jour il y a 4 minutes



Sami Biasoni. *Fabien Clairefond*

EXTRAITS EXCLUSIFS - Délinquance, écarts salariaux entre hommes et femmes, immigration... Les statistiques dont nous abreuvons journalistes, universitaires et autres experts dans le débat public sont-elles si fiables ? Non, répond le docteur en philosophie Sami Biasoni dans son dernier livre.

Que ce soit par négligence, manque de compétence ou idéologie, ces données statistiques sont souvent orientées, biaisées, voire totalement erronées, explique l'auteur. Au point de constituer une sérieuse menace pour notre démocratie.

Extraits sélectionnés par Ronan Planchon.

Une arnaque intellectuelle

Il faut à notre sens savoir distinguer ce qui a trait au correct statistiquement de ce qui n'est que statistiquement correct. Le statistiquement correct a les apparences du correct statistiquement mais il en diffère fondamentalement car il ne résiste pas à l'examen critique de sa validité. En d'autres termes, un argument statistiquement correct passe pour être vrai d'un point de vue statistique, mais il est faux, en totalité ou en partie. C'est ce qui le rend pernicieux et donc préjudiciable à l'exercice démocratique. Pourtant, ce genre d'argument abonde au sein de nos sociétés de l'information, pour des raisons inconscientes – biais de jugement, manque de compétence technique – ou des motivations conscientes – volonté de duper, négligence –. La loi dite de Brandolini, également appelée « *principe d'asymétrie des inepties* », stipule que « *la quantité d'énergie nécessaire à réfuter une ineptie est bien supérieure à celle qui a été déployée pour la produire* ».

Voilà l'une des raisons qui explique le fléau de la désinformation dans son ensemble. Cette loi s'applique malheureusement aussi aux propos statistiquement corrects. Le coût cognitif et temporel à concéder est élevé pour défaire les contre-vérités statistiquement correctes, comme il l'est pour contrecarrer la diffusion de thèses conspirationnistes par exemple. Malgré tout, et comme le rappelle le chercheur Phil Williamson dans un article publié en 2016 dans la revue *Nature*, il est du devoir de la communauté des chercheurs de continuer à œuvrer au démantèlement des arguments erronés, d'où qu'ils viennent et quels que soient leurs émetteurs. Nous sommes convaincus qu'un tel effort n'est jamais vain, et qu'il doit

s'étendre à la société dans son ensemble : aux chercheurs bien sûr, mais aussi aux experts, aux journalistes, aux intellectuels, aux citoyens éclairés et soucieux du bien commun.

Cet essai n'est pas un manuel de statistique. De nombreux travaux érudits ont déjà été consacrés à la discipline. Il propose en revanche une démarche critique vis-à-vis des statistiques et des données quantitatives qui traitent de nos sociétés contemporaines. À cet effet, nous aurons recours aux outils et concepts de la statistique en ayant le souci constant de la lisibilité des démonstrations. Ces outils et concepts seront introduits au fil des contre-raisonnements, au gré des besoins de l'usage. Nulle expertise n'est donc requise de la part du lecteur, le discernement logique suppléera. Nous revendiquons les vertus de l'hybridation dans le cadre de cet ouvrage, à la fois essai portant sur le rôle et l'usage central de la donnée statistique dans nos démocraties, vade-mecum citoyen face aux subtilités du statistiquement correct et manuel d'autodéfense, voire de réarmement intellectuel, en période de trouble de l'information.

Quand les néoprogressistes s'arrangent avec les faits

Comme nous l'avons déjà analysé, les régions jadis esclavagistes n'ont pas l'apanage de ce régime inique ; au contraire, la ségrégation a pris corps dans les États de l'Union, dès le début du XIX^e siècle, alors que l'esclavage n'y avait pas cours. C'est ce dont rend compte Tocqueville dans *De la démocratie en Amérique* : « *Le préjugé de race me paraît plus fort dans les États qui ont aboli l'esclavage que dans ceux où l'esclavage existe encore, et nulle part il ne se montre aussi intolérant que dans les États où la servitude a toujours été inconnue.* » La résurgence d'un racialisme radical dans les États démocrates nous semble constituer aujourd'hui un nouvel épisode de cette tentation différentialiste. Ce qui paraît de prime abord paradoxal – à savoir l'entretien d'un racialisme éhonté, voire l'exhortation à une certaine forme de racisme, par l'antiracisme –, semble se répéter. Quand Malcolm X, en son temps, envisageait l'assassinat du président Kennedy avant tout comme la disparition d'un homme blanc puissant ou qu'il voyait en Martin Luther King un « nègre de maison » soumis à la domination culturelle des Blancs, il ouvrait simplement la voie à la confrontation communautaire permanente souhaitée aujourd'hui par Black Lives Matter.

Il ne faut pourtant pas fournir un effort démesuré pour déceler, à la simple lecture du chapitre du rapport de l'OCDE consacré à cette question, des éléments de nature à en relativiser la thèse principale

Sami Biasoni

La défiance contemporaine à l'égard de l'institution policière ne se nourrit pas seulement de l'émotion suscitée par des faits divers traumatiques, elle se réclame aussi souvent d'une certaine vérité statistique. Le néoprogressisme déconstructeur qui la sous-tend sait en effet recourir à la donnée quantitative quand elle semble corroborer ses thèses, tout en en déniait le primat à la moindre occasion au motif qu'elle relèverait d'un rationalisme occidental qui néglige les savoirs alternatifs, qu'elle reproduirait des spirales d'échec scolaire humiliantes pour certaines populations, qu'elle servirait de support à la domination idéologique du capitalisme ou qu'elle empêcherait parfois l'avènement d'une inclusivité parfaite en soulignant les différences innées ou acquises entre les individus. (...)

L'immigration, une chance pour la France ?

Le 28 octobre 2021, l'OCDE publie une étude très attendue intitulée « *Perspectives des migrations internationales 2022* ». Elle y « *analyse les évolutions récentes des mouvements migratoires et de l'insertion des immigrants sur le marché du travail dans les pays de l'OCDE. Elle observe également les changements récents de politiques en matière de gouvernance de l'immigration et de l'intégration des immigrants dans les pays de l'OCDE* ». Au-delà des données comparatives précieuses qu'elle fournit, cette étude consacre un chapitre à la question qui nous intéresse ici, à savoir « *l'incidence budgétaire de l'immigration dans les pays de l'OCDE depuis le milieu des années 2000* ». (...)

Il ne faut pourtant pas fournir un effort démesuré pour déceler, à la simple lecture du chapitre du rapport de l'OCDE consacré à cette question, des éléments de nature à en relativiser la thèse principale. Cette dernière s'y décline ainsi dans le texte de l'étude dont il est question : « *Dans tous les pays, la contribution des immigrés sous la forme d'impôts et de cotisations est supérieure aux dépenses que les pays consacrent à leur protection sociale, leur santé et leur éducation.* » Quelques lignes plus loin, dans le résumé introductif même du chapitre consacré à la question, il est précisé que cette affirmation ne tient pas compte de l'ensemble des dépenses publiques engagées. Sa prise en compte aboutit à une conclusion tout autre : « *Lorsque l'on inclut l'ensemble des dépenses publiques, la contribution budgétaire nette totale des immigrés reste positive dans environ un tiers des pays étudiés.* » Autrement dit, pour deux tiers des pays, ladite contribution est négative ou neutre – et cela pourrait être de nature à invalider l'ensemble des titres ou chapeaux de l'ensemble de la presse française ayant repris la dépêche de l'AFP. A minima aurait-il fallu, sur cette seule base, faire preuve de précaution quant aux conclusions présentées.

L'étude de l'OCDE insiste sur le fait que de nombreux travaux préalables ont montré que la contribution budgétaire nette des personnes immigrées est, si ce n'est positive, tout du moins faible, dans la plupart des pays étudiés. Cela n'est pas faux d'un point de vue statistique si l'on s'en tient à la stricte définition technique utilisée, mais c'est, comme souvent, dans le choix de l'indicateur utilisé que le bât blesse. Cet indicateur correspond à la différence entre les contributions budgétaires versées sous forme d'impôts et de contributions sociales professionnelles à l'État par les personnes immigrées et les dépenses publiques en prestation et services qu'ils reçoivent en contrepartie.

(...)

Cette étude de l'OCDE se révèle particulièrement étoffée, relativement équilibrée et indubitablement apte à fournir de nombreux éléments utiles au débat. Bien que le sujet soit passionnant, nous n'aborderons pas les subtilités méthodologiques parfois très techniques des analyses économétriques appliquées aux questions migratoires et démographiques. Nous nous contenterons de souligner deux limitations très importantes dont il faut avoir conscience tant elles peuvent bouleverser les résultats obtenus dans le cadre des travaux académiques les plus sérieux.

La complexité du réel est telle qu'elle exige un traitement dépassionné et raisonnable

Sami Biasoni

En premier lieu, les auteurs d'un grand nombre d'études citées comme références en matière d'évaluation de l'emprise économique du phénomène migratoire procèdent – du fait de contraintes méthodologiques liées à la complexité des traitements – à une approximation consistant à supputer l'indifférenciation de certaines affectations. Concrètement, cela signifie que certains postes de dépenses sont attribués de la même manière aux natifs et aux immigrés, alors même que l'on sait que cela ne correspond pas à la réalité des charges. L'OCDE le reconnaît, sans ambages : « *Les programmes d'intégration des immigrés (notamment des cours de langue) ne sont pas identifiés de manière distincte dans les données, et ne peuvent donc pas être imputés aux immigrés uniquement (...)* De la même manière, les politiques actives du marché du travail (parmi lesquelles on trouve l'apprentissage tout au long de la vie), l'aide aux entreprises (y compris pour les PME et les microentreprises), et d'autres programmes ne sont pas spécifiquement attribués à leur population cible. »

Par ailleurs, et c'est peut-être pire du point de vue des conséquences statistiques, de nombreux travaux de recherche n'attribuent pas l'incrément de dépenses consacrées aux biens publics dits « purs » (par exemple « *les services de défense, l'intérêt de la dette publique, ou le fonctionnement des organes exécutifs et législatifs* ») aux populations entrantes, arguant que « *l'arrivée d'immigrés ne devrait pas modifier les dépenses consacrées aux biens publics purs* ». La France est structurellement déficitaire, et cela est essentiellement dû au coût global de la population « native », bien plus nombreuse que la population immigrée, c'est une évidence que de l'affirmer ainsi. Il est néanmoins parfaitement fallacieux de considérer que l'immigration ne contribue pas aussi à ce déficit. Pourtant, c'est ce que de

nombreux commentateurs mal avisés, peu consciencieux ou malhonnêtes, tentent parfois d'insinuer en négligeant ces subtilités de méthodes significatives. Enfin, il faut comprendre que l'immigration n'est pas un phénomène homogène d'un point de vue économique, selon que l'on évoque des populations issues de pays occidentaux ou d'autres régions du globe. De nombreux travaux l'attestent : il existe des différences importantes selon l'aire géographique d'origine considérée. (...)

De la nécessité de manier les statistiques avec prudence

La complexité du réel est telle qu'elle exige un traitement dépassionné et raisonnable.

En l'absence de certitude – circonstance inhérente aux faits sociaux –, nous sommes collectivement contraints de contribuer à la fois à l'établissement et à la révélation des critères du vrai. Le constructivisme, parfois radical, de notre temps – en vertu duquel le réel résulterait au premier chef de la volonté du social – est un leurre dangereux. La position opposée, celle du réalisme intégral, qui néglige la performativité du langage et des représentations, constitue également une impasse. Le fait statistique louvoie entre ces deux propositions théoriques : il ne décrit pas seulement le réel en surplomb, il le constitue partiellement et le modèle même parfois.

Le présent ouvrage ambitionne humblement de contribuer à réarmer intellectuellement le citoyen, certes ; il appartient cependant à celui-ci d'accepter ensuite la charge démocratique qui lui incombe

Sami Biasoni

Le matériau que manipulent les sciences sociales est revêché. Il est en outre en perpétuelle redéfinition. C'est pourquoi la psychologie, la criminologie, la sociologie, l'économie, l'anthropologie, l'histoire ou la linguistique ne peuvent formuler que des théories instables inscrites dans un cadre temporel et spatial donné. Cela ne signifie aucunement leur inanité ; ces disciplines sont essentielles à l'édification des savoirs. Néanmoins, il importe de reconnaître que leurs conclusions échappent au confort du déterminisme. Elles sont statistiques, quant à leurs résultats, par nécessité. De cette nécessité ontologique découle celle, pragmatique, du maintien d'un système politique apte à garantir la liberté d'expression et de débat. Si le rapport au vrai est, certes, inhérent à tout système de pouvoir, la démocratie jouit d'une position particulière à cet égard. La sociologue et politologue Dominique Schnapper précise : « *Il n'en reste pas moins une différence fondamentale entre les régimes totalitaires où le mensonge est utilisé comme une arme absolue et le mensonge lié à la logique de l'élection dans les démocraties. Les théoriciens du totalitarisme et les écrivains, d'Orwell à Soljenitsyne, ont démontré que le mensonge est, avec la violence, l'instrument intrinsèque de leur pouvoir. Le mensonge par omission ou par présentation biaisée ou incomplète qui sont propres aux démocraties est d'un autre ordre, puisqu'il peut toujours être critiqué et discuté librement.* »

Cette différence de nature est fondamentale. Même si le débat est âpre, si les conditions de l'écoute réciproque sont difficiles à garantir, il convient de défendre ces acquis car ils nous sont précieux. Le présent ouvrage ambitionne humblement de contribuer à réarmer intellectuellement le citoyen, certes ; il appartient cependant à celui-ci d'accepter ensuite la charge démocratique qui lui incombe. La relation au pouvoir politique de notre temps nous paraît malheureusement souffrir de deux maux antinomiques entretenus par la diffusion à grande échelle des thèses statistiquement correctes : d'une part la défiance généralisée, celle qui nourrit le complotisme et le populisme en instillant le relativisme à toute chose ; d'autre part, la confiance déraisonnable en la parole légitime, celle qui aboutit au moutonnisme et à l'atonie démocratique.

SAMI BIASONI
LE STATISTIQUEMENT
CORRECT

Préface de
MICHEL ONFRAY



Le Statistiquement correct,

par Sami Biasoni, Éditions du cerf, 2023, 252 p., 20 €. *Cerf*

20 septembre 2023 (Le Figaro)

[Ce que préconise le rapport choc de RTE pour sortir des énergies fossiles \(lefigaro.fr\)](https://www.lefigaro.fr)

Ce que préconise le rapport choc de RTE pour sortir des énergies fossiles

Par [Elsa Bembaron](#)

Publié hier à 22:00, mis à jour hier à 22:43



Alors que les nouveaux réacteurs nucléaires français ne devraient être mis en service qu'à partir de 2035, les temps de développement plus courts de l'éolien et du photovoltaïque permettraient de doter le pays de capacités supplémentaires de production avant 2030. *Bob Pool/Bob - stock.adobe.com*

EXCLUSIF - Xavier Piechaczyk, président du directoire de RTE, parle d'«une course contre la montre pour répondre aux enjeux climatiques et géopolitiques».

L'envolée des prix à la pompe le rappelle aujourd'hui aux Français: dépendre des énergies fossiles importées de l'étranger est problématique pour un pays. Cette contrainte, ainsi que celle du défi du changement climatique, est désormais bien présente à l'esprit de tous, à l'heure de la préparation, par l'État, de la Stratégie française pour l'énergie et le climat (Sfec). Depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, c'est tout le paysage énergétique qui a été bouleversé. Dans ce contexte, la publication du nouveau «bilan prévisionnel» du gestionnaire du réseau de transport d'électricité (RTE) vient alimenter le débat. Le sous-titre de cette édition est éloquent: «*2023-2035: première étape vers la neutralité carbone*». «*C'est une course contre la montre pour répondre aux enjeux climatiques et géopolitiques*», résume Xavier Piechaczyk, président du directoire de RTE.

RTE pose d'emblée le décor. **La question n'est plus de savoir quelle sera la part du nucléaire et celle des énergies renouvelables dans la production d'électricité en France, mais comment sortir des énergies fossiles.** Ce nouveau paradigme répond à un **triple impératif: climatique, économique et de souveraineté. Aujourd'hui, un peu plus de 60% de la consommation énergétique française repose sur des énergies fossiles importées - 40% de produits pétroliers, 20% de gaz fossile et moins de 1% de charbon.** Elles sont utilisées principalement pour le transport terrestre, aérien et maritime, le chauffage et, dans une moindre mesure, la production d'électricité.

Dans les années 2010, la facture énergétique annuelle française était en moyenne de 50 milliards d'euros par an, pesant déjà fortement sur la balance commerciale. En 2022, elle a bondi pour atteindre 116 milliards d'euros, dont 100 milliards au titre des importations de pétrole et de gaz. Ces importations créent en outre des **dépendances fortes à d'autres pays, hier à la Russie pour le gaz, aujourd'hui, aux États-Unis et aux pays du Golfe qui fournissent la France en gaz naturel liquéfié. La consommation d'énergies fossiles en France représente aujourd'hui 1000 térawattheures (TWh), contre 580 TWh pour l'électricité.**

Efficacité et sobriété énergétique

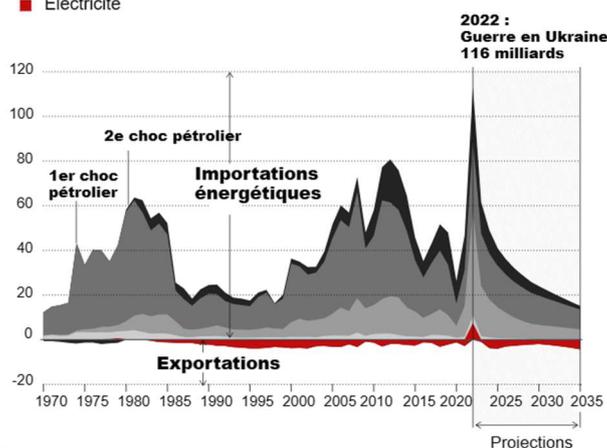
Le scénario A, sorte de trajectoire idéale, de RTE repose sur une augmentation de la consommation d'électrons pour atteindre 640 TWh en 2035, soit une hausse annuelle de 10 TWh à 15 TWh par an entre 2025 et 2035. L'équation est complétée par une réduction significative de la consommation d'énergie, estimée à 160 TWh à horizon 2035, imputable pour 100 TWh à l'efficacité énergétique et 60 TWh à la sobriété. *«L'électrification permettrait ainsi de réduire la facture énergétique de la France de 5 à 10 milliards d'euros par an à l'horizon 2030-2035. Soit une économie de 190 milliards d'euros en 2035 sur nos dépenses en pétrole et gaz, avec l'évitement de 1500 millions de tonnes de CO₂»*, souligne Xavier Piechaczyk.

La France doit diminuer les importations d' fossile pour rééquilibrer sa balance comme

Facture énergétique française*, en milliards d'euros

Énergies fossiles :

■ Produits pétroliers ■ Pétrole brut ■ Gaz naturel ■ Charbon
■ Électricité



Pour sortir de cette dépendance, RTE trace donc une trajectoire qui repose sur une électrification massive des usages et de la production, doublée du développement des autres énergies décarbonées. Cela inclut une plus forte utilisation de la biomasse (biogaz, agrocarburants, bois de chauffage). Pour RTE, ce développement **doit être concomitant à celui de l'électricité nucléaire**. *«Dans cette vision, renouvelables et nucléaire ne sont pas considérés comme en compétition au sein du mix électrique, mais sont au contraire appelés à s'additionner - dans des proportions qui traduisent les choix publics, mais doivent également refléter les réalités industrielles»*, notent les auteurs du rapport.

Cette complémentarité entre énergies renouvelables et nucléaires est liée aussi à leurs contraintes temporelles différentes. **Les temps de développement plus courts de l'éolien terrestre et du photovoltaïque permettraient de doter le pays de capacités supplémentaires de production d'électricité avant 2030**. L'éolien en mer apporterait sa part à partir de 2030 et le nouveau nucléaire (réacteurs EPR 2) à compter de 2035, sans compter **le prolongement des centrales nucléaires à 50 ans voire 60 ans**. RTE chiffre les objectifs de production d'énergies renouvelables à 270 TWh, voire 320 TWh à horizon 2035. *«Cette cible implique une montée en puissance du développement des installations photovoltaïques à 4 voire 7 gigawatts (GW) par an, contre 2,5 GW cette année et un maintien de déploiement de l'éolien terrestre à 1,5 GW par an. Soit un total de 13.000 à 19 000 mâts d'éoliennes quand la France en compte 9500 »*, précise Xavier Piechaczyk. Alors que dans son discours de Belfort en 2022, le président de la République avait laissé penser qu'un moratoire sur l'installation de nouvelles éoliennes pourrait être mis en place. La situation géopolitique et l'urgence climatique rebattent les cartes. Elles impliquent aussi une montée en puissance de l'éolien en mer pour atteindre 18 GW de puissance installée, *«un objectif exigeant mais atteignable»*, prévient Xavier Piechaczyk.

Prépondérance du nucléaire

Pour pallier l'intermittence de la production d'électricité renouvelable, plusieurs pistes simultanées sont envisagées. Les unes passent par la flexibilité des usages, avec le développement des réseaux intelligents (smart grid) qui permettent d'optimiser la production et la consommation d'électricité, notamment par des mesures d'effacement (coupure temporaire non pénalisante pour le consommateur). Les autres passent par diverses formes de stockage de l'électricité: batteries, stockage hydrogène (l'énergie électrique peut être utilisée pour produire de l'hydrogène) ou encore hydroélectricité.

C'est une course contre la montre pour répondre aux enjeux climatiques et géopolitiques

Xavier Piechaczyk, président du directoire de RTE

L'eau des barrages, et à plus forte raison celle des stations de pompage (Step) qui est remontée quand les prix de l'électricité sont bas, reste le moyen de production le plus modulable et le plus vert. «Le développement de la flexibilité en France permettra d'éviter des écrêtements de production renouvelable et de réduire le besoin de modulation des centrales nucléaires. Le gain économique est évalué entre quelques centaines millions et de l'ordre de 1 milliard d'euros par an à l'échelle du système électrique», estiment les auteurs du rapport.

Dans le scénario A de RTE, l'énergie nucléaire continuerait à jouer un rôle prépondérant, avec une production à améliorer à horizon 2030-2035, incluant la centrale de Flamanville. «Il faut viser 400 TWh et tabler sur une hypothèse prudente à 360 TWh», ajoute Xavier Piechaczyk. L'année dernière, pénalisée par un problème technique lié à un phénomène de corrosion sous contrainte sur des pièces de tuyauterie, la production d'électricité nucléaire en France avait chuté à 279 TWh. Cette année, EDF cible une production comprise entre 300 et 330 TWh.

Un rôle clé dans le dispositif

RTE souligne l'importance des investissements initiaux nécessaires pour réduire la dépendance aux énergies fossiles: «Rien que pour la production d'électricité et les flexibilités, hors réseaux, le besoin d'investissement est évalué entre 25 milliards à 35 milliards par an à l'horizon 2030-2035, ce qui représente de l'ordre d'un triplement par rapport aux dix dernières années», précise Xavier Piechaczyk. Mais si les mises de départ sont élevées, les coûts de production de l'électricité française sont bas, de l'ordre de 75 euros du MW et devraient rester contenus dans cet ordre de grandeur.

L'électricité toujours plus importante dans le mix énergétique...

Consommation d'énergie en France, en térawattheure, et part de l'électricité

● Part de l'électricité, en %



Source : RTE

Infographie LE FIGARO

Cette «dynamique de substitution» devra s'accompagner d'une évolution des usages. Ainsi, le parc de véhicules électriques français devra passer de 1 million à 18 millions d'ici à 2035, la part du ferroviaire dans le fret, doubler, pour atteindre 20 % ; dans le bâtiment, 2,5 millions de foyers encore dépendants du fioul devraient opter pour un autre mode de chauffage et quelque 9 millions de pompes à chaleur

seraient installées en douze ans! **Une véritable révolution à mener sur plusieurs fronts, alors que «les Français sont plus résistants que les autres européens au développement des énergies renouvelables»**, note le rapport. RTE rappelle qu'en 2023 *«la Pologne et les Pays-Bas ont installé davantage de solaire que la France»*.

L'Europe joue aussi un rôle clé dans le dispositif, du fait de l'importance de l'interconnexion des différents pays européens. Sans elle, et en raison de l'arrêt de plusieurs réacteurs nucléaires français du fait des problèmes de corrosion sous contrainte, *«la France aurait connu environ cinq situations Ecowatt orange (système électrique tendu NDLR) et jusqu'à 12 signaux Ecowatt rouge (système électrique très tendu) cet hiver si cela s'était combiné avec une absence de baisse de consommation»*, rappelle RTE. **Mais une évolution du fonctionnement du marché européen, et plus particulièrement des dispositifs préfigurant à l'établissement des prix, reste nécessaire**, pour *«améliorer l'alignement entre les coûts complets du système électrique français et les prix payés par les consommateurs»*. **D'autant que le coût de production de l'électricité en France reste deux fois moins cher qu'en Allemagne.**

19 septembre 2023 (NZZ)

[Staatsschulden steigen global rasant \(nzz.ch\)](https://www.nzz.ch)

GASTKOMMENTAR

Vertrieben aus dem Schlaraffenland – unsere überbordenden Staatsschulden werden wir lange nicht loswerden

Nach einer Kaskade von Krisen ist die Verschuldung der Staaten auf einem Rekordniveau angekommen. Die Idee, dass Staatsverschuldung bei wachsender entwickelter Wirtschaft kein Problem sei, hat sich als Irrtum erwiesen. Irgendjemand bezahlt am Ende immer die Zeche.

Rainer Hank

1 Kommentar 18.09.2023, 05.30 Uhr 7 min



Besonders dramatisch ist die Staatsverschuldung mit rund 31,5 Billionen Dollar in den USA. Daniel Kalker / DPA

Milton Friedmans vermutlich berühmtester Satz lautet: «**There ain't no such thing as a free lunch.**» Feinschmecker benutzen dafür gerne das Akronym TANSTAAFL. Friedman, Ökonomienobelpreisträger des Jahres 1976, hat das Diktum nicht erfunden, aber nachhaltig popularisiert: Es gibt nichts umsonst auf dieser Welt, irgendeiner muss am Ende die Zeche zahlen.

Das Diktum Friedmans versteht sich als Kritik an Regierungen, die ihren Bürgern vorgaukeln, sie mit Wohltaten zu beglücken, ohne dass es etwas kostet. Die Umsonst-Verheissung lautet: **Wir besteuern lediglich die grossen Konzerne, oder wir lassen die Notenbanken das Geld drucken.**

Friedman zertrümmert beides. Wenn der Staat Steuern von den Unternehmen nimmt, kommt dieses Geld in Wirklichkeit von realen Menschen: von den Kunden oder den Mitarbeitern oder den Aktionären dieser Firma. **Und wenn die Notenbank mehr Geld druckt, konsumieren die Leute mehr, die Unternehmen erhöhen die Preise – und am Ende gibt es Inflation, was nichts anderes als eine Art von Steuer ist, die alle Bürger entrichten müssen.**

Die Rechnung geht an andere

Milton Friedmans Lehre galt lange Jahre als unfehlbares Dogma. Auch Staatsschulden gibt es nicht umsonst, die Rechnung kommt nur später getreu der Devise: **Die Schulden von heute sind die Steuern von morgen.** Staatsschulden wären demnach ein besonders anschaulicher Anwendungsfall von TANSTAAFL: Das Geld beglückt die Bürger von heute und bringt den gegenwärtigen

Regierungen zum Dank dafür Wählerstimmen. Die Rechnung geht an die Kinder und die Enkelkinder.

Was «gute» und was «schlechte» Schulden sind, weiss man erst im Nachhinein.

Indes wäre es ein Missverständnis zu meinen, Staatsschulden seien stets etwas Negatives. **Es gibt «gute» und «schlechte» Schulden, wie Barry Eichengreen in seinem 2021 erschienenen Buch «In Defense of Public Debt» dargelegt hat:** Der Wohlstand von Nationen wurde häufig auf Kredit geschaffen. Und ohne Schulden kann keine Armee einen Krieg gewinnen.

Einerseits. Andererseits haben Schulden Staaten in den Ruin getrieben und Menschen in Armut gestürzt. Die Crux dabei: Es handelt sich um **eine Ex-post-Betrachtung. Was «gute» und was «schlechte» Schulden sind, weiss man erst im Nachhinein.** «Ex ante» erzählen alle Regierungen ihren Bürgern und ihren Gläubigern, dass es sich um gute Schulden handle.

Eine wachsende Zahl von Ökonomen wollte uns in den vergangenen Jahren glauben machen, Friedman sei überholt und Staatsverschuldung sei kein Problem. Sie beriefen sich auf schlichte Arithmetik. Die Realzinsen vieler Länder waren über geraume Zeit sehr niedrig, zuweilen sogar leicht negativ. Demgegenüber blieb das Wirtschaftswachstum entwickelter Volkswirtschaften moderat positiv.

Sofern der langfristige Zins, den die Staaten am Kapitalmarkt für ihre Schulden zahlen müssen, geringer ist als das gesamtwirtschaftliche Wachstum, verschwinden die Staatsschulden mit der Zeit wie durch Zauberhand von alleine, ohne dass dafür die Steuern erhöht, die Ausgaben gekürzt und Kinder oder Enkel zur Kasse gebeten werden müssten. Denn der Schuldenstand im Zähler wächst langsamer als das BIP im Nenner. Bei Negativzinsen macht der Staat mit Schulden sogar noch ein Geschäft.

Rekordhohe Verschuldung

Wir seien heute ziemlich nah an einem Free Lunch, bekamen wir lange Zeit von Ökonomen zu hören, die als modern galten und deren Rat liebend gerne von Regierungen abgeholt wurde. Denn dieser Rat lief hinaus auf eine Art schuldenpolitische Unbedenklichkeitsgarantie. Der Free Lunch eröffnete fiskalpolitischen Spielraum für gesellschaftspolitisch wünschenswertes Staatshandeln – gegen den Klimawandel, für die Bildung, für die Digitalisierung und/oder für mehr Waffen und Soldaten. Und das **alles kostenlos.**

Die Ökonomen des lockeren Geldes sind mittlerweile verstummt. Die Welt von heute ist eine andere. Mit der Inflation ist der Zins zurückgekommen. Vom schuldenfinanzierten Schlaraffenland redet keiner mehr. Einzig der Ausgabenhunger der Staaten ist geblieben. Neben der regenerativen Transformation der gesamten Wirtschaft, der teuren Digitalisierung, Begehrlichkeiten in Bezug auf neue Sozialleistungen der alternden Gesellschaft (Rente, Gesundheit) fordert die «Zeitenwende» weltweit ihren Milliardentribut für Rüstung, Sicherheit und grössere wirtschaftspolitische Unabhängigkeit.

Kein Wunder, dass die Verschuldung der Staaten der Welt inzwischen auf einem Rekordniveau ist, vergleichbar mit der Situation im Jahr 1947. Damals war ein Weltkrieg

die Ursache, heute treibt eine Kette von Krisen die Ausgaben (Finanz-, Euro-, Corona-, Energiekrise). Hinzu kommen die direkten und indirekten Kosten des Ukraine-Krieges.

Die weltweiten öffentlichen Schulden erreichten 2022 eine Summe von 92 Billionen Dollar. Dies geht aus «A World of Debt» der Uno vom Juli hervor. Laut dem Bericht hat sich die Verschuldung der Staaten seit 2000 verfünffacht, während sich das globale BIP im gleichen Zeitraum lediglich verdreifachte.

Besonders dramatisch ist die Staatsverschuldung in den USA. Sie liegt zurzeit bei rund 31,5 Billionen Dollar – das entspricht einer Schuldenquote im Vergleich zum Bruttoinlandprodukt von etwa 120 Prozent. Damit rangieren die Vereinigten Staaten in den Top 20 der am höchsten verschuldeten Länder – weit vor beispielsweise Deutschland mit einer Staatsschuldenquote von knapp 67 Prozent.

Zur Finanzierung ihrer Verbindlichkeiten müssen die USA dieses Jahr geschätzte 396 Milliarden Dollar oder knapp 7 Prozent ihrer gesamten Staatsausgaben aufbringen und damit mehr als für allgemeine Schulbildung, Katastrophenhilfe, Landwirtschaft, Wissenschaftsförderung, Raumfahrtprogramme, Entwicklungshilfe und Umweltschutz zusammen. Noch bis in die achtziger Jahre lag die Verschuldungsquote der USA bei lediglich 30 Prozent.

Dass dies auf Dauer nicht gutgehen kann, zeigt die Geschichte der Staatspleiten seit der Antike. Wo genau der «tipping point» liegt, bei dem die Gläubiger nervös werden, lässt sich im Vorhinein nicht exakt berechnen. Die Finanzmärkte werteten es als Warnschuss, dass die Rating-Agentur Fitch Anfang August die USA von Triple-A auf AA+ zurückstufte.

Vor dem Hintergrund dieser dramatischen Entwicklung sollte man klären, ob und wie es gelingen könnte, die weltweite Rekordverschuldung wieder auf ein normales Mass zurückzuführen. Dazu hat Barry Eichengreen auf dem traditionellen Treffen der wichtigsten Notenbanker und Geldpolitiker der Welt in Jackson Hole (Rocky Mountains) Ende August einen vieldiskutierten Vortrag gehalten. Das Treffen stand unter dem Thema «Strukturelle Umbrüche in einer globalen Ökonomie». Linke Beobachter glaubten das Ergebnis der Tagung mit jenem Begriff zusammenfassen zu können, mit dem Leo Trotzki die bürgerlichen Politiker der späten dreissiger Jahre charakterisierte – «Ratlosigkeit».

Wege aus der Schuldenfalle

Mit dieser Zusammenfassung liegt man nicht gänzlich falsch. Denn auch Eichengreen zeigte sich ratlos bei seinen Überlegungen, wie es den Staaten gelingen könnte, sich ihrer Schuldenlast zu entledigen. Seine Ratlosigkeit resultierte aus einer ziemlich rationalen, in Teilen brillanten Analyse der Indizien dafür, warum die weltweiten Schulden nicht nur kurz-, sondern auch mittelfristig kaum geringer werden dürften.

Im Gegenteil: Die Schulden werden wachsen. So muss der amerikanische Staat inzwischen für seine zehnjährigen Anleihen einen Zinssatz von 4,5 Prozent zahlen, während das Wachstum des Bruttoinlandproduktes derzeit 2,4 Prozent beträgt.

Wenn der Zähler der Schuldenquote aber stärker steigt als der Nenner, dann ist es aus mit dem Schlaraffenland. Selbst wenn mittelfristig die Nachfrage der für ihr Alter vorsorgenden Sparer nach sicheren Anlagen hoch und der Zins damit moderat bleiben könnte, so ist doch auf der anderen Seite **gewiss, dass auch die Wachstumsraten der Industrienationen niedrig bleiben werden.** **Und zugleich werden die Staatsausgaben nicht geringer werden, sondern mutmasslich weiter steigen.**

Auch die Hoffnung einiger, die Inflation könnte die Schulden schrumpfen lassen, dämpfte Eichengreen gewaltig. Der Traum einer «finanziellen Repression» hat allenfalls so lange einen Effekt, wie die Inflation die Volkswirtschaften überrascht. Deshalb ist die Verschuldung in den Jahren 2021 und 2022 in vielen Ländern leicht gesunken. Doch dann haben die Zentralbanken damit begonnen gegenzusteuern, der Zins stieg, während die Teuerung auf der anderen Seite das Wachstum drückte. Damit schmolz die Hoffnung rasch dahin, man könne die Schulden einfach inflationieren.

Dabei ist es kein ökonomisches Naturgesetz, dass Staaten keine Chance haben, sich aus der Schuldknechtschaft zu befreien. Der Weg dorthin führt über **strukturelle Reformen mit dem Ziel, die Haushalte zu konsolidieren, mithin über die Einschränkung öffentlicher Leistungen und/oder die Erhöhung von Steuern.**

So etwas ist unter dem Schlagwort «**Austerität**» während der Euro-Krise **schwer in die Kritik geraten.** Im 19. Jahrhundert war das anders. **Eichengreen erinnert daran, dass etwa Grossbritannien nach den Napoleonischen Kriegen, Frankreich nach den Kriegen gegen Preussen oder die USA in der Ära der Bürgerkriege ihre kriegsbedingt hohen Schulden zurückzuführen verstanden und Haushaltüberschüsse erwirtschaften konnten.**

Eine Reihe von Ländern (Norwegen, Singapur, Belgien, Irland, Kanada) haben ihre Haushalte noch in den neunziger Jahren des 20. Jahrhunderts auf diese Weise saniert. Dafür braucht es neben einem robusten Wirtschaftswachstum eine Art nationaler Solidarität zur Haushaltsdisziplin. Kein Wunder, dass solche Konsolidierungsgeschichten in modernen Wohlfahrtsstaaten die Ausnahmen geblieben sind.

So wünschenswert es wäre, so unwahrscheinlich ist ein Abbau der Staatsschulden weltweit, so lautet das Résumé des Berkeley-Ökonomen Eichengreen. Man mag es mögen oder auch nicht – Staaten werden wohl noch lange mit den Schulden leben müssen. **Das heisst auch, dass sie einen beträchtlichen Teil ihrer Einnahmen für den Schuldendienst aufbringen müssen und nicht für «gute Werke» einsetzen können.**

Selbst sichere Länder mit bestem Ranking wie die USA können sich nicht in der Sicherheit wiegen, dass nicht irgendwann ein schlechteres Rating ihnen einen höheren Zinssatz abnötigen wird. Das Warnsignal dazu gab es jetzt. **Milton Friedmans Dogma aber bleibt gültig; ein Schlaraffenland ist hienieden schlichtweg nicht vorgesehen.**

Rainer Hank leitete bis 2018 die Wirtschafts- und Finanzredaktion der «Frankfurter Allgemeinen Sonntagszeitung». Er lebt als Publizist in Frankfurt am Main.

Daily chart

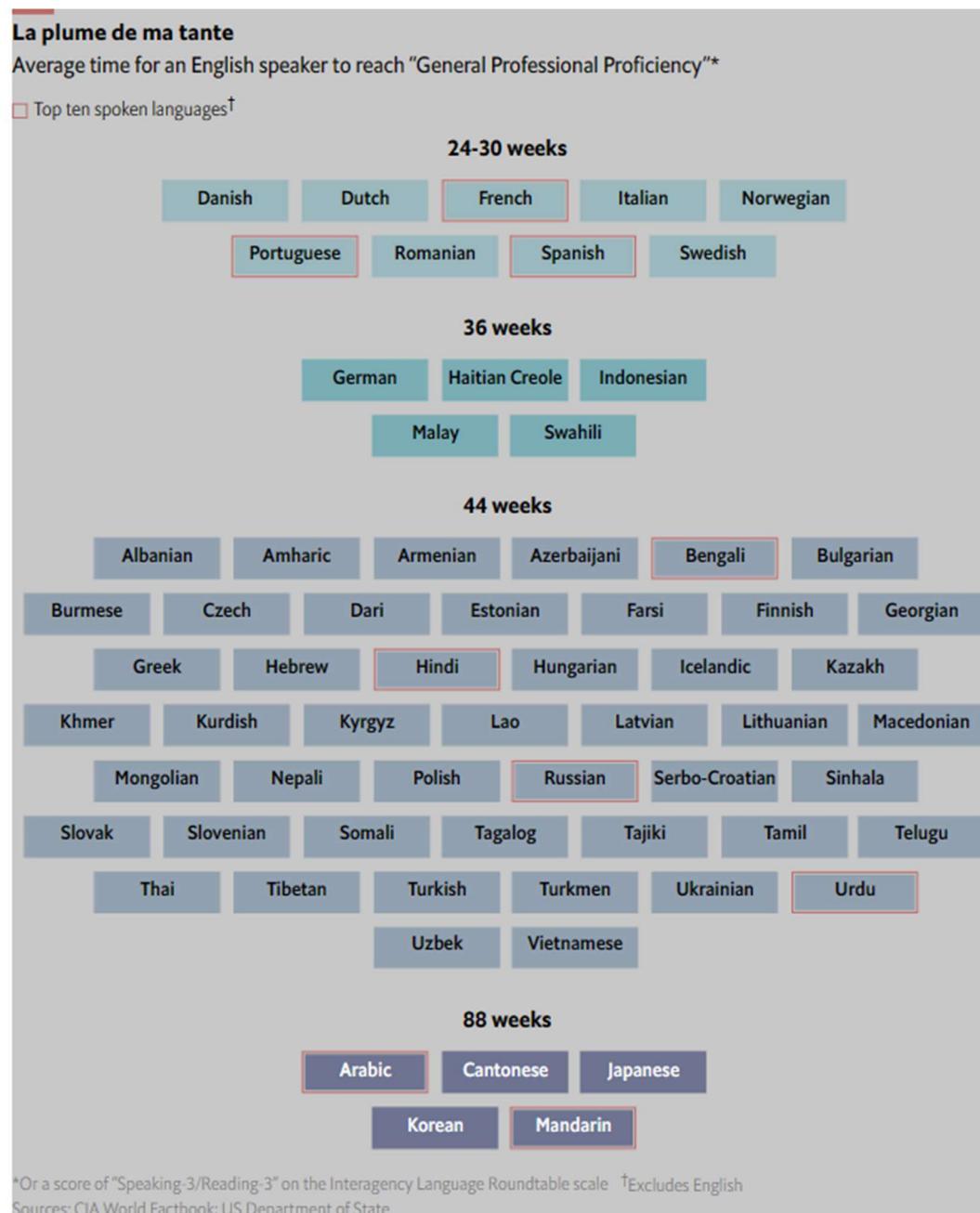
Which languages take the longest to learn?

A lesson by Johnson, our language columnist

Sep 18th 2023

The difficulty in learning a foreign language lies not only in its inherent complexity. Languages are complex in different ways (though all are learnable by infants). **The main reason a language is hard is that it is different from your own.**

America's State Department places the languages it teaches diplomats into four categories (see chart), with estimates of how long they take to learn them ranging from 24 to 88 weeks. What underlies the difficulty of such languages for an English-speaker?



The first thing many learners will think of is the writing system. Indeed none of the State Department's hardest languages is written with the Latin alphabet used by most European languages. **Chinese stands out for its difficulty. It is commonly said that a learner must memorise around 2,000 characters to be able to read a newspaper.** But even this estimate is criticised; someone with 2,000 characters will still have to look up unfamiliar ones in every few lines of text. **Japanese is (mostly) written with a subset of the Chinese characters, but most characters can be given either a Japanese or Chinese pronunciation, making the task mind-tangling in that language too.**

But foreign writing systems need not be difficult. The other writing systems in the "hard" category are all quite learnable. **Arabic is alphabetic, with just a couple of dozen letters. Its two complications are that letters change shape depending on where they appear in a word (beginning, middle, end or alone) and that short vowels are not written.** And Korean's *hangul* system is technically a syllabary, in that every character stands for a syllable not a single sound. But *hangul* is widely admired for being simple and logical.

A second way languages can be hard is with sounds and distinctions that do not exist in the learner's language. To an English-speaker, the novelties include the clicks of many African languages and the ejective sounds (made by a sudden release of pressure in the mouth) in some Caucasian ones. But just as hard is the problem of languages that make distinctions your language does not. In Hindi, the t- and d-sounds can be "retroflex" (with the tongue curled back) or not, making two different letters that can distinguish two different words (*moti* with a retroflex t means "fat, thick" and with a non-retroflex t means "pearl"). **Mandarin and Cantonese have tones, meaning *ma* with an even pitch and *ma* with a falling one are different words. (Mandarin has four tones; Cantonese has more, though the number is disputed.)**

The lexicon obviously matters too. Most European languages share an ancestor (called proto-Indo-European) and so their words, too, often come in related pairs. If you know water in Spanish is *agua* it is easy to figure out Italian *acqua* and English *aquatic*. **But the European languages share vocabulary for another reason: they have freely borrowed from one another over the centuries.** Languages unrelated to the European ones (Arabic from the Semitic family, or Chinese from the Sino-Tibetan one) will not only lack the "genetic" overlap in vocabulary. They are culturally distant, and so have far less borrowed European vocabulary too.

Finally there is grammar. Many people associate tricky grammar with long lists of endings that change according to a word's use in a sentence. This crops up all over Arabic, in which those changes can also be prefixes, suffixes, or vowels and consonants inserted in the middle of a word. This more than anything else accounts for the difficulty of the language. Mandarin, though, almost entirely lacks such inflection, as linguists call it. Foreign grammar is also difficult to the extent that it makes distinctions your language does not; for example, Arabic has a dual number (where verbs conjugate differently when the subject is two people or things), alongside singular and plural. Many languages even feature an ending on verbs indicating how the speaker knows the information to be true.

The overall hardness of a language can be seen as the sum of the difficulty of its writing system, sounds, words and grammar. These come in different proportions: one professor of Chinese has called it the most difficult language he has ever learned to write and the easiest he has learned to speak.

If you want to learn a language just for fun, start with Swedish. If you want to rack up an impressive number, stay in Europe. **But if you really want to impress, bulking up your brain to master Cantonese or Korean is the sign of the true linguistic Ironman.**

19 septembre 2023 (The Economist)

[Why are migrants to Europe fleeing from and through Tunisia? \(economist.com\)](https://www.economist.com)

The Economist explains

Why are migrants to Europe fleeing from and through Tunisia?

An ailing economy and tough border measures elsewhere along Africa's north coast are to blame



image: ap

May 3rd 2023

The Italian island of Lampedusa is home to around 6,000 people. In the past week most of the [14,000 migrants who reached Italy](#) have arrived on its shores. Hundreds more have [died trying to make it](#) there by sea in the past year, including a newborn baby whose body was recovered on September 16th. The following day Ursula von der Leyen, the president of the European Commission, visited the island with Giorgia Meloni, Italy's prime minister. Mrs von der Leyen promised a "co-ordinated response" by the EU to the surge in arrivals on Lampedusa.

A big part of the solution will involve working with Tunisia. A growing proportion of migrants moving through and from north Africa arrive from the country. This year some 75,000 people have migrated by sea from Tunisia to Italy, many in makeshift boats. The figure for the whole of 2022 was just over 30,000. Why is there a surge of migrants leaving from Tunisia?

A few years ago Libya was the most common departure point. In 2016 180,000 people arrived in Italy from that country, which was then relatively easy to enter and leave. In the following year more than 90% of the migrants who came by sea had departed from Libya.

Those huge numbers prompted European governments to try to close the route. In 2017, as part of a wider EU strategy, Italy agreed to invest in Libya if the country stepped up its border control. As part of the deal, Italy's government began [training and equipping Libya's coastguard](#), which is in fact mostly made up of militias independent of the internationally recognised government in Tripoli. Since then the number of people reaching Italy from Libya has fallen by 55%. The coastguard intercepts tens of thousands each year.

Those returned to shore face mistreatment by the Libyan authorities. Some have reported torture and rape in detention centres. Migrants began to look for other routes. By 2020 the share of sea-borne migrants to Italy who had embarked in Libya had fallen to less than 40%; Tunisia had become the main point of departure.

But Tunisia is not just a transit country; a growing minority of those leaving its shores are Tunisian nationals. In 2016 Tunisians accounted for less than 4% of arrivals in Italy; by 2022 they were 18%, the

second largest group by nationality. The Tunisian economy has been weak since 2015. Annual inflation is over 9%; unemployment has been at around 15% or higher for more than a decade. The pandemic dealt a heavy economic blow, too. As lockdowns kept tourists away, GDP shrank by 8.8%.

Politics is a push factor, too. Kais Saied, the country's strongman, silences dissent and arrests opposition figures. After Mr Saied accused black Africans of plotting to [replace Tunisia's Arab majority](#) in February, mobs attacked sub-Saharan migrants with petrol bombs and thousands were evicted from their lodgings. Many are now desperate to leave Tunisia.

The EU is stepping up its efforts to work with Tunisia. In July the bloc signed a memorandum of understanding with Mr Saied and dangled the prospect of sending €1bn (\$1.1bn) to support his country's economy and tackle migration (this would be contingent on Tunisia reaching a bailout agreement with the IMF; Mr Saied rejected an offer from the fund in April). Meanwhile Ms Meloni wants the EU to set up a naval blockade to prevent small boats from reaching Italy's shores. Mrs von der Leyen has set out a ten-point plan for Lampedusa that includes a promise to "explore options to expand naval missions in the Mediterranean". Such measures may increase interceptions of boats travelling from Tunisia, but they won't stop people from trying to flee: desperate migrants will continue to find a way.

19 septembre 2023 (The Economist)

[Could OpenAI be the next tech giant? \(economist.com\)](https://www.economist.com)

Smart money

Could OpenAI be the next tech giant?

What the business of AI's leading startup says about the technology's future



image: getty images

Sep 18th 2023 | SAN FRANCISCO

The creation of a new market is like the start of a long race. Competitors jockey for position as spectators excitedly clamour. Then, like races, markets enter a calmer second phase. The field orders itself into leaders and laggards. The crowds thin.

In the contest to dominate the future of artificial intelligence, Openai, a startup backed by Microsoft, established an early lead by launching Chatgpt last November. The app reached 100m users faster than any before it. Rivals scrambled. Google and its corporate parent, Alphabet, rushed the release of a rival chatbot, Bard. So did startups like Anthropic. Venture capitalists poured over \$40bn into ai firms in the first half of 2023, nearly a quarter of all venture dollars this year. Then the frenzy died down. Public interest in ai peaked a couple of months ago, according to data from Google searches. Unique monthly visits to Chatgpt's website have declined from 210m in May to 180m now (see chart).

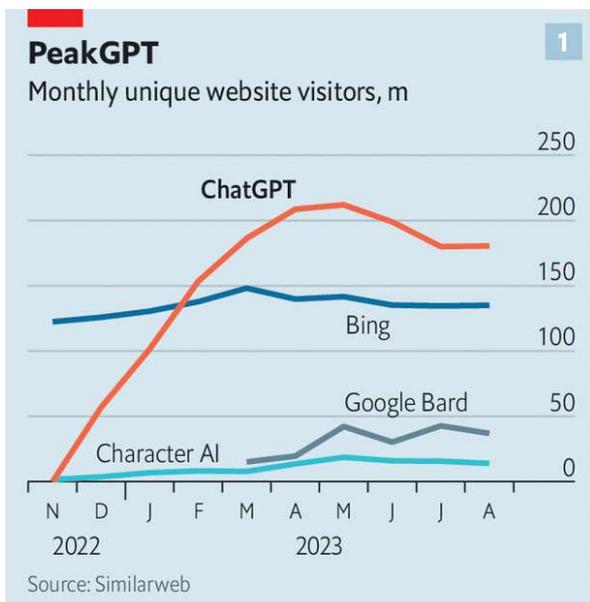


image: the economist

The emerging order still sees Openai ahead technologically. Its latest ai model, gpt-4, is beating others on a variety of benchmarks (such as an ability to answer reading and maths questions). In head-to-head comparisons, it ranks roughly as far ahead of the current runner-up, Anthropic's Claude 2, as the world's top chess player does against his closest rival—a decent lead, even if not insurmountable. **More important, Openai is beginning to make real money.** According to *The Information*, an online technology publication, it is earning revenues at an annualised rate of \$1bn, compared with a trifling \$28m in the year before Chatgpt's launch.

Can OpenAI translate its early edge into an enduring advantage, and join the ranks of big tech? To do so it must avoid the fate of erstwhile tech pioneers, from Netscape to Myspace, which were overtaken by rivals that learnt from their early successes and stumbles. And as it is a first mover, the decisions it takes will also say much about the broader direction of a nascent industry.

Openai is a curious firm. It was founded in 2015 by a clutch of entrepreneurs including Sam Altman, its current boss, and Elon Musk, Tesla's technophilic chief executive, as a non-profit venture. Its aim was to build artificial general intelligence (agi), which would equal or surpass human capacity in all types of intellectual tasks. The pursuit of something so outlandish meant that it had its pick of the world's most ambitious ai technologists. While working on an ai that could master a video game called "Dota", they alighted on a simple approach that involved harnessing oodles of computing power, says an early employee who has since left. **When in 2017 researchers at Google published a paper describing a revolutionary machine-learning technique they christened the "transformer", Openai's boffins realised that they could scale it up by combining untold quantities of data scraped from the internet with processing oomph.** The result was **the general-purpose transformer, or gpt for short.**

Obtaining the necessary resources required Openai to employ some engineering of the financial variety. In 2019 it created a "capped-profit company" within its non-profit structure. Initially, investors in this business could make 100 times their initial investment—but no more. Rather than distribute equity, the firm distributes claims on a share of future profits that come without ownership rights ("profit-participation units"). What is more, **OpenAI says it may reinvest all profits until the board decides that Openai's goal of achieving agi has been reached. Openai stresses that it is a "high-risk investment" and should be viewed as more akin to a "donation".** "We're not for everybody," says Brad Lightcap, Openai's chief operating officer and its financial guru.

Maybe not, but with the exception of Mr Musk, who pulled out in 2018 and is now building his own ai model, just about everybody seems to want a piece of Openai regardless. Investors appear confident that they can achieve venture-scale returns if the firm keeps growing. In order to remain attractive to investors, the company itself has loosened the profit cap and switched to one based on the annual rate of return (though it will not confirm what the maximum rate is). Academic debates about the meaning of agi aside, the profit units themselves can be sold on the market just like standard equities. The firm has already offered several opportunities for early employees to sell their units.

SoftBank, a risk-addled tech-investment house from Japan, is the latest to be seeking to place a big bet on Openai. The startup has so far raised a total of around \$14bn. Most of it, perhaps \$13bn, has come from Microsoft, whose Azure cloud division is also furnishing Openai with the computing power it needs. In exchange, the software titan will receive the lion's share of Openai's profits—if these are ever handed over. More important in the short term, it gets to license Openai's technology and offer this to its own corporate customers, which include most of the world's largest companies.

It is just as well that Openai is attracting deep-pocketed backers. For the firm needs an awful lot of capital to procure the data and computing power necessary to keep creating ever more intelligent models. Mr Altman has said that OpenAI could well end up being "the most capital-intensive startup in Silicon Valley history". Openai's most recent model, gpt-4, is estimated to have cost around \$100m to train, several times more than gpt-3.

For the time being, investors appear happy to pour more money into the business. But they eventually expect a return. And for its part Openai has realised that, if it is to achieve its mission, it must become like any other fledgling business and think hard about its costs and its revenues.

gpt-4 already exhibits a degree of cost-consciousness. For example, notes Dylan Patel of SemiAnalysis, a research firm, it was not a single giant model but a mixture of 16 smaller models. That makes it more difficult—and so costlier—to build than a monolithic model. But it is then cheaper to actually use the model once it has been trained. because not all the smaller models need be used to answer questions. Cost is also a big reason why Openai is not training its next big model, gpt-5. Instead, say sources familiar with the firm, it is building gpt-4.5, which would have “similar quality” to gpt-4 but cost “a lot less to run”.

But it is on the revenue-generating side of business that Openai is most transformed, and where it has been most energetic of late. ai can create a lot of value long before agi brains are as versatile as human ones, says Mr Lightcap. Openai’s models are generalist, trained on a vast amount of data and capable of doing a variety of tasks. The Chatgpt craze has made Openai the default option for consumers, developers and businesses keen to embrace the technology. Despite the recent dip, Chatgpt still receives 60% of traffic to the top 50 generative-ai websites, according to a study by Andreessen Horowitz, a venture-capital (vc) firm which has invested in Openai (see chart).

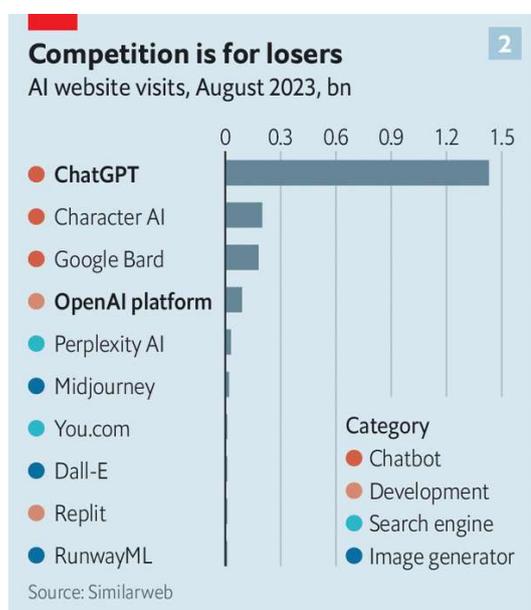


image: the economist

Yet Openai is no longer only—or even primarily—about Chatgpt. It is increasingly becoming a business-to-business platform. It is creating bespoke products of its own for big corporate customers, which include Morgan Stanley, an investment bank. It also offers tools for developers to build products using its models; on November 6th it is expected to unveil new ones at its first developer conference. And it has a \$175m pot to invest in smaller ai startups building applications on top of its platform, which at once promotes its models and allows it to capture value if the application-builders strike gold. To further spread its technology, it is handing out perks to ai firms at y Combinator, a Silicon Valley startup nursery that Mr Altman used to lead. John Luttig of Founders Fund (a vc firm which also has a stake in Openai), thinks that this vast and diverse distribution may be even more important than any technical advantage.

Being the first mover certainly plays in Openai’s favour. gpt-like models’ high fixed costs erect high barriers to entry for competitors. That in turn may make it easier for OpenAI to lock in corporate customers. If they are to share internal company data in order to fine-tune the model to their needs, many clients may prefer not to do so more than once—for cyber-security reasons, or simply because it is costly to move data from one ai provider to another, as it already is between computing clouds. Teaching big models to think also requires lots of tacit engineering know-how, from recognising high-quality data to knowing the tricks to quickly debug the source code. Mr Altman has speculated that fewer than 50 people in the world are at the true model-training frontier. A lot of them work for Openai.

These are all real advantages. But they do not guarantee Openai's continued dominance. For one thing, the sort of network effects where scale begets more scale, which have helped turn Alphabet, Amazon and Meta into quasi-monopolists in search, e-commerce and social networking, respectively, have yet to materialise. Despite its vast number of users, gpt-4 is hardly better today than it was six months ago. Although further tuning with user data has made it less likely to go off the rails, its overall performance has changed in unpredictable ways, in some cases for the worse.

Being a first mover in model-building may also bring some disadvantages. The biggest cost for modellers is not training but experimentation. Plenty of ideas went nowhere before the one that worked got to the training stage. That is why Openai is estimated to have lost \$500m last year, even though gpt-4 cost one-fifth as much to train. News of ideas that do not pay off tends to spread quickly throughout ai world. This helps Openai's competitors avoid going down costly blind alleys.

As for customers, many are trying to reduce their dependence on Openai, fearful of being locked into its products and thus at its mercy. Anthropic, which was founded by defectors from Openai, has already become a popular second choice for many ai startups. Soon businesses may have more cutting-edge alternatives. Google is building Gemini, a model believed to be more powerful than gpt-4. Even Microsoft is, despite its partnership with Openai, something of a competitor. It has access to gpt-4's black box, as well as a vast sales force with long-standing ties to the world's biggest corporate it departments. This array of choices diminishes Openai's pricing power. It is also forcing Mr Altman's firm to keep training better models if it wants to stay ahead.

The fact that Openai's models are a black box also reduces its appeal to some potential users, including large businesses concerned about data privacy. They may prefer more transparent "open-source" models like Meta's llama 2. Sophisticated software firms, meanwhile, may want to build their own model from scratch, in order to exercise full control over its behaviour.

Others are moving away from generality—the ability to do many things rather than just one thing—by building cheaper models that are trained on narrower sets of data, or to do a specific task. A startup called Replit has trained one narrowly to write computer programs. It sits atop Databricks, an ai cloud platform which counts Nvidia, a \$1trn maker of specialist ai semiconductors, among its investors. Another called Character ai has designed a model that lets people create virtual personalities based on real or imagined characters that can then converse with other users. It is the second-most popular ai app behind Chatgpt.

The core question, notes Kevin Kwok, a venture capitalist (who is not a backer of Openai), is how much value is derived from a model's generality. If not much, then the industry may be dominated by many specialist firms, like Replit or Character ai. If a lot, then big models such as those of Openai or Google may come out on top.

Mike Speiser of Sutter Hill Ventures (another non-Openai backer) suspects that the market will end up containing a handful of large generalist models, with a long tail of task-specific models. If ai turns out to be all it is cracked up to be, being an oligopolist could still earn Openai a pretty penny. And if its backers really do see any of that penny only after the company has created a human-like thinking machine, then all bets are off.

19 septembre 2023 (NZZ)

[Liam Carpenter: TikToker geht mit Videos über deutsche Ticks viral \(nzz.ch\)](https://www.nzz.ch)

Die Deutschen haben Angst vor dem Finanzamt und trennen gerne Müll: Ein Brite erreicht mit Videos über deutsche Gewohnheiten ein Millionenpublikum

Liam Carpenter war früher Basketballspieler, nun verdient er sein Geld mit satirischen Tiktok-Videos über deutsche Ticks.

Ferdinand Knapp, Berlin 17.09.2023, 05.30 Uhr 5 min



Liam Carpenter in seiner Rolle des «mürrischen Deutschen».

PD

Was wäre, wenn die weltberühmte Romanreihe «Harry Potter» in Deutschland statt in England spielen würde? Der ICE nach Hogwarts hätte vermutlich Verspätung wegen einer Dementor-Störung. Im Abteil würde ein mürrischer Schaffner die angehenden Zauberer Harry, Ron und Hermine fragen, ob sie eine Sitzplatzreservierung gebucht haben – und warum sie ihre Corona-Masken nicht tragen.

Der deutsche Hogwarts-Express – das ist eine Szene aus einem Video des 27-jährigen Tiktokers Liam Carpenter. Mit kurzen Filmen über typisch deutsche Eigenheiten erreicht der Mann Millionen von Zuschauern. Eigentlich strebte der Brite nie eine Karriere als Internet-Persönlichkeit an, sondern zog mit 18 Jahren nach Deutschland, um seine Basketball-Laufbahn voranzubringen. Aber alles kam anders: Obwohl er es bis in die höchste deutsche Spielklasse schaffte, macht er seit zwei Jahren nicht als Sportler, sondern mit satirischen Videos auf den Social-Media-Plattformen Tiktok und Instagram von sich reden. Darin verarbeitet er seinen Kulturschock: plötzlich in Deutschland.

Die deutsche Furcht vor dem Finanzamt

Carpenters Videos handeln von international verbreiteten Klischees über die Deutschen – von deren zwanghafter Pünktlichkeit über ihren Bierdurst bis zur sprichwörtlichen deutschen Humorlosigkeit. Ausserdem thematisiert er Dinge, mit denen er sich selbst nach seinem Umzug nach Deutschland herumschlagen musste: mit der deutschen «Wanderlust», der Furcht vor dem Finanzamt, dem

Stosslüften im Winter, der Vorliebe für Wasser mit Kohlensäure, dem Datenschutz oder der Besessenheit von der Mülltrennung.

Die erste deutsche Eigenart, die er beobachtet habe, sei aber die Direktheit gewesen, erzählt Carpenter im Video-Call, bei dem er in einem grauen Sweatshirt in seinem Studio vor der Kamera sitzt. Die Deutschen würden frei hinaus sagen, was sie denken – ohne jeden bösen Hintergedanken, aber auch ohne Rücksicht auf Verluste. Carpenter erzählt, er habe in einem Mietshaus mit mehreren Familien und Rentnern gewohnt. Dort habe man sich zwar gegrüsst, aber zum Smalltalk, wie er ihn aus England kannte, kam es nicht. Das sei sehr ungewohnt für ihn gewesen. Das Wetter: kein Treppenhausthema. Wenn, dann geht es in Deutschland gleich zur Sache.

In Carpenters Videos gibt es meist zwei Protagonisten: In der einen Rolle spielt er einen Briten, der mit guter Laune, englischer Höflichkeit und etwas Naivität den deutschen Merkwürdigkeiten entgegentritt. Seine andere Rolle ist der mürrische Deutsche, der dem freundlichen Briten mit starkem deutschem Akzent auf Englisch erklärt, wie die Dinge in Deutschland korrekt abzulaufen haben.

Der Deutsche und sein Frühstücksei

Internet-Nutzer scheinen Carpenters trockenen Humor und das einfache Schema der kurzen Filme zu mögen: Die Videos werden millionenfach geklickt. Auf Tiktok hat der junge Brite zwei Millionen Follower, auf Instagram etwa 1,6 Millionen. Das sind sensationelle Zahlen. Die Hälfte seiner Follower wohne in Deutschland, sagt Carpenter. Er vermute, dass viele von ihnen Expats seien, denen, wie ihm, manche Aspekte des deutschen Alltags Kopfzerbrechen bereiteten.

Wie zum Beispiel die Beobachtung, dass Deutsche am Sonntag sehr ausgiebig frühstückten. So ist in einem seiner Videos der Tisch üppig gedeckt: Vor dem mürrischen Deutschen stehen zwei Gläser und eine Tasse. Warum er denn drei Getränke habe, will die Stimme aus dem Off (Carpenters deutsche Frau in der Gastrolle einer Britin) wissen. Das Wasser sei gegen den Durst, den Orangensaft trinke er wegen der Vitamine und den Kaffee für die Verdauung, sagt der «Deutsche».

Im Brotkorb liegen Laugenstangen, Mehrkorn- und Roggenbrotscheiben. Als Brotaufstrich gibt es selbstgemachte Marmelade von 2015 (luftdicht verschlossen!) und dazu das berühmte Frühstücksei, dem schon der [grosse deutsche Komiker Loriot](#) einen eigenen Sketch widmete. Angewidert schaut Carpenter auf den Teller seiner Frau, als diese in britischer Manier mit Eiern und Schinken aus ihrer Semmel ein Sandwich macht.

Ganz kulturkorrekt ist dieses Video allerdings nicht, wie gleich mehreren Nutzern auffällt. Einer kommentiert: «Die Mütze wird in geschlossenen Räumen abgenommen.» Ohnehin könne man sich über das Outfit des «Deutschen» wundern. Die [Socken, die er in seinen Sandalen](#) trägt, sind ein weit verbreitetes Klischee. Aber was hat es mit der übrigen Kleidung des «mürrischen Deutschen» auf sich?

«Ehrlich gesagt trug ich am Anfang nur diesen Jogginganzug. Dann schrieben mir aber Leute, zum Jogginganzug brauchte ich unbedingt noch eine Bauchtasche und so eine Kappe», sagt Carpenter. Mit diesem Outfit sieht er inzwischen ein wenig so aus wie die Drogendealer im [Görlitzer Park in Berlin](#).

Autobahn-Video geht viral

Seit acht Jahren lebt der Zufalls-Komiker in Deutschland und hat mittlerweile auch die deutsche Staatsbürgerschaft erlangt. Der Einbürgerungstest sei «der leichteste Test meines Lebens» gewesen,

sagt er. Schwerer dürfte seine Fahrprüfung gewesen sein. Denn auch das [Rasen auf deutschen Fernverkehrsstrassen](#) sei am Anfang ein «Kulturschock» gewesen.

Von jenen hohen Geschwindigkeiten handelt auch das erste seiner Videos, das durch die Decke geht. Es zeigt ihn mit Angstzuständen auf dem Beifahrersitz, während seine deutsche Frau mit hoher Geschwindigkeit über die Autobahn braust. Auf den viralen Hit folgten Clips, die mit dem Satz «In Germany we don't say –» beginnen, in denen er britische und deutsche Gepflogenheiten vergleicht oder deutsche Redewendungen ins Englische übersetzt.

Angesichts von knapp zwei Millionen Menschen, die ihm auf Social-Media-Profilen folgen, ist davon auszugehen, dass nicht nur Expats, sondern auch Deutsche Carpenters Humor mögen. Das dürfte daran liegen, dass er die Deutschen und die Briten nie böse, sondern mit Charme verballhornt, stets mit einer Prise Selbstironie.

Liam Carpenter ist inzwischen bei Tiktok und Instagram-Nutzern so bekannt, dass er seine satirischen Beiträge auch als Werbespots für grosse deutsche Firmen vermarkten kann. Obwohl er sich regelmässig über die Unpünktlichkeit der Deutschen Bahn lustig macht, ist der Konzern [eine Kooperation mit ihm eingegangen](#).

Seine Basketballschuhe hat Carpenter mittlerweile an den Nagel gehängt. Im Dezember 2021 – mitten in der Saison – entschied er sich, sein Team zu verlassen und sich nun völlig seiner neuen Aufgabe als Kulturvermittler zu widmen. Carpenter sieht sich selbst nicht als Comedian, sondern als «Content Creator».

«Das Wort <Influencer> mag ich nicht», sagt er. Allerdings überlege er schon seit Monaten, ob er nicht auch Stand-Up-Comedy machen solle. Die Vorstellung, vor einem Publikum zu spielen, mache ihm aber Angst. «Ich bin eigentlich eine sehr schüchterne Person», sagt er.

19 septembre 2023 (FAZ)

[Die Fronten im Streit um die EU-Finzen verlaufen wie in der Eurokrise \(faz.net\)](#)

STREIT UM EU-FINANZEN:

Fast wie in der Eurokrise

VON [WERNER MUSSLER](#), SANTIAGO DE COMPOSTELA

-AKTUALISIERT AM 18.09.2023-10:21



Spaniens Finanzministerin Calvino und EU-Kommissions-Vize Dombrovskis am Wochenende in Santiago de Compostela. Bild: AFP

Frankreich gegen Deutschland, Nord gegen Süd: Die EU streitet darum, wie viele Schulden die Länder machen dürfen. Und nun?

Valdis Dombrovskis, der sonst selten farbig formulierende Vizepräsident der EU-Kommission, sprach vom „camino fiscal“, dem fiskalischen Jakobsweg, auf den sich die EU nun begeben müsse. Die amtierende EU-Ratsvorsitzende, Spaniens Wirtschafts- und Finanzministerin Nadia Calviño, kündigte an, unter ihrer Führung werde die EU nun auf „Santiago-Art“ voranschreiten.

Die mühsamen Metaphern bezogen sich auf dem informellen EU-Finanzministertreffen am Wochenende in Santiago de Compostela auf dieselbe Tatsache: dass der seit Jahren andauernde Streit um die neuen EU-Budgetregeln, der ursprünglich in Galizien schon gelöst werden sollte, unverändert feststeckt – und die EU damit in immer größere Zeitnot gerät.

Der Gesetzesvorschlag, den die EU-Kommission zur Reform des Stabilitätspakts im April vorgelegt hatte, stößt in seinem Kern unverändert vor allem in Deutschland, aber längst nicht nur dort auf Widerstand. Die EU-Behörde will künftig mit jedem Mitgliedstaat individuelle, von der jeweiligen Budget- und Wirtschaftslage abhängige Schuldenabbaupläne mit einer Laufzeit von bis zu sieben Jahren aushandeln. Die Bundesregierung stört sich an diesem individuellen Ansatz und will die Regeln wie bisher für alle gleich gelten lassen. Außerdem fordert sie numerische Mindestwerte für den jährlichen Schuldenabbau.

Die Kommission nutzt ihren Spielraum

Frankreich, das ähnlich wie Deutschland etwa die Hälfte der Mitgliedstaaten hinter sich hat, ist gegen solche starren Regeln und will der Kommission – wie sich das die EU-Behörde auch selbst wünscht – möglichst viel Spielraum zubilligen, um staatliche Investitionen zu ermöglichen. Weder Bundesfinanzminister Christian Lindner (FDP) noch sein französischer Amtskollege Bruno Le Maire ließen in Santiago erkennen, dass sie von ihren Positionen abzugehen gedenken.

Dennoch will Calviño, die die weiteren Verhandlungen als Ratsvorsitzende moderiert, schon auf dem nächsten Treffen der Finanzminister in vier Wochen in Luxemburg eine politische Einigung in dem Konflikt erzielen. Im November könnten die Mitgliedstaaten dann Verhandlungen über die

Gesetzesnovelle mit dem Europaparlament aufnehmen und diese bis zum Jahresende abschließen. So könnten die neuen Regeln zum Jahreswechsel in Kraft treten, sagte die Spanierin in Santiago.

Lindner erinnert an „alte Budgetregeln“

Dieser Zeitplan darf nicht nur als ehrgeizig, sondern als unrealistisch gelten. Dombrovskis nannte als Option, dass die Staaten ihre Verhandlungen untereinander bis zum Jahresende abschließen und darüber mit dem Parlament bis zum Ende der laufenden Legislaturperiode im April eine Einigung erzielen. Für eine Beurteilung der Budgets des Jahres 2024 reiche das aus, sagte der Lette.

Freilich blieb Calviño eine Antwort auf die Frage schuldig, wie sie die großen Meinungsunterschiede binnen weniger Wochen überbrücken will. Sie verwies nur auf die bekannte Formel, ein Kompromiss müsse zwei große Ziele miteinander verbinden, eine tragfähige und dauerhafte Schuldensenkung, die Wirtschaftsreformen erlaube, und genügend Spielraum für staatliche Investitionen.

Angesichts der geringen Chancen auf einen schnellen Kompromiss wurden in Santiago hinter den Kulissen bereits Alternativszenarien diskutiert. Mehrere Ressortchefs forderten zusätzliche Ministertreffen in den kommenden Wochen und Monaten. Andere Teilnehmer äußerten die Erwartung, dass sich der deutsch-französische Konflikt nur auf „Chefebene“, also vor allem zwischen Bundeskanzler Olaf Scholz (SPD) und Staatspräsident Emmanuel Macron, spätestens auf einem EU-Gipfeltreffen im Dezember lösen lasse.

Ob es dazu kommt, ist aber schon deshalb offen, weil die meisten Beteiligten kein besonderes Interesse an einem schnellen Kompromiss haben. Lindner hat mehrfach betont, wenn bis zum Jahresende kein Kompromiss erzielt werde, träten die bis dahin krisenbedingt ausgesetzten „alten“ Budgetregeln wieder in Kraft. Diese verlangen von der EU-Kommission eine Beurteilung, ob ein Land den Maastrichter Referenzwert für das Staatsdefizit von 3 Prozent und für die Staatsschulden von 60 Prozent der Wirtschaftsleistung einhält. Wäre dies nicht der Fall, müsste die EU-Behörde wieder Defizitverfahren einleiten.

Praktisch wäre eher zu erwarten, dass die Kommission wie vor der Pandemie ihren schon bisher vorhandenen großen Beurteilungsspielraum ausnutzt. Dombrovskis deutete in Santiago an, dass sich die Behörde bei einem eventuellen Scheitern der Verhandlungen dennoch an den Maßstäben ihrer Vorschläge vom April orientieren würde.

19 septembre 2023 (NZZ)

[Staatsschulden steigen global rasant \(nzz.ch\)](https://www.nzz.ch)

GASTKOMMENTAR

Vertrieben aus dem Schlaraffenland – unsere überbordenden Staatsschulden werden wir lange nicht loswerden

Nach einer Kaskade von Krisen ist die Verschuldung der Staaten auf einem Rekordniveau angekommen. Die Idee, dass Staatsverschuldung bei wachsender entwickelter Wirtschaft kein Problem sei, hat sich als Irrtum erwiesen. Irgendjemand bezahlt am Ende immer die Zeche.

Rainer Hank

1 Kommentar 18.09.2023, 05.30 Uhr 7 min



Besonders dramatisch ist die Staatsverschuldung mit rund 31,5 Billionen Dollar in den USA. Daniel Kalker / DPA

Milton Friedmans vermutlich berühmtester Satz lautet: «**There ain't no such thing as a free lunch.**» Feinschmecker benutzen dafür gerne das Akronym TANSTAAFL. Friedman, Ökonomienobelpreisträger des Jahres 1976, hat das Diktum nicht erfunden, aber nachhaltig popularisiert: Es gibt nichts umsonst auf dieser Welt, irgendeiner muss am Ende die Zeche zahlen.

Das Diktum Friedmans versteht sich als Kritik an Regierungen, die ihren Bürgern vorgaukeln, sie mit Wohltaten zu beglücken, ohne dass es etwas kostet. Die Umsonst-Verheissung lautet: **Wir besteuern lediglich die grossen Konzerne, oder wir lassen die Notenbanken das Geld drucken.**

Friedman zertrümmert beides. Wenn der Staat Steuern von den Unternehmen nimmt, kommt dieses Geld in Wirklichkeit von realen Menschen: von den Kunden oder den Mitarbeitern oder den Aktionären dieser Firma. **Und wenn die Notenbank mehr Geld druckt, konsumieren die Leute mehr, die Unternehmen erhöhen die Preise – und am Ende gibt es Inflation, was nichts anderes als eine Art von Steuer ist, die alle Bürger entrichten müssen.**

Die Rechnung geht an andere

Milton Friedmans Lehre galt lange Jahre als unfehlbares Dogma. Auch Staatsschulden gibt es nicht umsonst, die Rechnung kommt nur später getreu der Devise: **Die Schulden von heute sind die Steuern von morgen.** Staatsschulden wären demnach ein besonders anschaulicher Anwendungsfall von TANSTAAFL: Das Geld beglückt die Bürger von heute und bringt den gegenwärtigen

Regierungen zum Dank dafür Wählerstimmen. Die Rechnung geht an die Kinder und die Enkelkinder.

Was «gute» und was «schlechte» Schulden sind, weiss man erst im Nachhinein.

Indes wäre es ein Missverständnis zu meinen, Staatsschulden seien stets etwas Negatives. **Es gibt «gute» und «schlechte» Schulden, wie Barry Eichengreen in seinem 2021 erschienenen Buch «In Defense of Public Debt» dargelegt hat:** Der Wohlstand von Nationen wurde häufig auf Kredit geschaffen. Und ohne Schulden kann keine Armee einen Krieg gewinnen.

Einerseits. Andererseits haben Schulden Staaten in den Ruin getrieben und Menschen in Armut gestürzt. Die Crux dabei: Es handelt sich um **eine Ex-post-Betrachtung. Was «gute» und was «schlechte» Schulden sind, weiss man erst im Nachhinein.** «Ex ante» erzählen alle Regierungen ihren Bürgern und ihren Gläubigern, dass es sich um gute Schulden handle.

Eine wachsende Zahl von Ökonomen wollte uns in den vergangenen Jahren glauben machen, Friedman sei überholt und Staatsverschuldung sei kein Problem. Sie beriefen sich auf schlichte Arithmetik. Die Realzinsen vieler Länder waren über geraume Zeit sehr niedrig, zuweilen sogar leicht negativ. Demgegenüber blieb das Wirtschaftswachstum entwickelter Volkswirtschaften moderat positiv.

Sofern der langfristige Zins, den die Staaten am Kapitalmarkt für ihre Schulden zahlen müssen, geringer ist als das gesamtwirtschaftliche Wachstum, verschwinden die Staatsschulden mit der Zeit wie durch Zauberhand von alleine, ohne dass dafür die Steuern erhöht, die Ausgaben gekürzt und Kinder oder Enkel zur Kasse gebeten werden müssten. Denn der Schuldenstand im Zähler wächst langsamer als das BIP im Nenner. Bei Negativzinsen macht der Staat mit Schulden sogar noch ein Geschäft.

Rekordhohe Verschuldung

Wir seien heute ziemlich nah an einem Free Lunch, bekamen wir lange Zeit von Ökonomen zu hören, die als modern galten und deren Rat liebend gerne von Regierungen abgeholt wurde. Denn dieser Rat lief hinaus auf eine Art schuldenpolitische Unbedenklichkeitsgarantie. Der Free Lunch eröffnete fiskalpolitischen Spielraum für gesellschaftspolitisch wünschenswertes Staatshandeln – gegen den Klimawandel, für die Bildung, für die Digitalisierung und/oder für mehr Waffen und Soldaten. Und das **alles kostenlos.**

Die Ökonomen des lockeren Geldes sind mittlerweile verstummt. Die Welt von heute ist eine andere. Mit der Inflation ist der Zins zurückgekommen. Vom schuldenfinanzierten Schlaraffenland redet keiner mehr. Einzig der Ausgabenhunger der Staaten ist geblieben. Neben der regenerativen Transformation der gesamten Wirtschaft, der teuren Digitalisierung, Begehrlichkeiten in Bezug auf neue Sozialleistungen der alternden Gesellschaft (Rente, Gesundheit) fordert die «Zeitenwende» weltweit ihren Milliardentribut für Rüstung, Sicherheit und grössere wirtschaftspolitische Unabhängigkeit.

Kein Wunder, dass die Verschuldung der Staaten der Welt inzwischen auf einem Rekordniveau ist, vergleichbar mit der Situation im Jahr 1947. Damals war ein Weltkrieg

die Ursache, heute treibt eine Kette von Krisen die Ausgaben (Finanz-, Euro-, Corona-, Energiekrise). Hinzu kommen die direkten und indirekten Kosten des Ukraine-Krieges.

Die weltweiten öffentlichen Schulden erreichten 2022 eine Summe von 92 Billionen Dollar. Dies geht aus «A World of Debt» der Uno vom Juli hervor. Laut dem Bericht hat sich die Verschuldung der Staaten seit 2000 verfünffacht, während sich das globale BIP im gleichen Zeitraum lediglich verdreifachte.

Besonders dramatisch ist die Staatsverschuldung in den USA. Sie liegt zurzeit bei rund 31,5 Billionen Dollar – das entspricht einer Schuldenquote im Vergleich zum Bruttoinlandprodukt von etwa 120 Prozent. Damit rangieren die Vereinigten Staaten in den Top 20 der am höchsten verschuldeten Länder – weit vor beispielsweise Deutschland mit einer Staatsschuldenquote von knapp 67 Prozent.

Zur Finanzierung ihrer Verbindlichkeiten müssen die USA dieses Jahr geschätzte 396 Milliarden Dollar oder knapp 7 Prozent ihrer gesamten Staatsausgaben aufbringen und damit mehr als für allgemeine Schulbildung, Katastrophenhilfe, Landwirtschaft, Wissenschaftsförderung, Raumfahrtprogramme, Entwicklungshilfe und Umweltschutz zusammen. Noch bis in die achtziger Jahre lag die Verschuldungsquote der USA bei lediglich 30 Prozent.

Dass dies auf Dauer nicht gutgehen kann, zeigt die Geschichte der Staatspleiten seit der Antike. Wo genau der «tipping point» liegt, bei dem die Gläubiger nervös werden, lässt sich im Vorhinein nicht exakt berechnen. Die Finanzmärkte werteten es als Warnschuss, dass die Rating-Agentur Fitch Anfang August die USA von Triple-A auf AA+ zurückstufte.

Vor dem Hintergrund dieser dramatischen Entwicklung sollte man klären, ob und wie es gelingen könnte, die weltweite Rekordverschuldung wieder auf ein normales Mass zurückzuführen. Dazu hat Barry Eichengreen auf dem traditionellen Treffen der wichtigsten Notenbanker und Geldpolitiker der Welt in Jackson Hole (Rocky Mountains) Ende August einen vieldiskutierten Vortrag gehalten. Das Treffen stand unter dem Thema «Strukturelle Umbrüche in einer globalen Ökonomie». Linke Beobachter glaubten das Ergebnis der Tagung mit jenem Begriff zusammenfassen zu können, mit dem Leo Trotzki die bürgerlichen Politiker der späten dreissiger Jahre charakterisierte – «Ratlosigkeit».

Wege aus der Schuldenfalle

Mit dieser Zusammenfassung liegt man nicht gänzlich falsch. Denn auch Eichengreen zeigte sich ratlos bei seinen Überlegungen, wie es den Staaten gelingen könnte, sich ihrer Schuldenlast zu entledigen. Seine Ratlosigkeit resultierte aus einer ziemlich rationalen, in Teilen brillanten Analyse der Indizien dafür, warum die weltweiten Schulden nicht nur kurz-, sondern auch mittelfristig kaum geringer werden dürften.

Im Gegenteil: Die Schulden werden wachsen. So muss der amerikanische Staat inzwischen für seine zehnjährigen Anleihen einen Zinssatz von 4,5 Prozent zahlen, während das Wachstum des Bruttoinlandproduktes derzeit 2,4 Prozent beträgt.

Wenn der Zähler der Schuldenquote aber stärker steigt als der Nenner, dann ist es aus mit dem Schlaraffenland. Selbst wenn mittelfristig die Nachfrage der für ihr Alter vorsorgenden Sparer nach sicheren Anlagen hoch und der Zins damit moderat bleiben könnte, so ist doch auf der anderen Seite **gewiss, dass auch die Wachstumsraten der Industrienationen niedrig bleiben werden.** **Und zugleich werden die Staatsausgaben nicht geringer werden, sondern mutmasslich weiter steigen.**

Auch die Hoffnung einiger, die Inflation könnte die Schulden schrumpfen lassen, dämpfte Eichengreen gewaltig. Der Traum einer «finanziellen Repression» hat allenfalls so lange einen Effekt, wie die Inflation die Volkswirtschaften überrascht. Deshalb ist die Verschuldung in den Jahren 2021 und 2022 in vielen Ländern leicht gesunken. Doch dann haben die Zentralbanken damit begonnen gegenzusteuern, der Zins stieg, während die Teuerung auf der anderen Seite das Wachstum drückte. Damit schmolz die Hoffnung rasch dahin, man könne die Schulden einfach inflationieren.

Dabei ist es kein ökonomisches Naturgesetz, dass Staaten keine Chance haben, sich aus der Schuldknechtschaft zu befreien. Der Weg dorthin führt über **strukturelle Reformen mit dem Ziel, die Haushalte zu konsolidieren, mithin über die Einschränkung öffentlicher Leistungen und/oder die Erhöhung von Steuern.**

So etwas ist unter dem Schlagwort «**Austerität**» während der Euro-Krise **schwer in die Kritik geraten.** Im 19. Jahrhundert war das anders. **Eichengreen erinnert daran, dass etwa Grossbritannien nach den Napoleonischen Kriegen, Frankreich nach den Kriegen gegen Preussen oder die USA in der Ära der Bürgerkriege ihre kriegsbedingt hohen Schulden zurückzuführen verstanden und Haushaltüberschüsse erwirtschaften konnten.**

Eine Reihe von Ländern (Norwegen, Singapur, Belgien, Irland, Kanada) haben ihre Haushalte noch in den neunziger Jahren des 20. Jahrhunderts auf diese Weise saniert. Dafür braucht es neben einem robusten Wirtschaftswachstum eine Art nationaler Solidarität zur Haushaltsdisziplin. Kein Wunder, dass solche Konsolidierungsgeschichten in modernen Wohlfahrtsstaaten die Ausnahmen geblieben sind.

So wünschenswert es wäre, so unwahrscheinlich ist ein Abbau der Staatsschulden weltweit, so lautet das Résumé des Berkeley-Ökonomen Eichengreen. Man mag es mögen oder auch nicht – Staaten werden wohl noch lange mit den Schulden leben müssen. **Das heisst auch, dass sie einen beträchtlichen Teil ihrer Einnahmen für den Schuldendienst aufbringen müssen und nicht für «gute Werke» einsetzen können.**

Selbst sichere Länder mit bestem Ranking wie die USA können sich nicht in der Sicherheit wiegen, dass nicht irgendwann ein schlechteres Rating ihnen einen höheren Zinssatz abnötigen wird. Das Warnsignal dazu gab es jetzt. **Milton Friedmans Dogma aber bleibt gültig; ein Schlaraffenland ist hienieden schlichtweg nicht vorgesehen.**

Rainer Hank leitete bis 2018 die Wirtschafts- und Finanzredaktion der «Frankfurter Allgemeinen Sonntagszeitung». Er lebt als Publizist in Frankfurt am Main.